
UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO

HISTOIRE D'ITALIE,

DE 1789 À 1814.

TOME II.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

rue de Vaugirard, n° 9.

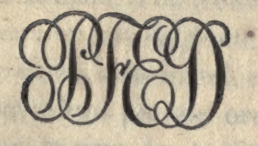
HISTOIRE D'ITALIE,

DE

1789 à 1814,

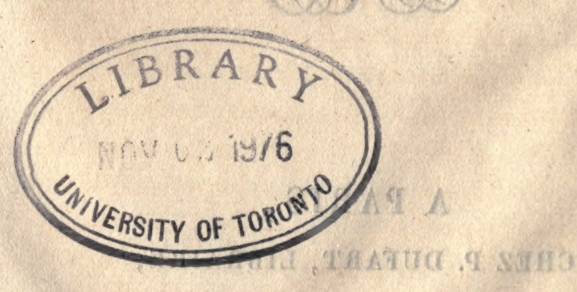
PAR CHARLES BOTTA.

TOME SECOND.



A PARIS,
CHEZ P. DUFART, LIBRAIRE,
QUAI VOLTAIRE, N° 19.

1824.


LIBRARY
1976
UNIVERSITY OF TORONTO

HISTOIRE D'ITALIE,

DE 1789 À 1814.

SUITE DU LIVRE SEPTIÈME.

Revenons aux entreprises de Buonaparte. Son projet était, pour forcer le passage du Mincio, de faire croire à Beaulieu, en courant sur la rive occidentale du lac de Garda, qu'il voulait occuper Riva, et de là se jeter dans Roveredo, place située sur la route d'Italie au Tyrol. Ayant donc passé l'Oglio et le Mela, il établit ses quartiers dans la ville de Brescia, d'où il envoyait ses troupes légères manœuvrer sur la route de Desenzano. Une forte division, commandée par le général Rusca, s'avança même par son ordre jusqu'à Salò, place située sur la rive droite du lac vers le milieu. Afin d'entretenir de plus en plus l'ennemi dans la fausse opinion que son unique but était de s'étendre sur la rive gauche, pour se porter vers les parties supérieures du lac, et toujours dans le dessein de fermer le passage du Tyrol aux Autrichiens, il avait fait rétrograder ses divisions du centre et de droite ; de sorte qu'au lieu de se montrer menaçantes sur la rive droite du Mincio, elles

s'étaient établies à quelques milles du fleuve dans les places de Montechiaro, Solfarino, Gafoldo et Mariana, et se tenaient tranquilles dans leurs logemens.

Brescia appartenait aux Vénitiens; les Autrichiens, il est vrai, avaient aussi passé sur le territoire de Venise, mais sans occuper les places fortes. C'était donc, de la part de Buonaparte, un acte complet d'hostilité. Pour s'en justifier, il publia le 29 mai, à Brescia, une proclamation où il fit, selon sa coutume, des promesses qu'il n'avait point l'intention de réaliser. Il disait que l'armée française avait surmonté les obstacles les plus difficiles, pour affranchir le plus beau pays de l'Europe du joug pesant que l'orgueilleuse Autriche lui avait imposé; que la victoire et la justice réunies avaient couronné son entreprise; que, pour atteindre les débris de l'armée ennemie, les Français passaient sur le territoire vénitien; mais qu'ils n'oublieraient point l'antique amitié qui liait les deux républiques; que le peuple n'avait rien à craindre; que l'on respecterait la religion, le gouvernement, les usages et les propriétés; que tout serait acheté et payé comptant; que les magistrats et les prêtres étaient priés d'informer les peuples de ces sentimens, afin qu'une confiance mutuelle resserrât encore l'amitié qui, depuis si long-temps, unissait deux nations fidèles à l'honneur et accoutumées à la victoire. Ainsi, le 29

mai 1796, Buonaparte appelait amie de la France cette république à qui le directoire, et Buonaparte lui-même, avaient fait un crime de l'asile donné au comte de Lille; il proclamait fidèle à l'honneur cette nation à qui ils avaient reproché le passage accordé aux troupes autrichiennes : tantôt la force de la vérité leur arrachait des éloges, tantôt la soif de la rapine et de la destruction leur dictait des injures.

Aussitôt que Beaulieu eut avis de l'occupation de Brescia par les Français, il s'autorisa de leur exemple, et mit une garnison dans Peschiera, forteresse vénitienne située au versant du lac de Garda, qui n'est autre chose que le Mincio. Il craignait que Buonaparte ne respectât pas plus Peschiera que Brescia, et la première de ces deux villes, en la supposant bien pourvue, eût été sa principale garantie contre le passage du fleuve. Peschiera était une place forte; mais le sénat, ou plutôt les sages, persistant toujours dans leur malheureux système de neutralité désarmée, n'ayant pas non plus prévu l'impétuosité de l'orage, avaient négligé des précautions dont on reconnaissait trop tard la nécessité. Soixante invalides formaient toute la garnison de la place; elle avait bien quatre-vingts canons, mais sans affûts ni munitions; cent livres de poudre, mais mauvaise, des fortifications en ruines, un pont-levis qu'on ne pouvait mouvoir, des défenses extérieures sans palissades, un che-

min couvert encombré d'arbres, pas un seul drapeau sur les murailles pour indiquer le souverain de la forteresse. Le colonel Carrera, qui y commandait, avait cependant fait connaître au provéditeur général le misérable état de la place; il avait demandé des soldats, des armes et des munitions, démontré la position critique de cette ville dans le voisinage si rapproché des armées ennemies; mais Foscarini, qui voyait plus de danger dans la résistance que dans l'inaction, mit de côté les réclamations du commandant. Cette excessive retenue lui fut amèrement reprochée par ceux-là même en faveur desquels il l'avait observée. En effet, Buonaparte affirmait que si le provéditeur général eût envoyé deux mille soldats seulement, de Vérone à Peschiera, la place eût été sauvée. C'était la vérité; mais si Foscarini ne l'avait pas fait, c'était pour ne point irriter le capitaine français, bien plus que pour complaire au général autrichien.

Maîtres de Peschiera, les Autrichiens y firent à la hâte les fortifications que le peu de temps qui restait leur permit d'établir, et réparèrent les bastions ainsi que les autres défenses tombant en ruines. Cependant Buonaparte, certain d'avoir trompé l'ennemi en faisant croire qu'il voulait porter son armée vers la pointe supérieure du lac de Garda, s'apprêtait à exécuter son dessein, qui était de forcer le passage du Mincio à Borghetto; mais

encore bien que, d'après les démonstrations de son adversaire, Beaulieu eût dirigé une partie de ses troupes vers le haut pays, ce général soupçonnait néanmoins que le véritable projet de Buonaparte était de l'attaquer à Borghetto. Aussi, avait-il muni le pont de défenses convenables, retranché quatre mille soldats d'élite sur la rive droite, à l'entrée de ce pont, et disposé dix-huit cents hommes de cavalerie pour battre la campagne, et tomber sur les partis ennemis qu'ils pourraient rencontrer; le reste de son armée était campé sur la rive gauche, tout prêt à secourir l'avant-garde au moment du danger. Dès le matin les troupes républicaines s'ébranlèrent de Castiglione, de Capriana, de la Volta, et se dirigèrent toutes à la fois vers le pont de Borghetto, où s'engagea une bataille opiniâtre. Les Autrichiens, quoique vaincus tant de fois, n'avaient point perdu courage, et soutenaient valeureusement le choc des Français; le premier avantage même fut pour eux. Toutes les troupes de France qui devaient donner n'étant pas encore arrivées, l'avant-garde qui avait engagé le combat, vigoureusement pressée par la cavalerie autrichienne, commençait à fléchir et à céder le terrain; mais bientôt, pressés de tous côtés par de nouveaux bataillons, surtout par la cavalerie et l'artillerie, les Autrichiens ne purent résister à la multitude, abandonnèrent la rive droite du fleuve, passèrent le pont, et se

mirent à couvert sur la rive gauche, après avoir brisé une arche pour n'être pas poursuivis par l'ennemi. La canonnade continua très vivement de l'une à l'autre rive, sans résultat toutefois, parce que les Français ne pouvaient passer le pont, et que les Autrichiens ne voulaient pas abandonner leurs positions. Mais, dans les guerres de cette époque, les Français étaient plus que des hommes; aussi braves que leurs ancêtres, ils se montraient beaucoup plus persévérans. En effet, le général Gardanne, à la tête d'une troupe de soldats déterminés, se jette dans le fleuve, sans s'occuper ni de la profondeur des eaux qui lui venaient jusqu'à la poitrine, ni des boulets ennemis qui le foudroyaient de la rive opposée. Déjà il effectuait son passage et touchait à l'autre bord; tant d'audace épouvanta les Autrichiens; ils se rappelèrent la journée de Lodi, et ralentirent leur défense. Les Français eurent alors la facilité de passer le fleuve, non seulement à gué, mais encore sur le pont qu'ils firent réparer. De ce moment leur victoire fut complète; et comme ils l'avaient acquise avec courage, ils en profitèrent avec habileté. Toute l'armée ayant passé le pont, se mit à la poursuite de l'ennemi pour le rompre entièrement, et l'empêcher de jeter des troupes dans Mantoue, forteresse d'une haute importance. Buonaparte, qui ne faisait rien à demi, voulant fermer aux Autrichiens la route du Tyrol, avait promp-

tement dirigé Augereau sur Peschiera, avec ordre de s'en emparer à quelque prix que ce fût, et de courir aussitôt après à Castel-Nuovo et à Vérone. Dans l'impossibilité de se mettre à couvert dans Mantoue et de regagner le Tyrol, l'armée impériale se fut trouvée alors dans la plus dangereuse position; mais Beaulieu avait été informé, par ses éclaireurs, des projets de l'ennemi, et, voyant que le passage du Mincio par les Français ne lui laissait aucun espoir de résistance, il avait appliqué toute son attention à s'emparer des principaux défilés du Tyrol. Le temps pressait, et il fallait saisir le moment. Il introduisit donc une division de douze mille hommes dans Mantoue, avec des munitions de bouche et de guerre en abondance, et prit à marches forcées la route de Vérone. Mais, pour donner à ses troupes le temps de se rallier, il dût encore soutenir un engagement meurtrier, entre Vallegio et Villa-Franca, sur les bords d'un large et profond canal où se réunissent les eaux du Mincio et celles du Tartaro; faisant évacuer en même temps Peschiera et Castel-Nuovo. Après avoir ainsi rassemblé toute son armée, et la nuit ayant mis fin au combat du canal, il défila rapidement vers l'Adige, passa ce fleuve à Vérone, et gagna les positions fortes du Tyrol. Le victorieux et terrible Augereau entra sans résistance dans Peschiera.

Tel fut le dénoûment des opérations de Beau-

lieu en Italie ; d'où l'on peut se convaincre que si les armes françaises obtinrent sur les siennes tant d'avantages, il faut en chercher la cause, non dans un manque de valeur chez les soldats allemands, mais dans le génie et l'habileté militaire qui rendaient le jeune général français si supérieur au vieux général autrichien. Du reste, Beaulieu était capitaine expérimenté, courageux, et la perte de la bataille de Montenotte ne peut être attribuée qu'à un événement extraordinaire, puisque les dispositions par lui prises, et avant et pendant le combat, étaient de tout point excellentes ; il est même vraisemblable que, sans la résistance imprévue de Rampon, la fortune se serait déclarée pour Beaulieu plutôt que pour Buonaparte. S'en aller à Voltri, négliger les fortifications de Montenotte, c'était de la part de ce dernier une imprudence qui lui fut remontrée par ses meilleurs capitaines, et peu s'en fallut, assurément, que cette imprudence n'occasionnât la perte de l'armée française tout entière.

Cependant, les coupables desseins du directoire et de Buonaparte contre la république de Venise se manifestaient déjà par de funestes symptômes ; desseins d'autant plus haïssables, que leur source était peut-être moins dans la haine que dans l'intérêt. Ils tendaient à deux fins principales ; l'une accidentelle et passagère, l'autre depuis longtemps méditée et permanente. La première con-

sistait à procurer à l'armée française tous les moyens de poursuivre l'ennemi, et de lui couper la retraite; la seconde, à mettre le désordre dans la république vénitienne. Par là, on acquérait, dès à présent, la facilité de vivre à discrétion sur les états de Venise, et l'on se ménageait, pour l'avenir, le prétexte d'un trafic en faveur de quiconque voudrait bien faire la paix avec la France. L'occupation de Vérone conduisait droit à ce double but. Maîtresse de l'Adige par sa position et ses trois ponts, cette ville est encore l'obstacle le plus difficile à vaincre pour une armée qui descend des Alpes rétiennes. D'un autre côté, l'acquisition d'une place de cette importance ne pouvait s'opérer, pour les Français, sans un grand soulèvement des esprits dans ces provinces. Par ces motifs, après la victoire de Borghetto et la prise de Peschiera, Buonaparte tourna toutes ses pensées vers l'occupation de Vérone. Maître consommé en fait de ruse et d'artifice, il commença par faire grand bruit : s'écriant que Venise, en donnant asile dans ses états au comte de Lille, s'était déclarée l'ennemie de la France; et que la faculté laissée aux Impériaux d'occuper Peschiera, démontrait sa partialité en leur faveur. Chaque jour donnait naissance à de nouveaux éclats de cette fureur simulée; chaque jour Buonaparte menaçait de sa vengeance; il allait jusqu'à répéter souvent qu'il ne savait à quoi tenait qu'il ne brû-

lât de fond en comble Vérone, ville assez téméraire, ajoutait-il, pour s'être crue la capitale de l'empire français, faisant ici allusion au séjour du comte de Lille. Cette fanfaronnade de Buonaparte est rapportée avec emphase par quelques historiens; quant à moi, je ne sais si elle est, ou plus indigne dans le général d'une grande armée, ou plus ridicule par elle-même; car personne dans Vérone, à moins que ce ne fût quelque fou, s'il y en avait, personne, dis-je, ne s'imagina que la ville fût devenue la capitale de l'empire français. Ses habitans pensaient seulement avoir fait une action généreuse en recevant au milieu d'eux un prince malheureux et persécuté. Quant à l'affaire de Peschiera, les Vénitiens n'ayant pas voulu garnir cette forteresse, pour ne point donner d'ombrage aux deux ennemis, surtout aux Français, on jugera si la défense en était praticable, et s'ils pouvaient empêcher les Autrichiens d'y entrer. Mais puisque Buonaparte se plaignait à cette occasion, il serait bon de savoir si Peschiera, dans l'état où la trouvèrent les Autrichiens à leur entrée, était une place forte, plutôt que Crema ou Brescia, au moment où le général français s'en rendit maître. Buonaparte connaissait bien le fond de cette affaire, lorsqu'il écrivait au directoire, le 7 juin : que, dans l'événement de Peschiera, la vérité était que Beaulieu avait honteusement trompé les Vénitiens, puisque leur ayant demandé

le passage pour cinquante hommes seulement, il s'était emparé de la place. Mais qu'importait à Buonaparte le vrai ou le faux? il élevait ces plaintes, d'abord, comme nous l'avons dit, pour accomplir ses projets sur Vérone, où il ne pouvait entrer sans le consentement des Vénitiens, parce qu'elle possédait trois forteresses et une grosse garnison d'Esclavons; en second lieu, pour tirer de l'argent de cette république. Cela est si vrai, qu'à l'occasion de l'affaire de Peschiera, il écrivait encore, et le même jour, aux directeurs, qu'il avait à dessein ménagé cette rupture, et qu'il ne tenait qu'à eux de se faire donner cinq ou six millions par les Vénitiens. C'est ainsi qu'une infâme cupidité l'emportait, dans le général républicain, sur la vérité, la justice et l'honneur.

Les menaces de Buonaparte parvinrent aux oreilles du provéditeur général Foscarini, et lui causèrent beaucoup d'effroi. Pour donner des excuses convenables au général républicain, qui voulait les recevoir de Foscarini lui-même et non d'un intermédiaire, le provéditeur se mit en route avec le secrétaire San-Fermo, et l'alla trouver à Peschiera. La conférence eut lieu entre Buonaparte, Foscarini, San-Fermo et Berthier, dont il faut louer l'humanité dans toutes ces circonstances; si pourtant ce n'est point un jeu de militaires, concerté entre lui et Buonaparte. Foscarini assura, protesta qu'en toute occasion la république de Venise avait observé la

plus parfaite neutralité. Buonaparte, qui ne voulait pas être convaincu et qui ne cherchait qu'à effrayer, répondit que Venise avait mal reconnu l'amitié de la France; que les actions de la république ne ressemblaient aucunement à son langage; que c'était une trahison de la part de Venise d'avoir laissé les Allemands s'emparer de Peschiera; que cette affaire lui avait coûté quinze cents hommes dont le sang demandait vengeance; que pour observer la neutralité, il aurait fallu résister aux Autrichiens; que si les Vénitiens n'étaient pas assez forts pour le faire, il serait venu à leur secours; que la république devait, au moyen de ses galères, interdire aux Impériaux la mer et les fleuves; qu'après tout, Venise et l'Autriche étaient liées d'une étroite amitié. De la menace, passant à la cruauté, il reprocha durement aux Vénitiens la retraite accordée dans leurs états aux émigrés français et au comte de Lille, le plus grand ennemi de la république française. Après ce langage barbare, il eut recours au mensonge; il s'écria qu'il avait ordre du directoire, avant de partir, de brûler Vérone, et qu'il la brûlerait; que Masséna marchait contre elle avec des canons et des mortiers; que déjà peut-être l'artillerie française foudroyait et embrasait la place; que les républicains devaient ce châtiment à ceux qui avaient donné asile au comte de Lille; qu'il attendait dans sept jours une réponse de Paris, pour déclarer ouvertement la guerre à Venise; que

Peschiera lui appartenait, parce qu'il l'avait conquise sur les Autrichiens; qu'enfin, ajouta-t-il, quoiqu'il n'attachât pas une grande importance à ces communications diplomatiques, il avait instruit de tout cela le ministre de France à Venise, afin qu'il en tînt le sénat informé. Remarquons que Buonaparte qui, peu de jours après, informa le directoire que les Autrichiens s'étaient emparés de Peschiera par fraude et malgré les Vénitiens, attribuait maintenant cet événement à la trahison de Venise.

Ayant ainsi jeté l'effroi dans l'âme du provéditeur, Buonaparte s'arrêta un moment; puis, comme s'il se fût un peu radouci, il ajouta que, quant à la guerre et à Peschiera, il attendrait de nouveaux ordres du directoire; qu'il suspendrait, pour un jour, la marche de Masséna; mais que le lendemain il se présenterait sous les murs de Vérone; que si on l'y recevait de bonne volonté, et que les postes fussent remis à ses troupes, il garantirait le salut de la place, que la garde des portes serait maintenue aux soldats vénitiens, et que les magistrats du pays conserveraient l'administration des affaires; mais que si on lui refusait l'entrée, Vérone serait, sans pitié, brûlée et détruite.

C'était le 31 mai que Buonaparte avait recours à ces artifices, pour obtenir sans résistance la possession de Vérone; ce qui montre quelle confiance

il faut accorder à son manifeste publié à Brescia, le 29 du même mois, et quelle était la sincérité de ses promesses. Ainsi, cette république de Venise, que deux jours auparavant on appelait l'amie de la république française, dont on avait solennellement reconnu la constance à marcher dans les voies de l'honneur, était tout à coup devenue, le 31 du même mois, et déjà depuis long-temps, non seulement infidèle, mais perfide, mais ennemie de la France, et le directoire avait ordonné à Buonaparte de traiter hostilement une des villes les plus considérables de sa domination et de toute l'Italie! Les générations présentes et futures, auprès desquelles la vertu finira par prévaloir sur le vice, diront si ce procédé était digne du général d'une nation civilisée, et qui hait un ennemi perfide plus qu'il ne redoute un adversaire courageux.

Cette duplicité, ces emportemens indiquaient clairement au provéditeur le parti qu'il devait prendre. Abstraction faite de ces indignes outrages, cette déclaration de vouloir brûler sans délai l'une des plus illustres villes de l'empire vénitien, cette assurance que, dans sept jours, la guerre pouvait être formellement déclarée à Venise, mensonge ou vérité que Foscarini n'avait aucun moyen d'approfondir, tout cela légitimait, nécessitait même l'armement spontané des Vénitiens. Le moment était décisif pour Venise, pour l'Italie, pour le monde entier; et si Foscarini eût possédé

le courage et la vertu de Pierre Capponi, Venise n'aurait pas à pleurer sa puissance abattue, l'Italie son plus bel ornement, le monde tant de misérables victimes sacrifiées à l'ambition et au despotisme d'un capitaine barbare. Le provéditeur n'avait point reçu cette mission du sénat? je dis qu'il la tenait du ciel, qui protége les saintes entreprises, et qui hait les tyrans; qu'il la tenait de sa noble patrie, de tous les hommes généreux, de l'indignation publique, soulevée par un sacrilége sans exemple. Au lieu de protester de sa soumission à Buonaparte, au lieu de lui livrer Vérone sans défense, c'était par la voix du tocsin qu'il fallait lui répondre, par celle des prêtres tonnant du haut des chaires contre les oppresseurs de la patrie; c'était en armant les hommes, les femmes et les enfans; c'était par le canon résonnant avec un fracas non interrompu des lagunes jusqu'à l'Adige, des bouches du Timave jusqu'à celles du Lecco. Sans doute dans un soulèvement si général, beaucoup d'hommes eussent perdu la vie, bien des villes eussent été détruites, Vérone elle-même, peut-être, se serait vue la proie des flammes; mais du moins la république se sauvait. Quelqu'un recule-t-il à l'idée de ces commotions universelles? elles eurent lieu en 1809 contre les Français en Autriche, et les Autrichiens furent loués de leurs efforts encore bien que malheureux. En 1810, elles eurent lieu et réussirent

contre ces mêmes Français en Espagne ; elles se renouvelèrent en Prusse en 1813 ; Espagnols et Prussiens furent également approuvés. La France y voulut recourir en 1815 contre l'Europe entière ; on ne lui en adressa point de louanges à la vérité, mais on ne lui en fit pas non plus un sujet de reproches. Pourquoi donc cette résolution n'aurait-elle pas été louable chez les Vénitiens? l'Autriche, l'Espagne, la Prusse et la France ont-elles le privilége de se défendre en masse quand il s'agit de l'indépendance, de l'existence même de l'état? qu'elles le produisent ce privilége, afin que l'Italie ne réclame plus contre son exhérédation politique. Quelques uns diront, je le sais, que le gouvernement de Venise était mauvais : les hommes sages répondront qu'il n'appartient point aux étrangers de juger la nature d'un gouvernement, encore moins de le corriger. J'ignore si c'est de l'indignation ou de la pitié qu'il faut éprouver, en pensant que ces controverses doctorales, sur la nature défectueuse du gouvernement vénitien, ont été entamées par ceux-là même qui ont trouvé parfait le gouvernement du directoire, lui qui voulait faire trancher la tête aux naufragés ; et celui de Buonaparte qui, sans forme de procès, faisait emprisonner pour de longues années et même pour la vie des hommes innocens. Il reste démontré que les Vénitiens étant réservés au joug de l'étranger, ils devaient cher-

cher leur salut dans une résolution magnanime. Mais Nicolas Foscarini, au lieu de faire sonner le tocsin comme Pierre Capponi, accourut, plein d'épouvante, à Vérone, se hâta d'en faire sortir les Esclavons, le plus ferme rempart de la place, et décida les magistrats et les citoyens à recevoir paisiblement les soldats de Buonaparte. N'avoir point appelé les peuples à la défense générale, fut une mesure non seulement funeste dans ses effets, mais encore inutile pour l'opinion. Les historiens et les partisans de Buonaparte publièrent alors, et continuent de publier mensongèrement, pour justifier le crime commis contre Venise, que si cette république ne fit pas, elle voulut faire une levée en masse contre les Français, même avant le soulèvement de Vérone qui arriva en 1797, et que nous raconterons en son lieu. Si cette imputation était aussi fondée qu'elle est réellement calomnieuse, comment expliquer le manifeste de Brescia? Je sais qu'avec leur fausseté accoutumée, les flatteurs de Buonaparte accusent de cette levée en masse Alexandre Ottolini, alors podestat de Bergame, homme dont la fidélité envers sa patrie ne recevra jamais tant d'éloges qu'elle n'en mérite encore davantage; mais les soins d'Ottolini se bornèrent à maintenir le peuple bergamasque dans son affection pour le nom vénitien; et si, au moment où les Français s'emparèrent de Vérone, il redoubla de vigilance et

d'activité, s'il organisa les populations, il y fut forcé par les menaces et les hostilités de Buonaparte. En prenant cette mesure, il ne prétendait nuire à personne, mais se mettre en garde contre les autres. Est-il vrai qu'il ait armé? il aurait dû le faire d'une manière beaucoup plus générale. Deux ennemis venaient violer les propriétés vénitiennes, et s'égorger sur le territoire de la république; Ottolini eût manqué à ses devoirs envers sa patrie, s'il n'eût pas employé tous ses efforts pour se conserver la liberté d'agir, et pour assurer, par de sages dispositions, le salut de la province confiée à sa foi. Mais dans ces temps déréglés, c'était l'habitude d'accuser de trahison, et d'accabler d'outrages publics les hommes qui s'étaient montrés les plus fidèles à leur pays, comme s'ils avaient été obligés de sacrifier, à Buonaparte ennemi, leurs princes légitimes, leur propre patrie, avec toutes ses douceurs et tous ses charmes. C'est ainsi qu'on noircit la vertu d'Alexandre Ottolini et de François Pézare en Italie, de Stadion en Autriche, de Stein en Prusse: c'est ainsi que l'on conduisit à la mort Palmer de Bavière, Hoffer du Tyrol; c'est ainsi, enfin, qu'on appela brigands les Espagnols magnanimes. Voilà ce qu'un écrivain généreux aurait dû marquer du sceau de la réprobation, au lieu de chercher à excuser tantôt ouvertement, tantôt par des réticences, la fourbe, l'injustice et la tyrannie.

Aussitôt qu'on sut à Vérone, par le retour du provéditeur Foscarini, que les Français devaient y entrer et en prendre possession, il s'éleva, chez les habitans de toute condition et de tout rang, un effroi tel, que la ville paraissait au moment de sa destruction. La noblesse craignait plus encore que le peuple, parce qu'elle se savait l'objet des poursuites et de l'avidité des républicains. Rassemblée en foule sur les places et dans les rues, toute remplie de douleur et d'épouvante, la population accusait Foscarini d'avoir, par sa faiblesse, consommé la ruine de la république. Rester dans la ville paraissait dangereux, l'abandonner semblait déplorable. Cependant la crainte du péril prévalut, et le plus grand nombre prit la fuite. La route de Vérone à Venise fut aussitôt encombrée de carrosses, de charrettes et de fourgons qui transportaient des familles entières, et les bagages que le désordre du moment leur avait permis de rassembler. C'était un spectacle misérable que celui des femmes, chargées de leurs enfans ou les traînant à la main, et fondant en larmes en quittant une ville que son heureuse position leur faisait aimer, qu'elles s'étaient accoutumées à chérir bien davantage par l'habitude d'un long séjour. La confusion n'était pas moins grande sur l'Adige, où les riches et les pauvres transportaient à la hâte, les uns leurs effets les plus précieux,

les autres leurs meubles les plus nécessaires. Ils s'abandonnaient au courant du fleuve, et allaient chercher dans le bas pays, ou au-delà de la mer, une contrée que le fléau de la guerre n'eût pas encore visitée.

Le 1er juin, les Français firent leur entrée à Vérone. Buonaparte se mit à louer l'aspect imposant de la ville, ses magnifiques palais, ses places immenses, ses temples, ses tableaux, enfin tout; et, pour donner à croire que son âme s'élevait à la hauteur de Rome, il affectait principalement d'admirer l'arène, ouvrage admirable en effet des antiques Romains. Les Français s'emparèrent encore de Legnago et de la Chiusa. A Vérone, ils occupèrent non seulement les ponts, mais aussi les portes et les remparts. C'est ainsi que Buonaparte accomplit la promesse qu'il avait faite de ne garder que les ponts. Il réalisa de même, et toujours selon sa coutume, l'assurance, par lui donnée dans le manifeste de Brescia, de payer comptant toutes les fournitures que pourrait exiger le service de l'armée. Les soldats répandus çà et là dans les campagnes, naguère heureuses, de Bergame, de Brescia, de Crema et de Vérone, y faisaient des levées excessives sans en rembourser la valeur, sans même qu'il en fût pris note. Vinrent bientôt les mauvais traitemens et les railleries amères plus insupportables

que la rapine. Ces enlèvemens toutefois ne suffisaient point à l'entretien des troupes ; peut-être même n'en retiraient-elles aucun fruit, parce que la profusion s'exerçait avec autant de rapidité que le pillage. La ruine du pays n'amenait donc point l'abondance dans l'armée, et le gaspillage qui se fit pendant cette guerre terrible fut le plus énorme et le plus insensé qu'on vit jamais. Cependant, vexés de toutes les manières, et tombant tout à coup d'une longue aisance dans une misère imprévue, les peuples éprouvaient une indignation profonde, et déjà l'on pouvait apercevoir les germes des plus grands malheurs.

A cette époque, on apprit la reddition du château de Milan. Le commandant autrichien Lamy, ayant perdu, par l'effet des victoires continuelles de Buonaparte, tout espoir d'être secouru, s'était rendu à composition. Les propriétés devaient être respectées aussi bien que les personnes, sauf les émigrés français qui devaient être remis aux républicains. Ceux-ci trouvèrent dans la forteresse conquise cent cinquante gros canons, six mille fusils, de la poudre et des boulets en proportion, et beaucoup de bétail vivant. Cette prise était pour les Français d'une grande utilité, attendu que le château de Milan tenait la ville en échec, et assurait puissamment les derrières de l'armée. Pour célébrer cette victoire, les républicains de

France, et à leur exemple les républicains d'Italie, multiplièrent les fêtes, les bals et les festins.

Le fléau qui usurpait le nom de la liberté, se propageait dans les autres provinces d'Italie. Depuis ses victoires de Lodi et de Borghetto, et la retraite de Beaulieu dans les défilés du Tyrol, Buonaparte ne craignant plus rien sur ses derrières, ni sur l'aile gauche de son armée, voulut encore assurer son aile droite. Il était aussi attiré par la richesse et la fertilité du pays. D'ailleurs il lui restait à soumettre le pape, le roi de Naples, et à s'emparer du port de Livourne. A cet effet, ayant porté ses troupes en avant, après l'occupation de Modène, il s'achemina sur la route de Bologne, ville plus qu'aucune autre d'Italie, peut-être, remplie d'hommes braves et généreux, justes appréciateurs de la liberté, et qui ne la voyaient ni dans la licence intérieure, ni dans le despostime de l'étranger.

Le sénat de Bologne avait très bien jugé que la victoire de Lodi livrait au général français toute la Lombardie, depuis les Alpes jusqu'aux Apennins. Désirant donc, autant qu'il était possible au milieu d'une agitation si terrible, préserver le Bolonais et avant tout la capitale, des calamités que la guerre traîne à sa suite, il créa une commission de l'élite des citoyens, la revêtit de pouvoirs extraordinaires,

selon l'exigence du moment, et fit partir en toute hâte, pour Milan, les sénateurs Caprara et Malvasia, avec l'avocat Pistorini, afin d'obtenir de Buonaparte qu'il ménageât leur patrie. Dans le même temps, effrayé de l'aspect des choses, prévoyant l'anéantissement de son pouvoir temporel, et les innovations les plus funestes à la religion, s'il laissait approcher les Français comme ennemis, le souverain pontife avait chargé le chevalier Azara, ministre d'Espagne à Rome, et qui avait déjà négocié la paix de Parme, d'aller à Milan et de chercher un moyen de négociation avec le capitaine de la république française. Azara était bien vu de Buonaparte, et par conséquent très propre à remplir la mission que le pape lui avait confiée. Les députés de Bologne ne furent pas moins bien reçus par le général républicain. Les conférences secrètes eurent pour objet les plus graves intérêts. Il s'agissait d'affranchir le pays de la domination du pontife, de rendre au peuple la liberté qui lui avait été garantie dès le temps de la Ligue Lombarde, et d'obtenir que les troupes françaises se comportassent avec modération sur le territoire de Bologne. Ce résultat était vivement désiré par le peuple : Buonaparte le savait ; il promit tout, plus encore qu'on ne lui demanda, et les députés retournèrent à Bologne, très satisfaits de lui. Cependant son armée s'avançait ; elle parut

le 18 juin en belle ordonnance, à peu de distance de Bologne, du côté de Crèvecœur. Le même jour, un détachement de cavalerie commandé par le général Verdier, entra, comme avant-garde, dans Bologne; se forma sur la place de l'Hôtel-de-ville, et se livra, envers les habitans, à de grandes démonstrations d'amitié. Le cardinal Vincenti, légat, qui ne voyait pas que l'autorité pontificale était arrivée à son terme dans la légation de Bologne, informa le peuple de l'arrivée des républicains, et des bonnes dispositions de leurs chefs. Il exhortait à attendre tranquillement le résultat des négociations; commandait le respect pour les Français, et menaçait de châtimens sévères, même de la mort, selon les cas, quiconque les aurait insultés dans ses discours, ou par ses actions. Le lendemain, le reste de la division fit son entrée; Buonaparte et Salicetti arrivèrent pendant la nuit.

Pour amener plus facilement les peuples à se soulever contre leurs gouvernemens; pour leur faire paraître sa domination plus légère, Buonaparte leur donnait ordinairement l'espoir de la liberté. Souvent même il les affranchissait réellement de ce que les charges avaient de plus odieux et de plus difficile à supporter; car il n'est point de constitution politique qui ne blesse, par quelque côté, ou les opinions, ou les intérêts du peuple. Bologne avait perdu sa liberté, ou du moins

ce qu'elle estimait liberté, depuis que les rênes du gouvernement avaient passé dans les mains du pontife. C'était un grand sujet de mécontentement pour le peuple. De plus, Bologne avait été dépossédée, par les papes, de Castel-Bolognese, place forte située au-delà d'Imola, anciennement fondée par ses habitans, et l'objet constant de leurs regrets les plus vifs. Ceux de Castel-Bolognese ne répugnaient pas non plus à ce retour, parce qu'ils se souvenaient encore de la douceur de l'ancien gouvernement. Avant son arrivée, Buonaparte connaissait toutes ces dispositions par les députés de Bologne; il remit aussitôt cette ville en possession de Castel-Bolognese, abolit l'autorité du pape, rendit aux Bolonais leurs droits antiques à la liberté et à l'indépendance, et ordonna au cardinal Vincenti, légat, de partir sans délai. Ayant ensuite convoqué le sénat, dépositaire de l'autorité souveraine, il déclara que, s'étant fait rendre compte des anciennes prérogatives de la ville, de ses priviléges, de ceux de la province au moment où elle tomba au pouvoir des papes, et de la violation arbitraire de ces priviléges et prérogatives, il voulait que la ville rentrât en possession de son antique domaine. Il ordonna que l'autorité suprême retournât pleine et entière au sénat, se réservant de donner à Bologne, après de mûres réflexions, telle forme de gouvernement qui se rapprocherait le plus du vœu

général, sans trop s'écarter de la constitution primitive ; qu'après avoir prêté devant lui serment de fidélité à la république française, le sénat exerçât ses pouvoirs au nom et sous la protection de cette puissance ; que le même serment de fidélité serait prêté par les députés des communes et les magistrats civils, en présence du sénat.

La salle Farnèse ayant donc été à grands frais décorée, Buonaparte, placé sur une estrade, reçut le serment des sénateurs. En voici la formule : « A la gloire du Dieu tout puissant, de la bienheureuse Vierge et de tous les saints ; à l'honneur aussi, et au respect de l'invincible république de France : nous, gonfaloniers et sénateurs de la ville et du peuple de Bologne, jurons au général Buonaparte, commandant en chef de l'armée française en Italie, que nous n'entreprendrons jamais rien contre cette république invincible, et que nous remplirons notre charge en bons citoyens, nous dépouillant à cet effet de toute haine et de toute partialité; nous le jurons, selon l'usage de nos ancêtres, les mains sur les saints évangiles. »

Le sénat ayant prêté serment, les magistrats, tant civils qu'ecclésiastiques, s'approchèrent et le prêtèrent à leur tour, toujours en présence du général français. Ce fut une grande fête dans la ville; le peuple se réjouit; c'était pour lui une nouveauté, et aussi un sujet d'espérances ; le sénat lui-même y prit part, persuadé qu'il pas-

sait de l'esclavage à la souveraineté. Il n'avait pas réfléchi que si le joug du pape était pesant, celui des nouveaux maîtres l'était bien davantage. Ils commencèrent, comme de coutume, par des exactions. Buonaparte frappa de grosses contributions de guerre, les peuples se plaignirent. Le général en chef avait donné le nom d'alliée à la république de Bologne, et il leur semblait qu'il la traitait en ennemie. Cependant ils s'apaisèrent, réfléchissant qu'une armée vivait nécessairement du pays qu'elle occupait; ce dont ils s'indignaient néanmoins, c'était des profusions inutiles; et s'ils fournissaient, sans résistance, aux besoins du soldat, ils ne pouvaient tolérer les déprédations de ceux qui volaient également et l'armée et l'Italie. Bientôt après se renouvela dans Bologne l'excès détestable qui avait eu lieu à Milan; ce fait donna une idée du respect que Salicetti et Buonaparte portaient aux propriétés, à la religion, aux institutions les plus sacrées parmi les hommes; mais le directoire leur avait abandonné la dévastation de l'Italie, et ils se saisirent violemment du mont-de-piété, qu'ils dépouillèrent, dirent-ils, au profit de l'armée. Les gages au-dessous de deux cents livres furent les seuls restitués, comme si le droit de rapine s'établissait en raison des facultés plus ou moins grandes de celui qui en est la victime. Toutefois, quoique protégés par des troupes puissantes et victorieuses, les auteurs de

ce scandale, redoutant l'indignation d'un peuple généreux, avaient eu la précaution de désarmer les habitans.

Buonaparte, poursuivant ses entreprises, s'empara de Ferrare; il avait préalablement attiré à Bologne, sous le prétexte de traiter des affaires générales, le cardinal légat, Pignatelli, que l'on retint comme otage jusqu'au retour du marquis Angelelli, ambassadeur à Rome. Les vainqueurs ayant créé à Ferrare une municipalité composée d'individus partageant leurs opinions, établirent une contribution en espèces, d'un demi-million d'écus romains, et de trois cent mille francs en fournitures. Bologne et Ferrare, cédant à la force, supportaient ces vexations avec patience; mais Lugo, gros bourg situé à peu de distance d'Imola, fut moins docile : ses habitans exaspérés crièrent aux armes contre les Français. Réduits à eux-mêmes, et sans un mouvement général, ils ne pouvaient espérer un résultat de quelque importance; ils le savaient, et s'appuyèrent, dans un manifeste publié à cet effet, de l'intérêt de la religion, du salut des personnes et des propriétés, enfin de la liberté et de l'indépendance de l'Italie. D'autres villes se soulevèrent à leur exemple, dans les environs, et produisirent une masse d'hommes irrités, bien déterminés à combattre, et soutenus encore par les prêtres, qui donnèrent à ce rassemblement le titre d'armée catholique

et pontificale. Informé de ce tumulte, le général Augereau envoya contre Lugo une forte division d'infanterie et de cavalerie, sous les ordres du colonel Pourailler; il publia, en outre, que les Lughésiens eussent à déposer les armes et à se rendre dans trois heures, menaçant de mort quiconque ne se serait pas soumis. De son côté, le baron Cappelletti, ministre d'Espagne, avait interposé sa médiation pour engager, d'une part, les Français au pardon; de l'autre, les Lughésiens à l'obéissance; mais son intercession fut dédaigneusement rejetée par cette foule tumultueuse, aveuglée sur l'impuissance de ses armes. De son obstination naissait donc la nécessité d'un combat. La division française se dirigea vers Lugo, sur deux colonnes; l'une devait opérer du côté d'Imola, l'autre du côté d'Argenta. L'avant-garde, trop confiante, donna dans une embuscade où plusieurs soldats périrent. Malgré tout, le capitaine français voulant laisser une voie ouverte au repentir, envoya un officier à Lugo, pour traiter d'un accommodement. Ses propositions ne furent point écoutées; Buonaparte assure même que les révoltés, ayant fait signe à l'officier d'approcher, l'assassinèrent, par une violation monstrueuse du caractère de messager de paix. Une bataille sanglante fut donc engagée; les deux partis la soutinrent pendant trois heures avec un grand courage; mais enfin les Lughésiens, rompus et dis-

persés, furent taillés en pièces. Mille des leurs demeurèrent sur la place. Les Français perdirent deux cents hommes. Après l'engagement, ayant fait sortir les femmes et les enfans, ils mirent la place à feu, à sang et au pillage. Les ruines de Lugo attestèrent long-temps l'acharnement du combat et les fureurs de la vengeance. Terribles dans le châtiment infligé aux habitans de Lugo, les républicains ne le furent pas moins dans les menaces qui suivirent leur victoire. D'après les ordres d'Augereau, toutes les communes devaient être désarmées, et les armes portées à Ferrare; pour quiconque ne les aurait pas déposées dans les vingt-quatre heures, la mort; pour toute ville ou village où un Français aurait été tué, l'incendie; pour qui aurait tiré un coup de fusil contre un Français, la mort du coupable et l'incendie de son habitation; pour un village qui se serait soulevé, l'incendie; pour qui aurait provoqué un rassemblement armé ou désarmé, la mort. Telles furent les extrémités de la guerre d'Italie; légitimes, eu égard à la conservation de l'armée française; injustes, si nous considérons les excès qui avaient amené les désordres qu'on voulait punir. Prétendre, en effet, qu'un peuple ne ressente pas ses injures, c'est exiger de l'humanité ce qu'elle n'a point reçu de la nature.

A cette époque, une violente agitation régnait aussi dans les fiefs impériaux voisins de l'état

de Gênes, surtout dans Arquata. Déjà beaucoup de Français avaient péri. Ce soulèvement inquiétait Buonaparte plus que la révolte de Lugo, parce qu'il éclatait sur les derrières de l'armée. Il y envoya, pour y mettre un terme, le général Lannes avec un fort détachement. Lannes en vint facilement à bout, au moyen des menaces ou des supplices.

Les victoires continuelles des républicains, leurs progrès vers la Basse-Italie, l'occupation de Bologne et de Ferrare, avaient jeté le plus grand effroi dans Rome. La résistance était impossible, tout le monde le voyait. Un traité pouvait compromettre non seulement l'état, mais encore la religion; et la terreur était d'autant plus profonde, qu'on ignorait à quel prix se laisserait toucher un vainqueur, redoutable par caractère, plus redoutable encore après la résistance. Ménagerait-il la ville de Rome elle-même? on ne pouvait davantage le savoir; car l'occupation de Rome étant une action d'éclat, Buonaparte, altéré de gloire, voudrait sans doute l'accomplir. D'un autre côté, quel désordre! quelle violation des choses sacrées et profanes devaient résulter de la présence d'hommes peu accoutumés à respecter le bien d'autrui, et sans amour pour la religion dont Rome était le siége principal! Si donc les individus s'égaraient dans un tel péril, le gouvernement lui-même ne trouvait plus sa route; il voguait sur un abîme;

les armes temporelles lui manquaient, les armes spirituelles n'avaient plus de pouvoir, le nom de Rome était un appât séduisant plutôt qu'un frein salutaire, et la majesté pontificale, qu'un guerrier barbare avait autrefois respectée, était devenue l'objet de la dérision des modernes. Les riches pensaient à la retraite, comme si l'ennemi eût déjà été sous les murs. La porte Flaminienne, surtout, était encombrée d'une foule immense d'individus de tout sexe, de tout rang et de toute condition, qui fuyaient le Capitole menacé, et s'acheminaient avec effroi du côté de Naples. On redoutait à la fois et la cupidité de l'ennemi, et l'imprudence des habitans.

Cependant Pie VI, qui, au milieu de la terreur générale, conservait seul sa fermeté, avait chargé le chevalier Azara et le marquis Guidi d'aller au-devant de Buonaparte, et de ménager, s'il était possible, un accommodement honorable. Ils avaient plein pouvoir pour négotier et conclure. Buonaparte consentit, aux plus dures conditions, à suspendre ses opérations contre l'état de l'Église. Il y consentit, en apparence pour céder au désir du roi d'Espagne, dont le ministre avait intercédé pour la paix; mais réellement parce qu'il savait que l'empereur, toujours maître de Mantoue, ne manquerait pas d'envoyer de nouvelles troupes pour reconquérir ses états d'Italie, et qu'il y avait alors danger pour lui-même de

s'engager trop avant dans l'Italie inférieure. Il signa donc, le 23 juin, avec les deux envoyés du pape, une trève où il était stipulé : que le général en chef de l'armée républicaine et les commissaires du directoire, Garreau et Salicetti, en raison de la déférence que le gouvernement français portait à sa majesté le roi d'Espagne, accordaient à sa sainteté une trève qui ne devait expirer que cinq jours après la conclusion du traité de paix qui se négocierait, entre les deux états, à Paris; qu'à cet effet, le pape y enverrait, le plus tôt possible, un plénipotentiaire; que celui-ci ferait, au nom du pape, des excuses pour les injures et les pertes éprouvées par les Français en Italie; que les excuses porteraient notamment sur la mort de Basseville, et que sa famille recevrait les dédommagemens qu'elle avait le droit d'attendre; que tous les détenus pour opinion politique seraient mis en liberté; que les ports de l'état du pape seraient ouverts à la république française, et fermés à ses ennemis; que les légations de Bologne et de Ferrare continueraient d'être occupées par l'armée française, qui évacuerait celle de Faenza; que la citadelle d'Ancône, avec toute son artillerie, ses munitions et ses vivres, serait remise aux Français; que le gouvernement du pape serait maintenu dans la ville; que le pape donnerait à la république, au choix des commissaires qui seraient envoyés à Rome, cent

tableaux, bustes, vases ou statues, notamment les bustes de Junius Brutus, en bronze, et de Marcus Brutus, en marbre : les républicains de cette époque affectaient de prendre les Brutus pour modèles; qu'en outre, cinq cents manuscrits, toujours au choix des commissaires, seraient cédés à la république; que le pape payerait vingt et un millions de livres tournois, dont quinze millions cinq cent mille livres en or, en argent ou en lingots, et cinq millions cinq cent mille livres en marchandises, denrées, chevaux et bœufs; que ces vingt et un millions ne feraient point partie des contributions à payer par les trois légations; que le pape donnerait passage aux troupes françaises toutes les fois que la demande lui en serait faite; enfin que les vivres seraient payés à un prix convenu.

Tels furent les articles connus de la trève conclue entre Pie VI, et les chefs de l'armée républicaine de France : conditions très onéreuses à la vérité; mais c'était beaucoup d'avoir sauvé Rome d'un danger si pressant, et ce fut l'objet d'actions de grâces publiques. Restait cependant une grande difficulté, c'était d'exécuter l'article des contributions. Le trésor, épuisé par les frais de la guerre précédente, ne pouvait suffire. Le pape mit donc en réquisition l'or et l'argent, tant des églises que des particuliers; tout ce que l'on put rassembler de cette manière, réuni à l'argent

effectif qui, depuis le pape Sixte-Quint, se trouvait au château Saint-Ange, on le livra comme rançon, aux mains des vainqueurs. L'embarras s'était accru de ce que le roi de Naples, voyant la tempête s'approcher de Rome et de ses propres états, avait retiré sept mille écus déposés dans le trésor du pontife, comme gage du tribut de la haquenée; somme que la chambre apostolique avait refusé d'encaisser, parce que le roi n'avait point offert la haquenée dans les délais prescrits. Un enlèvement si considérable d'argent monnayé produisit le résultat le plus funeste aux intérêts de la chambre apostolique et des particuliers; c'est-à-dire que les cédules ou assignats qui déjà perdaient beaucoup, se deprécièrent encore davantage; de sorte que dès le premier bruit de guerre, et malgré les espérances de paix, les choses déclinèrent si rapidement à Rome, que déjà l'on y éprouvait toutes les extrémités d'une guerre longue et désastreuse.

Tout cela n'intéressait encore que les fortunes publiques et particulières; mais le gouvernement de France, en effrayant le pape, avait en vue, non seulement de se faire donner de l'argent pour l'entretien de son armée d'Italie, mais aussi d'obtenir du pontife quelque démarche de nature à décider les catholiques sincères à reconnaître ce qui avait été fait, à rallier les diverses opinions, et à consolider ainsi le nouvel ordre de choses. Il

eût été très important d'atteindre ce but pour toute la France, et surtout pour les pays voisins de la Loire, où les révoltés s'appuyaient de motifs de religion; Buonaparte y parvint. Le pape adressa, le 5 juillet, aux fidèles de France un bref, où il les exhortait paternellement et cependant avec force, à la soumission et à l'obéissance envers les magistrats établis dans le pays. Il affirmait que la religion catholique reconnaissait en principe, dans les pouvoirs temporels, l'œuvre de la sagesse divine qui les envoie aux peuples, afin de ne point abandonner leurs intérêts à l'inconstance de la fortune ou aux chances du hasard, et de diriger les nations sur les flots agités de cette vie; que l'apôtre saint Paul avait établi, non pas en parlant d'un prince en particulier, mais en traitant la question générale, que toute puissance vient de Dieu, et que résister à cette puissance, c'était résister à Dieu même; qu'il fallait bien prendre garde de se tromper, et de fournir aux novateurs, par un excès de zèle mal entendu, l'occasion de calomnier la religion catholique, péché que les hommes et Dieu surtout puniraient des châtimens les plus sévères, puisque la damnation, ajoutait-il, attend ceux qui résistent au pouvoir. « Je vous exhorte donc, disait, en terminant, le « pontife, je vous exhorte, par notre Seigneur « Jésus-Christ, à l'obéissance envers ceux qui vous « gouvernent; je réclame pour eux toute votre

« affection, toute votre ardeur et tous vos efforts.
« C'est ainsi que vous rendrez à Dieu l'obéissance
« que vous lui devez. Vos gouvernans eux-mêmes,
« voyant que les lois civiles n'ont rien à craindre
« de la religion orthodoxe, prêteront à celle-ci
« assistance et protection. Ainsi s'accompliront les
« préceptes divins, ainsi se fortifieront les lois de
« l'Église. Enfin, nos très chers fils, n'ayez au-
« cune confiance en ceux qui répandent, comme
« émanées du saint siége, des doctrines en oppo-
« sition avec ce manifeste; c'est là notre désir, et
« nous voulons qu'il vous soit connu. »

Ces exhortations du pape ne produisirent en France aucun effet; parce que, d'un côté, le directoire ne diminua rien de sa rigueur contre les prêtres catholiques réfractaires, et que, de l'autre, ni les Vendéens, ni leurs adhérens armés dans les provinces occidentales de la France, ni aucun des ennemis déclarés ou secrets du gouvernement, ne firent rien qui pût diriger les idées vers la paix. Les uns disaient qu'on avait fait violence au pontife, d'autres accusaient sa faiblesse, personne n'obéissait. On alléguait aussi que les principes étaient au-dessus de toute autorité, même de l'autorité du pape. Ainsi, les hommes se rendent aux décisions du pouvoir lorsqu'elles sont favorables à leurs opinions ou à leurs intérêts, ils leurs résistent dans le cas contraires; c'est qu'il

existe chez l'homme moins de perversité dans le cœur, que de contradiction dans l'esprit. La présence des Français dans les états du pape y avait fait naître la terreur sans y maintenir la tranquillité, et l'on craignait à chaque instant de nouveaux troubles. Pour les prévenir, pressé d'ailleurs par le général français, par son intérêt particulier, et celui des peuples réunis sous sa domination, le pape ordonna publiquement à ses sujets de traiter les Français avec toute la bienveillance exigée par les préceptes de la religion, les droits des nations, le bien-être du peuple et la volonté du souverain. Cette conduite du pontife avait pour but de raffermir son état prêt à tomber. D'un autre côté, pour que la trève fût bientôt convertie en paix définitive; peut-être aussi pour montrer un plus grand désir de la conclure, et se ménager un traitement favorable, en attendant l'occasion de se relever, il envoya à Paris l'abbé Pieracchi avec les pouvoirs nécessaires. Telle était la révolution opérée en peu de jours dans les destins de Rome, que ce pontife, qui naguère, avec toute l'autorité de son rang, exhortait les princes et les peuples à s'armer contre les Français qui soutenaient la république, à les traiter comme des ennemis de Dieu et des hommes, réduit maintenant à la condition la plus humiliante, et démentant lui-

même son langage, ordonnait aux fidèles de France la soumission envers le nouveau gouvernement; à ses propres sujets, des prévenances et des caresses envers les Français. L'autorité du saint siége en souffrit beaucoup. La face des affaires de Naples ne changea pas avec moins de rapidité, comme si le ciel eût voulu que les démonstrations les plus éclatantes, les préparatifs les plus vigoureux de défense contre un fléau si imprévu, ne tournassent qu'à la confusion de leurs auteurs, et au décroissement de leur puissance. On avait appris avec la plus grande anxiété à Naples, les victoires des républicains sur le Pô et sur l'Adda; cette anxiété fit place à la terreur, quand on sut la déroute entière de l'armée autrichienne, et sa retraite vers le Tyrol. Lorsque les soldats de Buonaparte eurent occupé Reggio et Modène, rien ne s'opposant plus alors à leur entrée dans les états voisins et sans défense de la Romagne, l'impression devint plus profonde, parce que le royaume se vit exposé à une invasion prochaine; mais, qu'il dût résister seul, ou avec le secours des armes impériales, le roi sentit qu'il devait user de toutes ses ressources, et mesurer ses efforts à la grandeur du péril. Il envoya donc une armée de trente mille hommes prendre position sur la frontière du côté des états du pape. Pour ménager un appui à cette force imposante, il ordonna que tout

les hommes en état de porter les armes, s'équipassent de tout point, se formassent en corps réguliers, et se tinssent prêts à marcher. Cette masse complétait une armée de quarante mille combattans; de plus, pour encourager ceux qui se décideraient à marcher volontairement à la défense du royaume, il leur accorda des priviléges, et leur fit espérer d'honorables récompenses. Réfléchissant ensuite combien de force acquièrent les armes par les opinions, surtout par les opinions religieuses, il écrivit aux évêques et aux prélats du royaume des circulaires pressantes et pathétiques où il disait, que la guerre, qui depuis si long-temps désolait l'Europe, et qui avait déjà fait verser tant de sang et de larmes, était non seulement une guerre d'état, mais aussi une guerre de religion; que les ennemis de Naples étaient ceux du christianisme; qu'après avoir aboli la religion, ils voulaient encore abolir la monarchie; que dans ce dessein ils semaient le trouble parmi les nations, la révolte parmi les peuples qu'ils conduisaient à l'anarchie par leurs maximes, à la misère par leurs brigandages; qu'on pouvait le demander à la Belgique, à la Hollande, à tant de contrées, à tant d'illustres cités d'Allemagne et d'Italie, réduites en cendre par leurs fureurs, bouleversées, pillées, détruites par leur avarice; qu'ils étaient sourds aux plaintes et aux gémissemens

des peuples par eux écrasés, que leur cruelle tyrannie se jouait de la justice et de l'humanité; que la sainte religion surtout, était l'objet de leurs farouches desseins, parce que son frein salutaire une fois anéanti, ils pouvaient violer, sans crainte et de sang-froid, les lois divines et humaines; mais que, si la religion nous inspirait le courage, elle nous montrait aussi nos obligations; que si le chrétien aimait sa patrie par reconnaissance, il l'aimait encore par devoir; qu'ils devaient donc exhorter les peuples à s'armer contre un ennemi qui méprisait toutes les lois, ébranlait toutes les propriétés, menaçait toutes les existences, outrageait toutes les religions; contre un ennemi, dont chaque pas était marqué par le désordre, l'insulte et l'oppression; contre un ennemi qui profanait les temples, renversait les autels, poursuivait les prêtres; qui foulait aux pieds ce que le Rédempteur a laissé à son Église de plus sacré, de plus respectable dans ses dogmes, dans ses préceptes et dans ses divins sacremens; que le roi, par amour pour ses sujets, ne se refusait point à des traités; mais qu'il les voulait justes et honorables, et qu'il ne pouvait les obtenir tels que par la force des armes; qu'il combattrait lui-même à la tête de son armée; qu'il espérait que le Roi des rois, le Souverain des souverains, qui tient dans ses mains le cœur des princes, et qui leur

inspire toujours de sages conseils quand ils invoquent avec sincérité son nom auguste, le protégerait dans une cause aussi sacrée, dans une aussi généreuse entreprise.

Ainsi parlait le roi aux évêques et aux prélats de son royaume. S'adressant ensuite à ses sujets, il les assurait, dans les termes les plus énergiques, qu'ils sortiraient victorieux de cette guerre, s'ils avaient à cœur leur propre défense, celle du roi, des temples, des ministres du Seigneur, de leurs femmes, de leurs enfans et de leurs biens. Dieu est avec vous, s'écriait-il; Dieu vous défendra contre les armes des barbares.

Dans ces momens de consternation générale, on voulait que l'amour de la religion accrût encore, dans l'esprit des peuples, leur ardeur pour la défense du royaume. A un jour marqué, le roi, suivi d'une foule immense, se rendit à la basilique : là, touchant l'autel, et en présence de l'assemblée profondément recueillie, pénétrée d'un saint respect et d'un effroi religieux, il prononça ces paroles : Grand Dieu ! voici devant vous celui à qui vous avez confié le gouvernement de ce peuple fidèle. S'il vous plaisait jamais de me retirer ce ministère, je me soumets humblement à votre sainte volonté, et pour montrer à tous que je parle ici dans la sincérité de mon âme, je dépose mon manteau, mon sceptre et ma couronne;

tous ces ornemens de ma royauté, je les place sur la table de votre autel, auprès du tabernacle où vous reposez comme dans votre paradis. Je vous les remets, je vous les consacre, et les confie désormais à votre garde.

Ces démonstrations produisaient un effet incroyable sur un peuple dont l'imagination est pleine de vivacité; et si le bras eût agi avec autant de promptitude que l'esprit, Naples aurait pu contribuer puissamment au salut de l'Italie.

Le roi partit de Naples, et se dirigea vers les positions du château de Sangro, de Saint-Germain, de Sora et de Gaëte. Il y fut reçu par les soldats avec les témoignages de la plus vive allégresse. Cependant, l'envahissement des légations, l'extrémité où le pape se trouvait réduit, avaient donné à penser aux conseillers du roi, qu'un accord présentait plus de garantie qu'une bataille. C'est pourquoi, sans attendre que le pape eût conclu la paix, ne voulant pas non plus traiter avec les républicains, de concert avec lui, ils envoyèrent au camp de Buonaparte, afin de ménager une suspension d'armes, le prince Belmont Pignatelli, se réservant de le charger aussi d'aller à Paris négocier la paix définitive avec le directoire. Buonaparte, considérant que Mantoue tenait encore pour les Autrichiens; qu'il ne pourrait pas lui-même s'en emparer de sitôt, attendu la force de la place, le nombre et la valeur de ceux qui la

défendaient; attendu surtout l'approche de l'été dont les chaleurs pouvaient devenir funestes aux assiégeans; considérant enfin que la puissance de l'empereur était loin d'être entièrement abattue, Buonaparte, disons-nous, prêta complaisamment l'oreille aux propositions de Pignatelli. Il fut donc conclu, le 5 juin, entre le général et le prince, une trève où l'on stipula : que les hostilités cesseraient entre les armées de la république et celles du roi des Deux-Siciles; que les troupes napolitaines ne faisaient plus partie de celles de l'empereur, et iraient prendre leurs cantonnemens dans les provinces de Brescia, de Crema et de Bergame; que les hostilités seraient également suspendues sur mer, et que les vaisseaux du roi se sépareraient au plus tôt des flottes anglaises; que le passage des courriers serait libre, tant sur le territoire de la république que sur les pays conquis par elle, et sur les états du roi.

Le traité conclu, les troupes napolitaines se retirèrent dans les cantonnemens qui leur avaient été assignés. C'est ainsi que le gouvernement de Naples laissa le pape dans l'embarras. Il venait cependant de montrer une grande ardeur pour la défense de la religion, et il s'accommodait maintenant avec ceux qu'il appelait tout à l'heure les ennemis de Dieu et des hommes. Aussi ses paroles perdaient-elles de leur crédit, non seulement sur le pontife de Rome, mais encore sur les peuples

d'Italie. Si l'on ne voulait pas combattre pour la religion, disait le peuple, il ne fallait pas l'invoquer; si l'on s'armait réellement pour sa défense, on ne devait pas recourir si vite aux négociations. On vit, en effet, presque en même temps, le roi embrasser les autels, et Pignatelli serrer la main de Buonaparte. Ces deux actes sont trop près l'un de l'autre, et décèlent plus d'inconstance que de sagesse. Ces sermens solennels, il ne fallait pas les faire; ou du moins ils exigeaient que la perte d'une province précédât les traités.

Pendant ce temps, le vainqueur s'emparait à Parme, à Pavie, à Milan, à Bologne et à Rome, des statues, des tableaux, des manuscrits précieux et des objets d'histoire naturelle. Tinette, Barthélemi, Moitte, Thouin, Monge et Bertholet avaient reçu du directoire la mission de procéder à ces enlèvemens, mission qu'ils acceptèrent, quoiqu'elle fût si peu honorable pour leur patrie. Les trois derniers étaient cependant de graves personnages, pleins d'humanité et de délicatesse; je m'étonne qu'ils se soient chargés de cet emploi. Je dois cependant déclarer qu'ils surent corriger, par beaucoup de modération et de douceur, ce qu'avait de plus repoussant et de plus odieux la charge qui leur avait été imposée par la république.

Le moment approchait où le directoire et

Buonaparte allaient mettre à exécution leurs coupables projets contre l'innocente Toscane. Leur intention était, en conduisant une armée dans cette province, d'effrayer encore davantage le pape et le roi de Naples; mais leur but principal consistait à chasser les Anglais de Livourne, de s'y emparer des propriétés neutres, et d'y arrêter l'organisation des mouvemens insurrectionnels de la Corse contre les Anglais. Le directoire et le général voulurent toutefois motiver leur entreprise. Les Anglais, disaient-ils dans leur langage ordinaire, étaient si puissans à Livourne, que le grand-duc n'avait plus contre eux aucun moyen de résistance; le commerce français était entravé, le commerce anglais y trouvait facilité et protection; chaque jour la bannière de la république était insultée dans ce repaire britannique, où les princes italiens fomentaient des projets contraires aux intérêts et à la sûreté de la France. La république devait donc envoyer des forces à Livourne pour replacer le grand-duc Ferdinand dans son indépendance, et l'affranchir du joug de l'Angleterre. Il est certain que le grand-duc se défendit constamment de toute partialité en faveur des Anglais. Que ce fût là l'exacte vérité, personne ne le savait mieux que ses accusateurs eux-mêmes. La preuve manifeste en est dans une lettre de Buonaparte au directoire, et voici ses propres paroles : « La politique de la

république envers la Toscane est détestable. » Pour l'ennoblir, le général en chef allait piller Livourne. A cet effet, aussitôt qu'il eut mis le pied dans Bologne, et qu'il y eut affermi son pouvoir en y plaçant une forte garnison, il exécuta son projet de marcher sur la Toscane, pour arriver à l'occupation de la capitale. Afin d'inquiéter le pape, il avait l'intention de prendre la route de Florence. Le grand-duc, en ayant eu avis, envoya à Bologne le marquis Manfredini et le prince Thomas Corsini, pour le détourner, s'il était possible, de son entreprise, ou du moins pour tâcher d'obtenir de lui qu'il prît la route de Pise et de Pistoie, plutôt que celle de Florence. Le général républicain refusa la première demande, et consentit à la seconde. Il était important de surprendre Livourne à l'improviste : il se mit donc aussitôt en marche, et, usant de sa célérité ordinaire, il arriva tout à coup avec une partie de son armée dans la ville de Pistoie. C'est de là que, le 26 juin, il annonça les griefs de la république contre le grand-duc, et sa résolution de marcher contre Livourne. Le grand-duc répondit avec gravité que sa mémoire ne lui rappelait aucune action dont la France ou les Français eussent à se plaindre; que son amitié avait été sincère; qu'il s'étonnait du parti que prenait le directoire; qu'il n'opposerait aucune résistance; mais qu'il espérait qu'après des informations plus précises,

le directoire changerait de résolution; enfin, que le gouverneur de Livourne avait reçu de lui les instructions et les pouvoirs nécessaires pour traiter des conditions relatives à l'occupation de la ville.

Cependant les Français s'avançaient rapidement sous la conduite du général Murat, et leur cavalerie, après avoir passé l'Arno à Fucecchio, se montra tout à coup à la porte de Pise. A la première nouvelle de leur arrivée, les négocians anglais, surtout les plus riches, abandonnèrent Livourne à la hâte, et transportèrent leurs marchandises sur des vaisseaux d'Angleterre mouillés dans le port à cet effet; quand les troupes républicaines parurent sous les murs de Livourne, la flotte, composée de soixante bâtimens de toute grandeur, et escortée par quelques frégates, appareilla pour la Corse. Les Français firent leur entrée avec cet air guerrier, et cette gaîté qui leur est familière. Presque aussitôt arriva Buonaparte lui-même, content d'avoir chassé d'un port qui leur était si utile, les Anglais qu'il haïssait, et se persuadant que dans peu il les chasserait aussi de la Corse voisine, sa patrie. Il y eut à Livourne des jeux publics; on applaudit, on illumina, non spontanément, mais par ordre et par crainte. Scipion, c'était le nom qu'ils donnaient à Buonaparte; il en rappelait à la vérité la continence, mais non le désintéressement; la

science militaire, mais non le respect pour la liberté de sa patrie. C'était le digne enfant d'un siècle grand par les armes, petit par la vertu.

Les vainqueurs débutèrent par des excès; le séquestre frappa les propriétés napolitaines; la confiscation celle des Anglais, des Autrichiens et des Russes. On en recherchait les traces jusque sur les registres des négocians, que l'on vérifiait avec soin. Le peuple fut désarmé, les forteresses occupées, et, pour que rien ne manquât à ces violences, on arrêta Spanocchi, gouverneur pour le duc.

Les négocians de Livourne étaient persécutés sans relâche pour qu'ils révélassent l'existence des propriétés ennemies; voulant éviter de plus grandes rigueurs, ils offrirent une somme de cinq millions. La vente des marchandises saisies se fit avec beaucoup de fraude de la part des agens préposés à l'opération. Les intérêts du vainqueur en souffrirent notablement, et cette république, qui triomphait des soldats étrangers, ne pouvait triompher de ses propres voleurs. Belleville, consul de France à Livourne, et Buonaparte lui-même, en conçurent une extrême indignation, élevèrent à ce sujet les plus fortes plaintes; le premier, par un sentiment d'honneur qui lui était propre; le second, parce qu'il voyait que ce pillage s'exerçait au détriment de l'armée. De son côté, le général Vaubois, nommé par Buonaparte au gouverne-

ment de Livourne, était honteux de ces dilapidations, et s'en défendait comme d'une infamie. En un mot, l'iniquité qui avait présidé à l'occupation de Livourne, s'introduisit dans les actes qui en résultèrent, et ne servit qu'à faire briller d'un plus vif éclat la vertu de Vaubois et de Belleville.

Telles furent les déprédations commises à Livourne; mais de plus grands malheurs menaçaient Ferdinand. Buonaparte avait l'intention, ainsi qu'il l'écrivit au directoire, de s'emparer des états du grand-duc, attendu qu'il était prince de la maison d'Autriche. Un souverain, l'ami et l'allié de la France, était donc réservé à ce traitement! et par qui? par le général en chef et certains agens de la république en Italie, qui se récriaient sans cesse contre la perfidie des Italiens et la scélératesse de Machiavel! mais, pour que cette trahison de Buonaparte envers le grand-duc comportât tout ce qu'une action honteuse peut avoir d'odieux, il écrivit au directoire qu'il convenait de ne rien faire, de ne rien dire qui pût éventer ce projet, jusqu'à ce que le moment fût arrivé de chasser Ferdinand. Cependant, deux jours après, Buonaparte écrivait encore au directoire que le gouvernement de Venise était le plus traître, le plus vil de tous les gouvernemens, comme si le sénat vénitien eût jamais médité une action aussi vile que celle qu'il méditait lui-même contre le prince de Toscane.

La violation de la neutralité ne se borna pas à ces désordres. Quelques patriotes sardes étaient venus chercher dans Milan un refuge contre le courroux de leur souverain. Parmi eux se trouvait le chevalier Angioi. Le roi fit demander leur extradition par le chevalier Borgèse, son agent à Milan. Buonaparte voulait les livrer et l'eût fait, si Salicetti et le commandant de Milan ne s'y fussent opposés. Ces mêmes fugitifs s'étant retirés à Livourne, le roi de Sardaigne fit, pour les obtenir, de nouvelles instances auprès de Buonaparte; il avait déjà donné l'ordre de les arrêter, et cet ordre eût reçu son exécution, si le consul Belleville et le général Vaubois n'eussent porté, à la foi publique et au malheur d'autrui, plus de considération qu'aux décisions de leur général. En supposant que la sûreté de l'armée française en Italie exigeât l'occupation de Livourne; qu'importait le supplice de trois ou quatre Sardes? action de tout point inexcusable, puisqu'elle violait à la fois le droit des gens, la souveraineté du grand-duc, les lois de l'humanité et les égards que la nature inspire ordinairement pour le malheur. Buonaparte craignait-il que les exilés de Sardaigne ne tentassent, de Livourne dans cette île, quelques innovations préjudiciables au gouvernement royal, et voulait-il en cela complaire au monarque? Pourquoi, dans ce cas, ne pas se contenter de les éloigner de Livourne? pourquoi

les envoyer à la mort? pourquoi vouloir que des mains françaises livrassent ceux qui n'étaient devenus coupables qu'à l'instigation des Français?

Pendant que les républicains s'appropriaient ainsi le bien de leurs ennemis à Livourne, les Anglais, maîtres de la mer, bloquaient le port, et s'opposaient à la liberté du commerce. Aussi cette ville, naguère si riche et si florissante, se vit tomber en un moment dans la misère, comme elle était déjà tombée dans la servitude. Mais les républicains ne s'en tinrent pas là; l'occasion s'offrait pour eux, ils la saisirent, et s'emparèrent du duché de Masse et Carrare. Presque aussitôt après ils occupèrent tout le pays de Luni, appelant les peuples à la liberté, et les écrasant de contributions de guerre. Le duché de Masse et Carrare était échu, par héritage, de la maison de Cibo, qui le possédait anciennement, à la petite-fille du duc de Modène, mariée à l'archiduc Ferdinand, gouverneur de Milan. En concluant avec Buonaparte une trève pour Modène, le comte San-Romano n'avait rien stipulé pour Masse ni pour Carrare; le général français les traita en ennemies. Depuis la chute de la république de Florence devant les armes de Charles-Quint, ce petit pays avait été épargné par la guerre; il ne put échapper au fléau qui ravageait alors l'Italie.

La terreur des armes républicaines remplissait

toute la contrée ; le directoire pensa néanmoins que c'était trop peu pour la soumettre entièrement et l'enchaîner à jamais. En conséquence, ses ministres auprès des différens potentats en Italie, exerçaient un espionnage actif, rapportaient à Buonaparte le vrai et le faux, lui représentaient les princes italiens, non seulement comme très opposés à la France, mais encore comme des artisans infatigables de machinations contre les Français. En cela, ils avaient pour auxiliaires, outre les plus méchans hommes de l'Italie, des personnages considérables, dont le plus ardent était le chevalier Azara, homme doux et honnête, mais par cela même facile à se laisser surprendre à l'appât des caresses. La gloire militaire de Buonaparte, gloire unique à la vérité, avait tellement ébloui les esprits du chevalier, qu'il ne voyait plus les défauts du capitaine français, et le louait à la fois de ses bonnes qualités et de ses vices.

Bientôt, aux yeux des agens de France, les chimères prirent un corps ; les visites étaient des conjurations, les gémissemens des appels à la révolte, les désirs des crimes. Telle était l'extrémité où se trouvait réduit le peuple italien, qu'à moins de chérir ses souffrances, il était réputé ennemi. Pleins d'effroi, ou cherchant à le répandre, ces agens disaient, dans leur correspondance, que le pape, Venise, le roi de Sardaigne, le grand-duc de Toscane, la république de Gênes, conspiraient

tous contre la France, s'entendaient tous avec l'Autriche, mettaient tous à prix l'assassinat des Français. Stipendier des assassins eût été sans doute une action coupable; mais il y avait dans l'accusation autant de fausseté que d'inconvenance; du reste, il existait des vœux plutôt que des projets. Telle était la terreur, que loin de manifester ses désirs, on dissimulait ses pensées les plus secrètes. Buonaparte faisait peu de cas de ces rapports dictés par l'adulation ou la crainte; mais il était homme à s'en prévaloir pour resserrer davantage la chaîne des princes vaincus, et motiver plus tard l'anéantissement injuste de leur domination. Ainsi l'Italie, en proie à toutes les horreurs du moment, en butte aux calomnies trop faciles d'un ennemi plus puissant qu'elle, l'Italie n'apercevait dans l'avenir aucune lueur d'espérance.

Toutefois, de nouveaux dangers menaçaient les républicains dans la péninsule; l'empereur ne pouvait souffrir que ses belles et riches provinces en ce pays fussent enlevées à sa domination, et que son autorité, depuis si long-temps établie dans cette partie importante de l'Europe, passât de ses mains dans celles des Français; aussi, après la nouvelle de la défaite de Beaulieu, avait-il appliqué toutes ses pensées à la reprise du Milanais. Le mécontentement des peuples, la forte position de Mantoue, les armées puissantes qu'il

était encore en état de faire passer en Italie, l'entretenaient dans l'espoir du succès. Avant donc que la France y eût affermi sa domination; avant l'arrivée de la mauvaise saison et la reddition de Mantoue, il se hâta d'ordonner que toutes les troupes cantonnées dans la Carinthie et la Stirie, se dirigeassent en diligence vers le Tyrol. Les Tyroliens eux-mêmes, nation belliqueuse et dévouée à l'Autriche, ayant pris subitement les armes, s'organisèrent en tirailleurs. Ces mesures cependant ne suffisaient point à la réussite d'une entreprise aussi difficile, et l'empereur recourut à un moyen plus efficace. Aimant mieux reconquérir l'Italie que d'assurer ses états d'Allemagne, ce prince voulut que trente mille vétérans d'élite de l'armée du Rhin se portassent rapidement vers les montagnes du Tyrol, pour s'y réunir aux débris de l'armée d'Italie, aux troupes venues de la Stirie, de la Carniole et de la Carinthie, et aux masses tyroliennes. L'effectif se trouvait ainsi de cinquante mille soldats aguerris. Il fallait donner à cette puissante armée un général valeureux, habile et renommé; l'empereur en confia le commandement au maréchal Wurmser, qui s'était acquis une grande réputation dans la guerre d'Allemagne. L'Europe attendait avec anxiété les événemens qu'allait amener la rencontre de deux généraux, dont l'un était brave, actif et rusé, dont l'autre était rusé, brave et prudent.

Les mêmes rapports existaient entre les deux armées. Le malheur n'avait rien ôté à la constance allemande; le temps n'avait point affaibli la valeur française; et si les forces autrichiennes s'étaient considérablement accrues, les Français avaient fait venir des Alpes des renforts considérables.

Le maréchal Wurmser arriva vers la fin de juillet à l'armée du Tyrol, et s'appliqua aussitôt au succès de l'entreprise confiée à sa valeur. La route la plus commode pour descendre du Tyrol en Italie, est celle qui conduit à Vérone par Bolzano, Trente et Roveredo. Les Autrichiens n'en prennent jamais d'autres, et c'était celle que voulait suivre le maréchal. Mais comme son but principal était de faire lever le siége de Mantoue, d'établir, sous la protection de cette forteresse, un corps considerable qui pût, selon les chances de la guerre, ou attendre, ou se jeter subitement sur le Milanais; sachant d'ailleurs que l'armée française était divisée en plusieurs corps très éloignés les uns des autres, et dans l'impossibilité de se réunir en peu de temps, il se décida lui-même à faire trois divisions de ses troupes. L'une, sous la conduite du général Quosnadowich, devait, après avoir longé la rive droite du lac de Garda, tomber sur Riva et Salò, où se tenait en observation le corps du général Sauret, qui avait avec lui les généraux Rusca et Guyeux.

Le dessein de Wurmser était que cette division, après s'être emparée de Salò, marchât, partie à Brescia par la route du mont Gavardo, partie à Desenzano et à Lonato, pour se réunir à la division du centre, qui arrivait par la rive droite de l'Adige et la rive gauche du lac de Garda. Ce mouvement sur Lonato était sans doute très bien conçu; mais on ne voit pas la nécessité que le reste de la division se dirigeât sur Brescia, attendu qu'elle s'éloignait ainsi du centre et du Mincio, où devaient, sans aucun doute, avoir lieu les engagemens les plus sérieux. Peut-être Wurmser espérait-il que les peuples pourraient se soulever contre les Français; peut-être encore, considérant la supériorité numérique de son armée, s'était-il persuadé que son corps principal suffirait à écraser le gros de l'armée républicaine, qui alors aurait eu la retraite coupée par les troupes dirigées sur Brescia. Le maréchal, avec la division du centre, s'acheminait du côté de Montebaldo, afin de pouvoir attaquer les républicains entre Peschiera et Mantoue. L'aile gauche, confiée au général Davidowich, longeant l'autre rive de l'Adige, descendait par Ala et Péri, à Dolce, où, après avoir jeté un pont sur le fleuve, elle passa, dans le but de concourir de plus près aux opérations du centre. Une partie de cette division, sous le commandement du général Mézaros,

continuant à descendre par la rive gauche du fleuve, se dirigeait sur Vérone, d'où elle aurait pu facilement, selon que le besoin l'aurait exigé, ou se porter par Villa-Franca à Mantoue, ou marcher sur Porto-Legnago sans s'écarter de l'Adige. De tous les corps de l'armée française, celui de Masséna courait le plus de danger, parce qu'il se trouvait réparti à Vérone, à Castel-Nuovo et dans les lieux voisins, rendez-vous général de toutes les forces autrichiennes, sur la rive gauche du lac.

Ainsi marchaient les Impériaux à l'accomplissement de leurs projets. On était à la fin de juillet. Déjà ils apercevaient les premières sentinelles des Français. Ceux-ci répartis dans leurs camps, n'avaient encore fait aucun mouvement, n'avaient pris aucune mesure pour résister au torrent qui les menaçait à dos; ce qui décèle, ou une présomption déraisonnable dans Buonaparte, ou beaucoup de négligence dans ses éclaireurs. Dira-t-on qu'il s'est ensuite tiré de ce péril avec une adresse admirable? Mais il eût été plus sage de le prévoir, plus prudent de le prévenir. Les Autrichiens attaquèrent brusquement l'avant-garde de Masséna, commandée par le brave et généreux Joubert, et qui se trouvait dans les défilés de Brentino et de Corona. La défense fut longue et vigoureuse; mais les Autrichiens, supérieurs en nombre, forcèrent

les positions, repoussèrent vivement Joubert et Masséna du côté de Castel-Nuovo, et se portèrent sur la Chiusa et Vérone. Ce fut un grand bonheur pour Masséna que les Autrichiens ne missent pas dans leur poursuite autant de célérité qu'il en mit dans sa retraite : ils auraient pu facilement alors s'emparer des défilés d'Osteria, avant qu'il les eût passés, et toute la division du général français eût été nécessairement, ou taillée en pièces, ou faite prisonnière. Nouvelle preuve de l'imprévoyance de Buonaparte, puisque Masséna, qu'il avait exposé seul aux efforts du corps le plus considérable de l'armée autrichienne, ne dut son salut qu'à une faute de l'ennemi, sur laquelle on n'avait certainement pas dû compter. D'un autre côté, Quosnadowich attaqua Sauret à Salò, et mit ses soldats en déroute. La résistance fut courageuse néanmoins, encore bien que cette troupe fût peu nombreuse et hors d'état de soutenir un pareil choc. Après l'action, les Autrichiens s'emparèrent de Salò. C'est là que le courage du général français Guyeux brilla dans tout son jour. Cerné de toutes parts, décidé à ne pas se rendre, il se jeta dans une habitation voisine, où, sans munitions de guerre ni de bouche, il se défendit avec une valeur incroyable pendant deux jours entiers. Après l'occupation de Salò, les Autrichiens coururent à Brescia, et s'en rendirent maîtres. Ces deux dernières actions coûtèrent aux Français environ deux

mille soldats, morts, blessés ou prisonniers. Le reste se réfugia à Lonato et à Desenzano. Cependant Wurmser lui-même s'avançait menaçant, et touchait aux rives désirées du Mincio. La fortune des Français avait bien changé de face; elle se trouvait déjà gravement compromise; et Buonaparte n'avait pas remué un seul régiment. Il apprit tout ensemble, et la déroute de Sauret, et la retraite de Masséna. Il ordonna aussitôt à Augereau, qui déjà marchait sur Vérone, pour s'opposer, s'il en était temps encore, au mouvement du général Mezaros, de revenir promptement à Roverbella, de rompre les ponts de Porto-Legnago, de brûler les affûts des plus gros canons, et d'enlever des magasins tout ce qui serait possible dans un désordre aussi imprévu. Augereau revint à Roverbella; il n'y trouva que la confusion et l'effroi. Buonaparte y arriva peu de temps après; et comme il se troublait à la pensée d'un si grand péril, Augereau le ranima par des discours pleins de chaleur. Redevenu lui-même à ces exhortations, il ordonna, pour parer aux difficultés du moment, des mesures d'une habileté et d'une vigueur qu'on ne saurait jamais assez louer. Réfléchissant qu'il ne pouvait combattre avantageusement qu'avec toutes ses forces, et que toutes ses forces même ne balanceraient pas celles de l'ennemi, s'il leur donnait le temps de se réunir, ainsi que Wurmser en avait évidem-

ment l'intention, il résolut de rassembler son armée en un seul corps, et de la faire donner tout entière contre une partie seulement de celle de l'empereur, avant qu'elle ait pu opérer sa jonction avec le reste; voulant ainsi vaincre les Autrichiens en détail, puisqu'il ne pouvait espérer d'y parvenir lorsqu'ils seraient réunis. L'éloignement où se trouvaient l'un de l'autre le centre et l'aile droite de l'armée autrichienne, favorisait le plan du général français. En effet, ces deux corps étaient séparés de toute la largeur du lac de Garda, dont les Impériaux n'étaient pas les maîtres, attendu que les républicains le parcouraient sur des barques armées. Il n'y avait pas d'ailleurs à balancer sur le choix de la division qu'il convenait d'attaquer. L'intention première de Wurmser était de faire lever le siége de Mantoue. Persistant dans ce dessein, il ne pouvait facilement porter secours à l'une de ses ailes en danger. Il importait encore beaucoup à Buonaparte de donner contre la division la moins forte, et celle-là même qui, en cas de revers, pouvait lui fermer la retraite sur Milan. Toutes ces considérations bien pesées, Buonaparte résolut d'attaquer, avec le gros de son armée, la division de Quosnadowich, qui, après la victoire de Salò et de Brescia, semait partout le désordre et l'effroi, à Desenzano, à Lonato, à Ponte-San-Marco, à Montechiaro, et qui était sur le point de se réunir à Wurmser; au

quel cas la ruine de l'armée française devenait certaine. Il rappelle donc à lui toutes ses troupes, même celles qui étaient campées sous Mantoue, sacrifiant ainsi, par l'effet d'une admirable sagacité, au salut de son armée, l'artillerie qui servait au siége de la place. Il ordonne ces mouvemens, et ses soldats les exécutent avec une célérité plus rapide que la pensée. Il envoie en toute hâte de puissans renforts à Sauret, afin de reprendre Salò, et de délivrer Guyeux qui se défendait encore avec la plus grande valeur. Il charge Dallemagne de surprendre l'ennemi à Lonato et de l'en chasser; Augereau, de le rompre à Ponte-San-Marco et à Brescia; de courir ensuite au secours de Sauret à Salò, et de fermer, s'il était possible, le retour à Quosnadowich. En outre, il fit attaquer par une forte division française, un gros corps d'Autrichiens posté à Desenzano, sur la rive du lac. Toutes ces actions furent sanglantes, particulièrement celle de Desenzano, où le brave régiment autrichien de Klebeck perdit plus de mille soldats. Elles eurent néanmoins le résultat que Buonaparte s'était proposé : Sauret rentra vainqueur à Salò, Dallemagne à Desenzano et à Lonato, Augereau à Montechiaro et à Brescia. Quosnadowich s'aperçut qu'il était aux prises avec la plus grande partie de l'armée française; mais, n'ayant point avis que Wurmser lui amenât des secours, et craignant que l'ennemi ne se portât sur

Riva et lui coupât le chemin du Tyrol, il se retira, à pas précipités, à Gavardo. C'est ainsi que Buonaparte, par la vivacité de ses mouvemens, et la supériorité de son génie, dispersait en peu d'instans une aile entière de l'armée autrichienne, qui lui avait déjà fait beaucoup de mal, et qui lui en aurait fait davantage, si elle se fût déployée comme elle en avait l'intention, dans les plaines du Milanais. Masséna eut ordre de garder les positions qu'Augereau venait de quitter.

En même temps que ces événemens se passaient à l'aile droite de l'armée autrichienne, les Impériaux s'emparaient de Vérone, et Wurmser, défilant par la rive gauche du Mincio, entrait dans Mantoue à la tête d'une forte division, et avec tout l'appareil de la victoire. Aussitôt, la garnison détruisit les tranchées établies par les assiégeans, et conduisit dans la ville plus de cent quarante canons de gros calibre que les Français avaient trouvés dans la citadelle d'Ancône, le fort Urbain et le château de Ferrare; artillerie dont ils s'étaient emparés, ou qui leur avait été livrée par le pape, en vertu de la trève, et qu'ils avaient amenée pour battre la place. Après ce succès, Wurmser, qui connaissait les premières victoires de Quosnadowich, mais qui ne savait rien de ses défaites récentes, s'occupait tranquillement à former des magasins, à rassembler des bestiaux, enfin à compléter l'approvisionnement de l'importante cité.

Sa sécurité ne fut pas de longue durée. Il ne tarda pas à recevoir la nouvelle des revers essuyés par Quosnadowich. Il vit bien alors que la fortune française n'était point abattue, et que ce qu'il avait cru certain était encore au moins douteux. Considérant donc qu'il n'avait point de temps à perdre; mais qu'il lui restait des forces suffisantes pour attaquer l'ennemi de front avec espoir de succès, il sort de Mantoue, se dirige sur Goito, en faisant battre la campagne par ses coureurs, jusqu'à Castiglione. La garde de cette place avait été confiée par Buonaparte au général Valette. Celui-ci, aux premières approches de l'ennemi, par une faiblesse inexcusable, s'enfuit épouvanté avec sa troupe, et va semer l'effroi parmi les républicains qui occupaient Monte-Chiaro. Cet accident imprévu découragea tout-à-fait Buonaparte; il abandonnait déjà l'idée de résister davantage à l'ennemi et voulait se retirer sur le Pô. Dessein vraiment funeste qui aurait décidé contre lui le destin de la guerre d'Italie, et qu'il aurait sans doute exécuté si Augereau plus résolu, ne lui eût persuadé de tenir ferme contre la fortune. La gloire dont se couvrit la France dans les champs de Castiglione, est donc moins l'ouvrage de Buonaparte, que le résultat des conseils d'Augereau avant l'action, et de sa valeur pendant la bataille. Mais Buonaparte, qui n'avait pas tout-à-fait recouvré ses esprits, et dont l'imagination était toujours remplie du danger où

il se trouvait, flottait encore entre le doute et la crainte et ne savait s'il devait se résoudre au combat ou à la retraite. Augereau, qui le connaissait, lui proposa de se montrer à une revue de l'armée. Sa présence fit éclater, parmi les soldats, des transports de joie, un enthousiasme, une ivresse dont la vivacité n'appartient qu'aux Français. Ils l'exhortaient à grands cris à garder bon courage, à prendre confiance en eux. Ils demandaient à être menés au combat, disant qu'ils feraient voir alors ce que pouvaient des bras républicains, puis ils criaient : Vive Buonaparte ! Vive la république ! et les collines de Castiglione répétaient au loin ces accens bruyans de leur délire. « *Eh bien! soit,* dit Buonaparte; *j'accepte cet augure; demain vous verrez la face de l'ennemi.* »

Pendant ce temps, Quosnadowich avait reçu quelques renforts à son camp de Gavardo. Il savait aussi que Wurmser s'avançait du côté de Castiglione. Audacieux et expérimenté, Quosnadowich comprit combien il lui importait de le rejoindre et de réunir ses efforts aux siens pour une attaque générale, ou du moins de le seconder par une diversion. Il rentra donc en campagne, culbuta Sauret qui voulut lui résister, se rendit maître de Salò, et se dirigea rapidement avec des forces imposantes vers Lonato, dont son avant-garde, commandée par Ocskay, s'était déjà em-

parée. Le danger devenait très grave pour les républicains, lorsque Masséna, dans ce moment critique, arriva avec son avant-garde dans les environs de Lonato. De l'occupation de ce poste, dépendait tout le succès des opérations, et si les Autrichiens s'y fussent maintenus, il eût été très difficile d'empêcher la jonction de Quosnadowich et de Wurmser. Masséna, voulant donc reprendre Lonato, ordonna au général Pigeon d'attaquer Ocskay. Le choc fut des plus rudes; mais Pigeon avait trop peu de monde; il fut rompu, vaincu, perdit trois pièces d'artillerie et demeura lui-même prisonnier. A cette nouvelle, Masséna et Buonaparte accoururent pour rétablir le combat. Le général en chef forma un épais bataillon, et lui ordonna de se jeter à corps perdu sur le centre de l'ennemi. Celui-ci, tout enflé de sa première victoire et persuadé qu'il allait non seulement écraser, mais faire prisonnière la division républicaine, étendit ses ailes dans le dessein de cerner les Français. Ce mouvement qui affaiblissait le centre de la ligne autrichienne assura la victoire à Buonaparte. En effet, pendant que Masséna contenait avec ses troupes légères les extrémités de l'armée autrichienne, Buonaparte, avec son escadron serré, donna tête baissée dans la division du centre. Elle opposa une vive résistance et tua beaucoup de républicains; mais enfin, ne pouvant plus soutenir l'impétuosité du choc, elle se dé-

banda et céda le terrain aux Français, en se retirant vers le lac, principalement à Desenzano. Pigeon fut délivré, l'artillerie perdue fut reprise. Les Français poursuivirent les Autrichiens jusqu'à Desenzano; ils les auraient même entièrement détruits, si le prince de Reuss, arrivant avec les secours envoyés par Quosnadowich, ne les eût sauvés en les conduisant dans des lieux sûrs, du côté de Salò. Dans ces rencontres, d'un succès si varié, le hasard presque seul eut part au résultat; et, quoique les deux généraux, allemand et français, eussent chacun l'intention bien évidente, le premier d'avancer, le second d'empêcher que son adversaire n'avançât, il nous paraît que Quosnadowich a mieux réussi que Buonaparte; car l'un avança toutes les fois qu'il le voulut, et l'autre fut obligé de le laisser faire. De tous les événemens arrivés sur la rive droite du lac de Garda, on peut donc conclure que le hasard et la nécessité ont décidé les mouvemens du général républicain plutôt que sa volonté propre, et que la fortune l'a dominé plus qu'il n'a dominé la fortune.

Pendant ces opérations de l'aile gauche de l'armée française, Augereau, qui ne voulait pas que Castiglione fût perdu pour les siens, se mit en devoir de le reprendre. De l'occupation de cette place, dépendait surtout la possibilité d'empêcher la jonction des différens corps autrichiens; mais ceux-ci connaissant l'importance de la position,

y avaient déjà fait entrer une forte division; c'était l'avant-garde de Wurmser commandée par le général Liptay. Le château, les hauteurs voisines et le pont étaient garnis d'un grand nombre de soldats, d'autant plus remplis de confiance que Wurmser, débouchant de Guidizzolo, s'approchait avec toute son armée. D'après le plan d'Augereau, le général Beyrand devait marcher contre l'aile gauche des Autrichiens. Pour assurer le succès de ce mouvement, le général Robert avait ordre de se mettre en embuscade, et de tomber sur les derrières de l'ennemi. Le général Verdier, avec un gros corps de grenadiers, devait donner l'assaut au château même de Castiglione occupé par le centre. L'attaque de l'aile droite était confiée au général Pelletier. Mais, pour se mettre mieux en garde contre tout événement fortuit, pour ajouter aux ressources et aux chances de la bataille, Buonaparte ordonna au général Kilmaine de se réunir à la division d'Augereau avec la réserve. On en vint aux mains des deux côtés avec beaucoup d'ardeur; c'était le 3 août. Les uns étaient soutenus par le souvenir récent de leurs victoires, et la présence de leurs généraux Buonaparte et Augereau; les autres, par l'idée que le maréchal arrivait à leur secours. Après une défense opiniâtre, Liptay commençait à plier; quelques écrivains prétendent même que, désespérant de la journée, il était résolu de se rendre

aux républicains. Mais, soit qu'il eût reconnu en ce moment, comme le dit un historien, que l'ennemi n'était pas si nombreux qu'il l'avait cru d'abord; soit, comme d'autres le pensent, qu'il ait aperçu un gros corps de cavalerie autrichienne qui venait à son secours au galop, il reprit courage, et retourna au combat avec plus d'ardeur encore qu'auparavant. Il combattait avec une valeur incroyable, et la victoire balançait incertaine, lorsque Robert sortit de son embuscade, et l'assaillit avec fureur. Ce choc imprévu jeta un tel désordre dans les bataillons autrichiens, qu'ils se retirèrent, et abandonnèrent Castiglione aux Français. En ce moment, Liptay reçut les premiers renforts de Wurmser; et, comme il n'avait pas encore perdu le pont, il y tint ferme et continua de se battre, avec toute la constance d'un Allemand. La bataille devenait plus sanglante que jamais, et s'étendait sur toute la ligne. Mais, sans s'arrêter aux obstacles qu'ils rencontraient sur le pont, sans s'effrayer du bruit qui se répandait que l'armée autrichienne tout entière arrivait, les Français s'élancèrent avec leur impétuosité accoutumée, s'emparèrent du pont, et forcèrent les Impériaux à la retraite. Bientôt, profitant de leurs avantages, Beyrand et Robert pressèrent si vivement l'aile gauche des Autrichiens qu'ils la rompirent, et l'auraient complètement détruite, si une batterie, pointée à propos

sur une hauteur voisine, n'avait ralenti leur ardeur. A ce moyen, les Autrichiens, conservant leur position derrière Castiglione, empêchèrent les Français de s'étendre dans la plaine qui séparait les deux ailes de l'armée impériale, et se ménagèrent la facilité de soutenir en ce lieu même, deux jours après, une seconde bataille aussi rude que la première. Les deux partis firent preuve de la plus grande valeur dans cette action. Outre vingt bouches à feu, les Autrichiens y perdirent quatre mille hommes, morts, blessés et prisonniers. Toutefois la victoire coûta cher aux Français; ils eurent à regretter plus de mille soldats d'élite, parmi lesquels se trouvent les noms honorables du général Beyrand, et des colonels Pourailler, Bourgon et Marmet.

Cependant, le sort de l'Italie n'était pas décidé. Le maréchal Wurmser, montrant une activité et une vigueur de résolution étonnantes dans un âge si avancé, avait réuni toutes ses forces et s'apprêtait à livrer une nouvelle bataille, qui devait apporter un terme à cette lutte violente, à ces engagemens partiels et journaliers, plus sanglans que décisifs. Wurmser comptait dans son armée vingt-cinq mille soldats d'un courage éprouvé. D'après ses dispositions, son aile gauche s'appuyait sur la hauteur de Medolano entre Guidizzolo et Castiglione; sa droite s'étendait jusqu'à Solfarino. Buonaparte, de son côté, dans un mo-

ment si périlleux, avait ordonné à toutes ses légions de le rejoindre. Déjà la plus grande partie de ses troupes était réunie entre Castiglione et les Autrichiens. Son aile gauche, commandée par Masséna, se tenait prête à attaquer l'aile droite impériale; Augereau guidait le centre; Verdier avec ses fantassins, et Beaumont avec sa cavalerie devaient marcher contre l'aile gauche des Allemands. Le général français n'avait cependant pas mis, à rassembler ses forces, autant de célérité que le vieux général autrichien son émule. Voulant, dans une circonstance aussi importante, s'assurer par tous les moyens possibles le succès de la bataille, il avait ordonné à la division Serrurier conduite par Fiorella, et qui était cantonnée sur les rives du Pô, à Bozzolo et à Marcaria, de marcher rapidement sur Castiglione, afin de prendre en flanc l'aile gauche de Wurmser. Cette idée lui vint à propos, comme on le verra dans la suite. Buonaparte ne crut pas avoir encore assez fait; il se mit en route pour Lonato, afin de voir s'il ne lui serait pas possible de tirer de cette place de nouvelles troupes, et de les diriger sur le camp général. Alors, s'il en faut croire Buonaparte et tous ses historiens, arriva un événement extraordinaire. Persuadé qu'il trouverait les siens à Lonato, le général républicain s'y rendait, escorté seulement par douze cents hommes; mais, au lieu de ses soldats, il y rencontra un corps de quatre mille

Autrichiens infanterie et cavalerie, et soutenu par une bonne artillerie. Le péril était imminent pour Buonaparte; déjà le commandant autrichien le faisait sommer de se rendre; mais réfléchissant que, dans un événement aussi imprévu, l'audace devait suppléer à la force, il regarda d'un air tranquille le messager autrichien, et lui dit qu'il admirait, en vérité, la présomption et la hardiesse de celui qui l'engageait à se rendre, lui Buonaparte, vainqueur, au milieu de son quartier-général, et entouré de son armée entière : « Partez, ajouta-t-il, et faites savoir de ma part, à votre général, que s'il ne se livre pas sur-le-champ, désarmé, entre mes mains, il payera de sa vie cet excès de témérité. » En repassant dans son esprit, les événemens des jours précédens, Buonaparte s'était aperçu, disent les historiens, que ce corps autrichien était celui qui avait été chassé de Desenzano, et qui, ayant trouvé le défilé de Salò occupé par Guyeux, marchait alors à l'aventure, ou s'efforçait de rejoindre le gros de l'armée impériale. Ils veulent encore, ces historiens, que les Autrichiens épouvantés aient déposé les armes et se soient rendus à discrétion. Cette action, que l'on embellit encore en la racontant, devient croyable si l'on considère l'audace française, et surtout celle de Buonaparte : il était capable de ce trait et de bien d'autres encore; mais, quelque grande que l'on veuille supposer la bonhomie au-

trichienne, elle ne saurait l'être assez pour descendre à l'extrême simplicité que lui prêterait le récit de Buonaparte, et le fait devient alors incroyable. Il est cependant affirmé par tant d'écrivains recommandables, que nous serions nous-mêmes disposés à y ajouter foi, si nous n'étions encore obligés d'en douter, en considérant qu'aucun antécédent relatif ne fut connu à Lonato; qu'on n'a jamais dit, qu'on n'a jamais su quel était le général commandant la division faite prisonnière; il suffisait cependant de le nommer pour lever toutes les incertitudes. Nous en doutons, en considérant que les Autrichiens, dans les nombreux engagemens qui venaient d'avoir lieu, bien loin de montrer de la simplicité ou de la faiblesse, avaient au contraire fait preuve d'une sagacité profonde et d'une haute valeur; que la colonne sortie de Desenzano, après la bataille de Lonato, obéissait au général Ocskay et au prince de Reuss, deux guerriers incapables de se laisser tromper ou intimider au premier abord, deux hommes d'une réputation telle qu'ils valaient bien la peine d'être nommés, si, dans cet événement extraordinaire, ils avaient orné, vaincus et désarmés, le triomphe de Buonaparte; que quatre mille Autrichiens, réunis à cette colonne déjà maîtresse du pont San-Marco, et de la route qui conduit à Brescia, n'étaient pas tellement faibles qu'ils ne pussent forcer le défilé de Salò, et qu'ils dussent avoir peur

du petit détachement de Guyeux qui occupait cette place; nous en doutons surtout, en considérant qu'un gros considérable d'Autrichiens se trouvait encore à Gavardo; enfin, que la faculté de parcourir la route de Brescia jusqu'à Lonato, l'occupation de cette dernière place, la sommation hautaine et répétée de se rendre, faite à Buonaparte, ne démontrent pas que ce fut là une troupe de fuyards épouvantés. Il y a donc fausseté, ou dans le fait de la reddition des Autrichiens, ou dans les circonstances rapportées comme exactes par les historiens. Mais le fait fût-il vrai, quelle excuse apporter en faveur d'un général en chef qui va donner en aveugle dans un corps ennemi tellement considérable, que lui avoir échappé serait un événement plutôt miraculeux qu'étonnant? Buonaparte n'avait donc autour de lui ni espions ni coureurs? il voyageait donc sans précaution dans un pays croisé en tous sens par les partis allemands et français tour à tour vainqueurs et vaincus, et précisément du côté où il savait que Quosnadowich voulait déboucher pour opérer sa jonction avec Wurmser? Buonaparte n'était certainement pas homme à commettre de pareilles fautes. Que si, malgré tout, le fait est vrai, il sera dû au général français autant de blâme pour l'imprudence qui a failli le perdre, que d'éloges pour l'audace qui l'a sauvé.

Ces actions, malgré leur importance, n'avaient

encore donné la supériorité définitive à aucun des deux rivaux. Une bataille rangée allait décider maintenant si le génie de Wurmser devait réaliser les espérances de l'empereur. Ainsi que nous l'avons rapporté, le maréchal était campé entre Medolano et Castel-Venzago, vis-à-vis Castiglione. Les Français avaient leurs positions entre cette place et les Autrichiens. Fatigués par de longues marches et des combats multipliés, les soldats des deux armées, quoique en présence dès le 4 août, ne firent aucune démonstration d'attaque. Le délai convenait à Buonaparte, qui attendait quelques troupes fraîches, et qui espérait ainsi, que la division Serrurier, à ses yeux le plus sûr garant de la victoire, pourrait arriver à temps pour prendre part à la bataille. Le lendemain, au point du jour, les Autrichiens, plus disposés à temporiser qu'à se battre, n'avaient encore fait aucun mouvement; mais c'était l'instant que Buonaparte avait jugé favorable à l'exécution de ses desseins. Il donna l'ordre à Masséna et à Augereau de charger l'ennemi. Cependant, comme son intention n'était pas encore de forcer l'armée autrichienne, mais seulement d'engager le combat, il commanda à ses généraux de se retirer après le premier choc, et aussitôt que les Allemands sortiraient à leur rencontre. Il arriva ce que Buonaparte avait prévu. À peine les premiers coups étaient portés que les Autrichiens, qui se sen-

taient encore puissans, sortirent de leurs positions et chargèrent vigoureusement les Français. Ceux-ci, après quelque résistance, se retirèrent en conformité des ordres du général en chef. Ce mouvement rétrograde, opéré à dessein, fit concevoir de grandes espérances à Wurmser. Il étendit aussitôt son aile droite vers Castel-Venzago, dans le dessein de tourner l'aile gauche des Français que commandait Masséna, et de donner la main à Quosnadowich dont il ignorait la déroute. C'était là précisément ce que désirait Buonaparte. Son but était de charger, de préférence, et d'enfoncer l'aile gauche autrichienne, parce qu'il savait le malheur arrivé à Quosnadowich. La forteresse de Peschiera, dont il était maître, assurait son flanc gauche, et la division Serrurier était sur le point d'arriver et de déboucher sur l'extrême gauche des Autrichiens. Pendant que Masséna et Augereau soutenaient le choc de la droite et du centre de Wurmser, Buonaparte ordonnait à Verdier de se mettre à la tête d'une forte division de grenadiers et d'un régiment de cavalerie, et d'aller emporter les retranchemens élevés sur la hauteur de Medolano; mais, pour rendre l'attaque moins sanglante et plus heureuse, il commanda au colonel Marmont, officier d'artillerie très distingué, de pointer vingt pièces de gros calibre dans la plaine de Médole, et de foudroyer la redoute autrichienne. Celle-ci répondit avec

fureur du haut de la colline : un rude combat fut bientôt engagé. Pendant cette canonnade, Verdier et Beaumont se portaient en avant avec une rare valeur. Verdier parvint jusqu'à la redoute ; et, après une mêlée opiniâtre, parvint à s'en emparer. Au même moment, Beaumont se mit au galop vers le village de San-Canziano, et prit en queue l'extrême gauche des Autrichiens. Ils fléchissaient déjà de ce côté, n'étant plus protégés par la redoute, leur appui principal. Ce mouvement de Beaumont accrut la terreur des fuyards, et l'inspira à ceux qui n'avaient point encore lâché pied. Les Impériaux n'étaient cependant pas entièrement rompus ; mais telle était la prévoyance qui avait présidé aux dispositions de Buonaparte, qu'en ce moment même, Fiorella parut avec la division Serrurier, tomba aussitôt sur les Autrichiens, et détermina leur déroute. Pour rétablir la bataille qui périclitait si fort de ce côté, Wurmser détacha en toute hâte de la cavalerie, dont le choc rallentit l'ardeur de Beaumont et de Fiorella. Le moment de vaincre était venu, Buonaparte le vit ; il ordonne à Masséna et à Augereau de charger avec toutes leurs forces la droite et le centre des Impériaux, envoyant aussi quelques secours à Fiorella, qui, d'ailleurs, recevait à chaque instant de nouveaux renforts par l'arrivée successive de ses soldats. La bataille s'étendit alors sur toute la ligne. Si le général français fit

voir, avant et pendant l'action, une habileté supérieure à celle du vieux général autrichien, les soldats autrichiens déployèrent une valeur égale à celle des Français. Ceux-ci éprouvèrent surtout de la résistance à la tour de Solfarino, où la défense fut aussi vive que l'attaque; mais enfin la fortune républicaine triompha sur tous les points. Masséna, de son côté, avait l'avantage sur l'ennemi; Augereau le battait à Solfarino; Verdier, Marmont, Beaumont et Fiorella le poursuivaient, rompu et en désordre, sur la route de Cavriana. Ainsi toute l'armée autrichienne, partie fuyant, partie en bon ordre, se retira sur le Mincio, passa précipitamment le fleuve à Valeggio, et ne fut préservée de plus grands désastres que par la fatigue des vainqueurs. Telle fut la bataille de Castiglione, où il faut admirer le génie de Buonaparte et la valeur d'Augereau. Elle attacha son nom à la qualité de duc, conférée depuis à Augereau par Buonaparte devenu empereur. Les Autrichiens perdirent dans cette action plus de trois mille soldats, morts, blessés, ou prisonniers, trente pièces de canon, cent vingt caissons et des munitions de guerre en proportion. La perte des Français ne se monta pas à mille hommes, parmi lesquels un seul officier de marque, le général Frontin. Dans toutes ces mêlées sanglantes, ces revers et ces succès partagés depuis quelques jours entre Wurmser et Buonaparte, les Impériaux eurent à regretter

plus de vingt mille soldats, environ quatre cents officiers et soixante pièces de canon. Les armes autrichiennes ne furent guère moins funestes aux républicains, qui perdirent plus de dix mille hommes morts, blessés, ou tombés au pouvoir de l'ennemi.

La victoire de Castiglione replaçait l'Italie sous le pouvoir de Buonaparte. Wurmser, à la vérité, n'était point découragé par le malheur; mais, réduit à peu de monde, il ne pouvait plus disputer à son heureux adversaire la souveraineté d'un pays, destiné désormais à se voir la proie des combattans et l'esclave des vainqueurs.

Après ce succès, où le génie et la fortune de Buonaparte brillèrent de tout leur éclat, ce général résolut de poursuivre vivement les débris de l'armée autrichienne, soit pour ne pas lui laisser le temps de se reconnaître, soit qu'il trouvât la circonstance favorable au vaste projet qu'il avait déjà communiqué au directoire. Ce projet consistait à franchir les montagnes du Tyrol, et à se réunir aux généraux Moreau et Jourdan, qui faisaient la guerre sur le Rhin, pour frapper l'Allemagne au cœur, et anéantir la puissance autrichienne. Les victoires récentes de Buonaparte, la terreur qu'elles inspiraient aux peuples et aux soldats ennemis, facilitaient l'exécution de cette grande entreprise. Il s'apprêta, sans délai, à poursuivre le général allemand au-delà

du Mincio. Dans ce but, et pour détourner l'attention de l'ennemi, il fit battre Valeggio avec grand fracas par l'artillerie d'Augereau, pendant que Masséna, dépassant Peschiera dont il était maître, et puissamment secondé par le général Victor, culbutait la troupe de Liptay, qui fut obligée de se replier sur Rivoli. Wurmser, voyant bien alors qu'il ne devait plus penser qu'à se retirer dans le Tyrol, renforça la garnison de Mantoue, et entreprit de remonter la vallée de l'Adige. Masséna, Augereau et Fiorella se mirent sur ses traces. Ce dernier se présenta devant Vérone, dans l'intention d'en chasser le petit nombre d'Autrichiens qui s'y trouvaient, et qui s'apprêtaient à se retirer par les rives supérieures de l'Adige. Fiorella demanda qu'on lui ouvrît les portes. Deux ennemis aussi acharnés, encore échauffés du feu des derniers combats, pouvaient, en se rencontrant dans la ville, y occasionner un grand désastre. Le provéditeur vénitien le craignit, et demanda deux heures de délai. Son intention était de donner aux Autrichiens le temps de s'évader, et d'empêcher que la ville ne devînt un champ de bataille. Le général français fit aussitôt enfoncer les portes à coups de canon, et entra dans Vérone en vainqueur. Quelques combats partiels eurent lieu avec les Autrichiens, et si les Impériaux eussent été ou plus nombreux ou plus décidés à se défendre, de grands malheurs

seraient arrivés; mais les soldats républicains donnèrent l'exemple de la modération, et conservèrent la ville intacte, sauf quelques outrages commis dans l'obscurité.

En possession de Vérone, Buonaparte, après avoir adressé à ses soldats une nouvelle proclamation où il les comparait, avec raison sans doute sous le rapport de la valeur, aux guerriers de Marathon et de Platée, les conduisit à d'autres combats dans le Tyrol, et se mit, avec le gros de son armée, à la poursuite de Wurmser sur les rives de l'Adige. Pendant ce temps, Sauret, par son ordre, longeant la rive occidentale du lac, marchait contre les colonnes de Quosnadowich et du prince de Reuss. Ils devaient ensuite se rejoindre à Roveredo pour aller prendre possession de Trente. Les mesures de Buonaparte eurent un plein succès. Chassés par Sauret de toutes leurs positions sur le lac, les Autrichiens abandonnèrent Rocca-d'Anfo, Lodrone, et se retirèrent dans les lieux supérieurs d'Arco. D'un autre côté, Masséna et Augereau ayant forcé, non sans effusion de sang, les retranchemens de Corona, de Preabocco, d'Ala, de Serravalle et de Mori, pendant que Vaubois se jetait dans Torbole, Buonaparte se présenta vainqueur à la vue de Roveredo. Déjà rompus à Mori, épouvantés d'ailleurs à la suite d'un furieux assaut donné par Rampon, à Roveredo même, les Autrichiens abandonnèrent cette place

à la hâte pour se retirer dans une forte position qu'ils appellent le château Della Pietra ou de Calliano. La seule route qui, du bas pays, conduit à cette place, est une gorge étroite, resserrée entre des rochers inaccessibles à droite, et l'Adige à gauche. La place elle-même, qui s'étend de la montagne jusqu'au fleuve, domine le passage, et présente au fond de la gorge un gros mur crénelé, très favorable à la défense. Avant d'arriver à l'occupation de Trente, les Français étaient obligés de passer le défilé, et d'emporter cette muraille garnie de grosse artillerie par les Allemands. Wurmser espérait, sinon arrêter là l'impétuosité de l'ennemi, au moins résister assez long-temps pour pouvoir mettre tout en sûreté derrière lui; mais s'ils étaient propres à soutenir une bataille générale en plat pays, ces alertes républicains l'étaient davantage encore à la guerre active et partielle des montagnes, et ils eurent bientôt surmonté tous les obstacles que leur opposaient la nature des lieux et les dispositions de l'ennemi. Le général Dammartin parvint, après des efforts inouïs, à loger quelques pièces d'artillerie dans des endroits réputés jusque là inaccessibles, et d'où il battait en flanc le défilé. Les soldats, armés à la légère, pleins d'adresse et d'ardeur, comme le sont ordinairement les Français, gravirent des rochers à pic, firent un feu terrible sur les Autrichiens, et leur

enlevèrent tous les avantages de leur position. Buonaparte, voyant ce succès, ordonna à trois bataillons d'une valeur désespérée de se précipiter dans le défilé, sans tirer, et d'aller attaquer le château qui s'élevait à l'extrémité comme une tour. L'exécution fut aussi rapide que le commandement; et, en moins de temps que ne le ferait un homme marchant à grands pas, les trois bataillons passèrent le défilé en faisant un affreux carnage des Allemands. Effrayés et rompus, les soldats de Wurmser cèdent à leurs audacieux ennemis, non seulement la gorge, mais encore la forte muraille, et se replient en désordre sur Trente. Ne se croyant pas en sûreté dans cette ville, ils l'évacuent et l'abandonnent à elle-même, ou plutôt aux républicains, et gagnent la rive droite du Lavis, sur la route qui conduit à Bolzano. Telle fut l'issue de la bataille de Roveredo, livrée le 4 septembre. La valeur des Français, déjà si brillante, y reçut encore un nouveau lustre. Les Autrichiens perdirent dans cette affaire vingt-cinq pièces de canon et trois à quatre mille hommes morts, blessés ou prisonniers. Quant aux Français, la rapidité de leurs mouvemens les préserva d'une perte considérable.

La forteresse de Calliano enlevée, la ville de Trente restait sans défense. Le 5 septembre (l'évêque, qui était prince de l'empire germanique, en était sorti la veille) les Français y

firent leur entrée : Masséna le premier, et après lui Vaubois, qui, ne pouvant rester spectateur des brigandages opérés en Toscane, et préférant les dangers de la guerre au spectacle de l'infamie, avait instamment prié Buonaparte de le rappeler à l'armée. Maître de Trente, Buonaparte publia aussitôt de séduisantes proclamations. Sa volonté, disait-il, était que la ville et la principauté de Trente fussent pour toujours affranchies de la domination allemande, et qu'elles se gouvernassent par elles-mêmes. Il destitua les magistrats nommés par l'Autriche, les remplaça par des naturels du pays, ayant soin de les choisir parmi les hommes qui s'étaient montrés, ou les plus opposés à l'empire, ou les plus favorables à la France, ou les plus zélés novateurs. Du reste, peu importait à Buonaparte la situation de ce pays; ce qu'il avait à cœur, c'était de soulever les peuples de la Germanie, afin qu'en se révoltant contre leurs princes, ils facilitassent sa jonction avec les troupes de Ferino, que Moreau faisait avancer pour l'exécution de ce dessein. Nul doute, en effet, qu'une sédition de la Bavière ne plaçât l'empereur dans un péril extrême, ou ne le contraignît du moins à subir de honteux traités. C'étaient là les pensées que Buonaparte puisait dans la profondeur de son génie et le souvenir de ses victoires.

Le vieux général autrichien rompit ces projets.

Buonaparte s'était persuadé que Wurmser voudrait résister dans ces montagnes avec les débris de son armée vaincue, et garder les passages de l'Allemagne. Wurmser avait, en cela, pénétré les intentions de son adversaire. L'Autrichien savait de plus que Buonaparte comptait sur une réussite complète. En effet, ceux qui avaient emporté si vaillamment le défilé de Calliano, pouvaient aussi facilement forcer les gorges du Tyrol; mais l'habile et opiniâtre Allemand réfléchit que le but qu'il avait manqué en combattant de front, il l'atteindrait peut-être au moyen d'une diversion. Il résolut donc de rentrer en Italie, et cette détermination était à la fois courageuse et prudente. Il venait d'ailleurs de recevoir quelques renforts du Norique, et il espérait que son retour inopiné en Italie pourrait amener des changemens, rétablir l'équilibre, ou du moins, si la fortune, tellement capricieuse d'ordinaire, se montrait constante à le poursuivre, qu'il pourrait trouver un sûr abri à Mantoue. Dans tous les cas, quel que dût être le résultat heureux ou malheureux de ce mouvement, Wurmser ramenait ainsi et nécessairement les Français en Italie, et détournait de l'Allemagne, sa patrie, la terrible tempête dont elle était menacée.

Non loin de Trente la Brenta prend sa source. Après avoir coulé au fond d'un vallon entre des montagues escarpées, elle arrive à Bassano. Là,

commencent les plaines délicieuses du Padouan et du Vicentin. C'est là le chemin qui conduit le plus directement de Venise à Trente sans passer par Vérone. Aussi le maréchal, pendant qu'on se battait encore à Roveredo et à Calliano, se mit-il en route à marches forcées par la vallée de la Brenta. Son intention était de rejoindre à Bassano les renforts arrivés du Norique, sous la conduite des généraux Mitrouski et Hohenzollern, qui s'étaient réunis en cette ville pour l'y attendre. Wurmser s'était persuadé que son adversaire, en apprenant la route qu'il avait prise, non seulement renoncerait à l'idée de pénétrer en Allemagne, mais encore descendrait l'Adige à grands pas pour s'opposer à cette nouvelle irruption des Autrichiens dans le voisinage de Vérone. La première conjecture de Wurmser était juste; Buonaparte abandonna l'entreprise d'Allemagne, et se retourna vers l'Italie; mais il ne prit point la route de l'Adige. Son aile droite, au contraire, défila par cette même vallée de la Brenta, et poursuivit rapidement l'armée autrichienne qui ne l'avait pas encore entièrement traversée. Ces infatigables Français étaient guidés par les deux foudres de guerre, Masséna et Augereau. En prenant ce chemin, Buonaparte avait pour but de couper à Wurmser ses communications avec les troupes qu'il avait laissées dans le Haut-Tyrol, et d'enlever au général autrichien tout autre espoir

de salut, qu'une fuite précipitée dans les montagnes où la Piave prend naissance, ou une retraite forcée dans Mantoue. Telle fut la célérité des républicains dans leur marche, qu'ils atteignirent les Impériaux à Primolano, les culbutèrent, et leur firent beaucoup de prisonniers, non cependant au nombre de quatre mille hommes, comme on l'a écrit avec une exagération évidente. Un second engagement eut lieu à Cismone, un autre encore à Selagno, et toujours à l'avantage des Français. Le nuage allait crever sur Bassano, où se trouvait le gros de l'armée autrichienne. Attaqués à gauche par Augereau, à droite par Masséna, les Allemands se débandèrent aussitôt, se donnant ainsi à eux-mêmes un honteux démenti, et trompant les calculs de Wurmser affligé, qui avait compté sur la force de cette position à l'embouchure de la vallée de la Brenta. La rapidité des Français ne laissait donc au vieux maréchal qu'un parti à prendre, c'était de faire tous ses efforts pour gagner, avec le reste de son armée, les murs protecteurs de Mantoue. Déjà même il avait expédié quelques troupes dans cette direction, par la route de Vicence. Marchant donc en toute hâte, et poursuivi de même par les républicains, Wurmser passe l'Adige à Porto-Legnago, défait Masséna à Cerea, Buonaparte à Sanguinetto, et se met à l'abri dans Mantoue. Ses soldats y entrèrent avec lui, couverts de sang, et

après avoir eux-mêmes ensanglanté la victoire de l'ennemi.

Ici se terminent les opérations du maréchal en Italie, et de l'armée puissante qu'il y avait amenée. L'Allemagne en déplora les suites, la France en conçut une grande joie, l'Italie retomba dans l'incertitude de ses destins futurs. Mantoue, en effet, ne pouvait être facilement emportée, et l'empereur n'était pas tellement abattu qu'il ne pût tenter de nouveaux efforts pour reconquérir les rives si malheureusement fertiles de l'Adda, du Tésin et du Pô.

L'antique et noble Mantoue est assise au milieu d'un lac formé par le Mincio, dans un grand fond, au-dessous de Goito. Le lac se divise en trois parties séparées l'une de l'autre par deux ponts. Le pont supérieur, voisin de la porte Molina où sont les moulins des Douze-Apôtres, joint la ville à la citadelle située au nord. Le pont inférieur établit les communications à partir de la porte Saint-George, avec le faubourg du même nom situé au levant. La partie du lac qui se trouve entre l'embouchure du fleuve, à l'endroit où il se jette dans ce lac, et le pont supérieur, s'appelle aussi lac supérieur; la seconde, resserrée entre les deux ponts, lac du milieu; enfin la troisième, qui s'étend du pont inférieur au versant du lac, a reçu le nom de lac inférieur. La ville n'est pas entièrement entourée d'eaux libres et courantes, parce

que le Mincio, se jetant à gauche vers la citadelle, laisse le sol de droite ou entièrement découvert, ou faiblement inondé. Cette partie est limoneuse, embarrassée d'herbes et de roseaux, et forme le marais qui s'étend autour de la ville, depuis la porte Pradella, du côté de Bozzolo et Crémone, jusqu'à la porte Ceresa qui regarde la route de Modène. Ainsi, depuis la porte Pradella, en tournant vers le nord et l'orient, jusqu'à la porte Ceresa, Mantoue est baignée par les eaux des trois lacs; de la porte Pradella, en tournant vers le couchant et le midi, jusqu'à la porte Ceresa, la ville est environnée d'un marais profond et fangeux, à l'exception cependant d'une partie de terrain plus solide, qui forme comme une presqu'île, depuis la porte Postierla jusqu'à la porte Ceresa. Là, s'élève le château du T, ainsi appelé parce que son architecture singulière représente cette lettre de l'alphabet. On y admire ces belles peintures à fresque, représentant le combat de Jupiter avec les Titans, ouvrage fameux de Jules Romain, natif de Mantoue. Cette presqu'île se lie au corps de la ville par plusieurs ponts; mais ses principales issues dans la campagne ont lieu au moyen des deux ponts de la citadelle et de Saint-George, et par les chaussées qui, des portes Pradella et Ceresa, conduisent à l'extérieur à travers le marais. Outre les portes dont je viens de parler, il en existe quelques autres moins remarquables, et qui sont plu-

tôt de simples sorties sur le lac. Ce sont les portes de la Chaîne, de la Pomponassa, de Saint-Nicolas, des Hébreux, d'Ozzolo, de Saint-Jean et du Filatoio. Le marais, absolument impraticable, présentait une barrière plus sûre que le lac par où l'on peut arriver sur des barques. Il fallut donc protéger la ville de ce côté; on édifia, au nord, la citadelle qui interdit l'entrée du côté de Vérone, et au levant, le fort Saint-George qui défend la place du côté de Porto-Legnago et de Castellara. La partie faible c'étaient les deux extrémités du marais, où se trouvent les chaussées pratiquées du côté des terres, et qui regardent les deux portes principales, c'est-à-dire celle de Pradella et de Ceresa. Ces deux chaussées furent donc fortifiées au moyen de bastions et de divers autres ouvrages. On n'avait pas oublié la porte Postierla qui s'ouvre, pour ainsi dire, au milieu d'une courtine, et qui est protégée à droite par le fort bastion de Saint-Alexis, à gauche par la tour Sainte-Anne. Mais, pour assurer davantage ce côté, principalement la porte Ceresa; pour empêcher surtout l'ennemi de s'établir dans la péninsule du T, on pratiqua plusieurs tranchées à son extrémité, et à l'endroit appelé le Migliaretto. Ainsi, outre les eaux et le marais, la plus grande force de Mantoue consistait dans la citadelle, le fort Saint-George, les bastions des portes Pradella et Ceresa, plusieurs autres qui régnaient de distance en distance à l'in-

térieur de la ville, dans toute l'étendue de son enceinte, enfin les tranchées du T et du Migliaretto. Redoutable par toutes ses fortifications, Mantoue l'est encore davantage par son air pestilentiel qui, au temps des chaleurs surtout, répand dans le voisinage l'infection, les maladies et la mort. Le séjour en est principalement funeste aux armées étrangères, inaccoutumées au climat. Ce n'est pas que l'ensemble de ces fortifications ne laisse rien à désirer. Ni la citadelle, ni le bastion de Saint-George ne sont de nature à résister longtemps aux attaques soutenues et habilement dirigées de l'ennemi qui, maître une fois de ces deux forts, battrait avec un avantage évident le corps de la place, beaucoup plus faible par cet endroit que du côté du marais. La citadelle ne mérite pas non plus ce nom, puisque ni sa grandeur ni sa force ne permettraient à la garnison de s'y retirer, dans le cas où celle-ci ne pourrait plus tenir dans la ville. Vers la porte Pradella, côté le mieux garni, il n'existe qu'une défense extérieure, encore cet ouvrage à corne est-il dominé par l'éminence de Belfiore. De ce côté, le corps de la place n'est défendu que par la demi-lune de Pradella et le bastion de Saint-Alexis, réputé le plus fort de tous, mais trop petit pour recevoir une garnison convenable et l'artillerie nécessaire. De plus, ces deux ouvrages sont découverts, et leurs escarpes dépassent le niveau du terrain. Joi-

gnez à cela qu'ils sont unis ensemble par une courtine extrêmement prolongée, et par cela même facile à emporter. Il est vrai que, pour remédier à cet inconvénient, on avait élevé les deux redoutes en terre qui portent le nom de Neuve et du Cloître, qui se prolongeaient en forme de pointes, en avant de la courtine; mais ces deux redoutes sont construites sur un terrain trop étroit, leur prolongement n'est pas assez saillant, et leur direction, par rapport à la courtine, ne leur permettait pas d'employer à la défense de ce dernier ouvrage autant d'hommes et de canons qu'il aurait fallu. Elles n'avaient pas, d'ailleurs, la faculté de pointer leur artillerie dans le sens le plus favorable. Le corps de la place, à gauche de la porte Ceresa, jusqu'au lac inférieur, n'offre pas non plus de fortifications importantes. A l'exception d'une faible tour ou oreillon contigu à la courtine, et de trois pointes de bastions basses et petites, il n'y existe aucun ouvrage de défense. Les Français le savaient, ayant attaqué ce côté avant l'arrivée de Wurmser. Déjà même ils étaient sur le point d'entrer par la brèche qu'ils avaient pratiquée. Après y avoir bien réfléchi, Buonaparte s'était persuadé qu'en vingt jours de tranchée ouverte, il pourrait se rendre maître de Mantoue; et cette place lui semblait moins forte que celle de Pizzighettone. Son dessein était aussi de s'emparer de Mantoue par un assaut de nuit et à l'improviste,

en traversant le lac sur des barques qu'il avait fait disposer à cet effet. Il disait, d'ailleurs, que le succès de ces expéditions nocturnes dépend du cri d'un chien ou d'un oie. De tout ce que nous venons d'exposer, il résulte que, de ce côté, Mantoue est plus facile à emporter qu'on ne le pense généralement.

Il faut encore remarquer que ce qui, à la première vue, paraît devoir servir le plus à la défense de la place, y met précisément un obstacle. Ce sont les étroites chaussées par où l'ennemi doit nécessairement passer pour arriver à la ville. En effet, le moyen le plus efficace de retarder le siége et de prolonger la résistance, étant les sorties vigoureuses des assiégés qui ruinent souvent ainsi les ouvrages des assiégeans, ces chaussées nuisaient à la défense en rendant les sorties difficiles; parce que les assiégés devant passer par un lieu déterminé, étroit et long, il devenait aisé aux assiégeans de les apercevoir et de les combattre, sur la chaussée même, avant d'en avoir été surpris. Ce qui rend encore le siége de Mantoue plus facile que celui de toute autre place, c'est que le lac assure aux assiégeans les moyens d'entretenir des intelligences dans la place; d'être informés de tout ce qui s'y passe, et qu'avec peu de monde, en raison de la nature des lieux, on peut, sinon emporter la ville, au moins en faire le blocus. Ainsi l'ennemi n'a pas besoin de cerner la ville

dans toute son étendue; il lui suffit de bien garder la tête des ponts et des chaussées, pour affamer la garnison et la forcer à capituler. Buonaparte avait donc raison de dire qu'avec sept mille hommes, on en pouvait bloquer vingt mille dans Mantoue; et si les assaillans avaient à craindre les émanations pestilentielles des marais, les défenseurs devaient redouter la famine à laquelle on pouvait facilement les réduire. Cette nature du sol, ces influences du climat, cet ensemble de fortifications produisirent chacun leur effet, soit dans les blocus, soit dans les siéges de Mantoue; c'est ce qui sera démontré dans la suite de cette histoire.

Comme nous l'avons dit, le maréchal Wurmser était arrivé dans Mantoue, avec un gros corps de troupes échappées au carnage de Castiglione et de Bassano. Ce renfort, à la vérité, soulageait la garnison, déjà fatiguée par les combats et les veilles; mais il faisait en même temps sentir davantage la pénurie des vivres. Ce qui manquait le plus, c'étaient les fourrages pour la nourriture des chevaux, dont le nombre était considérable, eu égard à celui des fantassins. Le général autrichien se voyant donc à la tête d'une forte garnison, et surtout d'une puissante cavalerie, sortait souvent de la place pour fourrager dans la campagne; ce qui lui était d'autant plus facile que, maître encore de la citadelle et de Saint-George, il n'était pas obligé de

resserrer ses soldats sur de longues files, pour leur faire passer les ponts et les chaussées. Buonaparte s'en trouvait infiniment contrarié; il n'ignorait pas que l'Autriche, malgré ses défaites, ne manquerait point de faire passer de nouvelles armées en Italie, et il voulait absolument s'emparer de Mantoue avant que les secours arrivassent. C'est pourquoi, vers le milieu de septembre, il ordonna d'attaquer le fort Saint-George, qui favorisait le plus les sorties de la garnison. Dans le même moment, le général Sahuguet donnait l'assaut à la Favorite, position fortifiée et située au nord, entre Saint-George et la citadelle. Le succès ne fut pas heureux; Wurmser se découvrit avec sa cavalerie, culbuta les républicains, et si la valeureuse trente-deuxième ne se fût trouvée là pour arrêter les progrès de l'ennemi, il serait arrivé quelque grand malheur à l'armée française. Les Autrichiens restèrent en possession de la Favorite et de Saint-George; Sahuguet se retira fort maltraité, laissant sur le champ de bataille beaucoup de morts et de blessés. Mais l'audacieux Buonaparte n'était pas homme à se laisser décourager par un léger revers. Il prévit que son adversaire, rendu plus hardi par le succès, chercherait à s'étendre davantage dans la campagne; pour l'entretenir dans cette confiance, il fit reculer lui-même tous ses postes. Son dessein était d'attirer les Autrichiens si loin de la place, qu'il pût s'emparer de

Saint-George à l'improviste. Afin de se conserver la campagne libre, Wurmser avait renforcé les garnisons de Saint-George et de la Favorite. Il poussait même des reconnaissances fort loin, en avant de ces deux forteresses. Pour mieux réussir, Buonaparte avait ordonné à Augereau, qui se tenait avec sa division à Governolo, de se diriger par la rive du fleuve, et de tomber inopinément sur le flanc droit de l'ennemi. Sahuguet occupait les passages entre la Favorite et Saint-George; mais, comme il n'avait pas de forces suffisantes pour résister à la puissante cavalerie autrichienne, et que le succès de l'opération dépendait en grande partie de la rupture des communications entre Saint-George et la Favorite, Buonaparte le fit soutenir par la division du général Pigeon, qui arrivait de Villanova. D'un autre côté, pour occuper Wurmser devant lui, et l'empêcher de se porter sur les ailes de l'armée française, il chargea le brave et rapide Masséna d'assaillir vigoureusement, par le centre, le faubourg de Saint-George. Tous ces mouvemens eurent le résultat que le général français s'en était proposé. Wurmser s'étendit de nouveau dans la campagne; Pigeon se réunit facilement à Sahuguet pour couper la route entre les deux forts, et Augereau tomba comme la foudre sur l'aile droite des Impériaux qu'il rompit. Mais le plus grand succès fut celui de Masséna; telle fut l'impétuosité de son choc,

qu'il franchit tous les obstacles et entra victorieux dans Saint-George; saisissant aussitôt l'avantage que lui donnait la fortune, il s'empara en même temps de la tête du pont qui joint le faubourg à la ville. Les Autrichiens, ainsi rompus et dispersés, se jetèrent en fuyant dans la citadelle, après avoir perdu environ trois mille hommes, morts ou prisonniers, et vingt pièces de canon. Ce malheur rallentit l'ardeur des Autrichiens, et permit de serrer la place de beaucoup plus près. Quoique Wurmser, par l'effet de son courage naturel et cédant aussi à la nécessité, fît encore quelques sorties, il ne s'exposait plus à courir aussi librement la campagne. Les difficultés de sa position s'accrurent, la disette des vivres devint plus sensible. Déjà des signes de mécontentement se manifestaient dans la garnison, et la surveillance à l'intérieur devenait aussi pénible que la surveillance au dehors. De leur côté, les Français munirent de fossés et de tranchées le faubourg qu'ils venaient d'emporter.

Le génie de Buonaparte était immense; son activité même était si grande, qu'au milieu des embarras de la plus haute entreprise, il mettait à exécution des projets d'une importance secondaire. C'est ainsi qu'il s'occupait à la fois de fermer l'Italie à l'Autriche, et de lui enlever Mantoue, pendant qu'il portait ses regards sur la Méditerranée, et surtout vers la Corse, sa patrie.

Les victoires des Français avaient prodigieusement exalté les esprits dans cette île ; d'autant plus que les habitans voyaient dans le vainqueur, ce même Buonaparte, élevé en France à la vérité, mais qui n'en était pas moins leur compatriote ; et si les victoires des Français, dans un pays si voisin, ranimaient le courage de leurs partisans dans la Corse, ces partisans trouvaient un chef naturel et un guide valeureux dans celui qui les avait remportées. L'arrogance des Anglais, les impôts qu'ils avaient établis, donnaient plus de force encore à ces dispositions. Voilà pourquoi les amis de la France acquéraient chaque jour dans l'île plus d'influence et d'audace, pendant que les amis de l'Angleterre y perdaient continuellement de leur crédit et de leur puissance. Déjà les rênes du gouvernement flottaient incertaines dans la main des Anglais ; déjà, dans toutes les parties de l'île, leur nom, leurs agens et eux-mêmes, devenaient l'objet d'insultes et de violences multipliées. L'autorité du vice-roi se trouvait restreinte aux places fortes, qui, par leur position, pouvaient recevoir la puissante marine de l'Angleterre. Buonaparte le savait ; toujours prompt à saisir l'occasion, il s'était emparé du port de Livourne, non pas uniquement pour l'enlever aux Anglais, mais aussi pour se ménager les moyens de soulever la Corse contre eux, en faveur de la France. Dans cet espoir, il avait envoyé à Livourne, pour y attendre le

moment opportun, le colonel Bonelli, Corse de nation, et plusieurs autres militaires natifs de ce pays. Ils étaient abondamment pourvus d'argent, d'armes, de munitions, et devaient faire espérer aux habitans des secours plus considérables. La présence des vaisseaux anglais, qui couraient la mer dans toutes les directions, rendait la traversée fort périlleuse; mais Buonaparte se confiait dans l'adresse et l'activité du Dauphinois Sapey, chargé par lui d'effectuer le passage. L'espérance du succès croissant chaque jour de plus en plus, Buonaparte ordonna aux généraux Gentili, Casalta et Cervoni de se rendre à Livourne, et de se tenir prêts à passer en Corse, leur patrie, où leur crédit et leur influence pouvaient favoriser la réussite de l'entreprise. Tous obéissaient à Gentili, homme sage de sa nature, et chez qui les années avaient mûri l'expérience. D'un autre côté, pour servir les projets de Buonaparte, les émigrés corses se donnèrent rendez-vous à Livourne, et s'y organisèrent en compagnies. Deux cents hommes des plus actifs et des plus résolus devaient donner l'exemple aux autres, et les conduire à la conquête de l'île; ils avaient quelques pièces d'artillerie de montagne, et d'habiles canonniers pour les gouverner. Enfin, la patrie de Buonaparte était sur le point de retourner sous la domination française.

Informés depuis long-temps de ces préparatifs,

les Anglais veillaient continuellement à empêcher le passage ; mais ne croyant pas, après la perte de Livourne, que la vigilance suffît à la conservation de la Corse, ils résolurent de s'emparer de Porto-Ferraio, place forte et capitale de l'île d'Elbe. Miot, ministre de France à Florence, eut avis de leurs projets, et pressa vivement le grand-duc de remplacer le gouverneur de Porto-Ferraio, qu'il soupçonnait d'intelligence avec les Anglais. Il le requit en même temps de faire entrer dans la place une garnison suffisante pour la défendre, et d'y adjoindre deux cents Français. Le prince satisfit à la première demande, et remplaça le gouverneur. Quant aux deux autres, il invoqua la neutralité, loi fondamentale de la Toscane, acceptée par la république française, reconnue par toutes les puissances amies et ennemies, et refusa d'envoyer de nouvelles troupes, surtout des Français, à Porto-Ferraio. Il s'excusa d'ailleurs, alléguant que les Anglais étaient maîtres de la mer, et qu'il ne pouvait pas, même le voulant, renforcer la garnison de cette île. Sans doute on ne saurait blâmer Miot d'avoir demandé au grand-duc ce qu'il croyait utile aux intérêts de son gouvernement; mais ce qu'on a le droit de lui reprocher, c'est d'avoir employé des termes outrageans pour la nation italienne. C'est d'avoir dit, en écrivant à Buonaparte pour se plaindre du grand-duc : Qu'il devait prendre garde à ne point faire

de vaines menaces, surtout aux Italiens, chez qui l'imagination grossit toujours le danger; mais qui passent subitement de la terreur à l'insolence quand ils n'éprouvent pas le châtiment qu'on leur avait fait craindre, parce que leur caractère vindicatif, ajoutait-il, attribue toujours à l'impuissance de leur ennemi les résolutions dictées par sa générosité. Quelle fut la générosité de ceux qui, à l'aide de belles paroles, étaient venus tromper les Italiens et dévaster l'Italie? C'est ce que Miot voudra bien nous expliquer. En attendant, il faut que la postérité connaisse la manière dont il parlait d'une nation illustre, dans l'instant même où elle se voyait la proie déplorable des Français et des Allemands, où elle gémissait sous le joug des uns et des autres, dépouillée de ses ornemens les plus précieux, déchirée dans tous les sens, frappée dans ses parties les plus nobles, et aux sources mêmes de son existence.

Toutefois, les Anglais ne respectèrent pas plus Porto-Ferraio que les Français n'avaient respecté Livourne. Tel fut le traitement réservé à Ferdinand de Toscane par les généraux de deux puissantes nations. Funeste condition d'un prince désarmé qui se crut suffisamment garanti par sa vertu, à une époque où le droit du plus fort était toujours réputé le meilleur! Le 9 juillet, les Anglais se présentèrent devant Porto-Ferraio avec dix-sept bâtimens montés par deux mille hommes,

et sommèrent la place de se rendre. Le vice-roi de Corse écrivait au gouverneur que les Anglais voulaient occuper Porto-Ferraio, parce que les Français avaient occupé Livourne, et méditaient l'occupation de Porto-Ferraio ; mais qu'ils ne prétendaient pas, langage tout-à-fait en contradiction avec leurs actes, selon la coutume de ces temps pervers, qu'ils ne prétendaient pas enfreindre la neutralité. Les chefs de la flotte annoncèrent ensuite qu'au défaut de la bonne volonté, la force leur ouvrirait les portes.

A l'arrivée de ces fâcheuses nouvelles, le grand-duc donna l'ordre au gouverneur de protester contre la violation de la neutralité, de rejeter la sommation, et de ne céder qu'à la violence ; mais les Anglais, passant subitement de la menace aux effets, avaient pris terre sur la plage d'Acquaviva, limite entre l'état de Toscane et celui de Piombino. Déjà, par des chemins difficiles et escarpés, ils étaient parvenus au sommet de la montagne qui domine le fort de Porto-Ferraio, et avaient pointé contre la place des canons et des obusiers. Descendus de ces hauteurs sur la route qui conduit à la ville, les soldats attendaient le résultat de la sommation et de leur présence. Horace Nelson fit dire au gouverneur, de la part du vice-roi, que les Anglais ne voulaient entrer dans la ville et les forts que pour prévenir les Français ; que les propriétés, les personnes et la religion se-

raient respectées; qu'ils se retireraient aussitôt la paix faite, ou le danger d'invasion disparu; qu'ils entreraient en amis, si le gouverneur les laissait faire; en ennemis, s'il prétendait résister. Pour aviser aux mesures les plus convenables, le gouverneur assembla les officiers, les magistrats, les consuls des diverses puissances, et les principaux habitans. Tous s'accordèrent à penser qu'il fallait céder à la force; mais aux conditions expresses : Que les Toscans ne pourraient être contraints, sous aucun motif, à combattre, dans le cas où des troupes ennemies aborderaient dans l'île; que les Anglais pourvoieraient eux-mêmes à leur subsistance, et que les soldats ne seraient point logés chez les habitans. Ces conditions acceptées, les Anglais prirent possession, et presque aussitôt après, s'emparèrent également de l'île Capraia, appartenant à l'état de Gênes. Ils le firent moins dans l'intérêt de leur sûreté personnelle que pour se venger du sénat qu'ils accusaient d'avoir pris parti tout récemment pour les Français. Maîtres des îles d'Elbe et de Capraia, ils coururent mieux que jamais contre les bâtimens génois.

Pendant ce temps, les événemens s'échauffaient en Corse, et devenaient favorables à Buonaparte. Arrivé dans l'île, Bonelli promettait de prompts secours, soulevait l'indignation contre les Anglais, excitait partout la discorde, insurgeait les villes

et les villages, principalement sur les montagnes voisines de Bastia et de San-Fiorenzo, et résistait ouvertement au gouvernement du vice-roi. A Bastia, en présence même des Anglais, un rassemblement de patriotes, comme on les appelait, mais plutôt de partisans de Buonaparte et de Salicetti, tous ennemis de Paoli et de l'Angleterre, eut l'audace de demander au vice-roi la liberté des prisonniers. Ils écrivirent même à Salicetti qu'il pouvait regarder Bastia comme ville française. Salicetti et Gentili jugèrent le moment favorable, et envoyèrent une troupe d'émigrés corses, sous la conduite de Casalta, pour seconder, à Bastia, un mouvement qui devait probablement restituer leur patrie à la France. Le projet était bien conçu, l'exécution en fut heureuse. Et telle fut l'adresse de Sapey, que, malgré le gros temps et les vaisseaux anglais, Casalta parut vers la fin d'octobre dans le voisinage du port, et débarqua, lui et sa troupe, qui se grossit bientôt d'un grand nombre de partisans. Ainsi renforcé, Casalta prit position sur les hauteurs qui dominent la ville et le port de Bastia, somma les Anglais de livrer le fort, les menaçant du bombardement en cas de refus. Survinrent alors les nouvelles de nombreux soulèvemens dans l'île contre l'autorité britannique. Les Anglais se décidèrent à rendre ce qu'ils ne pouvaient conserver, sortirent en toute hâte du fort de Bastia, et se retirèrent sur la flotte,

dans la crainte que les soldats de Casalta, descendant des montagnes, ne leur coupassent le chemin du rivage. Cette retraite, ou plutôt cette fuite ne s'effectua point sans dommages. Les Corses rejoignirent les Anglais, leur firent plus de cinq cents prisonniers, s'emparèrent des magasins publics, enlevèrent plusieurs pièces d'artillerie, et enclouèrent le reste. Cet événement donna plus de force à l'insurrection. Des arbres de liberté furent plantés; San-Bonifaccio, Ajaccio, Calvi, criaient Vive la France! il ne restait plus aux patriotes que d'expulser les Anglais de San-Fiorenzo, où ceux-ci avaient concentré leurs forces et leurs espérances. Mais telle était la rapidité des événemens, que la résistance devenait inutile. Casalta ayant gagné, non sans peine, les gorges de San-Germano qui conduisent à Bastia et à San-Fiorenzo, parut tout à coup à la vue de cette dernière place, chassant devant lui les Anglais fugitifs de San-Germano. Ceux-ci se mirent aussitôt en devoir d'abandonner la ville, où les Corses républicains entrèrent avec les démonstrations d'une joie infinie. Ils y trouvèrent six pièces d'artillerie en bon état, et deux mortiers que l'ennemi n'avait pas eu le temps de transporter. Quelques traînards tombèrent aussi au pouvoir du vainqueur. Cependant la flotte anglaise se tenait à l'ancre peu loin de San-Fio-

renzo, en vue de Mortella, au-dessus de laquelle les soldats avaient établi un fort retranchement. Leur but était de s'approvisionner d'eau et de vivres, et de recueillir les fuyards de leur parti. Gentili, de son côté, partait de Livourne, emmenant avec lui des armes, des munitions, deux cents soldats des plus agiles, et trois cents émigrés corses. Arrivé à Bastia, il fit reposer sa troupe, organisa les habitans qui accouraient de toute part, et se dirigea sur San-Fiorenzo, dans l'intention de chasser les Anglais de leur dernier refuge à Mortella. Le choc fut suivi d'une mêlée meurtrière; les uns avaient l'avantage du nombre, les autres l'avantage de la position. Les Anglais cédèrent enfin; ils s'enfuirent à la hâte et tout sanglans sur leurs vaisseaux. Ce succès obtenu, Gentili gagna certaines éminences, d'où il aperçut la flotte anglaise toujours sur ses ancres à peu de distance du rivage. Il se disposait à la foudroyer de son artillerie, lorsque les Anglais, ne jugeant pas à propos d'attendre au dernier moment, déployèrent les voiles, prirent le large du côté de Gibraltar, et laissèrent l'île entière au pouvoir de ceux qui la voulaient restituer à la France, son antique métropole. Le vice-roi Elliot chercha un abri à Porto-Ferraio. Ainsi furent renversés, en quelques mois, un parlement, tout le système d'un gouvernement établi, et l'autorité d'un monarque

britannique. Les Anglais abandonnèrent également leurs conquêtes récentes d'Elbe et de Capraia, fruit éphémère de la neutralité violée.

Cette expédition terminée, Salicetti vint en Corse, annonçant que la France généreuse pardonnait. Ministre de sa clémence, disait-il, j'apporte à mes compatriotes une constitution et la liberté. L'orgueil insupportable, la proscription, l'exil, les cachots, voilà les présens de l'Angleterre; la religion n'était qu'un vain prétexte pour elle, et la France n'est point ennemie de la religion. Étions-nous donc réservés, s'écriait Salicetti, à voir les Anglais devenir les amis et les protecteurs du pape? Non, la France n'est point l'ennemie de la religion; elle ne veut que la liberté des cultes. Voyez fuir les perfides qui vous vendaient à l'Angleterre comme de vils troupeaux. Ils tremblent à l'aspect de nos armes, ils abandonnent le pays trop long-temps souillé de leur présence. Ils vont errer désormais sur des rives étrangères, tourmentés par la honte, poursuivis par leurs remords. S'il restait ici quelque traître, la république le punira; ou plutôt déchirez le voile qui le couvre, et punissez-le vous-mêmes. Dans tous les autres, ne voyez plus que des frères. Unissez-vous, soyez amis, oubliez vos dissensions; jurez sur vos autels, par l'ombre de vos compagnons morts sur le champ de bataille pour la défense de

la république, jurez haine éternelle à la royauté. Ces discours produisaient un grand effet; nouvelle preuve que le langage des passions réussit mieux auprès des hommes que les conseils de la prudence et de la modération.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.

LIVRE HUITIÈME.

Nouvelles idées des hommes les plus sages d'Italie sur l'organisation politique de leur pays, après les victoires réitérées de Buonaparte. — Révolutions dans le duché de Modène. — Comices de Bologne, et congrès de l'Émilie. — Le pape, malgré ses craintes, ne consent point à la paix; ses exhortations aux princes. — Le roi de Naples fait la paix avec la république française, et envoie le prince de Belmonte-Pignatelli en qualité d'ambassadeur auprès du directoire. — Paix entre la France et Parme. — Mort de Victor Amédée, et avénement de Charles Emmanuel, rois de Sardaigne; caractère de ces deux princes. — Projets de Buonaparte et du directoire sur le Piémont. — Le comte Balbe, ambassadeur du roi Charles Emmanuel, à Paris; caractère de ce diplomate, et son discours au directoire. — Nouvelles tribulations de Gênes; les Anglais, par un acte condamnable, la forcent à se jetter dans les bras de la France; son plénipotentiaire Spinola conclut, à Paris, un traité avec le directoire. — Manœuvres politiques en Italie. — Le directoire y envoie Clarke; quelles étaient ses instructions et son but. — Venise refuse de s'allier avec la France, l'Autriche, la Prusse, et pourquoi. — Le pays vénitien en proie à la dévastation, tant de la part des républicains que des Impériaux; plaintes du gouvernement vénitien. — Venise arme à cause des menaces faites par Buonaparte au provéditeur-général Foscarini. — Soupçons de la France à ce sujet; éclaircissemens donnés par le sénat vénitien.

Rien n'égalait la splendeur des armes françaises en Italie. Le roi de Sardaigne réduit à une dépendance complète; le roi de Naples et le pontife contraints d'accepter des traités peu honorables; deux puissantes armées autrichiennes vaincues et exterminées; Venise dans l'impos-

sibilité de nuire; les Anglais chassés de la Corse à la seule vue d'une enseigne républicaine : tout faisait prévoir que la puissance française s'établirait en Italie, et que cette contrée ne tarderait pas à changer de maîtres et de constitution politique. Chaque jour, de nombreux partisans se découvraient en faveur du nouveau régime contre l'ancien. Les opinions françaises n'avaient d'abord été adoptées que par des hommes trop facilement séduits à l'apparence du bien, ou par ceux qui voulaient exploiter à leur profit ces commotions politiques; mais à la vue de tant de victoires, les idées de réformes furent encore accueillies par beaucoup d'hommes sages et prudens, persuadés que, la force ayant amené des résultats si importans et si décisifs, il ne leur était plus permis d'abandonner au hasard la direction d'événemens aussi graves; que c'était même un devoir pour tout ami de sa patrie de se déclarer, et de régulariser autant qu'il se pourrait, au milieu du tumulte et de la licence des armées, des mouvemens qui ébranlaient, jusque dans sa base, la malheureuse Italie. Ils prévoyaient, d'ailleurs, que les Français, qui selon toute probabilité devaient rester maîtres de la péninsule, finiraient, en raison de leur inconstance naturelle, par s'en retirer en partie, et que leur domination devenant une autorité simple, tiendrait plutôt du patronage que du despotisme. Ils espéraient alors qu'un état de choses

plus tolérable pourrait s'introduire, et qu'il serait facile à l'Italie de fonder une liberté, appuyée d'un côté sur les lois du pays, et de l'autre, à l'abri de la tyrannie insupportable de l'étranger. Ils se persuadaient que le moment où les armées autrichiennes s'éloignaient, était celui où la patrie avait le plus besoin de sages conseils; que le peuple désavouait l'exagération de ces Italiens qui avaient prévenu et secondé, avec trop d'empressement ou de condescendance, les premiers mouvemens des Français, et que c'était une raison pour ne pas leur abandonner la conduite des affaires. Ils croyaient, ces hommes prudens, que les fondateurs de la liberté ne se trouveraient point parmi ceux qui chantaient et dansaient autour d'un arbre; que nul état ne pouvait recevoir de formes nouvelles sans l'autorité des hommes respectables, parce que ces nouvelles formes ont besoin de l'approbation des peuples, et qu'auprès des peuples la sagesse finit toujours par triompher de l'exagération. Ils étaient donc prêts à aider l'état de tout leur pouvoir, encore bien qu'ils connussent le volcan sur lequel ils avaient à marcher.

L'intervention obligée des hommes sages dans les affaires publiques, forme une seconde époque dans les révolutions d'Italie. Des hommes de toutes les classes y prirent part, nobles et plébéiens, savans et non savans, ecclésiastiques et laïques; tous avec le désir de chercher, dans ce tourbillon fan-

geux, une source pure et salutaire à la patrie. Mais les opinions étaient divisées sur les moyens d'arriver au même but. Les uns, plus timides ou moins éclairés, peut-être aussi moins ambitieux, préféraient des gouvernemens séparés; d'autres, élevant plus haut leurs pensées, voulaient l'unité de l'Italie, persuadés que la division de la péninsule entraînait son asservissement. Parmi les premiers, se voyaient les plus âgés; parmi les seconds, les plus jeunes. L'exaltation des uns trouvait un frein dans la modération des autres : les premiers agissaient plus ouvertement, les seconds plus en secret; ceux-là étaient aimés et caressés des Français, ceux-ci en étaient persécutés et haïs. Les Français appelaient même ces derniers, comme s'ils eussent été une puissance terrible, la ligue noire; et les généraux redoutaient cette ligue noire plus que les armées autrichiennes, parce qu'ils s'exagéraient sa force, et que cette force était encore exagérée à leurs yeux par certains Italiens, adulateurs indiscrets, toujours disposés à inspirer de la méfiance aux Français, pour faire croire davantage à la nécessité de leurs propres services. Le nom de la ligue noire faisait l'objet de toute la correspondance, de toutes les communications secrètes de ces rapporteurs, avec les généraux et les commissaires de la république. J'ai vu plus d'une insomnie causée par ce fantôme; mais il est constant que les affiliés à cette secte détestaient

également les Français et les Autrichiens, et désiraient que l'Italie, débarrassée des uns et des autres, pût se gouverner par ses propres lois; espérant que du bouleversement universel opéré par la guerre pourrait sortir un état de choses qu'ils eussent en vain demandé à la paix. Ni les Français ni les Autrichiens ne voulaient l'indépendance de l'Italie; la ligue le savait et se proposait d'employer les premiers à chasser les seconds, et de faire servir ensuite toutes les forces du pays à l'expulsion des premiers. Mais c'était là frapper au hasard plutôt que marcher à un but déterminé; car le rôle des Italiens étant tout passif dans cette sanglante tragédie, il n'était pas probable qu'il s'élevât parmi eux des citoyens assez influens, des généraux assez renommés pour réunir l'opinion des peuples, et les faire marcher avec résolution à la conquête de l'indépendance désirée. Ils se voyaient donc obligés d'attendre tout du temps, et préparaient les événemens futurs, non par des clameurs insensées, mais par des exhortations opportunes, et par un silence même prudemment calculé. Beaucoup de ces affiliés entrèrent dans les nouveaux emplois créés par les Français, qui leur confièrent l'autorité parce qu'ils ne les connaissaient pas. Ils savaient à la fois, et se ménager la faveur du peuple en modérant l'orgueil et l'avidité des républicains, et soulever la haine publique contre ces derniers en faisant ressortir da-

vantage leurs excès. La ligue une fois créée, ils occupèrent aussi les charges instituées par les Autrichiens, lorsque ceux-ci, redevenus supérieurs, inondèrent de nouveau l'Italie. Les affiliés n'abandonnèrent point leur projet ; ils n'avaient toujours qu'une pensée, c'est-à-dire d'attirer l'autorité sur eux-mêmes et la haine sur les Autrichiens. Cette ligue, ou si l'on aime mieux ce vœu général, s'étendait à l'Italie entière : il était même partagé par des hommes qui n'aimaient ni les Français, ni la liberté ; tous pensaient qu'il ne pouvait y avoir ni bonheur, ni honneur, sous la dépendance de l'étranger. Les princes, plutôt que les populations, manquèrent à l'accomplissement de ces désirs, car les princes craignaient plus la liberté du peuple qu'ils n'aimaient l'indépendance du territoire, et le peuple préférait l'indépendance nationale à la liberté. S'il se fût rencontré en Italie un chef, je ne dis pas tel qu'en produisit l'ancienne Rome, mais tel seulement qu'il en parut aux temps des Lorenzo, des Castruccio, et des Jules de la Rovère ; appuyé sur l'opinion publique, précédé d'une bannière italienne, il eût été l'auteur de grands évenemens en Italie et dans l'Europe. Mais le Piémont ne songeait qu'à l'acquisition d'une petite province milanaise, française ou génoise ; Gênes était tout entière à son commerce ; la mollesse endormait Venise ; les soins du sacerdoce occupaient tous les momens du

pape; Naples s'abandonnait à l'espoir de joindre à ses états une portion des Marches; Florence se contentait de son bonheur et de son repos; Milan, privé de son prince et en proie à l'étranger, n'aurait pu que suivre le mouvement et non donner l'impulsion. Ainsi, l'excès de l'espérance ou de la crainte, le rétrécissement des vues ou l'absence du courage, fit manquer l'occasion aux princes italiens, et ils appliquèrent tous leurs soins à se défendre des Français; ne réfléchissant pas que la perspective du retour à l'ancien état de choses, indifférente au plus grand nombre, détestée par plusieurs, n'était pas propre à inspirer aux peuples cette ardeur que pouvait leur communiquer un dessein neuf, généreux et magnanime.

Quant au régime intérieur de chaque état, ou de l'Italie entière, le plus grand nombre de ceux dont nous parlons préféraient la république, sous la forme du patriciat sagement combiné avec la puissance populaire; c'était le gouvernement antique et naturel de l'Italie. Le patriciat est bien différent du gouvernement féodal, enfant des temps barbares; le premier produit l'amour par la protection; le second, la haine par la tyrannie. Le patriciat peut et doit consacrer l'égalité des droits civils; mais il amène nécessairement l'inégalité des droits politiques, au lieu que la féodalité consiste dans l'inégalité des uns

et des autres. Ces prudens Italiens ne se méprirent point aux cris d'égalité, qu'une populace en délire poussait, par ordre, sur les places publiques. Ils savaient que, dans les grands états, la démocratie ne se maintient que par de grosses armées et des tribunaux terribles; armées et tribunaux, fléau mortel de toute liberté, de toute égalité. Interrogeons la France, inondée du sang français; la Guiane, terre d'exil pour les plus vertueux citoyens; interrogeons le palais de Saint-Cloud; ils nous diront ce que peuvent des soldats audacieux, commandés par un audacieux et cruel conquérant. D'un autre côté, les Italiens n'ignoraient pas que la démocratie elle-même se refuse absolument à l'égalité politique, puisque cette égalité ne peut exister entre les magistrats et les administrés, entre les chefs et les subordonnés. Ils ne voyaient donc, entre le patriciat mêlé de démocratie, et la démocratie pure, qu'une seule différence, c'est-à-dire que, dans le premier cas, l'inégalité politique est perpétuelle, et qu'elle est momentanée dans le second. Ils étaient persuadés que le patriciat est le gouvernement indiqué aux hommes, non seulement par la nature, mais encore par la nécessité, puisque la richesse, la science, la vertu, les services rendus à la patrie exerceront toujours une influence légitime, et toutes les clameurs de la démocratie ne pourront l'empêcher, parce qu'il est dans le caractère de

l'homme de caresser la puissance et de respecter la vertu. Ce serait en vain aussi que la démocratie pure s'efforcerait, selon sa coutume, de faire disparaître, par les supplices et les exils, les citoyens recommandables ou puissans; il s'en retrouve toujours de nouveaux, et s'il ne s'en présente pas, le peuple s'en crée à lui-même; nouvelle preuve de la nécessité du patriciat. Ces Italiens pensaient donc que de prudens législateurs devaient fonder la société, dans leur patrie, sur les bases de cette nécessité; et, puisque le patriciat leur paraissait indispensable, ils voulaient en faire une loi fondamentale, non une institution aveugle et sans règle, parce qu'il établit parmi les hommes l'harmonie ou la discorde, selon qu'il est bien ou mal organisé. Ils pensaient encore qu'il importe beaucoup, pour bien constituer un état, de sonder avec soin les replis du cœur de l'homme. Si son origine est divine, il n'en est pas moins soumis, comme les autres animaux, à certaines lois de la nature; et comme, pour dompter les animaux, l'homme emploie différens moyens, selon les espèces, c'est aussi dans le cœur humain que le législateur doit chercher les moyens de soumettre les hommes. Il ne faut pas craindre d'ailleurs que le despotisme s'ensuive, parce qu'il existe chez l'homme des sentimens de noblesse qui lui font aimer la générosité, fuir la honte et détester la bassesse; il ne peut pas non

plus vouloir agir contre ses propres intérêts. Fonder ainsi la société sur les lois de la nature, c'est tout autre chose que de l'élever d'après certains principes abstraits et géométriques. Ce fut l'erreur continuelle des législateurs français de cette époque, qui négligèrent toujours, pour de vains calculs métaphysiques, les affections de la nature et les passions de l'humanité. Quels furent les effets de cette erreur? Le monde en larmes peut répondre. Les Italiens voulaient donc un patriciat pour la garantie de la société, une démocratie tempérée pour le maintien de l'égalité; l'un et l'autre pour le salut de la liberté. L'exécution de ce projet salutaire était contrariée par les excès des armées française et autrichienne, par la prétention absurde qu'avaient les Français d'appliquer la forme de leur gouvernement à tous les pays dont ils faisaient la conquête, par la volonté de Buonaparte, opposé à la liberté, ami de la tyrannie, partisan ou plutôt admirateur de la féodalité, ennemi du patriciat paternel; enfin par ces Italiens eux-mêmes, imitateurs serviles de tout ce qui se passait au-delà des monts, et infatués des utopies géométriques. Cependant les Italiens, observateurs éclairés des choses, justes appréciateurs des événemens, poursuivaient toujours leur objet, attendant que le temps et la nécessité favorisassent leur entreprise; et, puisque l'autorité royale paraissait arrivée à son terme, ils espéraient que la

société se serait arrêtée au patriciat, combiné avec la démocratie, sans descendre jusqu'à la démocratie pure.

Ces sentimens, conçus dans l'intérêt et pour le salut de la péninsule, se manifestaient dans l'Émilie, et surtout dans la ville de Bologne. Mais ils ne pouvaient empêcher que le parti démocratique ne produisît de grands bouleversemens. Ce parti n'agissait pas de lui-même, quelque envie qu'il en eût; il était mis en avant par les agens de Buonaparte et du directoire. Le duc de Modène seul, sans amis, riche pour son malheur, ou du moins en réputation de l'être, se trouvait exposé, sans défense, aux manœuvres des agitateurs fanatiques. L'impulsion fut donnée par Reggio, ville jalouse de Modène et mécontente du gouvernement ducal. Ce fut le 25 août que les partisans de la démocratie se soulevèrent à l'improviste. La garnison était faible, les magistrats timides, les racines du mal très profondes; l'insurrection s'opéra sans résistance. En peu d'heures la ville fut illuminée, retentit de chants républicains, d'acclamations populaires, et de cris de guerre contre le duc. L'arbre favori fut planté, la bannière aux trois couleurs flotta dans les airs. Au point du jour, il n'existait plus un seul emblème du dernier gouvernement. Enfin, la ville fut libre, c'est-à-dire qu'elle s'imagina l'être. La garnison voyant toute résistance impossible, se retira tranquillement à

Modène. L'insurrection opérée, des hommes connus par leur opulence et par leur savoir se réunirent à ses auteurs, soit pour modifier ce mouvement désordonné, soit qu'ils espérassent que cet état de choses, qui n'était pas encore la liberté, pourrait du moins le devenir avec le temps. La joie du peuple était grande, et même elle était sincère. Les habitans de Reggio aimaient la liberté véritable, seulement ils se trompaient en croyant qu'elle pût être donnée par des conquérans. Ils établirent un gouvernement provisoire qui reçut les formes républicaines, restreignirent l'autorité du sénat, instituèrent des magistrats pour le peuple, appelèrent les citoyens sous les armes. Telle était la situation intérieure de la ville; mais les insurgés, voulant que les populations voisines prissent part à leurs actes, envoyèrent des affidés dans la campagne, dans le pays de Luni, et en Garfagnana, pour exciter les habitans, par leurs caresses, leurs discours et leurs exhortations, à un soulèvement général. Ils députèrent Paradisi et Rè pour fraterniser, comme ils disaient, avec les Milanais. Milan célébra par des fêtes la conquête de la liberté à Reggio. L'essentiel était de révolutionner Modène; les Reggiens mirent tout en usage pour y parvenir : agens nombreux et habiles qui parcouraient la ville en tous sens, insinuations secrètes, provocations publiques. Ils firent si bien, que déjà une troupe de novateurs, apportant sur

la place publique je ne sais quel arbre, voulaient l'y planter aux cris de liberté! Mais le gouvernement ducal ne tarda pas à réprimer ce mouvement, et la troupe qui survint dispersa les mécontens, dont quelques uns périrent dans le tumulte. De Venise, où il s'était retiré, le duc rendit grâce à ses fidèles sujets de Modène, promettant de payer, de sa cassette, une grande partie des contributions, et de diminuer l'impôt des communes.

Ce contre-temps interrompit les projets de Buonaparte; mais Buonaparte qui ne voulait pas que ses projets fussent interrompus, arriva, par les moyens de force à sa disposition, au but manqué par les Reggiens. Il publia, de Milan, un manifeste rempli de plaintes contre le duc. Ce prince, y était-il dit, n'avait pas acquité dans le délai fixé les contributions de guerre. Il se tenait éloigné de ses états, se dérobait aux charges militaires dont il laissait retomber tout le poids sur ses sujets. Il avait donné des subsides aux ennemis de la république, excité ses peuples contre la France, au moyen d'artifices coupables et d'agens perfides, et ravitaillé Mantoue dans l'intérêt des Autrichiens; pour quoi le général en chef de la république déclarait: que le duc avait perdu ses droits à la faveur de la France; que la trève était rompue; que l'armée républicaine d'Italie prenait sous sa protection les peuples de Reggio et de Modène; et que quiconque porterait atteinte à leurs pro-

priétés, ou à leurs droits, serait réputé l'ennemi de la France. Chez Buonaparte, l'exécution précédait toujours la menace; et le manifeste n'était pas encore connu, que déjà ses soldats s'emparaient du duché. Deux mille hommes entrèrent dans la ville, prirent la forteresse, confisquèrent le trésor, chassèrent la garnison, abattirent les enseignes, et appelèrent les peuples à la liberté. Ils occupèrent en même temps Sassuolo, Magnano, et les autres villes du domaine ducal, changeant partout la forme du gouvernement, mettant partout la main sur les propriétés publiques. Malgré tout, l'allégresse fut grande; on planta l'arbre chéri; il y eut des chants, des danses, des festins, des jeux et des illuminations. Après les réjouissances vinrent les destitutions. Les anciens magistrats furent supprimés et remplacés par de nouveaux. Le serment fut prêté à la république française. Quant à la forme politique du gouvernement, on attendait les ordres de Buonaparte.

Tels furent les événemens de Modène et de Reggio; retournons maintenant à ceux de Bologne.

Le sénat avait pris, pour le salut de l'état, toutes les mesures nécessitées par les circonstances. Il s'était ménagé la faveur du général républicain, avait obtenu la restitution de Castel-Bolognèse, et promis des modifications commandées par l'esprit du siècle. Mais les plus ardens novateurs haïs-

saient l'aristocratie, et la démocratie triomphait. Les aristocrates étaient l'objet de bruits sinistres; on les appelait petits despotes ; les esprits se tournaient vers le gouvernement purement populaire ; le peuple était toujours mis en avant. C'était à lui, disait-on, qu'appartenait la souveraineté. Les instigateurs s'écriaient dans leur délire, qu'après avoir chassé ce tyran de pontife, il fallait aussi chasser ces tyrans de sénateurs, et déférer l'autorité entière au peuple souverain. Quant à ce peuple, il ne savait ce que tout cela voulait dire. Les chefs républicains prétendaient mettre Bologne à l'unisson de Modène et de Reggio. Le sénat vit la funeste direction des choses, et voulut y porter remède en faisant espérer des réformes; ne réfléchissant pas que s'il était impossible d'arrêter le torrent, il ne suffisait pas de le seconder dans son cours. Il créa une commission d'hommes éclairés et vertueux, chargés de proposer un modèle de constitution appropriée aux circonstances; mais basée cependant sur le régime en vigueur avant la domination du pape. Le but ne fut pas atteint. Cette forme antique déplaisait, et les membres de la commission étaient accusés d'aristocratie. La vérité est, que les grands meneurs ne trouvaient rien de bon que la démocratie. Enfin parut le modèle de constitution, tout-à-fait démocratique, et calqué suivant l'usage sur la constitution de France; mais contenant beaucoup d'excel-

lens articles, tels que l'abolition de la torture, l'accélération des jugemens, la modération des peines, et le mode d'élection des représentans du peuple.

Je parlerai des comices de Bologne, quoique cet incident soit de peu d'importance dans cette histoire, puisqu'il n'eut aucune suite, aucun résultat, et qu'il ne servit qu'à contrister les bons citoyens, qui purent comparer la simplicité du peuple conquis, avec l'astuce des conquérans.

La cérémonie devait avoir lieu dans l'église de Saint-Pétrone; c'était le 4 décembre. Il s'agissait d'accepter ou de refuser la constitution. La garde urbaine, sous les armes et en grande tenue, maintenait, conjointement avec les Français, la tranquillité dans la ville. Les représentans élus se rendirent au temple avec tout l'appareil qui convenait à la solennité. On lisait sur leurs traits un recueillement profond, l'espérance d'un meilleur avenir, l'amour du bien et le respect pour la sainteté du lieu. Après l'appel, et la vérification des pouvoirs, les portes se fermèrent et l'on procéda à l'élection du président. Les suffrages se réunirent sur l'avocat Aldini. Celui-ci entonna l'hymne du Saint-Esprit, les assistans répondirent, les échos des temples répétaient ces chants religieux. Le dépouillement du scrutin donna quatre cent quatre-vingt-quatre bulletins; quatre cent trente-quatre pour, et cinquante contre. Le président déclara

que le peuple bolonais acceptait la constitution. Des louanges et des actions de grâces furent rendues à l'Éternel, et, pendant que l'Église retentissait du cantique de saint Ambroise, le son des cloches, le bruit des tambours, les accens d'une musique guerrière, les chants républicains, formaient, dans la ville, le plus bruyant de tous les concerts. Le peuple se félicitait de se retrouver souverain comme aux jours de son antique liberté. La nuit, feux d'artifice, illuminations, représentations théâtrales, et toutes les réjouissances auxquelles la foule a coutume de se livrer dans les occasions solennelles. L'effervescence n'était pas moins grande à Ferrare. On y créa des magistrats populaires, on y proclama la république; des députés furent envoyés à Buonaparte pour le remercier, aux Milanais, pour fraterniser avec eux : toute l'Émilie en mouvement criait : Liberté!

Sur ces entrefaites, Buonaparte arrive à Modène : les peuples, pour jouir de sa vue, accourent en foule de Ferrare, de Bologne, et surtout de Reggio, qui marchait avec le plus d'ardeur dans le chemin des innovations. Leur joie était sincère. Les expressions manquent pour donner une idée de l'état de jubilation où se trouvait cette multitude éprise de la république et de l'indépendance. Buonaparte écrivait au directoire, que ce qu'il avait sous les yeux était le véritable amour de la

liberté, et que les peuples de Cispadane étaient appelés à de grandes destinées.

Sa présence à Modène produisit plus que des paroles. Il convoqua les principaux habitans, et leur fit entendre, avec cette éloquence persuasive qu'il savait si bien employer, que la division amenait la servitude, comme l'union enfantait la liberté ; que si la faiblesse obéit, la force commande ; qu'il fallait donc que l'Émilie se ralliât en un seul corps, et se garantît par les armes. Les peuples exaltés saisirent avidement ces conseils. Le 16 octobre, se réunirent à Modène vingt-quatre députés de Bologne, autant de Ferrare, vingt de Modène et vingt de Reggio. Les opinions émises, les mesures adoptées dans cette assemblée générale de l'Émilie, ne méritent que des éloges. Toute exagération fut bannie, toute rivalité fut éteinte, les députés ne virent que le bien commun, ne s'attachèrent qu'à fonder la liberté du pays. Buonaparte lui-même paraissait devenu sage au milieu des sages ; il ne parlait que de bonheur universel, quelles que fussent les opinions individuelles. Il manifestait son horreur pour les persécutions, sa haine pour les hommes avides qui dépouillaient le peuple et l'armée. L'assemblée décréta que l'Émilie formait une seule république sous la protection de la France. La féodalité fut abolie ; la jouissance des propriétés garantie à tout citoyen paisible. Un magistrat créé, *ad hoc*, fut

chargé de lever, d'organiser et d'armer quatre mille hommes pour la défense commune. Un nouveau congrès de l'Émilie fut convoqué à Reggio pour le 27 décembre, afin d'arrêter la constitution qui devait régir la république. Buonaparte se réjouissait de voir la Cispadane courir aux armes. C'était un aiguillon pour les Milanais, dont les dispositions ne paraissaient pas les mêmes. Ceux-ci, en effet, pour ne pas rester en arrière offrirent douze mille soldats. Déjà l'on s'occupait à Milan d'organiser la légion Lombarde où entrèrent des Italiens de toutes les provinces; on organisait encore la légion Polonaise, composée d'un grand nombre de déserteurs et d'émigrés de cette nation, et aussi de beaucoup d'individus recueillis des différens points de l'Allemagne. Plus ardens que les autres, les habitans de Reggio ne s'en tinrent pas aux paroles et aux vaines démonstrations. Ayant rencontré un détachement d'Autrichiens sorti de Mantoue pour une expédition militaire, et coupé par les Français, ils le chargèrent, et le firent prisonnier à Monte-Chiarugolo, non sans beaucoup de peine et de sang répandu des deux côtés. Dans une fête qui eut lieu à Modène, ils présentèrent leurs captifs d'un air de triomphe à Buonaparte, doublement satisfait de voir que les Italiens s'aguerrissaient, et se mettaient en état d'hostilité contre l'empereur.

Ces événemens causaient beaucoup d'affliction

et d'effroi au pontife, qui se voyait seul exposé à la fureur des armes républicaines. Quelque onéreuses que fussent pour lui les conditions de la trève, il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour les remplir. Les négociations de paix traînaient en longueur à Paris. Le directoire exigeait que le pape abjurât toute espèce de ligue contre les Français, refusât le passage à leurs ennemis, le permît pour eux-mêmes, fermât ses ports à l'Angleterre, renonçât à Ferrare, à Bologne, à Castro, à Benevent, à Ronciglione, à Pontecorvo, et défendît l'éviration des enfans. Quant à la religion, le directoire voulait que le pape révoquât tout manifeste, tout acte émané du saint siége, relativement aux affaires ecclésiastiques de France, à partir de 1789. Le pontife consulta le collége des cardinaux, qui déclarèrent à l'unanimité ne pouvoir accepter ces conditions, et qu'il fallait résister à la force. Au moment où les cardinaux prenaient cette délibération, ils savaient déjà que l'Autriche allait faire une troisième descente en Italie.

Pie vi, n'ignorant pas cependant à quel point il s'exposait, lui et tout l'état ecclésiastique, en refusant la paix, ne négligeait, pour s'en garantir, aucun des moyens que lui fournissaient les circonstances. Il fit parvenir aux princes catholiques un bref, où il les exhortait, par les motifs les plus puissans, à ne pas abandonner le

saint siége dans un danger si pressant, à voler au secours de cette religion, objet de leur piété, source de l'amour et de la soumission de leurs sujets. Le monde sait, disait-il, de quels mépris la république française abreuva, et abreuve encore cette sainte religion et ses ministres, non seulement en France, mais dans tous les pays ouverts à ses armes. Du jour où les rives de l'Adda et du Pô ont été envahies, l'Italie a dû craindre un bouleversement général. Déjà les bords de l'Adige sont menacés; déjà le fléau va passer les monts du Norique, et se répandre sur l'Autriche, encore pure de ses atteintes. Que les princes réfléchissent bien que la religion une fois abattue, les états s'écroulent, ou du moins tombent dans les horreurs de l'anarchie, témoin l'Allemagne lorsque des opinions nouvelles y parurent, et cependant ces opinions n'avaient que quelques soldats pour appui! Qu'arriverait-il aujourd'hui qu'il s'élève des opinions nouvelles et bien autrement anarchiques, soutenues par des armées innombrables? Il faut que le monde choisisse entre la religion et l'impiété, entre la civilisation et la barbarie, entre l'esclavage et la liberté. Le saint père ne manquera pas à ses devoirs; mais ses appuis temporels sont faibles, et dans une si grande dégénérescence de la foi, ses armes spirituelles ont perdu de leur antique efficacité. La religion est assiégée dans ses

derniers retranchemens; qu'elle en soit expulsée, il ne reste plus d'espérance. Le gouvernement du monde est abandonné aux abus de la force et aux caprices du hasard. Levez-vous donc, s'écriait le saint père; accourez, et prouvez que vous avez à cœur le maintien de ce que le ciel a institué ici-bas de plus salutaire à la vie sociale et religieuse. Placé le plus près du péril, je donnerai l'exemple de la fermeté. Ni le fracas d'une guerre si terrible, ni les infirmités de la vieillesse, ni les insinuations de la malveillance, ne m'empêcheront jamais de me présenter avec un courage invincible, à la défense de cette religion que nous tenons de Jésus-Christ, que ses saints apôtres nous ont transmise jusqu'ici pure et intacte, que nous-mêmes devons transmettre pure et intacte à la postérité.

Tel était, aux princes catholiques, le langage d'un pontife octogénaire, toujours le premier à défendre, et par ses discours et par son exemple, l'autorité des rois et la dignité des couronnes; mais les opinions religieuses, et surtout le catholicisme avaient perdu de leur influence. Chez quelques princes aussi, la crainte l'emportait sur la piété, chez d'autres c'était la politique. L'empereur François, lui seul, donnait quelques espérances, encore l'empereur agissait-il plutôt dans son intérêt particulier que dans celui du pape.

Le prince de Belmont-Pignatelli, n'avait point

interrompu ses négociations à Paris pour le roi de Naples, agissant avec plus d'empressement ou de lenteur, selon que les événemens d'Italie étaient plus ou moins à l'avantage des Français. D'un côté, le roi se voyait sollicité, par l'Autriche et l'Angleterre, de persister dans la ligue; de l'autre, il était retenu par l'effroi que lui inspiraient les Français. Le directoire vit la ruse, voulut en finir, et fit bien; mais il eut tort lorsqu'à propos des tergiversations du prince de Belmont, il nota d'infamie la *foi italique*, pour me servir de ses expressions. D'abord, je ne vois pas qu'on soit fondé à reprocher aux nations la mauvaise foi de ceux qui les gouvernent; je ne conçois pas ensuite que l'artifice du prince napolitain, de presser ou de rallentir les négociations, mérite l'odieuse qualification de perfidie: c'est une ruse familière à la politique de tous les gouvernemens; la France elle-même en fit usage à toutes les époques, et principalement sous le directoire. Mais que la foi italique soit calomniée par ceux-là même qui inventaient à plaisir des griefs contre les princes italiens, pour les ruiner et les abattre, c'est ce que les amis de la justice et de l'honneur ne pourront entendre sans indignation.

Grâce à la médiation de l'Espagne, et au bruit toujours croissant que des armées autrichiennes descendaient dans la péninsule, le roi de Naples obtint de la France un traité de paix très honorable, eu égard à cette époque. Il ne lui fut point

enjoint de fermer entièrement ses ports aux puissances ennemies de la république, ni de mettre en liberté les prévenus de conspiration. D'après les principales conditions, le roi renonçait à toute ligue avec les ennemis de la France; s'engageait à observer une parfaite neutralité avec les puissances belligérantes; à ne point recevoir les vaisseaux de guerre de ces mêmes puissances, soit française soit confédérées, si ces vaisseaux se présentaient au nombre de plus de quatre. Il fut arrêté que les biens, meubles ou immeubles, séquestrés ou confisqués, soit en France, soit dans le royaume de Naples, seraient intégralement restitués; qu'un traité de commerce aurait lieu entre les deux nations, et que la république batave y serait comprise.

La paix conclue, le prince de Belmont prononça publiquement, devant le directoire assemblé, un discours rempli de protestations amicales. Le directoire répondit en protestant à son tour de la sincérité de son amitié et de son amour du repos public.

La trève entre la France et Parme fut également suivie d'un traité de paix. Le directoire montra ici moins de hauteur; le duc perdit moins à la paix qu'à la trève; événement extraordinaire, car un traité définitif avec le directoire était ordinairement plus funeste que les préliminaires.

Ce fut alors que mourut Victor Amédée, troisième du nom, roi de Sardaigne. Ce prince eût

possédé toutes les qualités désirables dans un souverain, sans cette manie de guerre qui le tourmentait nuit et jour. Il ruina le trésor pour entretenir des armées ; les armées ruinèrent le pays et l'assujettirent à une domination de force, qui serait devenue insupportable, si elle n'eût été modifiée par le bon naturel du prince et les vieilles habitudes d'un gouvernement méthodique. Quand je considère le destin des hommes, j'admire en vérité comme ils se trompent sur les moyens de s'illustrer dans l'avenir, ou d'éviter l'oubli de la postérité. Victor Amédée n'aspirait qu'à se faire un nom par la guerre; c'est par la guerre qu'il brille le moins; c'est à la paix qu'il doit tous ses titres à la reconnaissance des hommes. En un mot, Victor Amédée laissa en mourant un royaume esclave, qu'il avait reçu libre des mains de son père ; un royaume mutilé, qu'il avait reçu intact; un trésor épuisé, qu'il avait trouvé florissant; une armée vaincue, qui lui avait été léguée victorieuse. Il avait apporté sur le trône de grandes et nombreuses vertus ; mais, corrompues par un amour immodéré de la guerre, elles ne produisirent point, pour ses sujets, tout le bien qu'ils avaient droit d'en attendre.

A Victor Amédé III, succéda Charles Emmanuel, quatrième du nom, prince d'une instruction accomplie, orné de toutes les vertus qu'il est donné à l'homme de posséder, et plein de zèle

pour la religion. Mais s'il avait les dons de l'esprit et la piété de l'âme, il n'avait point la santé du corps. Une maladie nerveuse et sans remède, dont il éprouvait des douleurs inouïes, jetait son imagination dans des écarts qui souvent ne permettaient pas de le reconnaître. Il monta donc sur un trône ébranlé, y fut poursuivi par les fantômes qui assiégeaient continuellement ses esprits, et finit de régner plus malheureusement encore qu'il n'avait commmencé. Le Piémont se trouvant situé entre la France et l'Italie, protégé par une armée toujours puissante malgré ses revers, il importait beaucoup à la république de l'avoir pour ami; aussi le directoire ne négligeait-il aucun moyen de se l'attacher par un traité d'alliance. Buonaparte, de son côté, affectionnait singulièrement le roi, et surtout la noblesse, qui lui paraissait un excellent instrument de gouvernement absolu. Le dessein favori de Buonaparte fut toujours de transférer la domination piémontaise à Milan, et d'incorporer à la France le Piémont et l'île de Sardaigne. Il caressait ce projet alors même que, par ses instigations, il fomentait le républicanisme à Milan. Ce n'était pas là précisément le but du directoire. Soit qu'il n'eût pas encore renoncé à l'idée de rendre le Milanais à l'empereur, si le besoin s'en présentait; soit qu'infatué de je ne sais quelle manie républicaine, il crût pouvoir, à la suite de tant de victoires, élever plus haut ses pensées, et fonder

une république nouvelle dans les possessions de l'empereur en Italie; il aimait mieux indemniser le roi aux dépens de la république de Gênes. Tous deux cherchaient, au moyen de ces offres, à éblouir Charles Emmanuel au point de le faire consentir à se liguer avec la république; et, comme les négociations ne pouvaient demeurer tellement secrètes, que les autres puissances n'en fussent bientôt informées, ils espéraient encore que l'empereur effrayé céderait plus facilement aux volontés de la France. Mais le roi ne voulut point consentir en ce moment au traité, parce qu'une alliance offensive et défensive avec la France l'aurait forcé de tourner ses armes contre le pape, qu'il savait menacé de guerre par les républicains. Ce prince ne pouvait supporter l'idée d'attaquer le chef de la religion, qui ne l'avait jamais offensé, et ce fut le motif qui empêcha, pour le moment, la conclusion du traité d'alliance.

Depuis peu de temps, le roi avait appelé dans ses conseils, en remplacement du comte d'Hauteville trop favorable, disait-on, à l'Autriche, le chevalier San Damiano de Priocca. Le comte de Balbo avait également succédé au comte de Revel, que le directoire avait refusé de reconnaître comme ambassadeur à Paris, parce qu'il le regardait comme émigré français. Le comte de Balbo était de haute naissance, littérateur et savant distingué : quant à ses idées politiques, il aurait

voulu voir l'Italie dans le Piémont, plutôt que le Piémont dans l'Italie; et il avait apprécié à sa juste valeur la liberté de cette époque. Arrivé en qualité d'ambassadeur de Sardaigne à Paris, il y reçut un accueil gracieux, et, comme il était adroit, qu'il jugeait bien les hommes, il entra aussitôt en négociation, ne désespérant pas de servir utilement son souverain, auprès de ces républicains amis de l'or et des noms illustres. Il se présenta devant le directoire en déclarant que le roi son maître n'avait jamais été l'ennemi des Français ni de leur gouvernement; que la fatalité des temps lui avait fait prendre les armes; mais que dans le cours de cette guerre déplorable, il les avait portées avec courage et loyauté, sans jamais cesser de désirer la paix; qu'à la première occasion favorable il s'était confié aux Français, sans réserve, sans autre garantie que sa sincérité propre et la leur. De ce moment, le directoire a sainement jugé de l'intention et de la conduite du roi, qui veut, dans son intérêt, et par conséquent dans l'intérêt de son peuple, maintenir avec la France ses relations amicales. La bonne intelligence entre les deux états est donc toute naturelle, ajoutait le comte de Balbo, je suis chargé de l'entretenir; et, afin que vous ne conserviez aucune impression fâcheuse, le roi m'ordonne de désavouer ce qui a pu blesser le dernier ambassadeur de France en Piémont : voici mes lettres de

créances, vous y verrez toute la confiance que mon souverain m'accorde; je croirai l'avoir méritée, si le directoire m'honore de la sienne.

Le président répondit avec emphase, que la modération du prince de Piémont (c'était le titre de Charles Emmanuel avant son avénement au trône) avait préparé le peuple français à l'estime qu'il portait aujourd'hui au roi; que la joie du directoire s'accroissait en raison de ces nouvelles protestations; que la France rendrait amitié pour amitié; qu'elle désirait que l'exemple d'un monarque ami de la paix fût imité par tous les ennemis de la république; que le peuple français, heureux des victoires qui assuraient sa liberté, ne le serait complétement que quand les autres nations vivraient en bonne intelligence avec lui; que sa politique était sans détours; qu'il stipulait les traités loyalement, les observait avec fidélité, les défendait avec courage; que le directoire voyait avec plaisir le comte de Balbo, choisi pour entretenir la concorde entre les deux états; et qu'il espérait que l'ambassadeur mettrait tous ses soins à bien remplir le mandat de paix qu'il avait accepté.

Tel fut le langage réciproque de la France et de la Sardaigne. Quoique le roi ne pût aimer un gouvernement qui l'opprimait, il était sincère néanmoins dans ses nouvelles relations politiques, et l'on ne peut douter qu'il n'eût pris la résolution de s'attacher à la France plutôt qu'à l'Autriche, parce qu'il

croyait que cette politique convenait à la sûreté et aux intérêts de son royaume. Le directoire, de son côté, afin de pouvoir disposer des armées du roi, montrait de la bienveillance à ce monarque; mais toujours avec le dessein de ruiner et d'abattre le gouvernement monarchique en Piémont.

Les motifs qui faisaient rechercher pour le moment l'amitié du roi, mettaient la république de Gênes en péril. Le directoire détestait l'aristocratie autant que la royauté; Gênes n'avait pas, comme le roi de Sardaigne, la protection du général victorieux, et il était à craindre qu'elle ne perdît tout ce qu'on voulait donner à son voisin. On eut recours aux chicanes et aux menaces : on renouvela les plaintes surannées de l'événement arrivé à *la Modeste*. Faipoult, ministre de France à Gênes, exhortait Buonaparte à se présenter avec des troupes, à chasser des emplois tous ceux dont les opinions n'étaient pas favorables à la France, à les bannir de la ville, et à changer la forme des délibérations du gouvernement. Ainsi se préparait la révolution de Gênes; tel était le respect que l'on portait à cette république italienne.

François Cataneo, l'un des citoyens les plus graves et les plus renommés de la république, fut envoyé par la seigneurie, au quartier-général français, afin de ramener Buonaparte, s'il était possible, à de plus doux sentimens. Mais Buonaparte ne s'en montrait que plus exagéré dans ses pré-

tentions : que Gênes ferme ses ports à l'Angleterre, disait-il; que le golfe de la Spezia soit occupé par six mille Français, et que la république fournisse à tous leurs besoins; qu'elle paye vingt millions à la France, en compensation des dommages causés sur les mers par les Anglais et les Autrichiens; que pour mieux interdire le port de Gênes aux Anglais, une garnison française soit placée à la lanterne; enfin, que les habitans de la Polcevera soient désarmés. Le sénat, ne pouvant accepter de pareilles conditions, envoya, en qualité d'agent extraordinaire, à Paris, le noble Vincent Spinola qui était estimé des Français. Spinola entama des négociations, et ce ne fut pas seulement avec des discours, il employa d'autres moyens plus efficaces que des paroles. Mais, le 11 septembre, les Anglais eux-mêmes commirent une violence qui hâta la délibération de Gênes en faveur de la France. Un navire de cette nation débarquait, sur la plage de Saint-Pierre d'Arena, des armes et des fournitures pour l'armée française. Nelson, vice-amiral d'Angleterre, qui voulait commander insolemment sur mer, comme Buonaparte commandait insolemment sur terre, en eut avis, sortit sur-le-champ du port de Gênes, avec un gros vaisseau et une frégate, prit le large, mit en mer des barques remplies de soldats, les dirigea sur le navire français et s'en empara. L'action fut si rapide que les marins de

la république ne se sauvèrent qu'avec peine à terre. Ni la batterie française pointée sur le rivage pour protéger le navire, ni l'artillerie de la lanterne, n'eurent le temps de s'opposer à l'entreprise des Anglais : abus de force condamnable, quoique l'établissement d'une batterie française sur un rivage neutre semblât motiver en quelque sorte la conduite de Nelson. Ce qui le rend inexcusable, néanmoins, c'est d'avoir méconnu par cette action l'hospitalité qui lui était accordée dans le port de Gênes : Faipoult saisit l'occasion et jeta les hauts cris. Il demanda que Gênes rompît ses communications avec l'Angleterre, et remît à la France, en compensation du navire capturé, tous les vaisseaux anglais mouillés dans ses ports; en cas de refus, ajoutait-il, c'est à Gênes que la république demandera compte de la violence de Nelson.

L'arrogance de l'Angleterre et les menaces de la France étouffèrent à Gênes toute liberté dans les délibérations. Le parti anglais se tut, ou résista faiblement; le parti français se releva plus puissant. Il fut donc arrêté, dans le grand conseil, et approuvé dans le petit, que tous les ports seraient fermés aux bâtimens anglais, soit de guerre, soit de commerce, et que l'on retiendrait ceux qui s'y trouvaient en ce moment. Le sérénissime gouvernement, devenu tout français, voulut justifier sa conduite, et publia un manifeste où, après

avoir énuméré les injures qu'il avait reçues de la part des aggresseurs, c'est-à-dire des Anglais, il déclarait : que la patience et les représentations ayant été sans effet; ne pouvant plus espérer que les Anglais revinssent aux principes de la modération, il s'était vu contraint d'exclure, jusqu'à nouvel ordre, des ports de Gênes, les vaisseaux de la Grande-Bretagne dont la présence, sous le prétexte de la violation de la neutralité, et sans parler d'autres abus, avait occasionné tant de préjudices et de dangers. En conséquence, le 9 octobre, il fut passé à Paris, entre le directoire et le plénipotentiaire Spinola, une convention qui règla la conduite réciproque des deux états. Les Génois l'acceptèrent par l'espoir de raffermir leur république ébranlée; le directoire et Buonaparte l'acceptèrent aussi parce qu'elle leur fournissait de l'argent. Il fut donc arrêté, entre les deux états, que le décret du gouvernement génois qui interdisait ses ports à l'Angleterre, aurait son exécution jusqu'à la paix; que Gênes s'opposerait à tout secours de vivres et de munitions pour les Anglais; qu'elle ferait garder ses ports par des forces suffisantes; que si elle ne le pouvait, la France y pourvoirait; que dans le cas où la Grande-Bretagne déclarerait la guerre à Gênes, celle-ci serait protégée par la France; que tout procès intenté à Gênes pour opinions, discours ou écrits politiques, serait annulé sans retour; qu'il en se-

rait de même des procédures contre les nobles, et que ceux-ci rentreraient dans le grand et le petit conseil; que la France maintiendrait l'intégrité du territoire génois, faciliterait ses négociations de paix avec les puissances barbaresques, et l'affranchirait de toutes redevances féodales envers l'empire; que Gênes acceptait la médiation de la France pour terminer ses différens avec le roi de Sardaigne; qu'elle payerait à la république française, comme gage de son amitié, et en reconnaissance de la conservation de son territoire, deux millions de francs, et qu'elle lui en prêterait deux autres. Les deux millions imposés furent tirés de la banque de Saint-George, les plus riches habitans fournirent les deux millions d'emprunt.

Faible et déchirée par deux ennemis puissans, Gênes se vit contrainte à composer avec l'un d'eux, ce qui ne la sauva point. Venise, déchirée elle-même par ces deux ennemis acharnés, mais plus forte, plus indépendante, plus voisine de l'Autriche que de la France, plus opiniâtre dans son système de neutralité, ne voulut composer avec aucun des deux, et ne se sauva pas davantage, parce qu'elle avait à faire à des hommes dont l'amitié ou la haine étaient également désastreuses. Mais, avant de raconter les malheurs de Venise, il sera bien de dévoiler les manœuvres politiques dont l'Italie était alors le théâtre.

Les victoires de Buonaparte avaient fait espérer

au directoire que l'empereur d'Allemagne se montrerait plus facile, et qu'il consentirait même à traiter aux premières propositions qu'il pourrait accueillir sans déshonneur. La pensée principale du gouvernement de France, pensée qui dominait chez lui toutes les autres, fut toujours la paix avec l'empereur, non seulement à cause de la puissance de ce monarque, mais aussi à cause de la dignité de sa maison et de l'éminence de son rang. Le directoire se persuadait qu'aussitôt la paix signée avec François, la république, reconnue alors par un si grand prince, se serait enracinée, et, pour ainsi dire, naturalisée en Europe. L'Angleterre, il est vrai, serait restée l'ennemie de la France; mais la Grande-Bretagne n'ayant plus l'espoir de soulever l'Europe, il était probable qu'elle reconnaîtrait elle-même la nécessité d'en venir à un accommodement. Il demeurait évident toutefois, les Pays-Bas autrichiens étant déjà au pouvoir des Français, que la paix avec l'empereur dépendrait surtout des offres qu'on pourrait lui faire en Italie. Pour arriver au but désiré, le directoire avait envoyé dans la péninsule le général Clarke, personnage qui jouissait de toute la confiance de Carnot, avec mission d'observer les événemens sur les lieux, et de faire à l'Autriche des propositions qu'elle pût accepter. Clarke était très propre à cette négociation, non seulement par son habileté, mais encore parce qu'il connaissait

et détestait les abus qui déshonoraient cette époque. Il paraît en outre que le directoire, ou du moins quelqu'un de ses membres, avait eu des soupçons sur certains projets ambitieux de Buonaparte, et il avait jugé à propos d'envoyer en Italie un homme sûr, tel que paraissait Clarke, afin d'éclairer les démarches du général, et d'en rendre un compte bien fidèle. Buonaparte s'en aperçut, ou s'en douta; et dès qu'il vit Clarke, il lui dit sans déguisement, et en homme qui n'aime pas à partager le pouvoir: Si vous venez pour faire ma volonté, je vous verrai avec plaisir, sinon vous pouvez retourner vers ceux qui vous envoient. Ou le directoire ignora cette insolence, ou, pour éviter un plus grand malheur, il feignit de l'ignorer. Clarke était adroit; il ne lui fut pas difficile de voir où était, et où devait rester définitivement la puissance. Il prit donc son parti, et, d'envoyé du gouvernement, devint le confident de Buonaparte. De ce jour, naquit entre eux deux cette bienveillance, cette intimité qui dura tant d'années, malgré tant de vicissitudes, et au milieu de ces tourbillons rapides qui entraînaient les hommes et les choses.

Quant au mandat politique de Clarke, encore bien qu'il eût principalement l'empereur pour objet, ce général s'appliqua, chemin faisant, à négocier avec le roi de Sardaigne. Il lui offrit, au nom de la république, de lui donner Gênes avec son territoire, à condition que le roi céderait l'île

de Sardaigne à la France, se liguerait avec cette république, et s'obligerait à fournir, pour l'armée d'Italie, un nombre déterminé de soldats. Ce projet échoua encore par le refus de Charles Emmanuel, qui ne put se résoudre à tourner ses armes contre le pape. Alors fut passé, entre la république de Gênes et le directoire, ce traité, au moyen duquel le directoire, qui ne pouvait plus vendre Gênes au roi de Sardaigne, se la réserva pour lui-même.

Un autre dessein occupait les conseils de France, et c'était principalement à Buonaparte qu'on devait cette idée. Le directoire offrait à l'empereur, en dédommagement des Pays-Bas qu'il voulait absolument conserver, la Bavière et toute la Terre-Ferme, ou du moins une partie de la Terre-Ferme dans l'état de Venise. Déjà les républicains faisaient publier, dans les journaux de Paris, qu'une portion des possessions de Venise avait été usurpée sur l'empereur par cette république. Ils avaient en vue particulièrement l'Istrie et la Dalmatie. Il fallait donc, pour satisfaire l'ambition du directoire, et pour que la France ne fût point troublée dans la jouissance des Pays-Bas, que le duc de Bavière et la république de Venise fussent dépouillés de leurs états.

L'Autriche hésitait, non que ces conditions ne lui parussent avantageuses, mais le cas était étrange, les bienséances la retenaient, et, d'un autre côté,

elle n'avait pas encore perdu l'espoir de reconquérir, par la force des armes, ses possessions d'Italie. Ces négociations, en effet, avaient précédé les dernières défaites de Wurmser. L'Autriche savait encore, et c'était la principale cause de ses incertitudes, elle savait que la Prusse se serait opposée à ce que l'empereur réunît la Bavière à ses antiques domaines en Allemagne. Enfin, accepter la Bavière et les états vénitiens, avant qu'il y eût nécessité, à une époque où de grands changemens pouvaient encore et devaient probablement arriver, paraissait à l'Autriche une démarche extraordinaire, trop peu en harmonie avec sa prudence et sa réserve accoutumée. Ces considérations influèrent tellement dans les conseils de l'empereur, que la donation de la Bavière n'eut pas lieu. Le salut de la Bavière entraîna la ruine de Venise. Clarke et Buonaparte, malgré les victoires gagnées sur Wurmser, insistaient avec plus de force auprès de l'Autriche pour qu'elle acceptât, dans le domaine de Venise, des compensations pour la Lombardie et les Pays-Bas.

Afin de vaincre la résistance de l'Autriche, et faire que la crainte l'emportât chez elle sur la pudeur, le directoire avait entamé quelques négociations avec d'autres états. Grâce aux conseils et à l'autorité du prince de la Paix, l'Espagne dépendait entièrement de la France. La nécessité des choses plaçait aussi la Porte sous l'influence de cette répu-

blique. Pour arriver au but qu'il désirait avec le plus d'ardeur, la paix avec l'Autriche, le directoire imagina de proposer contre elle une ligue offensive et défensive entre la France, l'Espagne, la Porte ottomane et la république vénitienne. Sans parler de l'inquiétude que l'empereur devait en éprouver, le directoire pensait, ou que Venise, persistant dans sa neutralité, refuserait d'entrer dans la ligue, et alors il avait un motif plus apparent de la livrer à autrui, ou bien, ce qui n'était pas vraisemblable, que Venise prendrait part à la confédération, auquel cas l'empereur pourrait accepter avec moins de scrupule les propositions qui lui étaient faites. S'entretenant un jour, à Constantinople, avec le drogman de Venise, le reis-effendi lui fit entendre que, dans ce bouleversement total de l'Europe, le sénat vénitien ne pouvait, ne devait plus s'isoler, mais consentir à des alliances devenues nécessaires pour la sûreté de ses états, et que les alliances les plus avantageuses étaient celles de la Porte, de la France et de l'Espagne. Peu de temps après, Verninac, ministre de France à Constantinople, eut un entretien secret avec Ferigo Foscari, bailli de la république vénitienne, et lui parla dans le même sens; protestant de l'amitié de son gouvernement pour celui de Venise; promettant, non seulement sûreté pour tout l'état vénitien, mais encore faisant espérer un accroissement considé-

rable de territoire; enfin, procédant en sa qualité d'ambassadeur de France, Verninac remit au bailli, pour le sénat, une note où il expliquait : que la république française, ayant extrêmement à cœur le repos général et la garantie de tous les états contre les projets de certaines cours ambitieuses, avait pris la résolution de ne point demeurer passive au milieu des agitations de l'Europe; que, dans ce but, elle désirait joindre toutes ses forces à celles des gouvernemens intéressés, espérant les trouver dans des dispositions favorables; espérant surtout que le sénat vénitien s'empresserait de concourir à l'exécution de ce dessein; pourquoi il proposait au sénat, par l'intermédiaire du bailli, et par commandement exprès du directoire, une alliance entre les deux républiques. S'expliquant ensuite plus ouvertement, il cherchait à démontrer que la France et Venise avaient un ennemi commun dans l'Autriche, toujours envieuse des provinces de la Terre-Ferme vénitienne, toujours jalouse de dominer dans l'Adriatique; que l'Autriche avait pour alliée de ses projets, et complice de son ambition, la Russie, dont toutes les pensées tendaient à l'empire d'Orient. Déjà, continuait-il, ses armes sont prêtes, déjà la Grèce est le théâtre de sourdes manœuvres; la Russie donnera volontiers Venise à l'Autriche, pourvu que l'Autriche lui donne la Grèce et la Turquie. Où seront alors les garan-

ties du sénat pour la conservation de Zante, Céphalonie, Corfou, et des autres îles de la mer Ionienne? que le sénat y réfléchisse et délibère dans sa prudence si, au milieu d'événemens si critiques, de trames si évidentes, de dangers si pressans, il lui reste d'autre moyen de salut que la confédération proposée par le directoire de France. Le bailli, n'ayant point mission pour traiter d'une affaire d'un si haut intérêt, répondit en termes généraux, et promit seulement de transmettre la note de Verninac au sénat.

De semblables communications furent faites à Madrid, par le prince de la Paix, aux nobles Bortolo Gradenigo et Almorò Pisani; à Paris, par le ministre des affaires étrangères Lacroix, au noble Alvise Querini; enfin à Brescia, par Buonaparte, au provéditeur général Battaglia. C'était un plan concerté pour presser les résolutions de la république ; mais le 27 septembre, les sages n'avaient point encore soumis cette importante affaire au sénat, qui par conséquent n'avait point encore délibéré ; et voilà que, précisément à l'instant où les négociations entre Clarke et les agens d'Autriche étaient les plus actives, à l'instant où celui-ci redoublait auprès d'eux d'exhortations et de promesses, afin de leur faire accepter, comme prix de la paix, les provinces vénitiennes en Terre-Ferme, voilà, dis-je, que le ministre de France, Lallemand, présente au prince

sérénissime un mémoire, où il annonçait que la nation française, jalouse de resserrer de plus en plus les nœuds de l'antique amitié qui l'unissait à Venise, lui renouvelait, par son organe, les propositions qui déjà lui avaient été faites, et par lui-même et par les autres ministres de France, c'est-à-dire une alliance pour la garantie et la défense des états de la république. Venise, disait Lallemand, connaît sa position à l'égard de l'Autriche, et les projets avides de cette dernière sur les possessions vénitiennes; elle sait qu'elle doit à l'amitié de la France la conservation de ses états; elle n'ignore pas les desseins de la Russie sur l'empire ottoman. Si ces idées d'ambition se réalisent, les îles vénitiennes deviendront la proie du vainqueur. L'avare et audacieuse Angleterre prétend au partage des dépouilles de l'Orient, et à la ruine totale du commerce des Vénitiens dans la Méditerranée. Ces trois puissances ne pardonneront jamais au sénat son refus d'entrer dans la ligue contre la France. Déjà l'Autriche s'apprête à la vengeance, déjà elle veut se dédommager, sur les possessions de Venise, des pertes que la France lui a fait éprouver. Il y aurait, de la part du sénat, plus de délicatesse que de prudence à persister dans ses antiques habitudes au milieu d'un siècle si corrompu. Toute probité est bannie de la politique, témoin la Pologne devenue la proie de ses prétendus amis. Venise a pu se con-

server intacte dans l'équilibre de l'Europe ; mais cet équilibre rompu, Venise ne peut plus se soutenir sans appui. Le peuple français lui offre son alliance ; les victoires de ce peuple, et la puissance qu'il en a reçue, lui permettent de donner au monde l'organisation qui convient le mieux à son bonheur. Le directoire stipulera, pour son alliée, des conditions avantageuses et honorables ; toutes ses forces seraient employées à la défendre si quelque voisin cherchait à l'attaquer ; que le sénat envoie un négociateur à Paris, les deux peuples s'uniront par un traité fondé sur la bonne foi et la loyauté, seules bases de la politique française. Déjà la paix du continent se prépare ; les destinées de l'Italie vont être fixées ; Venise peut tout espérer d'une alliance avec les Français. Telles étaient les pressantes sollicitations de Lallemand envers le prince sérénissime. Il ajoutait ensuite, pour préparer les événemens futurs, que si Venise, par égard pour des ennemis naturels qui tramaient sa ruine, laissait échapper l'occasion de s'affranchir pour toujours de l'ambition autrichienne, elle succomberait aux dangers qui planaient sur sa tête, et n'obtiendrait plus rien d'une puissance dont elle aurait rejeté les offres, d'une puissance qui pouvait seule assurer son salut : langage pénible à tenir, disait Lallemand ; mais la loyauté française ne connaît point de réticence quand il s'agit d'avertir et de sauver un ami.

Les sollicitations de Lallemand étaient appuyées auprès du sénat par le provéditeur François Battaglia, qui, par amour du bien, ou par amour du mal, je ne sais lequel, s'était écarté des anciennes maximes du gouvernement vénitien. Il avait, à Brescia, de fréquens entretiens avec Buonaparte. Ébloui par la gloire du jeune guerrier, séduit par son éloquence, à la vérité séduisante, plein de confiance enfin dans ses paroles, tantôt emmiellées, tantôt pompeuses, il en était venu au point de ne pas croire à l'existence de ce qui se passait sous ses yeux, et d'ajouter foi à ce qu'il ne voyait pas. Battaglia écrivait sans relâche à Venise, et suppliait instamment le sénat de se résoudre à entrer dans la ligue, représentant sous les couleurs les plus vives, l'énergie, la vertu, le courage et les conquêtes des Français victorieux de l'Europe entière. Le sénat, selon lui, n'avait plus d'autre parti à prendre que de céder à la prépondérance de ces nouveaux républicains, de se soumettre à leur volonté. Il assurait que les Turcs et les Vénitiens devaient saisir ce moment pour sortir de la léthargie où ils étaient plongés, léthargie qui les rendrait victimes de l'ambition des grandes puissances; qu'en méconnaissant la loyauté et la bienveillance des Français, en laissant enfin échapper l'occasion favorable, il pourrait arriver que la France, n'écoutant plus que son intérêt particulier, retirât la

main protectrice qu'elle étendait sur Venise, et que cette république devînt le prix de la réconciliation entre deux puissans ennemis, dont l'un voulait être reconnu pour ce qu'il était en effet, dont l'autre ne cherchait qu'à préserver ses états d'une chute imminente. Le sénat, ajoutait-il, doit donc y réfléchir sérieusement, et se souvenir que, si la conscience demande des conseils à l'honneur, la politique n'en prend que de l'intérêt, et que l'innocence fut toujours un mauvais bouclier contre la force.

La matière était épineuse, et touchait à l'existence même de la république. Une ligue avec la France, au milieu d'une si grande confusion, eût nécessairement entraîné Venise dans des sentiers obscurs, incertains, et dont elle n'apercevait pas l'issue. D'un autre côté, le refus d'entrer dans la ligue pouvait déterminer une chute immédiate; et, sous ce rapport, le langage du ministre de France était clair et précis. L'objet en délibération fut mûrement examiné dans un conseil général des sages. Le parti qu'ils adoptèrent fut blâmé par quelque uns, regardé par d'autres comme un motif suffisant du traitement que l'on réservait à Venise, et qu'on lui fit éprouver; mais un état indépendant est-il donc obligé, sous peine de destruction, d'opiner comme un état étranger prétend qu'il opine? Nous ne craignons

pas d'affirmer que ce parti fut juste, honorable et nécessaire. Il y avait à considérer, et c'est ce que firent les sages, de qui venait la proposition d'alliance, contre qui elle était dirigée, et dans quelles circonstances elle était faite. La proposition venait du directoire, à qui la paix avec l'Autriche importait plus que l'existence de Venise; du directoire, qui, tout dernièrement, avait voulu soulever les Turcs contre l'empereur, dans l'intention évidente d'effrayer ce souverain, bien plus que de servir la république; du directoire, qui, en ce moment même, offrait les états de Venise à l'Autriche; qui venait, par l'intermédiaire de Clarke, de suggérer au marquis Gherardini, ministre d'Autriche à Turin, de faire occuper la Dalmatie par les troupes impériales; qui offrait Gênes au roi de Sardaigne pour prix de son alliance; qui avait fait un crime à la république d'avoir reçu dans ses états un prince infortuné; qui, avant même que les armes françaises eussent retenti sur les frontières vénitiennes, s'était prévalu d'une terreur prématurée pour extorquer des millions à la république; c'était ce même directoire qui n'avait pas attendu l'entrée de ses armées en Italie pour ordonner le pillage de Notre-Dame de Lorette; qui payait l'amitié de Ferdinand, duc de Toscane, par des injures, des invasions violentes, et des projets de destruc-

tion; qui entrait en fureur, si les monarchies refusaient de se gouverner par les maximes républicaines, et si les républiques n'adoptaient pas les maximes de la démocratie. Les sages voyaient encore à la tête de ces propositions, Buonaparte, l'infracteur de sa parole à Brescia, l'oppresseur des états vénitiens, l'auteur des embûches tendues à Peschiera désarmée, l'accusateur menaçant de la généreuse Vérone, le spoliateur des monts-de-piété de Milan et de Bologne. Quelle confiance accorder à ces hommes? quelle espérance fonder sur leurs promesses? Ils voulaient, sans doute, ils voulaient rendre Venise coupable envers l'empereur, pour que l'empereur consentît à s'en emparer. Sans doute, ils voulaient lui ravir son innocence, première garantie de son salut.

D'un autre côté, les sages réfléchirent, qu'avant l'entrée des Français dans l'état de Venise, l'Autriche n'avait jamais offensé la république; que depuis la ligue de Cambrai jusqu'à ce moment, cette puissance n'avait manifesté aucune idée d'ambition à son préjudice; qu'elle avait toujours respecté son territoire; embrassé sa défense contre les Turcs; repoussé les projets de démembrement et d'invasion des possessions vénitiennes, mis en avant par d'autres états, et surtout par la France; que l'impératrice Marie Thérèse particulièrement, avait rejeté avec indignation des offres sembla-

bles, à elle faites par la France, dans les conférences pour la paix générale en 1747; que l'empereur François lui-même avait dernièrement refusé d'occuper la Dalmatie vénitienne comme l'avait proposé Clarke au ministre d'Autriche à Turin, et qu'enfin quelles qu'eussent été autrefois les relations de l'Autriche et de la France avec la république, les relations modernes étaient de beaucoup plus satisfaisantes de la part de l'empereur, que de celle du directoire. Les sages en concluaient que, si la prépondérance des armes françaises ne permettait pas de pencher pour l'Autriche, la loyauté constante de l'Autriche ne permettait pas de pencher pour la France. Ils pensèrent enfin que si le ciel voulait la perte de la république, elle devait succomber innocente plutôt que coupable; par la violence étrangère, et non par sa propre faute; emporter les regrets du monde plutôt que ses reproches.

C'étaient là des considérations morales; il y en avait aussi de politiques. La république était désarmée, et le temps eût manqué pour faire les préparatifs nécessaires à une guerre de cette importance. Il ne fallait pas douter non plus qu'une ligue défensive avec la France n'eût été réputée, par l'Autriche, offensive contre elle-même. Il en résultait que cette alliance présentait peu d'avantages à la république, et qu'elle aurait pour effet inévitable de faire occuper militairement et sans délai, par

les troupes impériales, les provinces vénitiennes voisines de l'Autriche, et dépourvues de tout moyen de résistance; de sorte que le territoire de Venise, sans exception, deviendrait, ou le théâtre de sanglantes batailles, ou le séjour d'amis immodérés, ou l'objet d'insultes de la part d'ennemis irrités. Il fallait aussi que la république se pénétrât bien de cette vérité, qu'en se faisant l'alliée du directoire, elle se constituait son esclave, et contractait l'obligation d'obéir à ses ordres, de recevoir les Français à Venise, afin qu'ils pussent faire l'expédition si désirée contre Trieste; de leur ouvrir ses arsenaux, qu'ils auraient vidés sous le prétexte d'équiper des vaisseaux contre l'Angleterre; et cet appareil immense d'armemens maritimes eût été aux dépens de la république épuisée. Point de subsides à espérer de la France, parce que les alliés puissans ont pour habitude de prendre l'argent des petits au lieu de leur en donner, et qu'entre les puissans alliés, le directoire était celui qui en prenait le plus et en donnait le moins.

Ce qu'il importait encore extrêmement de considérer, c'était qu'une ligue avec la France eût vraisemblablement amené la guerre avec les Anglais, et chacun peut apercevoir les dommages qui en seraient résultés pour Venise, surtout dans son commerce maritime. Les îles Ioniennes ellesmêmes auraient couru le plus grand danger. Y eût-on placé des garnisons françaises pour les dé-

fendre contre les attaques de l'Angleterre? On aurait bien su quand les Français y seraient entrés; mais non quand ils en seraient sortis. Outre les hostilités sur mer, il fallait penser aux hostilités sur terre; et ici Venise se serait vue obligée d'employer les moyens adoptés par les républicains de France, c'est-à-dire d'exciter les sujets autrichiens à la rébellion. L'augmentation de territoire que l'on promettait à Venise eût donc été le fruit d'instigations abominables, système tout-à-fait en opposition avec l'antique loyauté de la république vénitienne. Mais dans cette affaire, aussi importante que délicate, ce qui devait principalement déterminer Venise à se maintenir dans une stricte neutralité, c'était l'éloignement de la France et le voisinage de l'Autriche, contiguë sur un long espace de frontière aux états vénitiens. D'un autre côté, quoique la fortune se fût montrée jusqu'à ce moment si favorable aux armes françaises, il pouvait arriver néanmoins qu'elle se déclarât tout à coup pour l'Autriche; et alors quelle ressource, quelle garantie serait-il resté à Venise contre le ressentiment de l'empereur? D'ailleurs, l'apparition des Français en Italie avait toujours été aussi courte qu'imprévue. Après tout, comme il s'agissait ici du salut de l'état, il était plus prudent de s'en rapporter à un gouvernement antique, régulier et voisin, qu'à un gouvernement nouveau, déréglé et lointain. Enfin, la vertueuse

république voyait trop de honte à profiter des revers d'une puissance amie, pour se réunir à ses oppresseurs.

Les sages opinèrent donc, et leur résolution fut approuvée par le sénat, que la république devait se maintenir indépendante et libre de tout engagement étranger. Le sénat répondit à Lallemand, qu'il recevait avec plaisir les démonstrations amicales du gouvernement français; qu'il espérait, d'après ces dispositions bienveillantes, que le directoire ne voudrait pas entraîner la république dans des mesures dont l'effet d'ailleurs ne répondrait pas à son attente; que la république de Venise, exempte d'ambition, avait toujours fondé son existence politique sur le bonheur et l'affection de ses sujets, et sur sa bonne intelligence avec tous les gouvernemens d'Europe : conduite juste et irréprochable, dont les puissances s'étaient toujours montrées satisfaites, malgré quelques sollicitations contraires de leur part; que le résultat de cette conduite avait été jusqu'à ce moment le repos de l'état, et le bonheur parfait de ses sujets; que la dérogation à des principes sanctionnés par tant de siècles de prospérité, exposerait le sénat à une guerre inévitable; que la guerre était un fléau pour les nations, mais surtout pour Venise, en raison de l'amour qu'elle portait à ses peuples, de la position physique et politique de ses états, et sous le rapport de ses expéditions

maritimes; qu'elle devait craindre aussi d'ébranler les bases de sa propre constitution, sans beaucoup d'utilité pour les hautes puissances dont elle voulait rester l'amie. Nous espérons, disait le sénat en finissant, que le directoire voudra prendre en bonne part des considérations également sincères et fondées, et qu'il conservera, malgré tout, sa bienveillance à l'innocente Venise, fermement résolue elle-même à ne rien négliger pour se conserver l'amitié de la France.

Telle fut l'issue des négociations entre le sénat et le directoire. Tout homme prudent approuvera la résolution de Venise, malgré l'opinion de ceux qui pensent que le sénat devait délibérer dans l'intérêt de la France et non dans l'intérêt de Venise même; qui voient dans cette délibération un acte d'hostilité contre le directoire, et la cause de la trahison dont Venise fut ensuite la victime. Le directoire lui-même, qui plus que tout autre aurait eu sujet de s'en plaindre, en reconnut formellement la justice quand il déclara au noble Querini, qu'il appréciait les motifs du sénat en pareille circonstance, et qu'il ne lui aurait jamais conseillé de s'unir à la France dans une guerre contre la maison d'Autriche, connaissant les dangers qui en seraient résultés pour la république vénitienne; aveu provoqué par le noble Querini, qui avait demandé au directoire, relativement à l'alliance proposée, si le gouvernement français

pouvait répondre de chasser si bien les Autrichiens, que Venise à l'avenir n'eût point à se repentir d'avoir renoncé à sa neutralité.

Après ce refus de s'allier avec la France, Venise avait à examiner si, dans l'intérêt et pour la sûreté de ses états, elle ne devait pas se liguer avec l'Autriche. S'il n'était pas à craindre, en effet, que la France, en raison de l'éloignement, songeât à dépouiller Venise, on pouvait soupçonner ce dessein dans l'Autriche, en raison de la proximité. Ce soupçon était fortifié par les offres récentes que le directoire venait de faire d'abandonner les possessions vénitiennes à l'empereur, et par le langage que commençaient à tenir les généraux autrichiens en Italie. Ils disaient que l'Autriche était mécontente de la conduite de Venise pendant cette guerre, l'accusant même de partialité pour les Français. Une alliance avec l'Autriche aurait mis fin à ces préventions défavorables, et il n'est pas à croire que celle-ci l'eût refusée, parce qu'elle avait en ce moment la fortune contraire, et que l'accession de Venise lui eût été d'un grand secours dans ses opérations militaires. Mais les idées de neutralité prévalurent, et d'ailleurs le sénat ne voulait pas irriter davantage les Français, déjà maîtres d'une bonne partie de son territoire. Il était évident aussi que la présence des deux adversaires réduisait Venise au point de ne pouvoir prendre parti ni pour l'un, ni

pour l'autre, sans s'exposer à une ruine entière. Toutefois, si elle avait joint ses armes à celles de l'empereur, lorsque celles-ci étaient encore puissantes et redoutables, il en aurait pu résulter de fâcheux effets pour la France; en ne le faisant pas, Venise donna la preuve de sa sincérité.

Ni la France ni l'Autriche ne surent plus de gré à Venise d'avoir refusé les propositions très avantageuses que lui faisait dans ce temps même une puissance assez forte pour la protéger, et trop éloignée pour lui donner de l'ombrage. Les offres faites par le directoire, de donner les possessions vénitiennes à l'empereur, ne furent pas tellement secrètes que les autres puissances n'en eussent quelque soupçon. La Prusse en fut donc informée; la Prusse, qui s'y trouvait le plus intéressée comme rivale de l'Autriche, et qui croyait perdre de ses forces quand sa voisine augmentait les siennes. Elle réfléchit que les projets du directoire finiraient par se réaliser; que l'Autriche, malgré sa modération, ne refuserait pas toujours, et consentirait à s'agrandir aux dépens de Venise. C'est pourquoi le baron de Sandoz-Rollin, ministre plénipotentiaire de Prusse à Paris, dans une entrevue avec le noble Querini, amena la conversation sur ce chapitre, en disant qu'il voyait avec une peine infinie la condition du sénat, et le sort des provinces vénitiennes devenues le théâtre d'une guerre affreuse; il donna des éloges

à la prudence du sénat qui, au milieu d'un si grand désordre et par tant de sacrifices, avait su maintenir une exacte neutralité. La république, selon lui, ne pouvait garder une attitude mieux calculée ni plus convenable. Mais le sénat, continuait-il, ne doit pas attendre les événemens, privé d'amis et d'alliés; il ne doit pas abandonner les intérêts de Venise à un avenir, dans tous les cas incertain, et probablement orageux. La conduite des Français dans les états vénitiens, la violation, par eux commise, des lois les plus sacrées de la neutralité, pouvaient donner à l'Autriche un prétexte plausible de troubler le repos actuel de la république, et de compromettre aussi son indépendance. La prudence du sénat devait l'éclairer sur la nécessité de garantir ses possessions contre les tentatives de l'Autriche. Venise, à la vérité, ne pouvait se liguer avec la France, à moins que celle-ci n'entretînt en Italie une armée de cinquante mille hommes toujours prêts à marcher, aux ordres du sénat, à la défense du territoire; ce qu'il n'était pas possible de supposer. Après ce préliminaire, Sandoz-Rollin ajouta que, dans son opinion, la seule puissance avec laquelle Venise pût contracter une alliance avantageuse, c'était la Prusse, dont les intérêts politiques étaient tellement éloignés de ceux de la république, que le sénat devait être pleinement rassuré à cet égard; qu'en outre, la Prusse elle seule pouvait s'oppo-

ser aux desseins ambitieux de l'Autriche, et garantir l'intégrité du territoire vénitien. Cette alliance était d'ailleurs si naturelle, si urgente, qu'il n'était nullement besoin d'en faire un secret à l'Autriche, cette puissance ne pouvant trouver mauvais que la république cherchât à se préserver des malheurs que pouvait lui occasionner l'altération des principes qui, jusqu'à ce moment, avaient entretenu la bonne intelligence entre les deux états. Enfin, l'empereur voyant la république fortement unie à la Prusse, déposerait de lui-même toute idée d'agrandissement aux dépens de Venise. Le ministre prussien insistait, en terminant, sur la nécessité où se trouvait le sénat de réfléchir avec prudence à l'incertitude de l'avenir qui se préparait, puisqu'après tout, l'empereur pouvait trouver, dans la présente guerre, un motif de mécontentement contre les Vénitiens, et leur occasionner, par la suite, de grands déplaisirs.

Ce langage prophétique, des propositions si opportunes pouvaient sauver la malheureuse Venise, et toutes les considérations politiques se réunissaient pour les faire accepter. Il était impossible que l'Autriche et la France causassent, pour le moment, plus de dommages à la république, et méditassent contre elle, pour l'avenir, des projets plus désastreux; preuve irrécusable qu'une alliance avec la Prusse ne pouvait qu'être favorable, et jamais funeste à la répu-

blique. Jusque là, le sénat s'était montré prudent en refusant, suivant ses antiques maximes, de s'armer pour l'un ou l'autre parti; mais il y eut aussi trop de timidité à ne pas accepter la ligue si avantageuse et offerte si à propos par la Prusse. Toutefois, je trouve écrit que ce fatal refus ne doit point être reproché au sénat, mais aux inquisiteurs d'état, quels que fussent leurs motifs pour en agir ainsi, et aux sages qui, ayant reçu les dépêches de Querini, prirent sur eux de lui défendre d'entrer en négociation. La postérité blâmera cette délibération des sages, et leur patrie surtout, devenue sujette, de souveraine qu'elle était, en conservera contre eux une indignation éternelle. Diront-ils qu'ils ont eu recours à un parti si étrange, dans la crainte d'offenser la France ou l'Autriche, et dans l'espoir que la sincérité et l'impartialité de la république pourraient assurer son salut? Simplicité vraiment admirable chez des Vénitiens, et dans un siècle aussi effréné. Lallemand leur avait donné un bon avis, lorsqu'il disait, avec tant de vérité, que la probité politique n'était plus de ce monde.

Quoi qu'il en soit, en attendant que l'état fût trahi, les peuples éprouvaient, de la part des Français et des Autrichiens, tout ce que l'intempérance peut enfanter de barbarie. Que la liberté ne vante plus ses douceurs, les gouvernemens antiques leur sagesse et leur modération, le dix-hui-

tième siècle son humanité; puisque les républicains et les Impériaux, joignant le caprice à la nécessité, la violence à l'arbitraire, et l'insulte à la violence, ravissaient, dans les malheureuses provinces vénitiennes, la vie, l'honneur et les biens des infortunés dont ils se disaient les amis. Nul égard pour l'âge ni pour le sexe; ce qui ne périssait point par l'épée, la brutalité en faisait sa victime. Des vieillards et leurs fils furent égorgés pour n'avoir pas voulu livrer leurs richesses, leurs mères ou leurs filles. Si l'état de Venise n'eût été peuplé que de bêtes féroces, ses habitans n'auraient pas éprouvé de traitement plus cruel. La rapine même devenait sans utilité par le gaspillage qui en était la suite; et il ne restait plus rien à prendre, que les vainqueurs, aussi bien que les vaincus, manquaient des premières nécessités de la vie. Tel qui, par devoir, était obligé de fournir à l'entretien des armées, ou qui, par son grade, aurait dû les détourner de ces actes barbares, ne pensait à rien qu'à s'enrichir. De là l'opulence des chefs, la misère des soldats et la ruine des habitans. Ce n'est pas qu'il n'y eût dans l'une et l'autre armée des hommes incorruptibles; il s'en trouvait au contraire beaucoup; mais ils n'étaient point écoutés, et le mauvais exemple l'emportait. Parmi les républicains, on les appelait aristocrates, comme si le viol et le brigandage étaient des preuves d'amour pour la liberté.

Les maisons s'écroulaient dans les flammes, les arbres fertiles tombaient sous la hache, les précieuses moissons disparaissaient sous les pas de ces étrangers sans pudeur. Les républicains s'emparaient des chevaux du riche, parce que, disaient-ils, c'étaient des chevaux d'aristocrates; ceux des paysans, et les autres bêtes de trait et de somme, étaient enlevés à la fois par les républicains et les Impériaux, sous le prétexte qu'ils appartenaient à des espions; et cette rapine alla si loin, que la marche des armées devint lente et difficile par l'absence de ces animaux. Le manque de bœufs se faisait sentir plus péniblement encore, parce que l'espèce s'épuisait, tout ensemble, pour la consommation des troupes, et par les ravages d'une affreuse épidémie. Les généraux rendirent des ordres du jour contre cette fureur de pillage; mesure inutile, et qui demeurait sans exécution, attendu la complicité des chefs. Buonaparte lui-même, malgré ses démonstrations contraires, lâchait la bride à ses soldats, et leur permettait tous les excès, afin de se les attacher davantage, pour l'exécution des desseins qu'il méditait. Ce n'était pas ainsi, à beaucoup près, que se comportaient à la même époque envers les vaincus, les armées du Rhin, sous la conduite de Moreau et de Jourdan. En veut-on la preuve? Une division de cette armée, commandée par Bernadotte, arriva en Italie; touchées de sa modération, rassurées par sa discipline, les cités italiennes se

disputaient à qui l'aurait en garnison. Aussi les autres divisions appelaient-elles celle-ci la division aristocrate. Ce fut même l'occasion de querelles fâcheuses et d'accidens plus fâcheux encore. Le sénat de Venise se plaignait douloureusement à Vienne et à Paris de tant d'énormités. Vos commandans, s'écriait-il, en s'adressant à l'empereur François, arrachent aux sujets vénitiens, en les menaçant de mort, et sur de simples récépissés, d'exorbitantes quantités de provisions. Ils ont saccagé Villa-Nova, et massacré plusieurs de ses habitans. Salò, Fontanaviva, beaucoup d'autres villes du Véronais et du Vicentin, ont éprouvé le même sort. Le passage de l'armée impériale est en tous lieux marqué par une licence insupportable ; et si cette armée montra d'abord quelque réserve à Bassano, les rives désolées de la Brenta inférieure diront quels excès ont succédé à cette modération première. Vos soldats n'ont pas plus d'égard à l'innocence des individus qu'à l'amitié du gouvernement. Au mépris de la neutralité jurée, ils ont attaqué les Français dans Brescia, en ont tué plusieurs, emprisonné un grand nombre, chassé le reste avec violence, exposant ainsi à l'incendie et au pillage cette cité populeuse. Ils ont menacé d'enfoncer les portes de Vérone, si elles ne leur étaient ouvertes sans délai. En voulant résister dans cette place aux Français, devenus les plus forts, ils ont exposé la ville entière au plus grand danger. Vainqueurs, ils pillent avec

insolence; vaincus, ils détruisent avec fureur. Sont-ils dans l'abondance, ils nous dépouillent par avarice; dans le besoin, c'est par nécessité qu'ils nous épuisent. Dans l'un et l'autre cas, la violence préside à leurs actes. C'est pour les imiter qu'ils accusent les Français de brigandages; c'est pour les piller qu'ils accusent les Vénitiens de connivence avec les Français. Sans égard pour l'opinion, ils ruinent également le citoyen paisible et le partisan de la France. Sans respect pour la dignité, ils déshonorent les églises, outragent leurs ministres, dévastent les hôtels-de-ville. A la conduite des armées impériales, nous ne savons plus si l'Autriche veut le salut ou la perte de Venise. Tels sont les œuvres des soldats impériaux.

La légitimité de ces plaintes ne les rendit pas plus utiles; elles n'obtinrent à Vienne qu'un dédaigneux silence, ou des promesses sans effet.

Interprète du sénat, le noble Querini s'adressait de son côté au directoire, et le récit des cruautés commises par l'armée de Buonaparte, dans la Terre-Ferme vénitienne, n'était ni moins douloureux, ni moins sincère. Cette armée, disait-il, a pillé la douane publique à Desenzano, la caserne de la garde vénitienne à Castello-Lagusaro; proféré d'affreuses menaces de mort contre le curé; inhumainement massacré une dame chargée d'années; saccagé les maisons, et violé les

femmes. Les provinces de Brescia et de Vérone sont ruinées de fond en comble ; Bassano n'a plus de quoi vivre, et cependant les réquisitions forcées vont toujours, et le moindre retard est puni de mort par le Français impatient. Un incendie général est allumé sur les monts Lezzini. Lubiana, Corrodetto, Albore de Bardezzana, la campagne entière de Vérone, ne sont plus qu'un séjour de désespoir. Les habitans dépouillés s'enfuient devant la famine. Trois cents familles réduites à l'extrémité par le pillage, traînent après elles sur les rochers leur dénûment et leur misère. Este, et surtout Montagnana portent les marques de la fureur républicaine : c'est là qu'une malheureuse femme, au terme de sa grossesse, et à qui la nature avait accordé le don funeste de la beauté, éprouva les derniers outrages de la brutalité du soldat. L'infortuné mari veut la secourir ; il a le bras coupé par ceux qui venaient de déshonorer son épouse. Comme une horrible tempête, l'armée républicaine de France a tout détruit dans Arcole, à Ronco, à Tomba, à Villafranca, dans tout le pays entre l'Adige et le lac. La dévastation des campagnes, le pillage des magasins de grains et de vins, l'enlèvement des chevaux, des bœufs, des animaux de toute espèce, le vol et la destruction des meubles, le sac et l'incendie des maisons, les attentats à la pudeur des vierges, la profanation des temples, l'enlèvement des vases

sacrés, le meurtre de beaucoup de citoyens, la ruine du plus grand nombre, fuyant avec leurs enfans en bas âge, et réduits à mendier un asile et du pain : voilà les effets de cette guerre, effets qu'on aurait peine à croire, si la voix de l'armée française tout entière ne s'élevait pour en attester l'existence; et cependant, de la part des Vénitiens, toujours et partout hospitalité bienveillante. Généraux, officiers, commissaires, leurs amis, les soldats même, n'ont trouvé que des bras ouverts et des cœurs empressés. On a vu des religieux, des vierges sacrées et de simples particuliers, céder leur toit à ces nouveaux hôtes, les convier à leur table, les admettre au partage de leur bien-être. Les provisions ont toujours abondé dans l'armée. Toujours le sénat a exhorté ses sujets à supporter patiemment tant de malheurs, et les sujets ont obéi à ses exhortations avec une résignation sans exemple; mais ce n'est point assez, l'exigence des demandes s'accroît par la facilité des concessions. La politesse n'est qu'un aiguillon de plus à la violence; les personnages les plus distingués sont l'objet des mépris d'une soldatesque insolente, et la candeur n'est récompensée que par l'inhumanité. La noble Vérone n'est plus qu'une caserne dégoûtante, et son séjour, autrefois délicieux, est devenu en horreur à ses habitans mêmes. Depuis que la malheureuse humanité se fait la guerre, on ne vit certaine-

ment jamais, d'un côté plus de patience, de l'autre plus de barbarie; et, pour comble de maux, les oppresseurs nomment la patience perfidie, et la barbarie liberté.

Ainsi périssait l'infortunée Venise, qu'on appelait son amie; Venise qui, bien loin d'emporter la reconnaissance de ceux qui dévoraient ses richesses, n'obtint pas même leur pitié. Son unique salaire fut d'être vendue et achetée par les auteurs de sa ruine, aussi avides de dépouilles que pleins d'ardeur pour la trahison. Le sénat se plaignait au directoire, les magistrats se plaignaient à Buonaparte et aux généraux autrichiens; les uns et les autres répondaient froidement, et même avec ironie, que c'était là des maux inséparables de la guerre; que Venise était véritablement fort à plaindre, mais qu'on donnerait des ordres, qu'on prendrait des mesures; et en conséquence de ces mesures et de ces ordres, l'insolence du soldat devenait chaque jour plus insupportable. Que penseront de mes récits les hommes corrupteurs ou corrompus? Je l'ignore. Ce dont je suis certain, c'est que la majorité, que l'universalité même des Français et des Autrichiens, à l'exception de ceux qui font consister la gloire dans l'oppression des nations étrangères, condamneront, avec tous les honnêtes gens, de si détestables excès, et imprimeront à leurs auteurs le sceau d'une réprobation éternelle.

Ceux qui accusaient Venise de partialité, ne respectaient pas plus la propriété de l'état que le bien des particuliers, comme si l'auteur de l'injure eût été l'offensé, comme si la victime de l'offense eût été l'auteur de l'injure. Vérone, principalement, éprouva la furie républicaine : Buonaparte y enfonçait les portes des forts; arrachait violemment les clefs de la porte Saint-George à l'officier vénitien; faisait enlever et transporter hors des murs les batteries de Saint-Marc; établissait les siennes où bon lui semblait; s'emparait des armes et des provisions de bouche, amassées dans les arsenaux et les magasins de l'état; démolissait les moulins, brûlait les châteaux des environs quand il le jugeait nécessaire; occupait les forts, y ordonnait des changemens, en faisait construire de nouveaux, et y plantait ses enseignes. A Porto Legnago, il enclouait l'artillerie vénitienne, brisait les ponts-levis, rompait ceux du fleuve; il entrait de force dans le château de Brescia, y plaçait une garnison et le fortifiait. Ensuite, ayant envoyé le général Cervoni à Bergame, pour reconnaître les lieux et les explorer, encore bien que ces vallées n'offrissent aucune route par où les Autrichiens pussent arriver, il fit entrer à l'improviste six mille soldats dans la ville et le château, qu'il entreprit de fortifier, comme il avait fait à Brescia. Il enlevait à main armée un trésor de l'archiduc de

Milan, déposé dans la maison du marquis Terzi, sur le territoire bergamasque; enfin il se faisait apporter les dépêches des courriers de Venise, brisait les cachets et suprenait le secret des lettres. Ces précautions étaient peut-être utiles à l'armée française; mais assurément elles violaient la neutralité de Venise, et autorisaient cette république à s'en écarter elle-même, et à courir aux armes contre ceux qui troublaient son repos avec tant de tyrannie, et par une atteinte si manifeste au droit des gens.

Si je considère les traitemens inhumains qu'on faisait éprouver aux Vénitiens, je ne sais quel nom donner aux prétentions ridicules de ce Rewbel, l'un des cinq directeurs, qui se plaignait de ce que les Vénitiens n'aimaient pas les Français; ce qui voulait dire que, pour plaire à ces républicains, il fallait, non seulement remercier, mais encore chérir ses plus cruels oppresseurs.

Ainsi ravagés par les Autrichiens et par les Français, les états de la république vénitienne n'avaient plus rien de l'éclat dont ils brillaient avant la chute de cette horrible avalanche. Les plus précieux monumens périssaient victimes d'un mépris féroce; l'ouvrage d'un siècle disparaissait en un moment; ces chefs-d'œuvre, parure glorieuse de l'Italie, ces chefs-d'œuvre, que l'étranger accourait visiter des extrémités du monde, étaient salis et déshonorés par ceux-là même qui se disaient les protecteurs de ces admirables productions de

la civilisation parmi les hommes : plaisir barbare où n'entrait pour rien la nécessité de vivre ou le besoin de se défendre. Que de palais somptueux voués au dégât et à la destruction ! que de nobles ornemens dérobés ou saccagés ! que de statues magnifiques abattues et mutilées ! que de jardins délicieux ravagés ! combien d'arbres, ou chargés des dons de la nature, ou brillans de leur beauté exotique, arrachés, de gaîté de cœur, par cette soldatesque venue d'au-delà des Alpes et du Norique, pour écraser l'innocente Italie ! le berceau de Virgile, de Catulle et de l'infortuné Bonfadio ; les lieux où l'aimable Bembo se plaisait à s'égarer dans les méditations d'une douce philosophie, étaient empreints les premiers du sceau de la barbarie moderne, par ceux qui prétendaient réformer ou maintenir les institutions sociales. Pour comble de cruauté, on voulait persuader aux victimes qui osaient se plaindre, que la guerre était préférable à la paix, le ravage à la conservation, le désespoir au calme du cœur. Si la réponse n'était pas le plus insultant langage, c'était la violence la plus odieuse, et le sang des opprimés coulait sur les débris de leurs propriétés. Partout, les pleurs et les gémissemens avaient remplacé les accens joyeux d'un peuple naguère heureux, de ce peuple bien innocent de ses revers, et qui ne les devait qu'à la lutte féroce élevée entre des nations lointaines et amies des combats. Les plages délicieuses

du lac de Garda, les rives charmantes de la Brenta, ornées de toutes les grâces de la nature, de toutes les magnificences de l'art, n'étaient plus qu'un théâtre de désolation et d'incendie. Qui s'attendrissait sur ces désastres, devenait l'ennemi de l'Autriche ou de la France. La prière appelait des injures, la plainte des mépris, la beauté des outrages, la résistance le trépas. C'était peu ; au milieu de ces horribles emportemens contre les biens et les personnes, on appelait encore les Italiens lâches et perfides. La franchise est-elle donc dans le pillage? le meurtre serait-il un titre à l'amitié? et depuis quand le courage consiste-t-il à trahir, à égorger les plus faibles? Oui, la postérité s'étonnera de la cruauté des actes; mais elle s'étonnera davantage de l'imposture des promesses; et si le siècle porte le cachet de la barbarie, il portera surtout celui de la déception. Ainsi périssait Venise. Voulait-elle ensuite, dans l'extrémité de ses périls, appeler à son service un général renommé dans l'Europe, la fureur de Vienne s'allumait; essayait-elle de placer quatre canons sur ses frontières, c'était le directoire qui entrait en fureur; et puis on entendait crier à la perfidie par ceux qui faisaient, de la perfidie, leur plus puissant levier pour renverser Venise.

Cependant les excès avaient aigri les esprits et les remplissaient d'indignation : contre le sénat, d'abord, qu'on accusait de livrer le peuple sans

défense à ses ennemis, ensuite contre les auteurs mêmes de ces excès. Trop différens de mœurs et de langage, les Allemands n'avaient jamais été aimés des Vénitiens. Le voisinage des deux nations était encore, selon l'ordinaire, une cause de rivalité; mais dans tous les temps le nom français avait été cher à Venise, et c'était, parmi tous les peuples, celui que les Vénitiens accueillaient avec le plus d'empressement. Il est vrai que la conduite de Buonaparte et de ses partisans avait singulièrement altéré la bienveillance des Vénitiens; et, s'ils haïssaient les Allemands, bien certainement ils n'aimaient plus les Français. En définitive, les populations de la Terre-Ferme, poussées à bout, demandèrent au sénat des ordres, des armes et des munitions pour se défendre par la force, contre des hommes qui se faisaient une arme offensive de l'amitié même qu'on avait pour eux. Plutôt par timidité que par prudence, le sénat cherchait à calmer les esprits. Quant aux armes, il temporisait, dans l'espoir qu'une variation subite de la fortune pourrait le délivrer d'hôtes si importuns, craignant aussi, cette multitude une fois armée, de ne pouvoir régulariser ses mouvemens, ni modérer une impétuosité qui pouvait devenir funeste à la république. Il se contenta d'accepter les offres de la province Bergamasque, plus ardente que les autres, soit par la vivacité naturelle de ses habitans, soit par l'influence du podestat

Ottolini. Le Bergamasque proposa d'armer trente mille hommes, tout prêts à s'exposer aux plus grands dangers partout où la patrie aurait besoin de leurs services. Néanmoins le sénat connaissait les dispositions d'un peuple sous les armes, surtout au milieu de circonstances si critiques. Il craignait aussi que ce peuple ne dépassât les bornes de l'humanité, n'allât plus loin que l'intérêt de la patrie ne l'exigeait. Il divisa donc cette multitude en plusieurs corps, mit à leur tête des hommes réservés et prudens, à qui il recommanda encore la modération, leur défendant même de faire aucun mouvement sans son ordre. Des historiens de parti virent ensuite dans cette précaution du sénat une preuve de sa perfidie, comme si les sénateurs avaient dû abandonner à son aveugle impétuosité, une multitude armée, et justement irritée de tant d'outrages. Ce sont là des mesures adoptées par les gouvernemens de toutes les époques, de tous les pays, dans toutes les circonstances, et l'on a peine à comprendre qu'ils puissent agir autrement. Mais le siècle et ses panégyristes ont toujours calomnié les délibérations du sénat, soit qu'elles tournassent à la guerre, soit qu'elles inclinassent à la paix. Ils condamnaient ses actes; son silence même lui était reproché comme un crime. Vous devez armer, lui disait souvent Buonaparte; vous ne devez pas armer, lui disait-il plus souvent encore. Contre qui pourtant était

dirigée cette levée des Bergamasques ? Il n'y a point de doute à cet égard ; c'était contre ceux qui se disaient les amis de Venise, et se montraient ses ennemis les plus cruels ; qui se disaient ses amis, et ne songeaient qu'à la trahir. Mais cette levée n'eut lieu qu'à la suite des traitemens les plus barbares ; c'est à leurs auteurs qu'il faut l'imputer, à moins qu'on ne veuille croire, comme certains hommes déhontés, que Venise était obligée, pour plaire aux étrangers, de se laisser écraser et détruire, non seulement sans résistance, mais encore sans murmure. L'intention du sénat était d'ailleurs de ne faire marcher cette armée que dans le cas où les oppresseurs auraient voulu mettre à exécution leurs projets de ruine contre Venise ; et si quelqu'un le blâme de ses mesures, celui-là prouvera qu'il ignore jusqu'aux noms de justice et de patrie.

Reprenons le fil de l'histoire. A la nouvelle des menaces faites par Buonaparte, le 31 mai, dans Peschiera, au provéditeur général Foscarini, le sénat vit bien qu'il n'y avait plus de temps à perdre pour se défendre, non dans la Terre-Ferme, presque entièrement désarmée et occupée par les républicains ; mais au moins dans le cœur même de la république, en garnissant l'Estuaire de soldats et de marins. Nous avons dit comment le général républicain avait affirmé, au mépris du droit des gens, qu'il avait ordre du directoire de brûler Vé-

rone, et de déclarer la guerre à Venise. Promptement informé de ces affreuses mesures, par un courrier de Foscarini, le sénat se réunit sans délai. Il fut décrété, à l'unanimité, que le commandant du golfe rassemblerait l'escadre de la république dans les eaux de Venise; que des levées, aussi considérables que possible, seraient faites sur-le-champ dans l'Istrie, la Dalmatie et l'Albanie, pour être aussitôt dirigées sur la capitale, aussi-bien que les régimens déjà organisés, et cantonnés dans ces provinces; enfin, que tous les vaisseaux qui se trouvaient dans la mer Ionienne, et même les deux bâtimens destinés à porter le nouvel ambassadeur à Constantinople, se réuniraient dans les eaux de l'Istrie. Cette délibération fut prise le 1er juin; et comme l'unité dans les conseils est la première garantie du succès, le 2 du même mois le sénat nomma provéditeur des lagunes et de leurs rivages, Jacques Nani, expressément chargé de pourvoir à la défense de l'Estuaire par tous les moyens qu'il jugerait convenables. On lui donna pour lieutenant Thomas Condulmer, qui devait veiller particulièrement sur les bâtimens légers, destinés à protéger le littoral et l'embouchure des fleuves. L'exécution suivit de près les ordres du sénat. En peu de temps Brondolo, Chiozza, Porto-Secco, Saint-Pierre de la Volta, Lido de Saint-Nicolas et Malamocco se trouvèrent fortifiés et garnis de soldats. A Brondolo surtout, où se

déchargent l'Adige, le Pô et la Brenta, un grand nombre de petits bâtimens furent placés en observation. Déjà les troupes d'Ionie, de Dalmatie et d'Albanie, qui avaient été requises avec empressement, arrivaient à Venise et dans les environs. Les maisons, les couvens, les îles voisines en étaient remplies ; et pour que l'état pût fournir à cette nouvelle dépense, un impôt fut établi sur les propriétés, à Venise et dans le Dogado. On nomma cette taxe le *casatico*. Telles étaient, après les menaces de guerre de Buonaparte, les préparatifs de Venise pour défendre l'Estuaire, à la conservation duquel était attachée l'existence de la république.

Nous n'avons pas pour habitude, il n'est pas non plus dans notre caractère de censurer un écrivain quelconque, encore moins un historien; mais l'amour de la vérité, et l'innocence de l'infortunée Venise, nous pressent de remarquer ici qu'un historien moderne, cédant à une partialité, d'autant plus répréhensible qu'elle est dirigée contre la malheureuse victime de la trahison, s'est permis une assertion vraiment intolérable, c'est-à-dire que ces mesures du sénat avaient précédé les menaces des Français. Il demeure évident et manifeste, pour qui veut seulement rapprocher les dates, que ces précautions furent provoquées par la déclaration de Buonaparte au provéditeur général Foscarini,

puisque Buonaparte menaça le 31 mai, et que le sénat délibéra le 1er et le 2 juin. L'assertion de cet historien est donc une erreur dans les faits, et une cruauté contre Venise. Prétendra-t-il que Venise, menacée de mort par Buonaparte, ne devait pas courir aux armes? Nous lui demanderons alors s'il pense également que la France devait rester inactive devant les menaces de Brunswick et de Suwarow.

Voulant prouver la partialité des Vénitiens pour l'Autriche, cet historien rapporte qu'aussitôt que l'empereur eut manifesté le désir que la république ne prît point le prince de Nassau à son service, le gouvernement vénitien se désista. La vérité est que le conseil d'appeler le prince de Nassau fut donné par Nani, provéditeur des lagunes; que ce conseil avait été rejeté, non par le sénat, à qui on ne le soumit point; mais par les sages eux-mêmes, et bien avant que l'empereur eût fait connaître son intention. C'est malgré moi que j'ai réfuté ces assertions; et quand elles seraient vraies autant qu'elles sont erronées, une condescendance envers l'empereur était-elle donc un motif suffisant pour anéantir et vendre Venise?

Craignant que la France ne vît dans l'armement des lagunes d'autres projets que ceux d'une défense légitime en cas d'attaque, le sénat transmit en même temps, au gouvernement français, une

note où il exposait : Qu'au moment où la république vénitienne se reposait tranquille à l'ombre de la plus stricte neutralité, de son amitié sincère et constante envers la France, le sénat avait été vivement affligé de l'entretien qui avait eu lieu entre le général Buonaparte et le provéditeur Foscarini, entretien qui annonçait de l'altération dans les sentimens du directoire à l'égard de Venise; que le sénat, cependant, était certain de n'en avoir point donné l'occasion, surtout de ne mériter aucun reproche pour l'occupation violente de Peschiera par les Autrichiens, puisque la république désarmée, et sans autre appui que la loyauté des puissances amies, avait employé alors le seul moyen à sa disposition, c'est-à-dire une protestation solennelle et les plus vives instances pour la restitution de la place; que le général Buonaparte lui-même pouvait rendre témoignage de l'état de paix où il avait trouvé les cités vénitiennes, et de l'empressement des gouverneurs, aussi bien que du peuple, à fournir, malgré l'extrême pénurie des vivres, tout ce qui pouvait être nécessaire à son armée. Le sénat ajoutait que son désir constant était d'entretenir la plus sincère amitié avec la France; qu'il était prêt à donner toutes les explications, à manifester ses sentimens par tous les moyens en son pouvoir, afin de maintenir l'harmonie parfaite qui existait heureusement entre les deux nations.

Cependant, et ce fut une nouvelle injure faite à Venise, le ministre Lallemand demanda au sénat pourquoi et dans quel but il faisait ces préparatifs militaires. Comme si Lallemand n'eût pas su que la cause en était dans les outrages et les menaces de Buonaparte au provéditeur général Foscarini, et qu'ils avaient pour objet de se défendre dans la guerre que, peu de jours auparavant, Buonaparte avait déclaré vouloir faire à Venise. Le ministre s'étonnait que de semblables apprêts n'eussent pas été ordonnés quand les armées autrichiennes foulaient le territoire de la république; feignant, en cela, d'ignorer que l'Autriche n'avait jamais menacé Venise de la guerre, comme la France venait de le faire par l'organe de Buonaparte. Il demandait enfin que le sénat s'abstînt de ces démonstrations militaires, démonstrations, disait-il, injurieuses à la république française, contraires à ses intérêts, attentatoires à sa dignité. Ce qui voulait dire : Nous prétendons faire la guerre à Venise, et ne voulons pas qu'elle se défende. Le sénat répondit avec modération : Nous voulons nous défendre, et ne voulons pas attaquer. Nos soldats garantiront l'Estuaire, et ne se répandront point dans la Terre-Ferme. Venise est pacifique, et recherche l'amitié de toutes les puissances. Au milieu de tant de mouvemens, d'opinions si contraires, de discours si ardens, de la multitude innombrable d'étrangers inconnus

qui affluent dans la ville, le gouvernement a dû songer au repos et à la sécurité publique. Voilà le but de nos préparatifs. Ne voulant offenser personne, nous prétendons aussi que personne ne nous offense. Nous espérons que le gouvernement de France, mieux informé des véritables sentimens de la république, déposera, en sa faveur, tout projet d'hostilité, et voudra persévérer, aux jours de sa puissance, dans cette amitié que le sénat lui a fidèlement conservée, malgré les sollicitations et les instances contraires, alors que la France elle-même se voyait pressée par l'Europe entière. Il ne tiendra point au sénat que cet heureux résultat ne soit obtenu. C'est là que tendent toutes ses pensées, tous ses vœux et toutes ses démarches.

Le ministre français se montra content de la réponse du sénat. Il déclara même à François Pézare, chargé par la république de conférer sur les affaires générales, que cette réponse ne pouvait être plus sincère ni plus satisfaisante; qu'il l'avait sur-le-champ transmise à Buonaparte, et qu'il espérait que cette manifestation solennelle des sentimens de la république, fournirait la preuve irréfragable de ce qu'il avait toujours affirmé lui-même. Enfin il se dit parfaitement content et tranquille. C'était le 10 juillet que Lallemand tenait ce langage. Eh bien! le même jour, il faut le dire, puisque nous sommes réservés à raconter

ces contradictions fastidieuses, le même jour Lallemand écrivait au ministre des affaires étrangères, à Paris, que le sénat armait les lagunes dans l'intention d'exciter le peuple contre les Français; que le général Buonaparte, appelé à remboursement, avait eu raison de répondre que les Français avaient hérité des droits de Ferrare sur certaine partie du territoire vénitien, et qu'ils regardaient comme leur propriété légitime Peschiera, Brescia, et les autres lieux qu'ils occupaient. Mais telle est l'empire de la vérité, même sur les hommes dont elle froisse les intérêts, que le même ministre Lallemand, écrivant peu de jours après à Buonaparte, affirmait : Qu'en effet, le gouvernement vénitien s'était montré fort opposé à la révolution de France, et avait nourri, avec beaucoup de soin, dans le cœur de ses peuples, des sentimens de haine contre les Français; mais que ses protestations de neutralité et d'amitié envers la France n'en étaient pas aujourd'hui moins loyales; que les impressions fâcheuses n'existaient plus, et que, mieux éclairés sur leurs véritables intérêts, les Vénitiens désiraient sincèrement s'affranchir du joug de l'Autriche, si pesant pour l'Italie et pour eux-mêmes; qu'à la vérité, on ne devait pas compter sur leur coopération personnelle; mais que la France pouvait être certaine que, bien loin de s'opposer à ceux qui voudraient les délivrer, ils appelaient de tous leurs vœux le succès complet de l'entre-

prise. Quant aux apprêts militaires de la république, encore bien que les motifs pussent en paraître équivoques, il ne lui semblait pas que, dans l'état actuel des choses, ils fussent de nature à faire douter de la sincérité des Vénitiens, et que ces préparatifs étaient trop peu importans pour donner le moindre sujet d'inquiétude; qu'il s'était convaincu, par ses propres yeux, que ces dispositions n'avaient pour objet que la défense des lagunes et du littoral voisin; qu'enfin il n'y avait, dans tout cela, rien d'hostile contre les Français. Ainsi le témoignait Lallemand, qui voyait de ses propres yeux. Et cependant, à cause de cet armement des lagunes, on cria guerre et destruction contre Venise.

Cette république était donc l'objet de toutes les déceptions. Son énergie devenait une hostilité, son repos une perfidie. Grâce à la perversité des temps, ceux-là même qui connaissaient la vérité se faisaient les organes de la calomnie. Venise était également coupable, qu'elle voulût la paix ou la guerre; et bientôt sa dernière heure allait sonner.

Tels étaient les projets et les manœuvres du directoire et de Buonaparte à l'égard de Venise, lorsque les armées impériales inondèrent encore une fois l'Italie.

FIN DU LIVRE HUITIÈME.

LIVRE NEUVIÈME.

On négocie la paix, mais sans succès. — Situation de la république cispadane; nouveau congrès des peuples de l'Émilie. — Dénûment des soldats français en Italie; malversations de quelques chefs d'administration de l'armée; plaintes de Buonaparte à ce sujet. — L'Autriche fait de nouveaux préparatifs pour reconquérir ses possessions d'Italie; Alvinzi, son général en chef. — La guerre se rallume avec fureur; on se bat avec acharnement dans le Tyrol; les républicains y sont défaits. — Lenteur du général Davidowich dans ce pays, très préjudiciable à l'Autriche. — Mesures prises par Buonaparte pour s'opposer à cette nouvelle invasion des Allemands. — Faits d'armes sur la Brenta. — Bataille de Caldiero; Buonaparte se trouve dans le plus grand danger, et s'en retire par une manœuvre qui décèle le grand maître de l'art. — Bataille étonnante d'Arcole. — Bataille très variée de Rivoli; les Allemands sont chassés entièrement de l'Italie; le général autrichien Provera se rend prisonnier avec tout son corps d'armée sous les murs de Mantoue. — Célérité admirable de Buonaparte dans toutes ces affaires. — Il marche contre le pape; bataille du Senio; paix de Tolentino très onéreuse pour Rome. — Mantoue se rend aux Français; éloge de Wurmser. — Buonaparte caresse la république de Saint-Marin; réponse des magistrats de cette république.

Il faut vaincre notre répugnance et continuer cette revue de gouvernemens aussitôt abattus que créés, selon l'intérêt ou le caprice du vainqueur. Nous avons dit, dans le précédent Livre, comment, pour atteindre le but de tous leurs désirs, la paix avec l'empereur, le directoire et Buonaparte, après

l'arrivée de Clarke en Italie, avaient cherché à traiter, tantôt avec l'empereur lui-même, tantôt avec la république de Venise, tantôt avec celle de Gênes, et tantôt avec le roi de Sardaigne. Effrayée de ses revers en Italie, l'Autriche ne se montrait pas éloignée, sinon de conclure, au moins de négocier. C'était dans ce dessein qu'elle avait chargé le général Saint-Julien d'aller s'aboucher avec Clarke à Vicence. L'Angleterre elle-même, frappée du danger de l'empereur et de l'ascendant, chaque jour plus irrésistible, des armes françaises, consentait, bien malgré elle, à traiter, et avait envoyé lord Malmesbury en France, avec des instructions à cet effet. Mais les victoires de l'archiduc Charles en Allemagne, étant venues compenser les défaites de Beaulieu et de Wurmser en Italie, les alliés rompirent les négociations, et résolurent de tenter encore la fortune des armes. Le roi de Sardaigne seul, obligé de suivre l'impulsion de la France plus que sa propre volonté, consentait à une ligue défensive, repoussant constamment néanmoins une ligue offensive, à cause de la guerre dont le pape était menacé. Le directoire refusa de ratifier le traité, parce qu'il stipulait la cession de quelques fiefs impériaux en faveur du roi. Ce prince, en effet, qui avait des troupes sur les derrières de l'armée française, profitait de l'avantage de sa position, et ne cessait de réclamer la restitution

de ses provinces de Nice et de Savoie, ou des dédommagemens pour leur perte. Le gouvernement de France ne pouvait entendre de sang-froid des conditions de cette nature, attendu qu'une loi d'état réunissait ces provinces au domaine de la république.

Tant d'obstination dans l'Autriche, l'Angleterre, et le pape qui hâtait toujours ses préparatifs de guerre, fit craindre au directoire que leur exemple ne trouvât des imitateurs, d'autant plus qu'il avait peu de confiance dans la sincérité de Naples : c'est pourquoi il voulait essayer si la crainte des révolutions ne serait pas plus puissante sur les princes, que la crainte des armes républicaines.

C'était vers ce but qu'étaient dirigés les mouvemens de l'Émilie et les manœuvres pratiquées à Trente. Pour ne parler en ce moment que de l'Émilie, Buonaparte voulait qu'à l'espèce d'anarchie résultant du premier tumulte des armes, succédât une administration méthodique, un gouvernement régulier, parce que l'anarchie qui est passagère de sa nature, laisse la voie ouverte à la domination étrangère, tandis qu'un état constitué et reconnu, ne peut être livré à autrui sans infamie. Le général en chef espérait en outre, au moyen de cet appât d'indépendance, enflammer aisément l'esprit déjà si inflammable de ces peuples, et combattre ainsi par le fanatisme politique, le fanatisme religieux que le pape, de son côté, s'effor-

çait d'allumer en Italie contre ses conquérans. Buonaparte avait sous sa main tous les élémens de réussite, et il le savait. Ses dupes le secondaient par amour pour la liberté, ses complices par la soif des honneurs. Telles étaient les armes que ce capitaine victorieux croyait devoir employer contre ceux qu'il nommait avec un mépris affecté, le dirai-je sans blesser la dignité de l'histoire? *prêtraille*. Buonaparte entendait parfaitement ses intérêts en opposant fanatisme à fanatisme. Il prouvait, d'ailleurs, qu'il connaissait bien le pays et les diverses opinions de ses habitans, quand il disait qu'il y avait dans la république cispadane trois espèces d'hommes : les amis de l'ancien gouvernement; les partisans d'une constitution indépendante, mais inclinant à l'aristocratie, et c'était le patriciat; enfin les partisans de la constitution française ou de la démocratie. Il s'appliquait, en outre, à comprimer les premiers, et à caresser les seconds, tous riches propriétaires, ou prêtres, qu'il croyait devoir se concilier pour qu'ils rendissent les peuples favorables à la France. Quant à la troisième opinion, il s'efforçait de la modérer, disant qu'elle n'était professée que par des jeunes gens, des écrivains, des hommes enfin qui, comme en France et dans tous les pays, ne changeaient de gouvernement et n'aimaient la liberté que par amour pour les révolutions. On voit par là quelle était son estime pour ceux qui faisaient profes-

sion d'aimer la liberté; et il faut convenir qu'un certain nombre d'entre eux légitimèrent, par leur conduite, le jugement que ce jeune homme de vingt-huit ans avait porté de leur caractère : cette connaissance extraordinaire du cœur humain fut la source principale de sa puissance.

Le congrès des quatre peuples de l'Émilie, c'est-à-dire de Modène, de Reggio, de Bologne et de Ferrare, s'était ajourné au 27 décembre, malgré Buonaparte qui aurait voulu le voir réuni plus tôt, et pendant que les négociations avec le pape étaient dans toute leur activité, afin d'effrayer le pontife qui n'avait pas encore refusé la paix. Les députés se rassemblèrent donc, à cette époque, dans la ville de Reggio. On en comptait trente-six pour Bologne, vingt pour Ferrare, vingt-deux pour Modène, et un pareil nombre pour Reggio. Les pouvoirs les plus amples leur avaient été donnés pour assurer par tous les moyens possibles le salut de la république. L'union des quatre peuples en un seul état leur était principalement recommandée. Seulement, le mandat des Bolonais renfermait certaines clauses restrictives, soit que Bologne, dans l'intérêt de sa dignité personnelle, désirât conserver quelque supériorité, soit qu'elle ne voulût point s'écarter de la forme de gouvernement dernièrement acceptée par elle avec tant de solennité, prévoyant que la communauté d'état entraînerait la communauté de lois. Il fallait voir

l'ardeur et l'enthousiasme de ces esprits républicains qui se croyaient arrivés à une ère plus heureuse ! Ils arrêtèrent, dans les transports d'une allégresse dont ils n'étaient pas les maîtres, que les votes se donneraient à haute voix et non par le scrutin secret; puis ils nommèrent, parmi les députés des quatre provinces, une commission chargée de rédiger les articles du projet d'union, qui fut adopté à l'unanimité. Cette joie délirante s'accrut encore par la présence des députés de la Lombardie milanaise, venus pour fraterniser avec la république cispadane : c'étaient Porro, Sommariva, Vismara de Milan, Visconti de Lodi, Gallivetti de Crémone, Mocchetti de Casal-Maggiore, Serra de Come, et Beccaria de Pavie. « Les « jours de bonheur se lèvent enfin sur l'Italie, « disaient-ils, et les députés de la Lombardie viennent célébrer avec la république cispadane la « conquête de la liberté commune. Nos vœux sont « pareils, notre sort est le même. Les Français « victorieux appellent l'Italie à de nouveaux destins; que le reste de l'Italie se régénère à l'exemple « des peuples de l'Éridan. La patrie n'a plus à gémir « sous la tyrannie de quelques hommes, elle devient « la propriété de tous ses enfans. Que les espérances légitimes renaissent avec la liberté; qu'une « félicité inattendue succède à tant de siècles d'un « affreux esclavage. Peuples de la cispadane, nous « sommes vos amis et vos frères; nos pensées,

« nos affections et nos intérêts se confondent. Ce « ne sera pas en vain, et nous allons le prouver « à la face du monde, que ces peuples, naguère « divisés sous des dominations importunes, réunis « maintenant par l'amour de la liberté générale, « seront nés sous le même ciel, sur le même sol, « au sein des mêmes villes. Ce ne sera pas en vain « qu'ils auront reçu en partage la même force de « volonté, la même hauteur d'imagination, la « même profondeur de prudence : nous prouve- « rons enfin, par notre générosité, que nous étions « dignes de notre bonheur. »

Le président Facci répondit : « La république « cispadane rend aux peuples de la transpadane « dévouement pour dévouement. Nous acceptons « ces heureux augures. Toutes les divisions ont « cessé en cispadane devant la liberté; elles doi- « vent s'éteindre de même par toute l'Italie. La « tyrannie s'enfuit avec ses satellites, et s'il a plu « à l'Être suprême que les rives du Pô devinssent « le berceau de la liberté, c'est aussi sur ces rives « que les autres peuples de l'Italie doivent trouver « le modèle d'une félicité sans mélange. » La séance devint alors publique : la population joyeuse de Reggio entra, promenant partout des regards curieux et prêtant une oreille avide. Fava de Bologne parla gravement au nom de la commission chargée de rédiger le projet d'union des quatre peuples. L'assemblée proclama de nouveau, au

milieu des transports d'une allégresse inouïe, la confédération cispadane et l'unité de la république. La ville retentissait de cris de joie, persuadé qu'était le peuple que ce jour allait commencer son bonheur. Sur ces entrefaites, et pendant l'explosion de la joie universelle, arrive l'adjudant-général Marmont, envoyé par Buonaparte pour exciter et surveiller les esprits. A son entrée dans la salle, les applaudissemens et les acclamations redoublèrent, le délire fut à son comble; la dignité même fut oubliée en ce moment d'ivresse, et les députés ressemblaient plutôt à des énergumènes qu'à de graves législateurs.

L'enthousiasme de la cispadane plaisait beaucoup à Buonaparte, qui espérait en retirer de l'argent, et des soldats pour l'effroi du pape. Le congrès avait ordonné en effet la formation d'une première légion italienne, ce qui fut promptement exécuté. Des volontaires accouraient de toute part sous les drapeaux; le général en chef les enrégimentait, et les faisait commander par ses officiers; mais si Buonaparte était content de la disposition des esprits dans la république cispadane, il voyait néanmoins avec déplaisir la composition du congrès. Il aurait voulu, pour augmenter l'inquiétude du pape, y trouver des nobles, des prêtres et des cardinaux, qui par-là auraient été réputés patriotes. Quelques nobles et plusieurs ecclésiastiques y siégeaient à la vé-

rité ; mais il les aurait voulu plus nombreux et d'un nom plus illustre. Aussi se plaignait-il de ce que Garreau et Salicetti, commissaires du directoire, entravaient ses desseins en excitant trop vivement les esprits, et en appelant à la tête des affaires, des hommes peu marquans ou trop républicains. Buonaparte admonestait souvent ces commissaires, et leur adressait même de fortes réprimandes ; mais ils n'en continuaient pas moins en secret à exciter tous les individus sans distinction.

Le 30 décembre, le congrès écrivit à Buonaparte que les peuples de la cispadane, appelés à la liberté par sa bienveillance et ses victoires, étaient définitivement constitués en république ; qu'il apprendrait de son ami Marmont, combien ils étaient dignes de ce nouvel état ; de quel poids le nom de Buonaparte avait été dans leurs délibérations ; quel degré de vivacité il avait ajouté à leur allégresse. « Adoptez, continuaient-ils, ô général « invincible ! adoptez cette république nouvelle, « premier fruit de votre valeur et de votre magna- « nimité ; soyez-en le père et le protecteur ; elle « fleurira sous vos auspices. A l'ombre de votre « bras, elle sera préservée des atteintes de la ty- « rannie. Nous remplirons le mandat que le peuple « vient de nous confier ; mais faites que votre ou- « vrage soit immortel comme vous-même. »

Le conquérant sourit à ces expressions du con-

grès. Il répondit qu'il avait appris avec beaucoup de plaisir l'union des quatre républiques; que l'union seule pouvait donner la force; que c'était une heureuse idée du congrès d'avoir pris un carquois pour emblème; que depuis trop long-temps l'infortunée Italie était privée d'un rang parmi les puissances de l'Europe. Si les Italiens se montrent dignes de renaître à la liberté, s'ils savent fonder leur indépendance, un jour viendra où leur patrie resplendira de gloire entre tous les états; mais réfléchissez bien, disait-il, que les lois ne peuvent rien sans la force, et qu'il importe d'organiser une armée. La sagesse et un accord parfait ont présidé à vos délibérations; il ne vous manque plus que des bataillons aguerris et enflammés de l'amour sacré de la patrie. Vous êtes plus favorisés que la France, puisque vous obtenez la liberté sans révolution, une réforme sans excès. L'unité de la république cispadane est le garant de la concorde dans les esprits. Les fruits qui doivent en résulter, si la force les protége, seront une république vivace, une liberté tutélaire, une félicité générale.

Le congrès de la cispadane publia officiellement la formation de la république. Il donna des louanges à la France, fondatrice de la liberté, à Marmont, qui avait bien voulu répondre des droits du nouveau peuple à l'amour des Français, Marmont, leur messager bénévole auprès du glo-

rieux capitaine de l'armée d'Italie. Il exhorta les peuples à déposer les anciennes rivalités et les haines, fruits déplorables d'une funeste ambition; à chérir et à professer la liberté, l'égalité, la vertu; à ne pas douter de la protection de cette république puissante qui les avait appelés à l'indépendance : le monde a les yeux fixés sur nous, disait-il; l'Italie attend avec anxiété le moment où nous lui rendrons cet éclat qui fit autrefois sa grandeur, et lui mérita l'hommage des nations.

C'était ainsi que le conquérant savait enflammer tous les esprits.

L'exemple de la cispadane produisit des effets notables en Lombardie. Ne voulant pas faire moins que les peuples de l'Émilie, les Milanais se soulevèrent, coururent à la place publique, se réunirent en foule autour de l'arbre de la liberté, criant : Souveraineté! indépendance! et déclarant qu'ils voulaient se constituer en république transpadane. Ce mouvement déplut à l'administration générale de Lombardie; non que les membres de cette administration n'aimassent pas l'indépendance; mais les choses ne leur paraissaient pas avoir atteint le degré de maturité nécessaire pour un parti aussi décisif. Il déplut davantage encore au général en chef et aux autres chefs républicains; tel fut même leur déplaisir en cette circonstance, que le général Baraguey d'Hilliers, commandant de Milan, et qui connaissait les projets de Buo-

naparte, fit mettre en prison les plus ardens patriotes, auteurs du mouvement.

Cependant chaque jour ajoutait au dénûment des soldats vainqueurs de l'Italie, tant était grande la voracité, je ne dirai pas de la guerre, mais des déprédateurs. Pour y remédier, Buonaparte imaginait des contributions de tous les genres sur des peuples déjà réduits à l'extrême misère. Il rançonnait l'Émilie, rançonnait la Lombardie, arrachait aux nations leurs derniers moyens d'existence, et tout l'or qui dérivait de ces sources ne suffisait point au péculat. Ces déprédateurs, espèce de gens adonnés à la fraude et à l'avarice, étaient comme une peste attachée à l'armée d'Italie. Buonaparte, qui voyait le succès de ses opérations compromis par leur avidité, les appelait dans sa fureur, brigands, traîtres, espions. Tantôt il faisait arrêter celui-ci, tantôt il chassait celui-là; rien ne faisait : leur nombre leur assurait des protecteurs, et ils trouvaient l'impunité dans la corruption et la complicité des juges. L'Italie souffrait aussi bien que l'armée; d'infidèles administrateurs triomphaient. Dans un pays riche, exempt de guerre depuis long-temps, on manquait d'argent, de pain, d'habits, de souliers et de fourrages. Au même moment, grand train chez la plupart des fournisseurs et des munitionnaires; tables splendides, magnifiques chevaux, équipages dorés, nombreux domestiques, cantatrices et danseuses. Étrange conduite pour des républi-

cains ! Buonaparte le savait, et ne pouvait contenir son indignation. Il écrivait que le luxe, la dépravation, la malversation étaient arrivés au comble. Il n'y trouvait qu'un seul remède, conforme, selon lui, à l'expérience, à l'histoire, et à la nature du gouvernement républicain. C'était un syndicat, autorité suprême, composée d'une ou de trois personnes, instituée pour deux ou cinq jours seulement, et qui, pendant ce temps, aurait eu plein pouvoir pour condamner à mort un administrateur quelconque de l'armée. « Le « maréchal de Berwick, s'écriait-il dans son dé-« pit, a pu faire pendre l'intendant de son armée, « parce qu'il l'avait laissée manquer de vivres, et « je ne pourrai pas, moi, quand mes soldats sont « dénués de tout, au milieu des ressources de la « fertile Italie, je ne pourrai pas châtier sévère-« ment, puisque les remontrances sont inutiles, « cette nuée de fripons ! » Mais Buonaparte avait beau exhaler sa rage, on n'en tenait compte, parce que l'or de l'Italie se dépensait aussi à Paris, et qu'ainsi les coupables se trouvaient à couvert. Collot, fournisseur des viandes, et Pesillico, agent de la compagnie Cerfbeer, étaient les seuls à qui le général accordât des éloges. D'un autre côté, quelques commissaires signaient complaisamment les états, action tout-à-fait inexcusable. Excepté Déniée, Boinod, Mazade et deux ou trois autres, écrivait Buonaparte au mois d'octobre, le reste

n'est que fripons : et il priait le directoire de lui en envoyer de probes ; ajoutant cette petite clause : s'il y en avait ; surtout, disait-il, qu'ils aient déjà de quoi vivre, et il demandait Villemanzy. Celui qu'il estimait le plus était le commissaire Boinod ; il avait raison : Boinod était d'une intégrité parfaite. Buonaparte avait raison encore quand il écrivait, que si l'armée possédait cinq commissaires tels que Boinod, la république pourrait leur faire un cadeau de cent mille écus à chacun, et gagner encore quinze millions. Que l'on juge après cela de la cupidité de ceux qui, par devoir, étaient obligés d'empêcher les autres de dévorer les subsistances de l'armée. La colère de Buonaparte se tournait principalement contre un certain Haller, qu'il soupçonnait mêlé à toutes ces manœuvres. Il écrivait en courroux, le 19 novembre, au commissaire du directoire Garreau : L'armée est sans souliers, sans prêt, sans habits ; les hôpitaux manquent de tout ; les blessés sont sur le carreau, et dans le dénûment le plus horrible ; tout cela provient du défaut d'argent, et c'est au moment où nous venons d'acquérir quatre millions à Livourne, et où les marchandises que nous avons à Tortone et à Milan nous offrent encore une ressource réelle. Modène devait aussi nous donner un million huit cent mille francs, et Ferrare des contributions assez considérables ; mais il n'y a ni ordre ni en-

semble dans la partie des contributions dont vous êtes chargé; le mal est si grand qu'il faut un remède. Je vous prie de me répondre, dans la journée, si vous pouvez pourvoir aux besoins de l'armée; dans le cas contraire, je vous prie d'ordonner au citoyen Haller, fripon qui n'est venu dans ce pays-ci que pour voler, et qui s'est érigé intendant des finances des pays conquis, qu'il rende ses comptes à l'ordonnateur en chef, qui est à Milan, et en même temps de leur laisser prendre les mesures pour procurer à l'armée ce qui lui manque. L'intention du gouvernement est que ses commissaires s'occupent spécialement des besoins de l'armée, et je vois avec peine que vous ne vous en occupez pas, et que vous laissez ce soin à un étranger dont le caractère et les intentions sont très suspectes. Le citoyen Salicetti fait des arrêtés d'un côté, vous de l'autre, et le résultat de tout cela est que l'on ne s'entend pas, et que l'on n'a pas d'argent. Les quinze cents hommes que nous tenons à Livourne, nous coûtent plus qu'une armée; nos soldats manquent déjà de ce dont ils ne devraient pas manquer dans un pays aussi riche.

Buonaparte ne se plaignait pas avec moins d'amertume de la compagnie Flachat, qu'il appelait des noms les plus odieux, disant qu'elle était sans crédit, sans argent et sans probité. Il affirmait qu'elle n'avait fourni que pour

six millions, tandis qu'elle en avait reçu quatorze; qu'elle se refusait à payer, et qu'on avait séquestré pour elle les marchandises saisies à Livourne. Il prétendait que ces marchandises fussent vendues; mais je suis sûr, disait-il, que par leurs intrigues on donnera pour deux millions ce qui en vaut sept. En un mot, ajoutait Buonaparte en colère, les agens de cette compagnie sont les plus grands escrocs de l'Europe. De plus, certains employés de l'armée font encore l'espionnage, et portent publiquement le collet vert, à l'exemple des émigrés; je ne puis le souffrir; ils sont à la fois les affidés de Wurmser, les agens de la Russie et les sangsues de la république.

En vain les plaintes de Buonaparte retentissaient en Italie et en France; l'Italie s'en allait au pillage, et de plus d'une manière. L'avidité avait suggéré l'idée de prétexter le manque de fonds, pour ne payer, qu'au moyen de fortes remises, les traites tirées par le gouvernement ou les créanciers. Ces refus de payement, les craintes répandues avec adresse, décréditaient les traites qu'on recevait ensuite à perte, et plus ces effets étaient décrédités, plus ils perdaient de leur valeur, plus les gains devenaient considérables pour les auteurs du mal, qui en étaient encore les bénéficiers; joignez à cela que l'on passait des marchés frauduleux où les prix étaient surchargés à volonté. Ce qu'il y avait de plus déplo-

rable dans ce brigandage, n'était pas le brigandage lui-même, mais la démoralisation qui en était la suite. Quelques Italiens aussi, soit parmi ceux qui occupaient des emplois dans les gouvernemens provisoires, soit parmi ceux qui faisaient profession d'aimer la liberté, prenaient part à ces honteuses manœuvres. Ils agissaient ainsi, ou par eux-mêmes, ou par des intermédiaires, ou bien encore au moyen d'intelligences avec les administrateurs infidèles de l'armée. Quel nom donner à ces hommes? je l'ignore; mais je sais bien comment les appelaient et les appellent toujours, attendu qu'ils sont riches, les parasites et les journaux qui les comblaient alors, et les comblent encore aujourd'hui, de magnifiques éloges. On disait autrefois : la guerre fait les voleurs, la paix dresse les potences; il faudrait maintenant retourner ainsi le proverbe : la guerre fait les voleurs, la paix leur élève des trophées. Ces hommes ont des bijoux, des pierres précieuses, palais en ville, châteaux à la campagne, des statues, des tableaux, tous les agrémens de la vie, et des flatteurs en quantité. Il y en avait beaucoup parmi ceux qui criaient à la liberté; j'en ai connu qui, marqués au front du sceau de leurs brigandages dans leur propre pays, vantaient avec une intrépidité merveilleuse la république et la liberté. Bien plus, ils s'en croyaient, ou du moins ils s'en disaient les amis les plus sincères; et s'il se trou-

vait des administrateurs infidèles dans l'armée française d'Italie, il se trouvait aussi des Italiens qui les secondaient. Il y avait alors, comme toujours, une espèce de gens qui pour s'enrichir étaient à l'affût des désastres publics, comme ces corbeaux voraces qui voltigent sans cesse autour des cadavres. Ces hommes, et le nombre en fut alors plus considérable qu'à aucune autre époque, ces hommes sont d'une nature particulière : la liberté règne-t-elle ? ils crient : vive la liberté ! est-ce le despotisme ? ils crient : vive le despotisme ! Le sourire n'abandonne jamais leurs lèvres, leur langage distille continuellement la flatterie, et ils aident à consommer adroitement la ruine des malheureux que la force a déjà dépouillés. Ils se complaisent dans le pillage, la rapine et les bouleversemens. Peu leur importe que leur patrie en soit le théâtre et la victime; que dis-je ? ses gémissemens et ses cris sont un attrait de plus à la cupidité sauvage de ces êtres impitoyables. Ces horreurs se sont passées sous nos yeux; la religion et la justice étaient impuissantes pour les combattre; on méprisait l'une, et l'autre se vendait. Ainsi tombait l'Italie, sous le glaive de la force, et sous les intrigues de l'avidité; et, pour comble de maux, elle se voyait en butte aux calomnies des bourreaux et des ravisseurs. Les marchés pour les fournitures de la guerre se donnaient et s'obtenaient au moyen d'énormes pots-de-vin, et à des prix plus

élevés du double que la valeur des objets. L'un, en menaçant les campagnes du pillage, les frappait de contributions dont il faisait son profit ; celui-ci disait : donnez-moi, je vous préserverai des autres; les Italiens donnaient, et ils étaient ou n'étaient pas préservés; on vendait une promesse qui se réalisait ou non. Celui-là s'appropriait des réquisitions qu'il avait faites pour les hôpitaux; Crémone donna cinquante mille aunes de toile fine pour les malades; elles s'arrêtèrent dans les mains des larrons. Cet autre vendait les médicamens de l'armée, et s'en appropriait les deniers; l'écorce précieuse du Pérou était surtout devenue l'objet d'un infâme trafic. Combien de soldats périrent consumés par la fièvre, qui auraient été sauvés si les fripons avaient eu plus à cœur la vie des hommes que les festins, les spectacles et le libertinage! Il n'y avait plus rien de sûr ni de sacré; on spéculait jusque sur l'asile des mourans; et l'on vit des hommes, assez abominables dans leur cupidité pour menacer d'établir des hôpitaux militaires dans les couvens, puis se désister tout à coup à la vue de grosses sommes d'or que leur offraient les religieux. Pendant ce temps, les soldats mouraient sur les routes. Afin de satisfaire à la voracité de ces sangsues publiques, afin que ces monstres pussent se plonger à leur aise dans les excès de la débauche la plus honteuse, on supposait des frais de route pour des régimens qui n'avaient pas re-

mué; les morts même figuraient sur les états de dépenses; les magasins se remplissaient en apparence de denrées; ceux-là seuls gagnaient qui ne devaient pas gagner; les soldats périssaient; les villes payaient, car ce qui n'étaient pas fourni par les magasins, les villes étaient forcées d'y suppléer, bien entendu sans remboursement; le tout au profit de quelques harpies. Ainsi, on demandait encore à ceux qui n'avaient plus rien à donner; les ravisseurs gardaient tout pour eux-mêmes; c'était une infamie générale. Ensuite les gratifications, les récompenses, les indemnités, s'accordaient largement à qui les méritait le moins. Il n'y avait pas d'officier, pour peu qu'il fût l'ami d'un commissaire, qui ne se trouvât, dans le moindre engagement, avoir perdu sa valise, son cheval, le plus souvent l'un et l'autre, et ne reçût de forts dédommagemens; tandis que les braves qui avaient perdu tout leur bagage en résistant vaillamment à l'ennemi, réclamaient en vain ce qu'ils avaient le droit d'exiger.

Ces abus frauduleux affligeaient infiniment Buonaparte. Il faisait traduire les coupables devant des conseils de guerre, insistait fortement contre eux pour la peine capitale, disant qu'ils formaient une classe de voleurs à part, que leurs brigandages interrompaient le cours de ses victoires, ou du moins les rendaient plus sanglantes. Il se plaignait, en même temps, des pratiques sourdes qui

existaient dans les conseils de guerre, et dont le résultat était l'impunité des coupables ou un châtiment sans proportion avec le délit, et incapable d'effrayer les imitateurs. Vous avez certainement présumé, écrivait au directoire Buonaparte indigné : « Vous avez calculé sans doute que vos « administrateurs voleraient, mais qu'ils feraient « le service et auraient un peu de pudeur : ils « volent d'une manière si ridicule et si impudente, « que, si j'avais un mois de temps, il n'y en a pas « un qui ne pût être fusillé. Je ne cesse d'en faire « arrêter et d'en faire traduire au conseil de guerre; « mais on achète les juges : c'est une foire, tout se « vend. Un employé, accusé d'avoir mis une con« tribution de 18,000 francs sur Salò, n'a été « condamné qu'à deux mois de fers. Et puis, com« ment voulez-vous prouver? ils s'étayent tous. « Tant d'horreurs font rougir d'être Français. »

Telles étaient les plaintes amères de Buonaparte contre les déprédateurs de l'armée, et tel fut le cortége de la liberté en Italie.

C'est assez parler de l'avidité du pillage, racontons maintenant les fureurs de la guerre. Le bruit des armes va résonner plus horrible que jamais dans les champs de la péninsule.

Le directoire n'avait rien oublié pour déterminer l'empereur à la paix; lui offrant aujourd'hui de nouveaux états, le menaçant demain de ravager ceux qui lui restaient encore. C'était dans

ce but que Buonaparte écrivait à François, que s'il ne se décidait pas à la paix, il avait ordre du directoire de combler le port de Trieste, et de ruiner toutes les possessions de l'Autriche dans l'Adriatique; mais les succès de l'archiduc Charles en Allemagne avaient réveillé chez l'empereur l'espérance de reconquérir ses états d'Italie, et ce prince refusa toute proposition d'accommodement.

Le point d'appui de ce nouvel effort, c'était Mantoue; à la vérité, tous les projets pouvaient réussir tant que cette place resterait aux Autrichiens; ils s'évanouissaient, au contraire, si elle tombait au pouvoir des Français. On n'ignorait pas, à Vienne, que la garnison était réduite à l'extrémité par les maladies et la disette, et qu'elle ne se soutenait que par la fermeté vraiment admirable du vieux Wurmser. Non seulement le maréchal résistait aux attaques de l'ennemi, mais il bravait aussi la menace cruelle autant que honteuse du directoire : que s'il ne remettait pas Mantoue à la république, il serait, au moment de la reddition de la place, conduit à Paris et traité comme émigré français. L'Autriche vit qu'il n'y avait pas de temps à perdre; elle mit sur pied, avec une célérité incroyable, une armée de cinquante mille combattans, toute prête à marcher pour balancer encore la fortune des républicains, déjà si solidement établie en apparence. Si l'impétuosité des

Français fut prodigieuse à cette époque, la constance des Autrichiens ne fut pas moins étonnante. Vingt-cinq mille hommes de cette armée furent envoyés dans le Tyrol et dans le Frioul. Leur ardeur semblait promettre la victoire; et en effet, dans les engagemens qui se livrèrent bientôt après, ils se battirent non seulement avec valeur, mais encore avec rage, résolus de reconquérir à la fois et leurs possessions et leur renommée. D'un autre côté, le désir d'égaler l'armée d'Allemagne agissait fortement sur leurs esprits, et les succès de l'archiduc étaient un aiguillon de plus à leur courage. Le commandement de cette belle armée fut confié au général d'artillerie Alvinzi, déjà exercé à la guerre d'Italie. La vivacité de son caractère faisait espérer qu'il éviterait ces délais, cause première des revers précédens. Il avait pour conseil le général Veiroter, qui s'était acquis la réputation d'habile capitaine. La direction imprimée à cette masse fut celle que Wurmser avait prise quelques mois auparavant, avec cette différence, néanmoins, qu'au lieu d'arriver avec toute l'armée par les vallées de l'Adige, comme l'avait fait le maréchal, en laissant fort imprudemment, il faut en convenir, entre ses deux principales divisions toute la largeur du lac de Garda, Alvinzi ordonna à Davidowich de descendre du Tyrol avec vingt mille hommes, de culbuter les Français qui gardaient les passages, et de déboucher à Castelnuovo

entre l'Adige et le Mincio. Lui-même, avec trente mille soldats venus de la Carniole et du Cadorin, se proposait de passer le Tagliamento, la Piave et la Brenta, de combattre les Français partout où il les rencontrerait, de traverser l'Adige à la première occasion favorable, et de se réunir à Davidowich pour marcher de front à la délivrance de Mantoue. Vers la fin d'octobre, et après une fatigue inouïe, l'armée impériale avait franchi les montagnes de la Carniole, passé de larges et impétueux torrens, et se trouvait réunie sur la Piave, où allait s'ouvrir cette troisième campagne qui devait décider de la domination autrichienne en Italie.

L'armée française était inférieure en nombre à cette multitude. Elle comptait au plus quarante mille hommes, y compris les troupes devant Mantoue. Il est vrai que Buonaparte disposait, en outre, des régimens italiens et polonais formés à Milan et dans la cispadane. Quoiqu'il ne les employât pas en bataille rangée, ils lui étaient cependant très utiles, et ajoutaient à sa force, parce qu'ils gardaient les villes, contenaient le pape, et assuraient le pays depuis la Romagne jusqu'à l'état de Venise. Les troupes françaises étaient ainsi réparties : Kilmaine bloquait Mantoue avec huit mille hommes. Augereau gardait les rives de l'Adige avec un pareil nombre. Toujours le plus exposé aux attaques de l'ennemi;

Masséna était campé sur la Brenta. Vaubois contenait le Tyrol avec dix mille soldats. Enfin une division de réserve, composée d'environ trois mille hommes, infanterie et cavalerie, se tenait en observation à Brescia, sous les ordres des généraux Macquart et Beaumont. Buonaparte avait enjoint à Vaubois de faire tous ses efforts pour arrêter Davidowich au passage; et comme l'attaque est plus favorable aux Français que la défense, il voulut encore que Vaubois, quoique inférieur en nombre, au lieu d'attendre l'ennemi, allât le forcer dans ses retranchemens, lui recommandant surtout de chasser les Impériaux de leurs positions entre le Lavis et la Brenta. Buonaparte lui-même, à la tête des divisions Masséna et Augereau, s'apprêtait à marcher contre Alvinzi, qui avait déjà passé la Brenta, et paraissait vouloir s'acheminer du côté de Vérone. Davidowich avait le gros de sa division à Newmark; son avant-garde occupait la forte position de Segonzano, que protégeait encore la hauteur de Bedole, défendue par Wukassowich. Conformément aux ordres de Vaubois, Guyeux attaqua Saint-Michel, place située au-delà du Lavis. En cas de réussite, son intention était de se porter sur Newmark. En même temps, Fiorella donna l'assaut à Cembra et à Segonzano. Guyeux rencontra une vigoureuse résistance à Saint-Michel; les Autrichiens avaient pratiqué des tranchées au-devant

de la place, et des créneaux aux maisons, d'où ils se défendaient vaillamment. Trois fois les Français chargèrent avec la plus grande ardeur, sous la conduite du capitaine Jouanne; trois fois ils furent repoussés avec une perte considérable. L'affaire était plus importante que ne semblait l'annoncer le petit nombre des combattans et l'exiguïté du champ de bataille, puisqu'au succès était attachée la conservation ou la conquête du Tyrol, la faculté, pour les Autrichiens ou pour les Français, de se porter sur les derrières de l'ennemi par la vallée de la Brenta, et enfin, pour les deux armées impériales, la facilité ou l'impossibilité d'opérer leur jonction, objet principal des plans arrêtés à Vienne pour reconquérir l'Italie. Les Français, ayant tenté un dernier effort, entrèrent dans Saint-Michel et s'en emparèrent, malgré le feu continuel et meurtrier des Autrichiens, la résistance des Tyroliens eux-mêmes, et la blessure du brave Jouanne. Les républicains auguraient bien de leurs premiers avantages en Tyrol; mais la fortune ne leur fut pas aussi favorable sur la droite du côté de Segonzano, ce qui déjoua toutes leurs espérances, et changea leur victoire en défaite. Ce n'est pas que Fiorella n'eût montré beaucoup d'intrépidité dans l'attaque du château de Segonzano; mais, soit qu'il n'eût pas suffisamment exploré les lieux, soit toute autre cause, il avait négligé de déloger préalablement l'ennemi de Bedole,

Celui-ci descendit à l'improviste, le prit en flanc et en queue, et fit un grand carnage des Français qui se virent forcés de se replier en toute hâte sur Trente. Il arriva encore que Davidowich lui-même, informé de l'attaque des Français, s'était avancé avec le gros de son armée au secours de l'avant-garde; de sorte qu'il ne resta plus aux républicains d'autre moyen de salut, s'ils ne voulaient pas être entièrement coupés et taillés en pièces, que de revenir sur leurs pas, abandonnant, après une faible résistance sous les murailles, la ville de Trente au pouvoir de ses anciens maîtres. Cette action eut lieu le 2 novembre. Le surlendemain, Davidowich fit son entrée dans la ville au milieu des acclamations des habitans, partisans de l'Autriche et exaspérés par les excès des républicains.

Après l'échec de Segonzano, Vaubois se retira à l'entrée des défilés de Calliano, position très forte, comme nous l'avons déjà dit autre part. Les Français, s'appuyaient à gauche sur l'Adige, à droite sur deux éminences, au haut desquelles s'élèvent les deux châteaux de la Pierre et de Bezeno. Leur front était protégé par un ruisseau profond sur les bords duquel ils avaient élevé des parapets et des batteries. Quatre mille soldats d'élite gardaient ce poste redoutable, et attendaient avec confiance le choc de l'ennemi. Maître de Trente, Davidowich descendait l'Adige avec des

masses formidables. Wukassovich longeait la rive gauche, Ocskay la rive droite. Laudon s'avançait aussi sur cette rive; mais plus au large pour inquiéter l'ennemi sur la possession de Brescia. Wukassowich arriva vis-à-vis Calliano, Ocskay à Nomi. Au lieu d'attaquer de front les retranchemens fortifiés de Calliano, Davidowich aurait pu, selon quelques écrivains, tourner les deux éminences, remonter la vallée de Leno, et tomber ainsi sur les derrières de l'ennemi; mais, quel que fût son motif, il préféra en venir aux mains dans une bataille rangée, plein de confiance dans la valeur et le nombre de ses troupes, espérant beaucoup aussi des tirailleurs tyroliens qui, par la connaissance particulière des lieux les plus détournés, et leur adresse à tirer de loin, devaient favoriser puissamment l'effort des Autrichiens. On se battit le 6 novembre avec beaucoup d'ardeur et des succès variés, les Impériaux voulant absolument forcer le passage, et insistant surtout contre les châteaux de la Pierre et de Bezeno. Les républicains conservèrent leurs avantages, et l'attaque des Autrichiens n'eut aucun résultat. Rencontrant sur ce point plus d'obstacles qu'il n'avait pensé, Davidowich fit appuyer Wukassowich par les brigades du général Spork et du prince de Reuss; ordonnant aussi à Ocskay d'établir des batteries près Nomi, sur la rive droite de l'Adige, et vis-à-vis la route de Trente à Roveredo. En même

temps les tirailleurs tyroliens, postés çà et là sur les hauteurs voisines, devaient faire pleuvoir une grêle de balles sur l'ennemi. Le 7, s'engagea une bataille acharnée : la valeur y fut égale, les succès long-temps partagés. Vers les cinq heures du soir, le château de Bezeno tomba au pouvoir des Croates, après un combat long et opiniâtre, où les Français se défendirent avec un courage supérieur, se faisant des armes de tout, et même de l'eau bouillante dont ils inondaient les assaillans. Une partie de la garnison fut prise, le reste fut taillé en pièces. Peu d'instans après, le château de la Pierre céda lui-même; les Français s'en emparèrent de nouveau, et le perdirent une seconde fois. On se battait avec la même furie au-dessous des éminences du côté de Calliano. Ce poste important fut pris, perdu, repris et reconquis plusieurs fois. La victoire flottait toujours incertaine, malgré le carnage que faisaient parmi les Français l'artillerie d'Ocskay et les chasseurs tyroliens; lorsque tout à coup on entendit crier au milieu de l'armée républicaine, soit par l'effet de la peur, soit par l'effet de la trahison : Sauve, sauve qui peut! Le désordre se mit aussitôt dans les rangs, et la déroute devint générale. Vaubois ne perdit cependant pas courage, rallia ses troupes du mieux qu'il lui fut possible, se replia sur les rives de l'Adige, et s'arrêta dans les fortes positions de Corona et de Rivoli. A ce moyen, Roveredo et tout

le pays voisin retournèrent sous la domination autrichienne. Les Français perdirent pendant l'action, six pièces d'artillerie, six autres dans leur retraite sur Rivoli, et beaucoup de munitions. Ils eurent deux mille hommes tués, et mille prisonniers parmi lesquels plusieurs officiers de marque. Du côté des Autrichiens, les Croates se distinguèrent particulièrement, et surtout les chasseurs tyroliens. L'empereur leur dut la prise des châteaux de la Pierre et de Bezeno. La perte des Allemands fut de cinq cents hommes, morts, blessés ou prisonniers, et de deux pièces de canon. Telle fut la seconde bataille de Calliano, aussi remarquable que la première et qu'aucune autre, par la valeur et l'opiniâtreté des deux partis.

Cet avantage aurait pu décider la ruine totale de l'armée française en Italie, si Davidowich eût montré autant d'habileté après la victoire, que ses soldats avaient déployé de résolution dans le combat. Qu'il se fût mis sans délai à la poursuite de l'ennemi; qu'il ne lui eût pas laissé le temps de se reconnaître et de se rallier, il est vraisemblable qu'il aurait facilement emporté Corona et Rivoli, et se serait montré à l'improviste sur le Mincio, avec ses masses victorieuses, ce qui mettait en grand danger Buonaparte, alors aux prises avec Alvinzi sur la Brenta, et donnait au général autrichien la facilité de réu-

nir ses deux armées pour courir avec toutes ses forces à la délivrance de Mantoue. Mais Davidowich, par une lenteur ou une négligence impardonnables, s'arrêta plus de dix jours à Roveredo, et ne s'ébranla, pour agir sur le Mincio, qu'au moment où le génie et la célérité de Buonaparte avaient déjà opéré de grandes modifications dans les événemens, entre la Brenta et l'Adige. Maître du passage de la Brenta par l'occupation de Bassano, Citadella et Fontaniva, informé d'ailleurs des premières victoires de Davidowich dans le Tyrol, le général en chef Alvinzi donna l'ordre à ses troupes de passer le fleuve. Quosnadowich déboucha au-dessus de Bassano, et s'établit à Marostica et aux Noves. Liptay conduisit les siens plus en deçà entre Carmignano et l'hôpital de Brenta : mais, comme il formait seul l'avant-garde et que ses forces paraissaient insuffisantes, Alvinzi le fit soutenir par le corps de bataille aux ordres du général Provera qui avait traversé le fleuve à Fontaniva. En même temps, le général Mitrouski, maître du château de la Scala, poussait des reconnaissances jusqu'à Primolano, et observait la vallée de la Brenta, dont la possession excitait toute la sollicitude des deux partis. Espérant couvrir l'infériorité de ses forces par la promptitude de ses mesures, Buonaparte avait appelé auprès de lui, indépendamment des intrépides divi-

sions de Masséna et d'Augereau, les garnisons de Ferrare, de Vérone, de Montebello et de Legnago. Son dessein était d'attaquer Alvinzi, de le rompre, de remonter ensuite rapidement vers les sources de la Brenta, pour tomber sur les derrières de Davidowich, et balayer ainsi à la fois le Tyrol et l'Italie de tous les Autrichiens qui s'y trouvaient : projet véritablement audacieux, et qui ne pouvait naître que dans la tête de Buonaparte, jeune homme bouillant, d'un génie vigoureux, dans l'organisation duquel il ne semblait entrer qu'impatience et courage. Augereau heurta Quosnadowich; Masséna, Provera. Il en résulta le 6 novembre une bataille sanglante : si les premiers combats en Italie furent opiniâtres, on se persuadera sans peine que celui-ci dut l'être bien davantage. Le choc fut terrible entre Augereau et Quosnadowich, tous deux également braves, tous deux également expérimentés. L'avantage passait et repassait de l'un à l'autre côté. Alvinzi, qui appréciait l'importance de l'action, envoyait continuellement aux siens de nouveaux renforts. Le village des Noves fut pris et repris plusieurs fois, et toujours avec un horrible carnage des deux partis. L'artillerie, la mousqueterie, la baïonnette, le sabre, la lutte corps à corps, tout fut mis en usage; Autrichiens et Français déployèrent une valeur digne de leur réputation. Enfin ceux-ci restèrent maîtres du village; mais Quos-

nadowich sut manœuvrer si habilement, qu'après s'être retiré en bon ordre et toujours menaçant, dans les lieux qui s'étendent depuis les montagnes des Sept-Communes, par Marostica, jusqu'à la Punta ; il tint ferme contre les assauts multipliés de son intrépide ennemi. Provera fut moins heureux contre Masséna : encore bien qu'il n'eût pas été rompu, le général autrichien se vit tellement pressé, qu'il jugea plus prudent de passer sur la rive gauche du fleuve, coupant même le pont de Fontaniva, pour n'être pas suivi par l'ennemi. La nuit survint ; la bataille avait duré toute la journée; la fatigue et l'obscurité mirent seules un terme au carnage. La perte s'éleva, des deux côtés, à environ quatre mille hommes tués, blessés ou pris. Le général français Lanusse, frappé d'un coup de sabre, tomba au pouvoir des Autrichiens.

N'avoir pu rompre l'armée impériale, donnait à réfléchir à Buonaparte. Il ne fallait plus songer à remonter vers le Tyrol par la vallée de la Brenta. La prise de Segonzano et de Trente lui inspirait de justes craintes pour Vérone aussi bien que pour Mantoue. S'obstiner à combattre un ennemi puissant, sur ses gardes, et retranché dans une forte position, c'était s'exposer à de grands dangers; car, en calculant même d'après la victoire, la perte d'un nombre égal de soldats était bien plus préjudiciable aux Français, moins nombreux, qu'aux Autrichiens supérieurs en nom-

bre; d'où l'on voit combien il eût été important que Davidowich, après le succès de Calliano, eût mis autant de vigueur dans la poursuite qu'il en avait apporté dans le combat. Par toutes ces considérations, Buonaparte se résolut à quitter les rives de la Brenta, et à se replier sur l'Adige, dans la position centrale de Vérone. Le 7 septembre, à la pointe du jour, l'armée se dirigea sur Vicence, et ne s'arrêta que sous les murs de Vérone. Les Autrichiens la suivirent le même jour; et, après un engagement très vif à Scaldaferro, ils entrèrent, le 8, à Vicence; le 9, à Montebello. C'est là que le général Alvinzi reçut la nouvelle si désirée de la victoire de Calliano, ce qui lui permit de se porter plus avant, et d'aller camper à Villanova, place située à moitié route entre Vérone et Vicence. Son intention était d'attendre, dans cette position, le résultat des opérations du Tyrol, et surtout que Davidowich, après avoir forcé les passages de Corona et de Rivoli, se montrât à Campara et à Bussolengo, parce qu'alors il se serait dirigé lui-même, par la route la plus convenable, pour opérer sa jonction avec le vainqueur du Tyrol. Cependant, il fit faire plusieurs mouvemens à ses troupes, afin de détourner l'attention de l'ennemi, et le tenir dans l'incertitude du lieu où il voulait frapper. Il faisait apprêter en même temps une quantité considérable d'échelles, comme s'il eût voulu donner l'assaut à Vérone. Déjà même

l'avant-garde s'était ébranlée et avait été s'établir plus près de la ville, à Caldiero.

Menacé à gauche et sur ses derrières par un général victorieux, de front par un général, sinon victorieux, au moins plus fort que lui, Buonaparte ne voyait partout que difficultés. Attendre, c'était donner le temps à Davidowich de le prendre à dos, et de faire lever le blocus de Mantoue; attaquer, c'était jouer le salut de l'armée, et sa gloire à lui-même. Toutefois il ne balança pas long-temps; il savait qu'une résolution timide rend les Français moins que des femmes, et qu'un dessein généreux les fait plus que des hommes. Il se détermina donc à éprouver, à Caldiero, la constance ou l'infidélité de la fortune. L'armée sortit de Vérone. Masséna conduisait l'aile gauche; Augereau la droite. Ils rencontrèrent à Saint-Michel et à Saint-Martin les premiers coureurs ennemis, qu'ils culbutèrent facilement. C'était le 12 novembre que devait se livrer la bataille. Les Autrichiens avaient disposé leurs troupes de la manière la plus habile. Leur aile gauche s'appuyait à Caldiero et à la grande route qui conduit de cette place à Vérone. La droite était échelonnée sur le mont Oliveto, et occupait le village de Colognola, position escarpée et difficile à emporter. Le reste de l'armée d'Alvinzi était à Villanova, tout prêt à se porter en avant aux premiers coups portés à Caldiero. A peine le jour paraissait-il que les républicains com-

mencèrent le feu. Déjà Augereau s'était emparé de Caldiero, et avait pris cinq canons à l'ennemi; déjà Masséna, se déployant sur la gauche, et après avoir fait deux cents prisonniers, avait tourné l'extrême droite autrichienne, en passant par Lavagno et Illasia; lorsqu'au lieu d'un temps froid et pluvieux vint une grêle menue qui, chassée par un fort vent d'est dans le visage des Français, les empêchait de voir autour d'eux et de combattre avec toute la précision, toute la valeur nécessaires. De plus, conformément aux ordres d'Alvinzi, la grosse division autrichienne de Villanova accourut sur le champ de bataille. Ce renfort de troupes fraîches et le temps contraire rallentirent l'impétuosité des Français qui commencèrent à plier. La bataille périclitait; le général autrichien Shubirtz, ayant passé par Soave et Colognola, était tombé avec cinq bataillons sur les derrières de Masséna. Provera, à la tête de quatre autres bataillons, pressait terriblement la droite d'Augereau, pendant qu'Alvinzi lui-même, du centre où il était placé, soutenait l'ardeur des siens, et leur envoyait continuellement de nouveaux renforts. Enfin le combat semblait désespéré pour les Français, lorsque Buonaparte fit avancer la soixante-cinquième qui n'avait point encore donné. La bataille se trouva ainsi rétablie et se prolongea jusqu'au soir, sans qu'il fût possible d'entamer les épaisses colonnes autrichiennes. Les

républicains rentrèrent à Vérone, après avoir considérablement souffert. La perte fut égale des deux côtés. Il y eut pour chacun, deux cents morts, six cents blessés, et cent cinquante prisonniers. Le résultat fut néanmoins plus fatal pour les Français, à cause de la prise du général Launay, et des blessures du colonel Dupuis, l'un des plus braves guerriers de l'armée républicaine.

Les Français se trouvaient dans une position fort critique; un avenir funeste les menaçait. Davidowich pouvait culbuter les camps de Corona et de Rivoli, et se présenter tout à coup sur les derrières de Buonaparte, pendant que les masses victorieuses d'Alvinzi l'attaqueraient de front. Le moins qui pût alors arriver était la délivrance de Mantoue, objet principal des opérations du général autrichien. Dans ces circonstances, la retraite devenait une fuite véritable, et il eût fallu courir jusque sur la rive droite de l'Adda, parce que déjà Laudon commençait à se montrer sur la frontière du Brescian. La révolution qu'un événement de cette nature eût opérée dans l'esprit des Italiens, on l'imagine facilement : l'Émilie perdue, le pape victorieux, Milan prêt à échapper, le roi de Sardaigne embrassant de nouveaux projets, tant de haines à satisfaire, tant d'injures à venger, tout faisait craindre aux Français les extrémités les plus terribles. Buonaparte lui-même, quelle que fût la trempe vigoureuse de son âme, était devenu

sombre, rêveur, et commençait à perdre courage:
« L'armée, écrivait-il, est excédée de fatigue, et
« sans souliers : je l'ai reconduite à Vérone. Je
« désespère d'empêcher la levée du blocus de Man-
« toue. Les blessés sont l'élite de l'armée : tous
« nos officiers supérieurs, tous nos généraux d'élite
« sont hors de combat ; tout ce qui m'arrive est si
« inepte, et ils n'ont pas la confiance du soldat.
« L'armée d'Italie, réduite à une poignée de monde,
« est épuisée. Les héros de Lodi, de Millesimo,
« de Castiglione et de Bassano sont morts pour
« leur patrie, ou sont à l'hôpital ; il ne reste plus
« aux corps que leur réputation et leur orgueil.
« Joubert, Lannes, Lanusse, Victor, Murat,
« Charlot, Dupuis, Rampon, Pigeon, Menard,
« Chabran, sont blessés ; nous sommes abandon-
« nés au fond de l'Italie. La présomption de mes
« forces nous était utile ; on publie à Paris, dans
« des discours officiels, que nous ne sommes que
« trente mille hommes. J'ai perdu dans cette guerre
« peu de monde, mais tous des hommes d'élite ;
« ce qui me reste de braves voit la mort infail-
« lible, au milieu des chances si continuelles et
« avec des forces si inférieures. Peut-être l'heure
« du brave Augereau, de l'intrépide Masséna, de
« Berthier, de.... est prête à sonner ; alors ! alors !
« que deviendront ces braves gens ? Cette idée me
« rend réservé ; je n'ose plus affronter la mort qui
« serait un sujet de découragement et de malheur

« pour qui est l'objet de mes sollicitudes. Sous « peu de jours nous essayerons un dernier effort; « si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris, et « avec lui l'Italie. »

Ainsi se lamentait Buonaparte en ce moment suprême; mais s'il avait perdu l'espérance, il possédait encore toute son habileté, et il trouva dans la lenteur allemande le moyen de sortir d'embarras. Un seul trait de génie décide souvent de la destinée des empires. Buonaparte conçut un projet qui sauva inopinément son armée et lui-même, ainsi continua sans interruption la série de ces faits d'armes qui lui valurent tant de gloire et de puissance. La journée du 12 avait fait tourner du côté d'Alvinzi toutes les chances de la guerre; et si, après la victoire, il eût profité du découragement des républicains, s'il les eût poursuivis avec promptitude et vigueur, tout porte à croire qu'il aurait emporté Vérone, ou du moins, qu'en s'étendant par la droite, il aurait pu traverser le fleuve au-dessus de la ville, et opérer sa jonction avec Davidowich; mais, au lieu de tomber tout à coup sur un ennemi chancelant, il s'amusa deux jours entiers à délibérer dans son camp de Caldiero, avec Quosnadowich, Veiroter et Provera, sur le parti qu'il fallait prendre. L'intrépide Quosnadowich voulait que l'on marchât sur-le-champ à l'ennemi; Alvinzi n'y consentit pas, soit que par l'effet d'une

confiance trop hâtive il crût la guerre terminée, soit qu'il voulût attendre que Davidowich eût dépassé Corona et Rivoli. Toujours est-il que Buonaparte, saisissant, par un coup de maître, l'occasion qui se présentait, ordonna un mouvement qui fit passer dans ses mains tous les avantages que possédait Alvinzi, tellement que le général autrichien, qui tout à l'heure pouvait diriger à son gré les opérations de la campagne, se vit obligé d'obéir aux dispositions du général français et de subordonner ses manœuvres à celles de son ennemi. L'Adige, en descendant des montagnes escarpées du Tyrol, coule sur une ligne droite du nord au sud jusqu'à Bussolengo, village situé à l'extrémité inférieure de Montebaldo; il incline alors au levant et rencontre au sud-est, dans son cours profond et rapide, la ville de Vérone. Cette direction est la même jusqu'à Zevio, où la sinuosité devient plus sensible; il ne coule plus alors en droite ligne au sud-est, mais plutôt à l'est-sud-est, direction qu'il conserve jusqu'à la hauteur d'Albaredo, où il revient au sud-est. Par l'effet de ce détour, ceux qui passent le fleuve à Ronco, entre Zevio et Albaredo, se trouvent plus près de Villa-Nova que de Vérone. Alvinzi avait laissé à Villa-Nova sa plus grosse artillerie, les chariots, les bagages et les munitions de son armée. Disons encore que cette ville est située sur la grande route de Vérone à Vicence. Ces

considérations mûrement pesées, Buonaparte conçut l'espoir, en passant subitement le fleuve, de s'emparer de ce dépôt principal de l'armée autrichienne, de la séparer de Vicence, et de lui couper ainsi la retraite par le Frioul et le Cadorin. En supposant même que son dessein ne réussît pas complètement, il obtenait du moins cet avantage certain, qu'Alvinzi, pour le combattre, était obligé de descendre l'Adige et de s'éloigner de Davidowich, ce qui empêchait la jonction des deux armées impériales, jonction si justement redoutée du général français. Buonaparte se persuadait qu'en passant de nuit l'Adige à Vérone, longeant rapidement la rive droite du fleuve jusqu'à Ronco, repassant en cet endroit sur la rive gauche, et marchant toujours avec célérité, il pourrait arriver sur Villa-Nova, avant qu'Alvinzi se fût aperçu du danger, et pris les mesures nécessaires pour le prévenir. Ce qui favorisait ce dessein, c'était l'imprévoyance des Autrichiens, qui n'avaient placé sur la rive gauche du fleuve, sous Vérone, que des forces insuffisantes; Alvinzi s'était contenté d'y envoyer le colonel Brigido, avec quelques Croates et Hongrois, pour observer plutôt que pour combattre. La nuit du 13 donc, Buonaparte donna l'ordre à Augereau et à Masséna de passer l'Adige avec tout leur monde, à Vérone, de courir en hâte sur la rive droite jusqu'à Ronco, de repasser alors sur un pont de

bateaux construit en diligence, de se diriger par Arcole et Saint-Boniface, et de tomber conjointement et à l'improviste sur Villa-Nova. C'était agir en maître consommé, et parmi toutes les opérations des plus savans capitaines, soit anciens, soit modernes, je n'en vois aucune qui mérite plus d'éloges et d'admiration. Les républicains étaient arrivés à Ronco, que les Autrichiens ne se doutaient point de leur départ. Un pont fut pratiqué et le fleuve traversé; Augereau passa le premier, Masséna le second; la douzième fut laissée à la garde du pont; la cavalerie resta sur la rive droite, toute prête à franchir le pont au premier signal. Masséna prit sa route par Porcile, pour observer ce qui se passerait du côté de Caldiero; Augereau se dirigea vers Arcole; tous deux devaient se réunir et marcher conjointement sur Villa-Nova. La nature des lieux s'opposa à l'exécution entière des desseins de Buonaparte, mais non tellement qu'il n'obtînt une victoire complète et glorieuse, et le principal but qu'il s'était proposé. Pour faciliter au lecteur l'intelligence du récit, il est nécessaire de décrire le théâtre de ces mémorables événemens. Villa-Nova, premier objet de ces mouvemens, est assise sur la rive gauche de l'Alpon, torrent considérable, qui descend avec impétuosité des montagnes des Sept-Communes, et se jette dans l'Adige entre Ronco et Albaredo. Avant d'arriver au fleuve, l'Alpon rencontre des bas-fonds où il ser-

pente, ralentit son cours, et forme plusieurs marais fangeux. Dans ce fonds même, au milieu de ces marais, et sur la rive gauche de l'Alpon, se trouve le village d'Arcole, que les républicains devaient nécessairement traverser pour arriver à Villa-Nova. Deux chaussées principales sont pratiquées dans ces marécages : la première établit les communications de Ronco à Villa-Nova, en passant par Arcole; la seconde, qui commence à la droite, au point où la première se dirige vers Arcole, se rapproche davantage de l'Adige, et conduit à Porcile, puis à Caldiero. En raisonnant d'après les effets, on a blâmé Buonaparte de n'avoir point traversé l'Adige plus au-dessous, vers Albaredo, ce qui lui eût évité le passage de l'Alpon; d'autres lui ont aussi reproché de n'avoir point jeté un pont sur le torrent, à l'endroit où il se perd dans l'Adige; mais, comme sa résolution fut prise à l'improviste, il n'avait pu se former une idée exacte des lieux dans tous leurs détails, ni présumer qu'un torrent inconnu, ni qu'un misérable pont de village, assez éloigné de l'armée autrichienne, dussent apporter tant d'obstacles à ses projets. Ce dont il faut l'accuser, c'est d'avoir causé la mort de tant de braves soldats, en s'obstinant deux jours entiers à forcer le pont d'Arcole, tandis qu'il pouvait, dès qu'il vit une résistance si opiniâtre, faire le premier jour ce qu'il ne fit que le troisième. Prévoyant ensuite que, dans l'abaissement

de fortune où il se trouvait, et pour les combats dont il était menacé, il aurait besoin de toutes ses forces, il s'était déterminé, aussitôt après l'échec de Caldiero, à retirer trois mille hommes du blocus de Mantoue, et à les faire venir à l'armée principale. Kilmaine arriva donc à Vérone avec ce nombre de soldats, le jour même où Augereau et Masséna passaient l'Adige à Ronco, c'est-à-dire le 15 novembre. Cette disposition du général en chef, jointe à celles qui la suivirent, contribua fortement aux succès qu'il obtint.

Augereau se trouvait déjà aux prises avec l'ennemi au pont d'Arcole. Barricadé par les Autrichiens, ce pont était encore garni d'artillerie, et les maisons voisines, où l'on avait pratiqué des créneaux, étaient remplies d'excellens tireurs. Non content de ces précautions, le colonel Brigido avait placé, de distance en distance, au-dessus et au-dessous du pont, sur la rive gauche du torrent, des soldats armés à la légère qui, dirigeant leur feu sur la chaussée, unique passage pour les Français, en rendaient l'accès difficile et meurtrier. Les premiers républicains qui s'approchèrent furent ecrasés sous une grêle épouvantable de balles et de mitraille; et il faut reconnaître que jamais guerriers ne combattirent avec plus de valeur, quelle que fût l'opiniâtreté des batailles, que les défenseurs d'Arcole en ce moment. Troublés et rompus, les Français s'éloignèrent d'un lieu si redou-

table; mais les officiers, qui connaissaient toute l'importance du passage, et qui savaient qu'en pareille circonstance c'est l'impétuosité qui sauve et non pas les délais, reconduisirent leurs soldats à l'assaut. Persuadés aussi que l'exemple encourage mieux que les paroles, ils se mirent eux-mêmes à la tête des colonnes, et s'exposèrent bravement les premiers à cet affreux tonnerre. Mais ni cette noble valeur, ni cet admirable dévouement à la patrie ne purent triompher de ce terrible écueil. Les Autrichiens tiraient à coup sûr et sans relâche; leur constance égalait l'ardeur des Français, qui furent encore obligés de se retirer en désordre, laissant le pont couvert de morts et de blessés. Les invincibles grenadiers eux-mêmes reculèrent. Déjà coulait le sang de Lannes, de Verdier, de Bon, de Verne, tous officiers braves et expérimentés. Augereau se souvint alors du pont de Lodi; et, saisissant un drapeau, courut le planter au milieu du pont, en invitant ses compagnons à le suivre. Ils se précipitèrent en effet sur ses traces, tout sanglans et mutilés qu'ils étaient. Les Autrichiens les foudroyèrent de nouveau, et si horriblement, le carnage devint si épouvantable, que ceux qui n'étaient pas encore atteints, et Augereau lui-même, se retirèrent à la hâte et consternés. Un morne silence régnait dans les phalanges républicaines; c'était celui du découragement. Déjà même les

généraux craignaient d'entendre s'élever une rumeur mille fois plus funeste que le silence. Cependant l'artillerie et la mousqueterie autrichienne nourrissaient un feu meurtrier. Un faible nombre de soldats, retranchés par hasard dans un petit village, et favorisés par la difficulté des lieux, mettaient en péril toute une armée, courageuse de sa nature, et pleine de confiance par ses victoires. Le temps pressait, la fortune française en Italie inclinait rapidement à sa perte. Nul doute qu'Alvinzi, à la première nouvelle de cet événement, n'accourût avec toutes ses forces; et quel espoir pour les républicains, de vaincre des masses énormes dans un lieu où quelques soldats seulement paraissaient invincibles? Ces réflexions n'échappaient point à Buonaparte. Déterminé à exposer sa vie à tous les hasards d'une mêlée si terrible, au risque même de compromettre le salut de l'armée, dans un danger si extraordinaire, il s'avança au-devant des plus déterminés, et leur dit à haute voix : *Ne seriez-vous plus les soldats de Lodi? Qu'avez-vous fait de votre courage?* Ce langage de Buonaparte à des Français, ne pouvait produire que des effets étonnans. Les plus timides se rassurent; tous s'écrient : Commandez, guidez-nous. L'espérance renaît au cœur de Buonaparte. Entouré de ses principaux officiers, il s'avance le premier vers le pont formidable. Mais ce qu'il faut admirer, c'est

qu'au milieu de toutes les causes d'effroi qui l'environnaient, et dans le cas où ce troisième assaut aurait été malheureux, Buonaparte avait pensé aux mesures qui pouvaient rétablir sa fortune et lui livrer Arcole, dont la possession était si nécessaire à sa victoire. C'est ainsi qu'avant de tenter l'épreuve fatale, il donna l'ordre à Guyeux d'aller traverser l'Adige au passage d'Albaredo pour éviter l'Alpon, et de tomber à l'improviste sur la gauche d'Arcole. Buonaparte lui-même descend de cheval, prend une enseigne, se place à la tête de la file droite qui s'acheminait au pont par la chaussée, et anime les siens à l'imiter. Il ne fallut pas les y exhorter long-temps. Ses généreux grenadiers, surtout, se pressent autour de lui, et lui font un rempart de leurs corps. Braves par caractère, devenus furieux par la résistance, ils touchaient à l'extrémité droite du pont, qui déjà retentissait sous leurs pas nombreux et du bruit de la fusillade. Ils oubliaient en ce moment, et la mort de tant de vaillans camarades, et leurs propres blessures, et tout le sang répandu. Ils ne songeaient qu'à sortir victorieux de cette épreuve terrible et décisive. Lannes lui-même, quoique affaibli par deux blessures profondes, ne voulut pas rester oisif quand Buonaparte était en péril, et se jeta parmi les combattans; mais à peine la colonne menaçante mettait le pied sur le pont, que les Autrichiens firent

éclater sur elle, de front et sur les côtés, un nuage si épais de balles de tout calibre, qu'elle fut contrainte de se retirer à la hâte, rompue et frappée dans ses plus braves guerriers. Lannes fut blessé pour la troisième fois, Vignolles fut également atteint; Muiron, adjudant du général en chef, tomba mort à côté de lui. Les Autrichiens débouchèrent alors du pont; et, poursuivant leur victoire, firent un effroyable carnage, avec l'arme blanche, parmi ceux qui fuyaient devant le feu de l'artillerie et de la mousqueterie. Pendant cette mêlée, Buonaparte, à la prière des siens, était remonté à cheval, et il cédait lui-même aux efforts de l'ennemi, quand une horrible décharge de mitraille renversa tous ceux qui l'entouraient, et le laissa seul exposé à la fureur des armes autrichiennes. Cet épouvantable fracas effraie son coursier, qui l'emporte au milieu du marais voisin. Dans l'ardeur de la poursuite, les Autrichiens ne remarquèrent pas cet accident, et dépassèrent l'endroit où gisait le guerrier fatal à l'Autriche. Son sort paraissait désespéré; mais le général Belliard, qui avait vu le danger de Buonaparte, fit tant par ses discours et par son exemple, que les grenadiers, voulant délivrer leur capitaine chéri, firent volte-face, chargèrent vigoureusement les Autrichiens, les repoussèrent jusque sur le pont, et empêchèrent un événement dont les suites étaient incalculables. Grâce au secours d'un soldat vénitien qui servait dans

l'armée française, et pour le malheur de Venise, Buonaparte était déjà remonté à cheval. Ses guerriers le conduisirent hors des atteintes de l'ennemi, en faisant éclater la joie que leur inspirait le salut de leur général.

A peine Alvinzi eut-il reçu cette nouvelle extraordinaire, que, forcé de suivre son adversaire dans la nouvelle route qu'il s'était ouverte avec tant d'audace et d'habileté, il abandonna pour le moment son projet d'attaque sur Vérone et de jonction avec Davidowich, et ordonna que les bagages et les munitions de l'armée fussent transportés de Villa-Nova à Montebello, pénétrant, comme on voit, le dessein du général français. Il fit marcher ensuite sur Porcile six bataillons d'infanterie sous la conduite de Provera, et sur Saint-Boniface, par la route d'Arcole, quatorze bataillons d'infanterie, soutenus de seize escadrons de cavalerie, commandés par Mitrouski. Ces nouvelles phalanges s'avançaient rapidement, pendant qu'on se battait sur le pont d'Arcole; mais quel que dût être l'effet de leur arrivée sur le champ de bataille, Buonaparte avait évidemment réussi à empêcher Alvinzi d'attaquer Vérone et de se réunir à Davidowich. Déjà Provera et sa troupe arrivaient à Bionda, tout prêts à prendre les Français en écharpe; lorsque Masséna, le heurtant brusquement, l'obligea de se replier au-delà de Porcile.

Pendant que la plus grande partie de l'armée

française se trouvait engagée près d'Arcole et de Porcile, Guyeux, après avoir franchi l'Adige au passage d'Albaredo et remonté la rive gauche de l'Alpon, parut inopinément sous les murs d'Arcole, à l'instant même où la garnison en était sortie à la poursuite de la division d'Augereau. Le combat ne fut pas long, en raison du petit nombre d'Autrichiens qui se trouvaient dans la place, d'ailleurs sans défense de ce côté. Guyeux y entra donc sans obstacle ; d'où l'on voit avec quelle facilité Buonaparte eût remporté la victoire, si lui-même eût d'abord pris la route qu'il fit prendre ensuite à Guyeux. Mais les Autrichiens, qui appréciaient tous les avantages de la position, s'ébranlèrent avec leurs forces imposantes de Saint-Boniface, et reprirent aussitôt le village. Le jour tombait. Buonaparte, n'espérant pas s'emparer d'Arcole avant la nuit, craignant d'ailleurs, attendu l'arrivée prochaine de l'armée impériale, d'éprouver quelque surprise fâcheuse pendant l'obscurité, ramena ses troupes sur la rive droite de l'Adige, laissant seulement la douzième à la garde du pont ; et la soixante-cinquième embusquée dans un bois, à droite de la chaussée qui conduit à Arcole.

Remarquons ici deux choses : d'abord l'admirable fermeté de Buonaparte et des Français, après deux sanglans échecs devant Caldiero et Arcole ; ensuite l'obstination de Buonaparte, qui savait que l'armée d'Alvinzi accourait à la défense d'Arcole, à

vouloir emporter ce village, par le pont déjà si funeste à ses soldats, tandis qu'il pouvait, comme Guyeux, tourner du côté d'Albaredo, ou passer l'Alpon à son embouchure avec l'Adige; obstination certainement très blâmable. L'attaque du côté du pont offrait sans contredit de grands désavantages aux républicains, par la nature des lieux; et puisqu'elle avait été si meurtrière quand il ne se trouvait que quelques soldats à la garde du village, quels dangers ne devait-elle pas présenter maintenant qu'Alvinzi arrivait avec toutes ses forces pour le défendre? Le résultat de la seconde et de la troisième bataille sur le pont d'Arcole démontre donc combien fut déraisonnable l'opiniâtreté de Buonaparte, puisqu'il ne vint à bout de son entreprise que quand il eut passé l'Alpon à son embouchure pour aller frapper Arcole par la gauche.

Le jour commençait à peine, le 16 novembre, lorsque les Français et les Autrichiens marchèrent avec une nouvelle animosité les uns contre les autres. Les premiers étaient repassés sur la rive gauche de l'Adige, les seconds étaient sortis de Porcile et d'Arcole à la rencontre de l'ennemi. En même temps, Alvinzi envoyait un gros escadron de cavalerie pour garder le passage d'Albaredo, dont l'apparition de Guyeux avait démontré l'importance, et garnissait la rive gauche de l'Alpon de nombreux et adroits tirailleurs. Comme

la veille, le choc fut violent, et chacun des partis se battit avec une grande résolution ; Masséna, le premier, fit pencher la balance du côté des républicains. A la suite d'un engagement très vif avec Provera, qui était sorti de Porcile, il le ramena battant jusque dans la place, après lui avoir tué beaucoup de monde, pris huit cents hommes, six pièces de canon et quatre drapeaux. Le général Robert chargea les Autrichiens sur la chaussée du milieu, et en culbuta bon nombre dans le marais. Augereau ne perdait pas non plus son temps; opposant valeur à valeur, il avait déjà repoussé les Allemands jusque dans Arcole, et donnait au pont un nouvel assaut; mais il arriva ce qui déjà était arrivé, c'est-à-dire, que les Autrichiens, commandés par Alvinzi en personne, firent un feu si terrible sur le pont, des maisons voisines, et sur la rive gauche du torrent, que les Français se retirèrent après avoir essuyé un horrible carnage. Augereau retourna plusieurs fois à la charge, et toujours avec une perte plus affreuse. C'était un spectacle déplorable que les monceaux de morts et de blessés français qui encombraient l'entrée du pont, tandis que les Autrichiens, combattant à couvert, n'avaient presque point à souffrir. Sept officiers généraux ou supérieurs, du côté des républicains, revinrent couverts de blessures. Il demeure donc évident que Buonaparte commit une faute grave

en s'obstinant à emporter de front ce passage. Quelques écrivains accusent Augereau de cette obstination; comme si Augereau n'avait pas agi d'après l'ordre de Buonaparte, comme s'il eût osé agir sans ses ordres dans une affaire aussi sérieuse, et sous les yeux mêmes du général en chef. L'erreur est commune à tous les hommes; les esprits éclairés et sincères reconnaîtront toujours dans Buonaparte, malgré les méprises du guerrier, car il n'en fut point exempt lui-même, l'un des plus grands capitaines qui aient apparu sur la terre, et il n'est pas besoin d'abaisser la réputation des autres pour rehausser la sienne, qui brille par elle seule d'un si vif éclat dans les annales militaires.

Buonaparte s'aperçut enfin de sa faute, et ce fut moins par le massacre effroyable des siens, que par la tournure sinistre que prenait la bataille. S'avisant alors de ce dont il aurait dû s'aviser en premier lieu, il entreprit de combler l'Alpon à son embouchure, au moyen d'une grande quantité de bois et de branchages, espérant que cette espèce de jetée serait assez solide pour que ses soldats y pussent traverser sans danger. Son projet ne réussit point, la rapidité du courant s'accrut en raison de la résistance qu'on lui opposait, et le passage devint plus difficile qu'auparavant. En ce moment critique, eut lieu un trait d'audace singulière : le général Vial, emporté par une ardeur incroyable,

essaya de passer à gué avec un bataillon entier, quoique les soldats eussent de l'eau jusqu'aux épaules, et malgré le feu meurtrier des Autrichiens postés sur la rive opposée; mais il n'était pas encore à la moitié du torrent, que la mitraille ennemie le contraignit de revenir sur la rive droite. Un adjudant de Buonaparte nommé Elliot, officier des plus estimés pour sa valeur, trouva la mort dans cette rencontre. Sur ces entrefaites, Alvinzi, voulant profiter du découragement que tant d'échecs désastreux avaient dû nécessairement produire chez l'ennemi, sortit avec ses masses de Saint-Boniface, dans l'intention de culbuter les Français dans l'Adige, ou du moins de les obliger à repasser promptement le pont de Ronco. Le dessein du général autrichien pouvait devenir funeste aux républicains; mais Buonaparte y pourvut. Obligés de traverser la chaussée pour opérer leur attaque, les Allemands reculèrent devant le feu de quelques batteries, habilement disposées par le général français. Ainsi, le rétrécissement des lieux, qui ne permettait ni aux Impériaux ni aux républicains de se développer, fut nuisible aux uns et aux autres, mais surtout aux premiers qui, plus nombreux, avaient aussi plus de chances pour la victoire s'ils avaient pu parvenir à s'étendre : vint enfin la seconde nuit qui mit trève au carnage. Les Autrichiens rentrèrent dans leurs positions de Saint-Boniface et

d'Arcole; les Français retournèrent sur la rive droite de l'Adige, laissant de nouveau la douzième à la garde du pont de Ronco.

Le jour s'approchait qui allait décider auquel des deux puissans adversaires devait rester l'Italie. Sans s'effrayer de tant d'épreuves malheureuses, et persuadé enfin que vouloir emporter de front le pont d'Arcole, c'était répandre sans fruit le sang des plus braves soldats, Buonaparte prit la seule résolution qui pouvait le rendre vainqueur. Profitant de l'obscurité qui suspendait la bataille, il fit construire un pont sur l'Alpon, près de son embouchure avec l'Adige. Les Autrichiens avaient prévu son dessein, et le 17, à la pointe du jour, ils étaient sortis d'Arcole dans l'intention de culbuter la douzième dans le fleuve, et d'empêcher l'ennemi de passer, par le pont de Ronco, sur la rive gauche de l'Adige. Un événement fortuit vint fortifier leur espoir; l'un des bateaux de ce pont coula subitement à fond; mais l'artillerie française tira si à propos de la rive droite, que le pont fut réparé, la douzième sauvée, et le passage maintenu. La bataille décisive allait s'engager. La supériorité du nombre et leurs derniers succès inspiraient beaucoup de confiance aux Impériaux; le nouveau plan d'attaque, la faculté de passer sur la rive gauche de l'Alpon, l'arrivée prochaine de la garnison de Legnago, la valeur de tant de soldats aguerris, donnaient aux

Français l'espérance de la victoire. Le projet de Buonaparte ne tarda pas à se manifester. Masséna envoya une faible partie de sa division sur Porcile, pour contenir Provera de ce côté, se rapprochant d'Arcole avec le reste, pour soutenir la soixante-cinquième qui manœuvrait vis-à-vis le pont de ce village, et la trente-deuxième embusquée avec Gardanne dans un taillis voisin de la chaussée. Le but de ces dispositions était de garantir les troupes républicaines postées sur la rive droite de l'Alpon, et d'empêcher les Impériaux de s'emparer du pont de Ronco. Mais les plus grands coups devaient être portés par Augereau qui, après avoir passé le torrent sur le pont construit pendant la nuit, avait ordre de marcher, conjointement avec la garnison de Legnago, contre Arcole, du côté où l'attaque était le plus facile. Le succès répondit à l'attente de Buonaparte. Provera ne put rien entreprendre du côté de Porcile; Augereau passa l'Alpon, et la soixante-cinquième s'avançant par la chaussée, chassa l'ennemi jusqu'au pont d'Arcole. Mais les Autrichiens débouchant de nouveau, avec des forces plus considérables, tombèrent sur elle avec tant d'impétuosité, qu'ils la repoussèrent au point d'où elle était partie, la rompirent complétement, et la poursuivirent jusqu'au pont de Ronco. Le général Robert reçut une blessure grave pendant l'action. Les Impériaux croyaient tenir la victoire, et déjà elle leur avait échappé.

Masséna, qui savait saisir fortement l'occasion, parut à l'improviste sur leur droite; la dix-huitième les chargea de front; Gardanne, sorti de son embuscade, les heurta sur la gauche. Tant d'assauts simultanés mirent le désordre dans la division autrichienne; une partie s'enfuit dans Arcole, le reste fut acculé dans le marais voisin, misérablement exposé au feu de l'artillerie et de la mousqueterie des Français. Les Autrichiens perdirent dans ce désastre un grand nombre d'excellens soldats; trois mille prisonniers tombèrent aussi au pouvoir des républicains; Masséna eut la plus grande part au succès.

Cependant, Alvinzi se maintenait contre Augereau qui, au moyen du nouveau pont, s'était porté sur la rive gauche du torrent; et il n'était pas facile à Buonaparte de forcer le général autrichien qui avait avec lui ses plus forts escadrons, des marais à droite et à gauche, et une puissante cavalerie pour le soutenir. La bataille durait depuis long-temps et l'issue en était douteuse, lorsque Buonaparte s'avisa, dit-on, d'un stratagème: ce fut d'ordonner à un détachement de cavalerie de tourner rapidement le flanc d'Alvinzi, et d'arriver sur ses derrières au son des trompettes, en faisant le plus de bruit qu'il se pourrait. On rapporte que cette mission fut confiée par le général français au lieutenant Hercule, et que celui-ci la remplit avec toute l'adresse et la célérité désirable.

Soit que ce vacarme inopiné produisît son effet, soit l'approche de la garnison de Legnago qui sortait déjà de San-Gregorio, et arrivait contre les Impériaux, en queue et sur leur flanc gauche; soit enfin la victoire de Masséna sur la droite; l'armée autrichienne plia dès lors visiblement et finit bientôt par abandonner le champ de bataille, sinon en fuyant, au moins à pas précipités. Les Français entrèrent avec les transports d'une joie infinie, dans le village tant disputé d'Arcole, et y passèrent la nuit. Alvinzi replia ses troupes sur Altavilla, puis à Montebello dans le Vicentin, ne laissant partout sur son passage, grâce aux excès abominables de tous genres commis par ses soldats, que des vestiges de ruine et de désolation. Les Autrichiens ne comptèrent pas beaucoup moins de trois mille morts à la journée d'Arcole. Cinq mille prisonniers environ, parmi lesquels soixante officiers; dix-huit pièces de canon, et quatre drapeaux ornèrent le triomphe des vainqueurs. Que la perte ait été grave aussi du côté des Français, personne n'en doutera, si l'on considère tant de combats opiniâtres, tant d'échecs meurtriers, et surtout le silence observé à cet égard par le général républicain; mais un succès complet, sa réputation maintenue, l'Italie conservée; avoir triomphé, avec une armée vaincue et inférieure en nombre, d'une armée victorieuse et plus puissante; avoir empêché la jonction des deux

généraux autrichiens ; avoir passé, au moyen d'une manœuvre admirable, d'une situation presque désespérée à la plus avantageuse situation ; enfin la prise de Mantoue, dont la possession était désormais assurée aux Français, voilà ce qui compensait tous les dommages.

Aussi long-temps que la valeur et la science militaire seront en honneur parmi les hommes, la bataille d'Arcole sera célèbre et réputée l'un des plus beaux faits d'armes que l'histoire ait transmis à la postérité. Par elle, la supériorité des Français fut alors affermie dans la péninsule. A la vérité, Davidowich, sortant d'Ala, le jour même où Buonaparte triomphait à Arcole, avait rompu et chassé Vaubois de Corona, puis de Rivoli, et s'était emparé du passage important de la Chiusa ; à la vérité, il avait encore débusqué Vaubois des montagnes de Campara, en lui prenant onze pièces de canon et deux mille hommes, parmi lesquels les généraux Fiorella et Lavalette ; enfin, poursuivant ses avantages, il avait occupé Bussolengo, poussé à gauche jusqu'à Castelnuovo, à droite jusqu'aux environs de Peschiera, menacé de tourner Vérone et d'aller délivrer Mantoue ; mais ce qui eût été fatal aux Français, exécuté cinq ou six jours plus tôt, ne pouvait plus produire en ce moment que la ruine entière de Davidowich. Que l'on juge, après cela, combien il fut malheureux pour l'Autriche, et honteux, pour ne pas dire

criminel, à Davidowich, d'avoir perdu un temps si précieux à Roveredo. Il ne se montra pas sur les rives du Mincio quand il aurait fallu y paraître, et il y parut quand sa présence y était inutile. Les soldats autrichiens firent leur devoir, les généraux commirent des fautes; c'était à ceux-ci que l'Autriche devait demander compte de ses revers et de la perte de l'Italie.

Aussitôt après sa victoire d'Arcole, Buonaparte se retourne avec ses phalanges victorieuses du côté de Davidowich, le joint à Campara, et le défait. Disons toutefois que l'Autrichien, informé du malheur d'Arcole, et s'estimant avec raison trop faible pour résister, ne combattit que mollement, et seulement pour avoir le temps de sauver ses bagages. Pressant ensuite sa retraite, il se replia d'abord sur Dolce, puis sur Ala, vivement poursuivi par les Français, qui firent beaucoup de mal à son arrière-garde. Rien de remarquable d'ailleurs dans cette retraite, si ce n'est qu'un corps de huit cents Autrichiens commandé par le colonel Lusignan, tint si ferme contre Augereau qui était parti de Vérone, dans le dessein, très bien entendu, d'arriver sur les derrières de Davidowich avant que celui-ci ait pu regagner Ala, qu'il empêcha le général républicain d'effectuer son projet. Tout le Véronais se trouvant de nouveau dans la possession des Français, et la saison devenant fort rigoureuse, les deux armées prirent

leurs cantonnemens d'hiver. Davidowich s'enferma dans Ala, Alvinzi dans Bassano, ayant son avant-garde à Vicence et à Padoue, et le gros de son armée sur les bords de la Brenta. Il établit encore une forte division à Primolano, pour communiquer de plus près et plus facilement, par la Brenta, avec Davidowich. Buonaparte répartit ses troupes dans le Véronais, après avoir renvoyé le corps de Kilmaine au camp de Mantoue, afin de resserrer davantage le blocus de la place, qui, ne comptant plus sur le secours d'Alvinzi, s'attendait à tomber bientôt au pouvoir des vainqueurs.

Encore bien que repoussées, les armées autrichiennes n'étaient pas rompues, et si elles avaient perdu beaucoup de braves soldats, les Français eux-mêmes avaient éprouvé des pertes considérables. Les engagemens de Caldiero, les victoires de Davidowich à son arrivée du Tyrol, compensaient les désastres de la bataille d'Arcole. Il était évident qu'aux premiers renforts qu'Alvinzi recevrait des états héréditaires, il pourrait rentrer en campagne, tenter encore le sort des armes, et relever la fortune autrichienne en Italie. Buonaparte le savait, et représentait sans cesse au directoire le besoin qu'il avait de nouvelles troupes, ajoutant qu'il fallait les lui envoyer sans délai, si le directoire avait à cœur l'honneur du nom français et la conservation de la péninsule.

Il fit porter l'heureuse nouvelle de son triomphe à Paris par son aide de camp Lemarrois. Cet officier présenta au directoire les drapeaux enlevés à l'ennemi. Ces témoignages de la victoire furent reçus avec une joie égale à l'inquiétude causée par les préparatifs de l'Autriche. Les louanges du capitaine invincible et de l'armée d'Italie allèrent aux nues.

Le directoire décréta que les bannières de la république, portées par Augereau et Buonaparte sur le pont d'Arcole, devenaient leur propriété, à titre de récompense nationale. Les expressions du décret étaient justes; son silence n'était pas équitable, puisqu'une grande part de la victoire était due à Masséna.

Les revers d'Alvinzi n'avaient pas tellement découragé l'empereur, qu'il n'espérât se relever en Italie. Ses armées étaient encore entières, pour ainsi dire, le dévouement des Autrichiens sans bornes, et le succès de la guerre dépendait d'une seule victoire que l'inconstance de la fortune pouvait donner au moment où l'on y penserait le moins. Ce qui rassurait encore l'Autriche, c'était la résolution prise par le pape de s'exposer aux hasards d'une guerre périlleuse, plutôt que d'accepter des conditions déshonorantes, et contraires, selon lui, à l'intégrité de la foi. Il semblait d'ailleurs que l'autorité du saint siége, aussi bien que ses dangers, devaient soulever les Italiens dès que

l'Autriche paraîtrait avec de nouvelles forces dans leurs pays, surtout si quelque victoire venait appuyer ses projets. On ne doutait pas non plus que si la fortune se montrait plus favorable à ceux qu'elle avait jusqu'ici repoussés, le royaume de Naples ne rompît ses engagemens, attendu l'extrême influence des Anglais sur cette puissance. Ces considérations mûrement pesées, décidèrent l'Autriche à faire un nouvel effort, même avant la fin de l'hiver. Elle ne craignait que pour Mantoue, qu'on savait réduite à l'extrémité; et dans la possession de cette place était, pour les deux partis, le succès de la guerre; mais Wurmser ne tarda pas à lever les incertitudes à cet égard. Telle était l'opiniâtreté de ce vieillard, que bien loin de se laisser décourager par le malheur d'Alvinzi, ni par les ravages que faisaient les maladies sur la garnison, ni par la mortalité qui l'avait considérablement affaiblie, il résolut de renouveler ses approvisionnemens au moyen d'une sortie imprévue. Les 19 et 23 novembre, à la tête de tous ses soldats, il attaqua les républicains dans leurs positions de Saint-Antoine et de la Favorite, les fit plier, et rentra dans la ville avec une grande quantité de vivres. Averti ensuite qu'il était arrivé plusieurs barques chargées de munitions de bouche pour les Français, il sortit de nouveau les 11 et 14 décembre, et s'en empara; secours précieux pour sa troupe affamée. Il parvint en outre à endomma-

ger fortement les tranchées pratiquées par les Français, du côté de la porte Pradella.

Alvinzi s'était rendu en Tyrol pour se consulter avec Davidowich, et arrêter le plan de la campagne qui allait s'ouvrir. Peu de temps après, Davidowich, dont la lenteur avait fort déplu à son gouvernement, fut rappelé de l'armée, et remplacé par le prince de Reuss, qui avait une connaissance particulière des lieux, et qui s'était distingué quelques mois auparavant, avec Quosnadowich, sur les bords du lac de Garda. Alvinzi, toujours en possession de la confiance de l'empereur, malgré la perte d'Arcole qui venait de terminer si malheureusement la campagne, avait décidé que les principales forces descendraient du Tyrol et longeraient l'Adige, à cause de la difficulté qu'offrait le passage de ce large fleuve à Vérone et au-dessous de Vérone. Il pensait qu'en venant par le Tyrol, l'armée se trouverait dans une heureuse position entre l'Adige et le Mincio, et à portée de marcher, sans avoir de fleuves à traverser, au secours de la ville assiégée. Son dessein était en outre que le centre, sous la conduite de Quosnadowich, poussât droit à Vérone, et vînt se réunir à la droite, plus nombreuse, qui descendait du Tyrol, pendant que la gauche, commandée par Provera, tenterait de passer l'Adige aux environs de Porto-Legnago. Mais pour mieux abuser l'ennemi, et le tenir incertain du lieu où

devait éclater ce nouvel orage, Alvinzi avait ordonné à Laudon de descendre par la rive droite du lac avec quelques bataillons de troupes légères, et de battre le pays jusqu'aux portes de Brescia, en même temps qu'un corps de pareilles troupes sortant de Padoue, et traversant le Polesine de Rovigo, passerait l'Adige à Boara pour inquiéter Ferrare et Bologne, où les Français réunissaient des forces contre le pape. L'intention d'Alvinzi, en prescrivant un mouvement sur Brescia, était de faire croire à Buonaparte qu'il voulait placer le siége de ses opérations dans le pays entre le Mincio et l'Oglio; et, en courant contre les deux légations, de soutenir le pape, dont les troupes étaient déjà rassemblées sur les rives du Senio. Il se persuadait, dans tous les cas, qu'en donnant beaucoup d'activité à ses deux ailes, il éloignerait de l'esprit du général républicain l'idée qu'il voulait frapper les grands coups entre le Mincio et l'Adige; espérant ainsi, au moyen d'une innovation apparente, déconcerter les calculs de Buonaparte, et lui faire craindre un nouveau système militaire. A l'appui de ce dessein il avait cinquante mille soldats, sinon tous aguerris, au moins tous remplis d'ardeur. Vingt-cinq mille hommes étaient avec lui dans le Tyrol, dix mille avec Quosnadowich à Bassano, autant avec Provera dans Padoue, le reste sur l'extrémité des deux ailes. C'est une chose prodigieuse, qu'après tant de défaites, l'Au-

triche ait pu rassembler, en aussi peu de temps, une armée si puissante! Il était venu du Rhin plus de trois mille soldats, quatre mille de la Hongrie, et les autres états héréditaires en avaient fourni en proportion. Les Viennois surtout firent éclater leur dévouement et leur fidélité à l'Autriche dans un si grand abaissement de sa puissance. Plus de quatre mille jeunes gens des premières familles, renonçant aux douceurs de la ville et aux plaisirs de leur âge, saisirent ardemment les armes, se mêlèrent aux vétérans de l'armée, et coururent à travers les neiges du Tyrol pour reconquérir et rendre à leur maître ses états perdus d'Italie. Buonaparte, qui n'estimait que l'intérêt, et ne faisait aucun cas de la générosité des sentimens, raillait cette noble jeunesse, disant que c'étaient des imberbes et des chambellans; mais on vit bientôt à l'épreuve que c'étaient de vaillans soldats; et sans les rapports d'un espion, ou si Buonaparte s'y fût pris un jour plus tard, la victoire passait du côté des vaincus, et les objets de son mépris devenaient les auteurs de sa défaite.

La France avait envoyé des renforts à Buonaparte : cependant son armée était inférieure à celle d'Alvinzi, et si elle se montait à quarante-cinq mille hommes, bien certainement elle n'allait pas à cinquante mille. Il l'avait divisée en cinq corps principaux; l'un, commandé par Serrurier, était campé sous Mantoue; l'autre, par

Augereau, occupait Vérone et les régions inférieures de l'Adige; le troisième, avec Masséna, était aussi à Vérone, mais s'étendait en avant de la place pour observer les événemens de la Brenta; le quatrième, sous la conduite de Joubert, qui avait remplacé Vaubois, gardait les défilés du Tyrol et se tenait à Corona, à Rivoli, et dans les lieux intermédiaires; le cinquième enfin, comme division de réserve et pour assurer la rive droite du lac, avait ses logemens à Brescia, Peschiera, Desenzano, Salò et Lonato. Ces dispositions de Buonaparte démontrent la persuasion où il était que le plus grand effort des Autrichiens devait tomber sur Vérone; mais, en capitaine prudent et expérimenté, il avait réparti ses troupes de manière à ce qu'elles pussent faire tête à l'orage dans le cas où il éclaterait du côté du Tyrol. En effet, Joubert était fort de dix mille hommes, et pouvait être promptement secouru, de Vérone, par Augereau et Masséna. Ce fut Provera qui porta les premiers coups dans la guerre sanglante que nous allons raconter. Parti de Padoue, le 7 janvier, il dirigea son corps d'armée du côté de Bevilacqua, place située sur la rivière de la Fratta, et occupée par le général Duphot, avec un détachement qui servait comme de poste avancé à la garnison de Porto-Legnago. L'intention de Provera était de tenter le passage de l'Adige un peu au-dessous de cette dernière place, et de marcher

ensuite au secours de Mantoue. Le 8, à la pointe du jour, le prince Hohenzollern se porta sur Bevilacqua qui avait un petit château fort. Un gros de républicains voulurent l'arrêter au passage; il les mit en fuite à la suite d'un vif engagement. Au même instant, le colonel Placsech s'emparait, à gauche, du poste de Caselle, pendant que le capitaine Giulay occupait, à droite, les passages de Merlara et de San-Salvaro. Les Français avaient été renforcés à Bevilacqua par des troupes fraîches venues de Porto-Legnago; mais, attaqués de plusieurs côtés à la fois, ils dûrent songer à la retraite. Ils se mirent donc à couvert dans Bonavigo et Porto-Legnago sur l'Adige, non sans avoir beaucoup souffert, et avec perte de deux canons. Duphot combattit avec une grande valeur dans cet engagement. Les volontaires viennois ne montrèrent pas moins de résolution, et contribuèrent puissamment à la victoire. Ces premiers avantages firent espérer à Provera qu'il pourrait, sans beaucoup d'obstacles, traverser l'Adige entre Ronco et Porto-Legnago. Au moment de ces premiers combats, Buonaparte était à Bologne, où il organisait la guerre contre le pape. A peine informé de ce qui se passait, il rappela deux mille hommes déjà en route pour l'état de l'Église, et leur ordonna de se réunir à Augereau qui était aux prises avec Provera sur l'Adige. C'est ce qui démontre combien fut intempestif et précipité le

mouvement du général autrichien. Il aurait fallu, au contraire, donner aux soldats du pontife le temps de s'avancer tellement, que, réunis aux troupes de l'Autriche, ils eussent pu concourir ensemble au but commun.

Pressé par le temps, Buonaparte partit sans délai, s'arrêta quelques heures à Mantoue pour ordonner les mesures nécessaires dans un moment si critique, et arriva le 12 à Vérone. Il trouva Masséna aux mains avec les Impériaux venus de Bassano, parce qu'Alvinzi, pour prolonger l'incertitude de son ennemi, avait ordonné une attaque générale et simultanée sur toute la ligne. L'avant-garde de Masséna était à Saint-Michel, dans les environs de Vérone, lorsqu'elle fut chargée par les Autrichiens et contrainte de se retirer dans l'intérieur de la place. Mais Masséna, étant sorti avec toute sa division, livra aux Impériaux un combat sanglant et opiniâtre. Le champ de bataille resta aux Français, qui firent six cents prisonniers et prirent trois canons. Toutefois la victoire leur coûta cher, puisqu'ils perdirent à peu près le même nombre de soldats, et quatre pièces d'artillerie. Les Autrichiens n'insistèrent pas davantage, contens d'avoir fait croire à l'ennemi qu'ils voulaient l'attaquer vigoureusement et en forces de ce côté. Ils se retirèrent adroitement par le revers des montagnes; et même une partie de cette division, sous la conduite de Quos-

nadowich, se portant secrètement et avec rapidité par la route de la Brenta, alla grossir les forces d'Alvinzi dans le Tyrol. Le surplus de cette division resta sous le commandement du général Bajalitsch. Les Impériaux ne bornèrent pas là leurs tentatives. Ils agissaient en même temps sur l'extrémité des deux ailes; et pendant que Provera, malgré la vive résistance de Guyeux, forçait, le 13, le passage de l'Adige, Alvinzi emportait les défilés de Corona, en obligeant Joubert à se replier sur la forte position de Rivoli. De cette manière, Buonaparte restait dans l'incertitude sur le véritable dessein de son adversaire, et se tenait toujours dans l'inaction à Vérone, attendant que le temps et quelque démonstration plus prononcée de la part des Autrichiens, vinssent l'éclairer davantage sur leurs projets. Il eut bientôt lieu d'être satisfait. D'abord un Véronais, partisan de la France et ancien ami d'Alvinzi, se rendit secrètement à Trente auprès de lui. Au bout de trois jours il connaissait le plan du général autrichien. De retour à Vérone, il fit part de ses renseignemens à un Piémontais nommé Pico. Celui-ci, ayant pris part aux troubles de son pays, avait été obligé de passer en France. Depuis il avait toujours suivi le quartier-général de Buonaparte, où il était employé à explorer les opérations militaires de l'ennemi. Le premier soin de Pico fut de livrer les plans d'Alvinzi au

général français, qui eut, à ce moyen, connaissance exacte de tout ce que voulait faire le général autrichien. D'un autre côté, arrivèrent des lettres de Joubert, annonçant que l'ennemi se montrait en force à Corona. Il demeurait donc évident que les Impériaux porteraient les plus grands coups dans les régions supérieures de l'Adige, pour fondre d'un trait sur le pays situé entre ce fleuve et le Mincio. Agissant alors avec sa vigueur et son habileté ordinaire, Buonaparte donna l'ordre à Masséna de courir avec toute sa division à Rivoli, et de faire la plus grande diligence possible. Le même ordre fut donné à Rey, qui avait ses logemens à Desenzano et à Lonato. Buonaparte lui-même partit en toute hâte, dans la nuit du 13, pour aller soutenir, à Rivoli, sa fortune compromise. Persuadé que le général républicain était aux prises à Vérone et sur le bas Adige, Alvinzi n'imaginait pas qu'il dût arriver sur l'Adige supérieur avec toutes ses forces, et croyait n'avoir en tête que la division de Joubert. Par ces motifs, il avait disposé ses troupes de la manière suivante : une partie devait attaquer l'avant-garde de Joubert à Saint-Marc, forte position qui ouvre la route du Tyrol à Vérone ; une autre, sous la conduite de Liptay, se dirigeait à travers les montagnes, par Campione, pour aller prendre à dos le reste du corps de Joubert à Rivoli. Une troisième colonne, sous le commandement du

général Lusignan, devait aussi tomber sur les derrières de l'armée républicaine, après un plus grand détour, par la vallée de Tasso. Cependant Quosnadowich arrivait, et la rive gauche de l'Adige retentissait du bruit de sa marche. Déjà, au moyen d'une attaque vigoureuse, Alvinzi s'était emparé de Saint-Marc; mais le 14, avant la pointe du jour, Buonaparte, renforcé par les troupes légères de Masséna, avait fait charger cette position, et s'en était rendu maître après une mêlée opiniâtre. Alvinzi s'aperçut alors que ses desseins étaient pénétrés, et qu'au lieu de n'avoir à combattre que Joubert, il aurait à soutenir le choc de la plus grande partie de l'armée française. Sa situation n'était donc plus la même; et des dispositions qui auraient été bonnes, s'il eût conservé l'avantage du nombre, cessaient de l'être, maintenant qu'il avait à faire à des forces égales, peut-être même supérieures. Cependant, comme il se trouvait déjà en présence de l'ennemi, Alvinzi n'avait plus la faculté de changer l'ordre primitif de la bataille, et dut faire servir, pour un cas imprévu, des manœuvres calculées dans une autre hypothèse. Se retirer n'eût pas été sage; c'était abandonner la partie; et d'ailleurs, devant un ennemi si actif, la retraite présentait les dangers les plus graves. Il y avait donc, pour le général autrichien, nécessité de combattre et de tenter, malgré tout, la fortune. Dès cinq heures du matin, les deux

partis se battaient avec acharnement. Et comme les Autrichiens, pour favoriser la marche des colonnes qui se portaient sur les derrières, s'attachaient surtout à la gauche de l'armée française, cette aile aussi-bien que le centre souffraient considérablement. Déjà même les républicains reculaient en désordre; c'était la quatre-vingt-cinquième et la vingt-neuvième. La fortune paraissait incliner en faveur des Autrichiens. Buonaparte vit le péril, et en sonda toute la profondeur. Il ordonne à Berthier, dont l'expérience et la valeur lui inspiraient la plus grande confiance, de contenir le centre de l'ennemi avec la quatorzième; lui-même vole à l'aile gauche, qui pliait toujours, et dont chaque instant rendait la position plus critique. La quatorzième soutint alors un choc des plus violens. Ses efforts, et la terrible trente-deuxième qui arrivait, rétablirent la bataille de ce côté. Cependant la gauche continuait à céder, et se trouvait toujours gravement exposée : Masséna se présente et tombe comme la foudre sur le champ de bataille, fait un épouvantable carnage de l'ennemi, et reprend plusieurs postes sur les hauteurs. Mais pendant qu'il rétablissait la fortune et gagnait du terrain sur la gauche, le centre et la droite en perdaient, vigoureusement pressés par les Autrichiens. Déjà ceux-ci paraissaient vouloir attaquer Rivoli, à la possession duquel était attachée la victoire. En ce moment

parut, sur les hauteurs à gauche, le corps de Liptay, qui descendit à la hâte pour venir tomber sur les flancs de l'aile gauche républicaine. C'était l'instant décisif; et, si les Autrichiens n'avaient pas été divisés en plusieurs colonnes sur les deux rives de l'Adige, qu'ils eussent pu se réunir en masse contre Rivoli, il est plus que probable qu'ils auraient remporté une victoire signalée; mais Alvinzi, croyant n'avoir à lutter que contre Joubert, avait pris ses dispositions pour enfermer l'ennemi plutôt que pour le combattre. Les différens corps de son armée ne pouvaient ni se joindre ni s'entendre, et les intervalles qui les séparaient permettaient à l'ennemi de les attaquer sur leurs flancs. Toutefois, chargeant les Français avec un courage admirable, ils avaient emporté le fatal Rivoli; mais Buonaparte, se prévalant de l'isolement des colonnes autrichiennes, rapprocha ses troupes, en fit un gros corps, et reprit d'assaut la position. Les Autrichiens retournèrent à la charge, et, après une effroyable mêlée, s'emparèrent encore de Rivoli. Buonaparte s'aperçut qu'il y allait de sa réputation et de sa destinée tout entière. Il ordonne à Berthier de tenir les Autrichiens en échec avec sa cavalerie, dans la plaine, entre les hauteurs à gauche et Rivoli, afin qu'ils ne pussent envoyer de secours sur ce point; rassemble autour de lui tout ce qu'il peut trouver de

troupes disponibles, et les pousse en masse contre Alvinzi, maître pour la seconde fois de la position si vaillamment disputée. Là était le sort de Mantoue, de l'Italie et de toute la guerre. Qu'on n'aille point chercher dans les plus fameuses batailles de l'antiquité ou des temps modernes des traits de courage et d'acharnement sans exemple. Depuis que les hommes se font la guerre, ils ne déployèrent jamais autant d'acharnement ni de courage. Le double but de Buonaparte fut atteint. Berthier sut contenir l'ennemi dans la plaine, et Joubert, qui dans cette journée laissa douter s'il était plus vaillant soldat que savant capitaine, culbuta les Autrichiens, et emporta Rivoli. Cependant Liptay était arrivé, et commençait à donner contre l'aile gauche des Français, encore mal remise de l'échec qu'elle venait d'éprouver. Il était à craindre que les succès de la droite et du centre ne fussent rendus inutiles par les désastres de la gauche. D'un autre côté, Lusignan s'approchait et battait l'estrade sur les hauteurs d'où s'échappe le Tasso. Malgré la reprise de Rivoli, la position des Français redevenait fort périlleuse. Ce fut encore Masséna qui rétablit l'équilibre. Il se précipite entre le corps de Liptay et l'extrême centre, met le désordre dans leurs rangs, et les bat si bien l'un et l'autre, qu'il les force à la retraite. Liptay se replia sur Caprino. Prévoyant

ensuite l'arrivée de Lusignan, Masséna envoya quelques troupes sur certaines hauteurs d'où l'on pouvait tomber sur les derrières de Rivoli. Ainsi la fortune, qui au commencement de la bataille et pendant plusieurs heures, avait incliné en faveur des Impériaux, se retourna du côté des républicains, grâce aux efforts de Buonaparte et de Joubert à droite, de Berthier au centre, et de Masséna sur la gauche. Cependant Lusignan pouvait encore compromettre la victoire des Français. En effet, après avoir traversé les montagnes de Sperano, de Montegazo et de Lavalette, il se montra, vers neuf heures du matin, à Pezzena, dans un appareil formidable. Continuant ensuite sa route par les rives du Tasso, il s'achemina sur Affi. Que pouvait contre lui la dix-huitième postée à Rocca de Garda? Il l'écrase en passant à Calcina, poursuit sa marche, et paraît enfin sur le mont Fiffaro, à gauche et sur les derrières de Rivoli. Le succès de cette bataille, tant de fois gagnée et perdue par les deux armées, était donc encore indécis, lorsque Rey, qui, conformément aux ordres de Buonaparte, venait, ainsi que nous l'avons dit, de Desenzano et de Lonato, arriva en lieu d'où sa coopération pouvait déjà être utile. Il s'était porté à marches forcées sur les éminences de Cavaglione. Elles étaient occupées par quelques bandes de Croates, soldats levés à la hâte, sans expérience de la guerre, qui s'enfuirent préci-

pitamment après une faible résistance, devant les généraux Partouneaux et Boyer. Après avoir dépassé les monts de Cavaglione et traversé la vallée qui les sépare des hauteurs de Rivoli, Rey s'était frayé un chemin jusqu'à la division de Masséna. Alors, et tous à la fois, tombèrent sur Lusignan : Masséna d'un côté, Monnier de l'autre, Rey sur les derrières; de sorte que le général autrichien n'avait plus qu'à se rendre, ou à s'ouvrir un passage la baïonnette en avant. Ne prenant conseil que de son courage, Lusignan tenta cet effort; mais, accablé par le nombre, sans cavalerie ni artillerie à opposer à celles de l'ennemi, il se vit contraint de céder, mit bas les armes, et se rendit avec toute sa troupe aux républicains. Effrayée de ce nouveau malheur, l'armée d'Alvinzi regagna rapidement les montagnes escarpées du Tyrol, et la victoire de Buonaparte fut complète. Il apprend en ce moment que Provera est arrivé sous Mantoue, aperçoit d'un coup d'œil les dangers qui le menacent encore, malgré le succès de Rivoli, si la ville assiégée reçoit des renforts et des vivres, et court de Rivoli à Mantoue, avec la même célérité qu'il était venu de Vérone à Rivoli, emmenant avec lui Masséna et sa division, que suivait partout la victoire.

Cependant Joubert, que Buonaparte avait chargé en partant de poursuivre l'ennemi, avait envoyé Murat sur les montagnes à gauche, dans

l'intention de tourner Corona, où les Autrichiens paraissaient vouloir se rallier. Le résultat fut conforme aux désirs du général français. Murat ayant culbuté sur sa route un détachement ennemi, l'armée d'Alvinzi fut saisie d'une telle épouvante, que chacun songea plutôt à sauver sa vie que son honneur. La déroute fut générale; et, si l'on excepte dix bataillons et huit escadrons qu'Alvinzi avait dirigés la veille sur Bassano pour garder ce passage, pas un régiment ne revint entier et en bon ordre. Les Autrichiens voulurent faire un peu de résistance à Torbole et à Mori, où Laudòn et Wukassowich avaient pratiqué quelques tranchées; mais l'apparition imprévue du général Vial, qui s'était avancé à travers les neiges et les précipices, et l'assaut imprévu donné à Torbole par cet intrépide Murat, qui tout exprès venait de franchir le lac de Garda, effrayèrent tellement les Autrichiens, qu'ils s'enfuirent à la débandade. Les républicains ne cessèrent leur poursuite, les Impériaux leur retraite, que quand Wukassowich fut arrivé à Lavis, où il se mit à couvert dans les anciens retranchemens. Joubert fit son entrée à Trente dans l'attitude de la joie et de la victoire. Ainsi cette armée, qui se croyait déjà maîtresse de Mantoue, ne put garder pour elle-même la capitale du Tyrol, siége antique de la puissance autrichienne et de la fidélité de ses sujets.

Abattus dans les plaines de Rivoli, les destins

de l'Autriche se soutenaient dans les environs de Mantoue. Provera s'était approché de l'Adige, dans l'intention de traverser ce fleuve et de se porter rapidement au secours de la ville assiégée. Pour mieux tromper Augereau, qui avait ses positions sur la rive opposée, Provera simulait des attaques tantôt sur Ronco, tantôt sur Porto-Legnago; mais son véritable projet était de passer à Anghiari, à cause de certaines éminences qui lui donnaient la facilité de cacher des troupes et de l'artillerie sur la rive gauche. Sur le point d'accomplir son dessein, il avait envoyé à Nicesola un assez grand nombre de pontons comme pour y établir un pont, et faisait en apparence tous les préparatifs nécessaires; puis, se portant tout à coup à Anghiari, jeta son pont et passa, comme nous l'avons dit, le 13 janvier, à la faveur de son artillerie, qui foudroyait les Français sur l'autre bord. Arrivés sur la rive droite, les volontaires viennois chassèrent les républicains d'Anghiari. Réunissant alors les divers détachemens de Bonavigo, de Ronco et de Legnago, Provera prit sans délai la route de Mantoue, parce que le succès de l'entreprise dépendait de la promptitude de l'exécution. Il traversa Cerea, Sanguinetto et Nogara; coucha le 14 dans cette dernière place, se remit en route le 15 à la pointe du jour, eut bientôt dépassé Castellara, et parut enfin devant Saint-George, l'un des faubourgs de Man-

toue. Guyeux et Augereau le suivaient à la trace; et s'ils ne purent atteindre le corps principal, ils tombèrent du moins sur l'arrière-garde, qu'ils firent prisonnière avec armes et bagages. Toutefois Provera restait fort de plus de cinq mille hommes; mais Buonaparte, marchant avec une rapidité dont l'histoire n'offre pas d'exemple, arriva contre lui dans la nuit du 15, et le cerna. Le 16 au matin, Wurmser et Provera donnèrent l'assaut à la Favorite et à Saint-Antoine. Le choc du maréchal fut si violent, que le général Dumas, préposé à la garde de Saint-Antoine, fut contraint d'abandonner les tranchées au pouvoir des Autrichiens. Buonaparte envoya un renfort de troupes fraîches à Dumas, qui parvint ainsi à rallentir l'ardeur de l'ennemi, pas assez cependant pour empêcher Wurmser de s'avancer jusque vis-à-vis la Favorite. Déjà même il allait prendre à dos les républicains qui gardaient cette forteresse; mais l'attaque de Provera sur la Favorite n'avait pas eu le même succès, et Serrurier qui la défendait, avait vigoureusement repoussé les efforts du général autrichien. Vivement pressé lui-même par Victor, arrivé avec les soldats de Rivoli, craignant aussi d'être coupé par Miollis qui pouvait sortir de Saint-George, attaqué d'ailleurs sur son flanc gauche par Masséna, Wurmser se hâta de rentrer dans Mantoue. N'ayant plus à craindre les assauts du maréchal, les Français se réunirent

contre Provera. Serrurier l'attaqua de front, Victor à gauche, Miollis à droite, et Augereau, qui arrivait à grand bruit sur ses derrières, lui donnait à penser qu'il était plus prudent de se rendre que de combattre. L'Autrichien persista malgré tout à se défendre, ne voulant déposer les armes, si telle était la rigueur de la fortune, qu'après s'en être servi comme il convenait à un franc et valeureux guerrier; mais, quand il vit son artillerie au pouvoir de Victor, et le brave régiment des chevau-légers d'Erdodi contraint de se rendre à des forces supérieures, il demanda une capitulation, et l'obtint. Plus de cinq mille prisonniers, parmi lesquels beaucoup de volontaires viennois, tombèrent au pouvoir du vainqueur. Les soldats furent conduits en France, les officiers eurent la permission de retourner à l'armée, sous promesse de ne pas servir contre la république. Les Français s'emparèrent en outre d'une quantité considérable de charrois, de bagages et de munitions de toute espèce. Victoire précieuse qui réduisait Mantoue à l'extrémité, et laissait l'Italie sous la dépendance des républicains. Maîtres d'une partie par le fait, ils régnaient sur l'autre par la peur.

Les Autrichiens firent preuve d'une grande valeur dans les actions que nous venons de rapporter. Il faut reconnaître aussi que leur plan de campagne était bien conçu; mais il manqua son

effet, d'abord par les révélations faites à Buonaparte du secret d'Alvinzi; en second lieu, par la rapidité incroyable avec laquelle Buonaparte et ses soldats volèrent de Vérone à Rivoli, puis de Rivoli à Mantoue, arrivant chaque fois sur le champ de bataille au moment décisif. Quelques heures plus tard à Rivoli, ils perdaient la bataille qu'ils gagnèrent; quelques heures plus tard à Mantoue, Provera entrait dans la place. Provera fut accusé d'avoir passé trop tôt l'Adige. Le reproche paraîtra fondé, sous ce rapport que ce général n'opéra point sa jonction avec les troupes du pape; il cessera de l'être, si l'on réfléchit aux autres mouvemens des Impériaux sur les rives de l'Adige. Toutefois ses instructions étaient de manœuvrer sur la rive gauche, et de simuler le passage du fleuve après le 6 du mois, mais de ne passer effectivement que quand il aurait appris le succès des opérations d'Alvinzi.

Cette campagne coûta aux Impériaux environ vingt mille hommes, soixante pièces de canon et vingt-quatre drapeaux; tous les volontaires viennois furent pris ou tués; leurs enseignes, brodées de la main de l'impératrice d'Autriche, ornèrent le triomphe de Buonaparte. Ces jeunes braves traversèrent, comme prisonniers de guerre, l'Italie supérieure sans éprouver la moindre insulte, même de la part des plus effrénés. Loin

de là, leur valeur et leur dévouement pour la patrie furent l'objet de l'admiration générale.

Buonaparte écrivit que sa perte en morts et en blessés n'avait été que de deux mille soldats; ce rapport est bien loin de la vérité, et si l'on compte les prisonniers, dont le nombre fut peu considérable, la perte excéda six mille hommes.

Tel fut le déplorable dénoûment de la quatrième tentative de l'Autriche, pour la défense et la reprise de ses états italiens. De grandes réjouissances eurent lieu en France et dans la partie de l'Italie soumise aux Français; l'Europe fut frappée d'étonnement, l'Autriche d'épouvante.

Buonaparte n'était pas homme à laisser son ouvrage imparfait. Résolu de ne laisser reposer les Autrichiens que quand ils auraient atteint des positions absolument inexpugnables; voulant aussi étendre davantage son armée sur l'état de Venise, pour la facilité des subsistances; il continua de poursuivre les débris de l'armée vaincue. Masséna s'empara de Vicence, Augereau de Padoue; puis, quittant ces deux villes, ils se dirigèrent, le premier sur Bassano, le second sur Trévise. L'expédition d'Augereau réussit complètement; il n'eut à soutenir que quelques charges de cavalerie, et tout le pays tomba en son pouvoir; Trévise même le reçut dans ses murs. Suivant le cours de ses avantages, ce gé-

néral parvint à chasser l'ennemi de tout le pays de la Piave inférieure. Masséna éprouva plus de difficultés du côté des montagnes, où Alvinzi, pour garder s'il était possible les passages du Tyrol, avait envoyé Mitrouscki et Bajalitsch avec quelques troupes. Masséna, qui avait gagné des batailles bien autrement importantes, ordonna au général Ménard de charger les Autrichiens sur le pont de Carpeneto, les mit en fuite, leur tua beaucoup de monde et leur prit plusieurs pièces de canon. Carpeneto emporté, il fut facile au général républicain d'occuper Primolano, attendu que toutes les troupes autrichiennes s'étaient retirées à Feltre et dans les endroits les plus escarpés de la Piave supérieure. Ainsi se trouvaient établies les communications de Masséna et de Joubert, qui, étant sorti de Trente, avait battu les Impériaux à Saint-Michel. Dès lors, plus d'autre parti pour les Autrichiens que de se retirer, comme ils le firent, dans les défilés pour ainsi dire impraticables, aux environs de Bolzano. Abandonnant donc entièrement les rives de la Brenta, et remontant même au-delà de ses sources, les Autrichiens purent enfin se reposer dans leurs quartiers d'hiver. Le front de leur armée s'étendait des lieux les plus élevés de la rive droite du Lavis, jusqu'à l'embouchure de la Piave, longeant la rive gauche de ce fleuve, et passant par ses sources près Cadore. Là ils attendirent le retour

de la saison nouvelle, et le résultat des victoires non encore interrompues du prince Charles, que la voix publique appelait déjà au commandement de l'armée d'Italie. Maîtres de Bassano et de Trévise, les Français eux-mêmes songèrent à se reposer, s'occupant toujours néanmoins de réduire Mantoue et de soumettre le pape.

Certain de la reddition prochaine de Mantoue, après la déroute complète des Autrichiens, Buonaparte se tourna sans différer du côté du pontife, voulant achever par les armes ce qu'il avait commencé par la terreur, en révolutionnant Modène et les deux légations de Bologne et de Ferrare. La défaite des armées impériales avait jeté un grand effroi dans Rome; le pontife balançait, incertain sur le parti qu'il avait à prendre. Accepter tout à coup, et sans en venir au moins une fois aux mains, des traités déshonorans, peut-être funestes au siége apostolique, lui semblait une résolution trop honteuse, surtout après ses démonstrations récentes. Il apercevait aussi les dangers d'un refus; car il ne fallait pas se flatter que les armes pontificales résistassent au choc qui tant de fois avait renversé les armées puissantes et aguerries de l'Autriche. Il résolut néanmoins de faire tête à l'orage, espérant qu'avec un vainqueur capricieux, tel que Buonaparte, la paix ne serait peut-être pas plus onéreuse après qu'avant un combat. D'ailleurs Colli faisait entrevoir quel-

que succès dans la résistance, au moyen de positions avantageuses et de fortifications préalables. Peut-être aussi le pape croyait-il, dans la haute idée qu'il avait de sa dignité, que Buonaparte n'oserait pas le réduire aux derniers malheurs. Pie VI n'ignorait pas non plus que le gouvernement de France, malgré toute sa puissance militaire, était intérieurement travaillé par les opinions catholiques, que les persécutions avaient propagées dans toutes les provinces. La France avait donc intérêt à ménager la cour de Rome; c'est ce que Clarke sentait bien aussi quand il écrivait à ce sujet : Que les Français avaient gâté leur révolution religieuse; qu'ils étaient redevenus catholiques romains, et qu'ils auraient peut-être besoin maintenant de l'appui du pape et des prêtres, pour consolider leur révolution politique. Les conseillers du Vatican se prévalaient de ces circonstances et refusaient obstinément les propositions du directoire; mais l'ambitieux Buonaparte qui obéissait, quand il lui plaisait, à son gouvernement, voulait la guerre avec le pontife; et les douces paroles qu'il adressait, tantôt au cardinal Mattei, tantôt à Pie VI lui-même, étaient l'effet de la ruse bien plus que de la sincérité. En voici la preuve : au moment où il leur offrait de traiter, et les flattait, en les assurant qu'il n'avait jamais approuvé les propositions du directoire; qu'il parlerait; qu'il agirait beaucoup en faveur de Rome, si Rome voulait s'entendre avec la

France; en ce moment même il voulait que Cacault, ministre français près le pontife, et chargé de négocier la paix, temporisât avec adresse pour tromper le vieux renard, disait-il en parlant du pape, et cela jusqu'à ce que le temps fût venu de mettre ses projets à exécution. Il exigeait qu'à la paix, Ancône fût cédée pour toujours à la république; voulant aussi que le gouvernement du pape fût entretenu dans une inquiétude continuelle, au moyen d'espérances fallacieuses que l'on donnerait aux mécontens et aux novateurs. Cacault n'était pas plus loyal dans ses protestations d'amitié; il trouvait à la vérité peu d'honneur à venir à Rome seulement pour y lever des contributions, et obliger de vive force le pape à la paix, mais il en voyait à tout bouleverser dans Rome et à renverser le trône pontifical; affirmant que si la volonté du directoire et l'état général de l'Europe y mettaient un obstacle, il fallait laisser cette méprisable Rome, ce sont ses expressions, dans sa position actuelle, jusqu'à ce que la France pût en toute sûreté la mettre sens dessus dessous. Il insinuait en même temps qu'il serait convenable de faire trois républiques de l'état ecclésiastique. L'une se serait composée de Bologne et de Ferrare réunies; l'autre, de Pérouse et de la Romagne; la troisième, de Rome avec tout le pays jusqu'à la Méditerranée; ce qui pouvait s'opérer, selon lui, en laissant Pie VI chef de l'Église uni-

verselle, et résider partout où il voudrait comme prêtre, avec sa cour de prêtres, et comme pontife suprême, de la même manière qu'il résidait à Rome avant qu'aucune donation des Français l'eût rendu souverain d'un territoire. Il pensait néanmoins qu'il serait bien, pour cet hiver, de réunir la légation de Ravenne à celles de Bologne et de Ferrare, et de former un nouvel état des territoires de Pérouse, du duché d'Urbin et de la Romagne, laissant à elles-mêmes Rome et sa campagne pestilentielle, attendu que la France pourrait toujours leur faire la loi du côté de la mer. Cacault affirmait en outre que la propagation de la liberté et l'établissement de bonnes républiques, depuis Milan jusqu'à Naples, était sans contredit le meilleur moyen de garantir les intérêts de la France en Italie, et de contenir dans le devoir, d'un côté le roi de Naples, de l'autre la puissante Allemagne.

L'exécution de ce projet eût été utile à la France de cette époque, nous ne le contestons pas; mais était-ce là se montrer sincère avec le duc de Parme, le grand-duc de Toscane, et le pape lui-même, à qui le directoire faisait en ce moment des propositions de paix? Le monde pourra le dire. Les hommes prudens et impartiaux jugeront encore si ces manœuvres ne permettaient pas au pontife, ne le plaçaient pas même dans l'étroite obligation d'en combattre les auteurs par ses propres armes,

celles de ses alliés, et par tous les moyens imaginables. Si l'on considère en outre le nombre infini de pamphlets que chaque jour voyait éclore, dans les pays conquis, contre le pape et les institutions ecclésiastiques, il ne restera plus de doute sur les projets sinistres du général français à l'égard de la cour de Rome. On poussa même l'oubli des convenances, à l'instigation des chefs de l'armée française qui commandaient à Milan, au point de ridiculiser indignement le pape et les cardinaux, dans un bal donné sur le grand théâtre de cette ville, et auquel assistaient les généraux de la république. Puis, ceux-là même qui par des procédés, tantôt perfides, tantôt indécens, s'efforçaient de tromper et de détrôner le pontife, trouvaient mauvais que le pape cherchât des garanties dans une alliance avec l'Autriche. Buonaparte intercepta une lettre que le cardinal Busca, secrétaire d'état, écrivait au prélat Albani, ambassadeur du pape à Vienne. Ce fut une occasion, pour le général en chef, de faire grand bruit, et d'exhaler le poison qu'il nourrissait contre Rome; encore bien qu'en saisissant cette lettre comme il le fit, Buonaparte donnât au pape une idée du respect qu'il portait à la neutralité, et un motif suffisant de courir aux armes. Sous la sauvegarde de la foi publique, et de la neutralité vénitienne, les dépêches de Rome étaient confiées aux courriers de Venise qui les portaient jusques aux

frontières autrichiennes. Un de ces courriers fut inopinément arrêté à la Mesola, le 12 janvier, par ordre de Buonaparte. On trouva sur lui la lettre du cardinal. Le ministre y parlait de l'alliance projetée avec l'empereur, des engagemens pris avec le général Colli, des troupes autrichiennes à faire venir en Romagne, et du refus du pape d'écouter les propositions de la France, pendant qu'il traitait avec l'empereur. De là les accusations de perfidie prodiguées par Buonaparte au pontife, comme si le pape, qui était en état de guerre avec la France, puisqu'il avait rejeté les offres du directoire, ne dût pas chercher des secours partout où il en pouvait trouver. Nous pensons au contraire qu'il y eut, de la part de Rome, de la loyauté à écarter les propositions du directoire, pendant qu'elle traitait avec l'Autriche.

Saisissant toutefois le prétexte que lui fournissait la lettre interceptée, et ne craignant plus rien des armées autrichiennes, Buonaparte déclara violemment, à Bologne, que la trève avec le pape était rompue, et que les hostilités allaient commencer. Il alléguait que le pontife avait manqué à l'exécution des articles 8 et 9 de la trève, excité les peuples à la croisade contre les Français, dirigé des troupes sur Bologne, entamé des négociations avec l'empereur, pris à sa solde des généraux et des officiers autrichiens, et refusé d'écouter les propositions de Cacault. Si Buonaparte pensait vérita-

blement que le pontife s'était mis en état de guerre contre lui, il se trouvait suffisamment autorisé, sans doute, à faire la guerre au pontife; mais l'accuser d'avoir enfreint certains articles de la trève, ce ne pouvait être qu'une erreur d'esprit, ou un abus de la force. En effet, ces articles portaient que le pape fournirait de l'argent et des vivres à l'armée républicaine. Or, le traité offert, ou plutôt imposé au pontife par le directoire, n'ayant pas été accepté, on ne comprend pas comment c'eût été un devoir pour le pape de fournir à son ennemi des armes contre lui-même. Quant aux autres reproches adressés à Pie VI, on peut affirmer que les prétentions exagérées du directoire ayant rendu la paix impossible et les hostilités inévitables, il y avait, non seulement droit, mais obligation pour le pontife, de recourir à tous les moyens de résistance.

Cependant Buonaparte avait fait ses préparatifs. Vingt mille hommes environ étaient tout prêts à marcher contre le pape. Et pour opposer l'Italie à l'Italie, pour que l'horreur de la guerre civile ne manquât point à tant de calamités, Buonaparte avait fait entrer dans son armée beaucoup de soldats des deux républiques transpadane et cispadane. Puis, il rappela Cacault de Rome, ce qui montre l'indépendance d'un gouvernement, sous lequel un général donnait des ordres aux ambassadeurs. L'armée destinée à faire la guerre au pape

se composait de cinq légions d'infanterie française, deux de cavalerie, trois bataillons d'infanterie lombarde, autant de la cispadane, avec quelques chevau-légers fournis par les deux républiques. On y voyait en outre deux compagnies d'infanterie polonaise, composées de déserteurs et de prisonniers autrichiens. Ce fut le noyau de cette légion qui, par la suite, se fit un nom dans la guerre d'Italie, sous le commandement de Dambrouski. Le général en chef réunit toutes ces troupes à Bologne. Il en passa la revue sur la place de la Montagnola, les anima aux combats, et les fit manœuvrer en sa présence. La revue passée, les troupes, commandées en chef par Victor que la victoire de la Favorite avait déjà rendu célèbre, s'ébranlèrent sur trois colonnes. Lannes guidait la première, Fiorella la seconde, Lasalcette la troisième. Une compagnie de coureurs et de tirailleurs, sous le commandement du colonel Robillard, était chargée d'explorer le pays et de porter les premiers coups. Ce mouvement eut lieu le 1er février. Après s'être facilement emparées d'Imola, les troupes se dirigèrent du côté de Faenza pour aller combattre l'armée pontificale campée sur les bords du Senio. Lannes et Fiorella suivaient la grande route de Castel-Bolognèse, Lasalcette les hauteurs à droite. Cette double manœuvre avait pour objet d'attaquer l'ennemi tout à la fois de front et à dos. Cependant, comme

Buonaparte craignait le peuple plus que les soldats, il publia une proclamation dans laquelle il annonçait aux villes paisibles paix et amitié; aux autres, rigueur et vengeance.

Mais suivons l'ordre des faits, et parlons d'abord de la reddition de Mantoue. La malheureuse issue du combat de la Favorite, et la disette de vivres, avaient démontré à Wurmser qu'une capitulation deviendrait bientôt inévitable. L'indomptable vieillard ne perdit cependant point courage, et persévéra même à se défendre. Il avait pourtant sous les yeux un spectacle déplorable. La garnison affaiblie par les combats, succombant aux ravages de la fièvre; les hôpitaux, les maisons regorgeant de soldats mourans; partout la maladie, le désespoir et la famine. Point de vivres pour ceux qui avaient conservé la santé, point de médicamens pour ceux qui l'avaient perdue, et personne n'échappait au désastre. Telle était la détresse de Mantoue, qu'un œuf s'y vendait un écu, une poule quatre fois davantage; encore ne s'en trouvait-il pas toujours. Du pain noir, de la viande de cheval, fraîche pour les riches, salée pour les pauvres, en petite quantité pour tous. De la garnison, les maladies passèrent dans la ville; c'était un dénûment, une fétidité, une misère que la plume de l'historien chercherait vainement à décrire. Voilà où en était réduite la demeure des Gonzaga et la patrie de Jules Romain, parce que les Français et

les Autrichiens se disputaient une ville dont la possession favorisait également leur domination en Italie. Mais bientôt Wurmser reçoit la nouvelle désolante que le capitaine Sibilla venait de capturer, sur le lac, trente-deux barques chargées de vivres qu'Alvinzi, lorsqu'il était encore maître de l'Adige, avait envoyées au secours de la place en péril. Ce dernier malheur apprit au maréchal que le moment suprême était venu. Il envoya dire à Serrurier qu'il rendrait la place, pourvu qu'on accordât à la garnison la liberté de sortir avec ses armes, ses bagages, tambour battant, enseignes déployées, et une trève d'un mois en Italie. La plus grande partie de ces propositions fut rejetée par le général républicain. Enfin il fut convenu, entre Wurmser et Serrurier, que le maréchal rendrait la ville, la forteresse et la citadelle aux Français; que la garnison sortirait avec les honneurs de la guerre, déposerait les armes hors des barrières, et resterait prisonnière jusqu'aux échanges; que Wurmser sortirait libre, lui, ses adjudans, deux cents hommes de cavalerie et cinq cents autres personnes à son choix, sous la promesse qu'ils ne serviraient pas contre la France avant trois mois; que la marche de la garnison serait assurée jusqu'à Gorice par Legnago, Padoue et Trévise; qu'il serait pris soin des malades et des blessés; et que nul Mantouan ne pourrait être recherché pour ses opinions en faveur de l'Autriche.

Ces conditions honorables étaient bien dignes de la belle défense du maréchal.

Wurmser sortit avec son escorte libre. Les Français admirèrent son courage et plaignirent son malheur. Il faut rendre aux vainqueurs cette justice, qu'ils comblèrent de prévenances et d'honneurs ce vaillant et infortuné vieillard. Buonaparte, qui se trouvait au camp peu de temps avant la reddition de la place, en partit, par modestie ou par orgueil, et se rendit à Bologne. Il ne manqua pas non plus, chose extraordinaire dans un homme habitué à déverser le mépris sur ses adversaires, il ne manqua pas d'exalter le guerrier autrichien, et il écrivit au directoire, qu'il s'était attaché à montrer la générosité française vis-à-vis de Wurmser, général âgé de soixante-dix ans, envers qui la fortune avait été très cruelle, mais qui n'avait pas cessé de faire paraître une constance et un courage que l'histoire remarquerait; qu'enveloppé de tous côtés après la bataille de Bassano, perdant d'un seul coup une partie du Tyrol et son armée, Wurmser avait osé espérer pouvoir se réfugier dans Mantoue, dont il était éloigné de quatre à cinq journées; qu'il avait passé l'Adige, culbuté une des avant-gardes de l'armée française à Cerea, traversé la Molinella et gagné Mantoue; qu'enfermé dans cette ville, il avait fait deux ou trois sorties, que toutes lui avaient été malheureuses, et qu'à toutes il était à la tête, qu'il n'avait

pu agir qu'avec des soldats découragés par tant de défaites et affaiblis par les maladies pestilentielles de Mantoue; que tel avait été Wurmser, et que cependant ces hommes qui s'attachent toujours à calomnier le malheur ne manqueraient pas de chercher à le persécuter. Ainsi s'exprimait Buonaparte à l'égard du brave et vieux maréchal.

Les Français entrèrent dans la ville désolée. En ne rencontrant dans les maisons, brûlées ou fracassées, que des visages pâles et défaits, ils eurent une idée de la fermeté et de la patience des défenseurs. Ils trouvèrent cent vingt-six canons de seize livres de balle, cent quinze autres de quinze, plusieurs pièces de moindre calibre, et beaucoup d'armes à feu. Leur joie éclata surtout à la vue des soixante-douze canons de siége pris sur eux par les Autrichiens à l'époque où l'arrivée de Wurmser en Italie les contraignit de lever le blocus. Mais la prise la plus précieuse pour les républicains, fut celle de soixante-douze pontons, qui, réunis à ceux qu'ils possédaient déjà, formèrent un total de cent trente, nombre au moyen duquel ils pouvaient dorénavant jeter des ponts sur les plus gros fleuves. Ce fut ainsi que Mantoue, par la force des armes et par la force encore plus terrible de la faim, tomba au pouvoir de la république. Cet événement substitua, en Italie, la domination française à la domination autrichienne.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'armée pontificale était campée sur la rive droite du Senio; ne voulant pas attaquer, mais toute prête à se défendre. Le Senio coule, en descendant des Apennins, à la rencontre de Faenza, et va se décharger dans le bras droit du Pô qu'on nomme le Pô Primaro. Les troupes pontificales, au nombre de six ou sept mille hommes et de cinq cents chevaux, avaient élevé sur le pont du Senio, en amont et en aval, de fortes redoutes garnies de quatorze pièces d'artillerie. Une autre pièce défendait le pont lui-même qui regarde en face, pour ainsi dire, la route de Faenza. De plus, à gauche du pont et sur une ligne assez prolongée, avait été creusé un fossé d'où les tirailleurs devaient foudroyer quiconque aurait tenté le passage. Sur le bord du fossé, du côté du fleuve, un tertre en forme de parapet les garantissait des atteintes de l'ennemi. La cavalerie se tenait derrière les redoutes, et devait franchir le pont à la poursuite des républicains, s'ils étaient rompus, ou protéger la retraite de l'infanterie pontificale, si elle venait à plier. Victor avait à peine dépassé Castel-Bolognèse d'un quart de mille, qu'il fit faire halte à Lannes ainsi qu'à Fiorella, et envoya le colonel Junod se ranger en bataille avec un fort régiment de cavalerie, sur la gauche de la route, près le pont, mais hors de la portée de l'artillerie pontificale. En même temps, Robillard éche-

lonnait par intervalles deux cents tirailleurs sur la rive gauche du fleuve. Conformément aux ordres de Victor, ces derniers devaient chercher un gué facile et s'en prévaloir. Le Senio en offre beaucoup dans les temps de sécheresse. A peine arrivés sur le bord du fleuve, ils furent assaillis d'une grêle de balles qui les fit reculer. Mais, ranimés par leurs officiers, c'étaient tous soldats de Lombardie, ils recommencèrent l'épreuve, soutinrent le feu de l'ennemi, et se jetèrent dans le fleuve, qu'ils traversèrent malgré la rapidité du courant. Effrayés de tant d'audace, les soldats du pape abandonnèrent le fossé pour se mettre à couvert dans les redoutes, précaution qui leur parut d'autant plus nécessaire, que Victor, pour ne pas laisser ses tirailleurs exposés seuls à tout le danger, avait ordonné à la cinquième légère d'effectuer elle-même le passage du Senio. Mais, comme le fossé se trouvait creusé sur une ligne droite, perpendiculairement aux redoutes, et qu'on avait négligé d'y établir les traverses nécessaires, les troupes pontificales se trouvèrent sous le feu des tirailleurs ennemis, ce qui mit le comble à leur désordre et à leur épouvante. Au même instant, la cavalerie du pape, saisie d'une terreur subite, se mit à la débandade. Le moment de décider la victoire était arrivé; Victor s'en aperçut, et fit charger le pont par deux compagnies de Lombards, soutenues par deux autres de Polonais.

Les troupes pontificales ne résistèrent pas davantage, et s'enfuirent dans le plus grand désordre à Faenza. Il fut impossible aux républicains de les y poursuivre aussitôt, à cause de la difficulté des routes. Quatorze pièces de canon tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Buonaparte écrivit qu'on avait tué à l'ennemi, dans ce combat, quatre cents hommes et fait mille prisonniers. La vérité est que la perte, en morts et en blessés, fut d'environ trois cent cinquante hommes; le nombre des prisonniers ne fut pas beaucoup plus considérable. Les républicains perdirent soixante-dix hommes à peu près, morts ou blessés. Parmi les premiers se trouva le capitaine Fokalla, jeune Polonais de grande espérance, et qui fut généralement regretté. Dans le nombre des blessés, il faut distinguer Lahoz, colonel lombard. Buonaparte rapporta, non sans s'égayer à ce sujet, qu'on trouva parmi les morts des prêtres qui excitaient les soldats pendant le combat. Il eût été mieux sans doute que les prêtres ne se fussent pas jetés au milieu des batailles; mais leur dévouement pour Rome et leur souverain n'aurait certainement dû être tourné en ridicule par personne, encore moins par celui qui appelait au secours de ses armes la séduction et la révolte. Quelques historiens assurent que les troupes du pape perdirent si promptement la bataille du Senio, par la trahison subite et inopinée d'un régiment corse

à la solde de Rome : événement trop grave pour être affirmé ou rejeté sans preuves suffisantes.

Le Senio franchi, les républicains se présentèrent devant Faenza, dont ils enfoncèrent les portes à coups de canon. La garnison prit la fuite; ils entrèrent dans la ville, et s'y comportèrent avec beaucoup de modération au milieu des richesses qu'elle renfermait. Les propriétés et les personnes furent respectées. Buonaparte manda même devant lui les religieux et les prêtres, les rassura, disant qu'il voulait que la religion fût partout honorée, et les ministres traités favorablement. Les vainqueurs s'emparèrent sans peine de Forli, de Cesena, de Rimini, de Pesaro, de Fano et de Sinigaglia, quoique cette dernière place fût défendue par de braves soldats. Colli s'était replié jusqu'à Ancône, où il espérait pouvoir résister avec avantage, soit au moyen de la citadelle qui protége la ville, soit au moyen d'un camp fortifié et muni de tranchées, qu'il avait établi sur la hauteur, appelée dans le pays la Montagnola, et qui domine la cité. Prévoyant toutefois le danger qui menaçait Notre-Dame-de-Lorette, contre laquelle, dès l'année 1796, le directoire avait manifesté ses projets avides, il avait ordonné que les reliques et les objets les plus précieux fussent promptement dirigés sur Rome. Colli se tenait dans son camp de la Montagnola, avec cinq mille hommes et sept pièces de bonne artillerie. Victor fit monter

les Italiens et les Polonais à l'assaut. Les troupes pesamment armées, prirent à droite dans l'intention de tourner la position de Colli. La résistance fut courte. Les soldats du pontife, encore épouvantés de la dernière déroute, s'enfuirent à la hâte. A peine leur général eut-il le temps de faire évacuer Ancône et la citadelle, dont les républicains s'emparèrent. Après avoir rallié de son mieux ses soldats épars, Colli alla camper entre Foligno et Spoleto. La Marche, tout le duché d'Urbin excepté la ville, et la plus grande partie de l'Ombrie se soumirent à la république. Suivit le pillage de l'église de Lorette; la madone et quelques autres chefs-d'œuvre désignés par les commissaires Monge, Villetard et Moscati, prirent la route de Paris. Du reste, Buonaparte montra beaucoup de réserve, et menaça de mort tout soldat qui se livrerait au pillage. Il se conduisit même avec beaucoup de bonté envers les prêtres français émigrés, qui étaient venus chercher un asile dans les états du pape. Il défendit de troubler leur tranquillité, ordonna que les couvens leur fourniraient des vivres, et 15 francs par mois pour leur habillement. Victor porta son quartier-général à Foligno.

A la nouvelle d'un si grand désastre, Rome fut frappée d'une terreur profonde. On se rappelait Attila dans les temps anciens, Bourbon dans les temps modernes. Déjà les Romains s'imaginaient

voir le premier siége de la chrétienté mis à feu et à sang par ces hommes que du haut des chaires, et dans le secret des confessionnaux, on avait représentés comme des barbares. Le remuement continuel, le désordre général n'étaient pas de nature à rassurer les esprits. Le trésor, les objets précieux, les richesses de Lorette s'expédiaient en toute hâte pour Terracine. Les principaux citoyens imitaient l'exemple du gouvernement, et partaient avec leurs plus riches effets pour la même destination. Saisis d'épouvante, les religieux, séculiers ou réguliers, se sauvaient sur toutes les routes, à Naples, à Terracine, à Florence, ou dans les montagnes. A travers ce tumulte se répandaient, comme c'est l'ordinaire en pareilles circonstances, mille nouvelles plus affreuses que le danger même. L'ennemi est aux portes, disait celui-ci; je l'ai entendu, assurait l'un; je l'ai vu, ajoutait l'autre; et les cris de redoubler, la terreur de s'accroître, la fuite de recommencer, la confusion d'être au comble. Il semblait que toute espérance de salut fût éteinte, et que Rome, cette antique métropole, s'écroulât déjà sur sa base. Le pontife lui-même s'apprêtait à partir pour Terracine, et c'était aux yeux des peuples effrayés un signe de ruine imminente, un présage de l'abandon de Dieu qui voulait transporter ailleurs le vénérable siége de saint Pierre.

Au milieu de tant de malheurs et d'épouvante,

il ne restait plus qu'à se soumettre à la nécessité, résultat du courroux céleste ou de la perversité des hommes. Mais la fermeté du pontife ne fut point ébranlée. Il rejeta constamment les conditions imposées par le directoire, persuadé qu'elles étaient en opposition avec la doctrine du saint siége et l'antique usage de l'Église. Il ne consentit jamais à compromettre, par un désaveu pusillanime et honteux, ni sa dignité personnelle, ni l'autorité de ses décisions; autorité et dignité qui présidaient à tous ses actes, et qu'il regardait comme le premier appui de l'Église romaine. Quant aux intérêts temporels, disait-il, négociez, sauvez la ville par des concessions opportunes, et ménagez un accord avec Buonaparte. Le cardinal Mattei avait toujours été considéré par le général républicain; on vit en lui un médiateur heureux, qui pourrait désarmer la colère du vainqueur. Il fut décidé que le cardinal écrirait à Buonaparte pour lui demander la paix, et le supplier de se montrer généreux. On eut recours en même temps à l'intercession de Naples, à celle de Parme, et au ministre Azara, dont les démarches furent favorablement accueillies par le général en chef. Restait à recevoir la réponse au cardinal. Cependant le danger croissait toujours et la terreur avec lui. Quatre légats furent chargés par le pape de se rendre auprès de Buonaparte, et de conclure la paix à quelque prix que ce fût, sauf l'honneur de

la religion et les droits du saint siége. C'étaient le cardinal Mattei, monseigneur Galeppi, le duc Louis Braschi et le marquis Camille Massimi. Ils rencontrèrent en chemin le courrier porteur des lettres de Buonaparte au cardinal; elles étaient remplies de bienveillance, annonçaient une trève et promettaient un accord. Ce fut le premier soulagement aux douleurs du pontife. Forts de ces nouvelles, les légats continuèrent leur route avec plus de confiance vers Tolentino, où Buonaparte avait son quartier-général. Au bout de la voie Flaminienne ils trouvèrent l'avant-garde ennemie, composée de Français et d'Italiens. Grand étonnement des républicains à l'aspect, tout nouveau pour eux, de ces équipages antiques et de ces costumes surannés; ils en firent l'objet de leurs railleries. Enfin, les légats arrivèrent à Tolentino. Buonaparte les reçut avec bonté. On entra, sans délai, en négociation d'une affaire qui ne présentait plus que de faibles difficultés, puisque Buonaparte n'en voulait point au spirituel, et que le pape, dans l'effroi dont il était agité, dans l'extrémité où il était réduit, n'avait plus rien à exiger sous le rapport du temporel, tout entier à la disposition du vainqueur. Les hostilités suspendues, Victor et Lannes visitèrent les champs du Trasimène et les beautés de Rome. Le peuple attachait sur eux des regards de curiosité, ne leur trouvant pas cette apparence terrible qu'annonçait leur ré-

putation; quant au pontife, ils en reçurent un accueil distingué.

Ce fut le 19 février, à Tolentino, que la paix fut conclue entre le pape et la France. Le pontife renonçait à toute espèce de ligue secrète ou avouée contre la république. Il s'obligeait à refuser aux ennemis de la France des secours d'armes, de soldats, de vivres, de vaisseaux ou d'argent, à licencier ses nouveaux régimens, à fermer ses ports aux confédérés, et à les ouvrir aux Français. Il cédait à la république Avignon, le comtat Venaissin et ses dépendances, ainsi que les légations de Bologne et de Ferrare, à la condition néanmoins qu'il ne s'y ferait point d'innovations préjudiciables à l'Église catholique. Il consentait à ce que la ville, la citadelle et le territoire d'Ancône demeurassent, jusqu'à la paix définitive, au pouvoir de la république. Le pape s'obligeait en outre à payer, dans l'espace d'un mois, à l'armée française, quinze millions tournois, dix en espèces et cinq en diamans; au bout de deux mois une pareille somme, partie en numéraire, partie en pierres précieuses. Il consentait encore à fournir aux républicains huit cents chevaux, autant de bêtes de trait, comme bœufs, buffles et autres animaux; à livrer les manuscrits, tableaux et statues, stipulés dans le traité de Bologne; à désavouer le meurtre commis sur la personne de Basseville, et à payer à sa famille trois cent mille livres

tournois ; à mettre en liberté les détenus pour cause politique ; à rouvrir aux Français l'école des beaux-arts ; enfin, le vainqueur exigea, et le pape y consentit, que le traité fût obligatoire à toujours pour Pie VI et ses successeurs dans la chaire de saint Pierre.

Ainsi finit la guerre avec le pontife. Il est évident, d'après le traité, que si le pape eût le désavantage quant au temporel, il l'emporta sous le rapport du spirituel, puisqu'on ne voit point figurer ici les rétractations et les désaveux que le directoire imposait à Pie VI, et qui avaient déterminé ses refus et sa résistance. Les objets d'or et d'argent des religieux aussi bien que des laïques, furent mis en réquisition par le pape, qui fut encore obligé de recourir à des emprunts désastreux.

Après avoir dompté les puissans, le général victorieux affecta le désir de protéger et d'honorer les faibles ; était-ce en lui une nouvelle espèce d'ambition ? cédait-il à l'impulsion d'un sentiment louable ? Je l'ignore. Toutefois, sa démarche eut trop de magnificence, et devenait une tentation dangereuse. Le 7 février, de son quartier-général de Pesaro, il députa Monge auprès de la république de Saint-Marin pour l'assurer de la fraternité et de l'amitié de la république française. Monge gagna les hauteurs du mont Titan, et, après avoir été introduit devant le

conseil assemblé, il dit avec emphase : Que, depuis que la liberté avait été bannie d'Athènes, de Thèbes, de Rome et de Florence, l'Europe presque entière était tombée dans les fers; que la liberté n'existait plus que dans Saint-Marin; mais qu'enfin le peuple français, rougissant de son esclavage, était devenu libre; que l'Europe aveuglée sur ses propres intérêts, et surtout sur les intérêts du genre humain, s'était coalisée et armée contre lui; qu'une partie précieuse de lui-même avait allumé la guerre civile, mais qu'il avait volé aux frontières, que partout il avait fait face et partout triomphé; qu'une des armées françaises était venue en Italie, y avait anéanti l'une après l'autre quatre armées autrichiennes, y avait apporté la liberté, et s'était couverte d'une gloire immortelle, presque sous les yeux de la république de Saint-Marin; que la république française, qui ne versait tant de sang qu'à regret, avait proposé la paix, mais que ses propositions avaient été ou rejetées avec hauteur ou éludées avec astuce; qu'elle était en conséquence obligée de poursuivre ses ennemis et de passer près du territoire de Saint-Marin, mais que le conseil ne devait concevoir aucune crainte; qu'il venait au nom du général Buonaparte, au nom de la république française, assurer l'ancienne république de Saint-Marin de la paix et d'une ami-

tié inviolable. Après avoir ainsi parlé, Monge offrit, de la part du général en chef, à la république, quelque partie des états voisins.

Ce discours était sans doute bien recherché pour des hommes si simples et si mesurés; la proposition d'ailleurs était trop inconvenante, et l'on a peine à comprendre comment Monge, homme modéré, ait put se résoudre à la faire. Enlever et accepter ce qui appartenait à autrui, eût été à la fois déshonorant et dangereux pour une république innocente, et pure depuis tant de siècles. Buonaparte lui offrit ensuite lui-même quatre canons et une quantité considérable de blé. Il l'assura en même temps qu'il ferait respecter partout les citoyens de Saint-Marin.

Le conseil répondit qu'il accepterait volontiers les canons; qu'il accepterait aussi les blés, mais en les payant : quant aux dépouilles des états voisins, il les refusa positivement; alléguant que la république s'estimait trop heureuse de s'en tenir à ses anciens domaines. Il se contenta de réclamer quelques facilités de plus pour son commerce. Que résulta-t-il de cette affaire? c'est que les canons ne furent point envoyés, et qu'on ne parla plus, fort heureusement pour lui, de Saint-Marin. Cette petite république conserva sa tranquillité et sa liberté; elle continua de respecter les droits des hommes sans les proclamer, ce qui vaut mieux que les proclamer pour les enfreindre. D'un

autre côté, le fracas des armes et la fureur des peuples continuèrent à désoler les pays voisins de ce séjour du calme et du bonheur.

Buonaparte retira peu à peu ses troupes de l'état ecclésiastique, et revint lui-même à Bologne, où l'attendaient de nouvelles entreprises: l'Autriche reprenait une attitude menaçante.

FIN DU LIVRE NEUVIÈME.

LIVRE DIXIÈME.

Projets de Buonaparte après ses victoires contre Alvinzi. — L'Autriche envoie une nouvelle armée en Italie sous le commandement de l'archiduc Charles. — Parallèle entre Buonaparte et l'archiduc, et leur manière de faire la guerre. — On recommence les hostilités. — Les deux jeunes émules en viennent aux mains au Tagliamento; les républicains passent cette rivière; l'archiduc se retire avec précaution et en bon ordre. — Le Tyrol se soulève en faveur de l'Autriche. — Dangers du général Joubert; il se retire, d'après les ordres de Buonaparte, par la vallée de la Drave à Villach. — Passages de la Ponteba et de Tarvis. — L'archiduc espère vaincre dans cette dernière place; mais il est trompé dans son attente par la faible défense qu'y fait un de ses généraux. — Les Français entrent vainqueurs à Villach, Laybach et Clagenfurt. — L'archiduc, pour couvrir la capitale de l'Autriche, prend position dans les défilés les plus escarpés. — Différence entre la tactique des Français et celle des Autrichiens; et pourquoi les premiers avaient l'avantage. — La position de Buonaparte n'est pas sans danger; cependant le parti de la paix l'emporte à Vienne, et des plénipotentiaires autrichiens arrivent au quartier-général français. — Trève, et préliminaires de Léoben. — Buonaparte s'étant assuré de l'Autriche, se tourne contre la république de Venise, et fait révolter la Terre-Ferme vénitienne pour avoir occasion de la livrer à l'Autriche. — Révolution de Bergame, Brescia et Crème. — Piéges tendus à Vérone. — Manifeste supposé du provéditeur Battaglia. — Menaces furieuses de Buonaparte contre Venise, et réponse calme du doge. — Terrible soulèvement de Vérone, connu sous le nom de *Pâques véronaises;* ses causes et ses effets; prédications singulières d'un capucin. — Vérone est prise; traitement qu'on lui fait subir. — Buonaparte déclare formellement la guerre à Venise. — Manœuvres dont on se sert pour amener le grand-conseil à réformer l'ancienne constitution; le sénat n'est point disposé à adopter cette mesure. —

Assemblée particulière et insolite dans les appartemens du doge. — Le grand-conseil autorise les trois députés que la république avait envoyés auprès de Buonaparte, à consentir à la réforme de l'ancienne constitution, avec adoption de quelque institution démocratique. — Buonaparte menace le patricien Giustiniani; réponses généreuses de ce dernier.— Conjurations dans Venise. — Les patriciens assemblés en grand-conseil renoncent à la souveraineté, et consentent au gouvernement démocratique; ce qui causa la ruine de cette ancienne république. — Traité signé le 16 mai à Milan, entre Buonaparte et les députés vénitiens. — Révolution totale dans Venise et la Terre-Ferme.

Certain désormais de pouvoir agir librement, que le directoire approuvât ou non sa conduite, Buonaparte conçut deux grandes pensées. La fortune le comblait de ses faveurs, il voulut en profiter, et faire de la Lombardie un nouvel état, monument éternel de sa puissance et de sa gloire; oubliant en cela les projets qu'il avait conçus en faveur du roi de Sardaigne; mais le directoire, quoiqu'il nourrît le même dessein sur le Milanais, désirait gagner du temps pour ménager sa paix avec l'empereur. Ainsi, pendant que le général français manifestait chaque jour davantage à Milan la volonté de soustraire ce pays à l'Autriche, et d'y établir la république, les députés milanais, chargés de demander la liberté, ne recevaient à Paris que quelques promesses illusoires. Buonaparte n'attendait que le retour du printemps pour passer les Alpes juliennes avec ses légions, et porter la terreur de ses armes jusqu'au cœur de la Germanie, afin

d'obliger l'empereur à la paix, projet qu'il avait conçu dès ses premières victoires en Italie, et dont l'exécution n'avait été retardée que par la constance admirable de l'Autriche à renouveler toujours ses armées. Plusieurs causes le déterminaient en cette circonstance : d'abord la singularité et la grandeur du dessein, abandonné par les Français depuis le siècle de Charlemagne; ensuite le désir de se mesurer avec l'archiduc Charles, frère de l'empereur, vainqueur des armées républicaines sur les rives du Mein et du Rhin, et qui venait d'être nommé, comme dernière espérance, au commandement de l'armée d'Italie; enfin l'amour-propre de réussir, en venant de cette contrée, dans une entreprise où avaient échoué Moreau et Jourdan, sur les terres mêmes de l'empire. Ou François, effrayé au bruit inaccoutumé des armes françaises au sein de ses états, consentirait à traiter, et alors Buonaparte acquérait un crédit immense dans la république; ou le souverain allemand s'obstinerait à la guerre, et dans ce cas le général de France espérait s'ouvrir un chemin jusqu'à Vienne, événement qui à lui seul aurait rendu son nom immortel. D'un autre côté, son intention était d'agir sans délai, soit que, croyant suffire au succès, il ne voulût pas que Moreau eût le temps d'arriver à son aide par les rives du Danube; soit qu'il jugeât nécessaire d'attaquer l'archiduc avant que les nouvelles levées,

qui déjà étaient en marche, eussent pu rejoindre les restes de l'armée vaincue. Ici deux précautions lui paraissaient indispensables; l'une, d'assurer parfaitement ses derrières; l'autre, d'avoir quelque état de plus à offrir à l'empereur en compensation de la Lombardie, dans le cas où ce prince serait obligé d'y renoncer. Une révolution dans les états de Venise opérait ce double résultat.

Telles étaient les dispositions personnelles de Buonaparte quand il entreprit la guerre d'Allemagne. Il se voyait à la tête d'une superbe armée de cinquante mille hommes, tous vétérans de l'armée d'Italie; Bernadotte lui avait en outre amené du Rhin vingt mille combattans. Ses troupes étaient ainsi réparties : l'aile gauche, commandée par Joubert et forte de plus de vingt mille soldats aguerris, gardait les passages du Tyrol, sur la rive gauche du Lavis, au-delà de Trente, s'étendant d'une part jusqu'aux sources de l'Adda vers Bormio, de l'autre jusqu'aux sources de la Brenta; le centre, conduit par Masséna, était à Bassano; l'aile droite, composée de trente mille hommes, sous les ordres de Buonaparte lui-même, occupait le Trévisan jusqu'aux rives de la Piave. Au moyen de ces trois corps d'armée, le général français était maître des trois passages qui conduisent d'Italie en Allemagne : d'abord, le passage difficile qui de Bolzano traverse le mont Brenner, dans la direction d'Inspruck; en second lieu,

celui qui mène à Villach, depuis la Ponteba, en passant par les sources du Tagliamento et par Trévise; le troisième enfin qui porte, par une route plus droite et plus aisée, de Gorice à Clagenfurt, à Gratz et à Vienne. Pour marcher sur cette ville, Buonaparte avait besoin de toutes ses forces. Il voulut donc que Masséna, occupant d'abord les villes de Feltre et de Bellune sur la Piave, s'emparât de la Chiusa, atteignît ainsi la vallée supérieure du Tagliamento, et s'acheminât sur Villach, par Ponteba et Tarvis. Il voulut encore que Joubert, une fois maître de Balzano et de Brixen, quittât la route d'Inspruck, et, après avoir battu les Autrichiens, se dirigeât à droite par Brunecken et Toblach vers Lintz sur la Drave, et vînt appuyer sa division à Villach et à Clagenfurt. L'armée autrichienne ainsi rompue sur toute la ligne, et l'armée française se trouvant réunie en masse sur la grande route de Vienne, Buonaparte espérait, ou forcer l'empereur à la paix, ou s'emparer de la capitale de l'Autriche. Ce qui le soutenait dans cet espoir, c'était la certitude qu'il existait à Vienne, même dans les conseils de l'empereur, une opinion puissante en faveur de la paix. Plus le péril deviendrait imminent, plus cette opinion devait acquérir d'influence, plus il était probable qu'elle finirait par triompher. Ce parti était soutenu par les ministres d'Espagne et de Naples, qui entrevoyaient dans la paix avec l'em-

pereur, des avantages pour leurs souverains respectifs. On y remarquait aussi des dames de haut parage, séduites qu'elles étaient, ou par un certain amour-propre à se mêler de politique, ou par le langage de la liberté, ou par la gloire de Buonaparte. Ces dispositions étaient promptement venues à la connaissance des républicains, qui avaient eu grand soin de les entretenir. C'était même sur elles que reposaient principalement les espérances du directoire, quand il envoya Clarke en Italie pour y ménager un accommodement; mais elles rencontrèrent un obstacle dans la droiture de l'empereur François, et surtout dans l'énergie de Thugut, soit que ce ministre favorisât l'Angleterre, comme le publièrent les républicains, soit qu'il pensât, ce qui est plus vraisemblable, que la paix offrait plus de dangers que la guerre. Ce fut la cause des invectives et des insultes dont les gazettes républicaines de France se remplirent alors contre Thugut, objet des outrages de Buonaparte lui-même, accoutumé à diffamer le patriotisme et la fidélité qui lui étaient contraires. Buonaparte appela aussi les Hongrois à la rébellion contre l'Autriche, et à la conquête de leur liberté. Joignant ainsi tour à tour la séduction à la force, l'arbitraire à la séduction, violant tous les droits, méprisant tous les devoirs, il marchait à la destruction de la monarchie autrichienne et au bouleversement du monde. Pour

animer ses soldats dans les nouvelles épreuves qu'il leur préparait, il leur adressa la proclamation suivante : « Vous avez remporté la victoire dans « quatorze batailles rangées et soixante-dix com-« bats ; vous avez fait plus de cent mille prison-« niers, pris à l'ennemi cinq cents pièces de canon « de campagne, deux mille de gros calibre, quatre « équipages de pont : les contributions mises sur « les pays que vous avez conquis, ont nourri, en-« tretenu, soldé l'armée pendant toute la cam-« pagne ; vous avez en outre envoyé trente mil-« lions au ministre des finances pour le soulage-« ment du trésor public ; vous avez enrichi le « Muséum de Paris de plus de trois cents objets, « chefs-d'œuvre de l'ancienne et de la nouvelle « Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour pro-« duire ; vous avez conquis à la république les « plus belles contrées de l'Europe ; les républi-« ques lombarde et cispadane vous doivent leur « liberté ; les couleurs françaises flottent, pour la « première fois, sur les bords de l'Adriatique, en « face et à vingt-quatre heures de navigation de « l'ancienne Macédoine. Les rois de Sardaigne, « de Naples, le pape, le duc de Parme se sont « détachés de la coalition de nos ennemis, et ont « brigué notre amitié ; vous avez chassé les An-« glais de Livourne, de Gênes, de la Corse ; mais « vous n'avez pas encore tout achevé : une grande « destinée vous est réservée ; c'est en vous que la

« patrie met ses plus chères espérances ; vous « continuerez à en être dignes. De tant d'ennemis « qui se coalisèrent pour étouffer la république à « sa naissance, l'empereur seul reste devant vous ; « se dégradant lui-même du rang d'une grande « puissance, ce prince s'est mis à la solde des « marchands de Londres, de ces insulaires per- « fides, qui, étrangers aux malheurs de la guerre, « sourient avec plaisir aux maux du continent : le « directoire exécutif n'a rien épargné pour don- « ner la paix à l'Europe ; la modération de ses pro- « positions ne se ressentait pas de la force de ses « armées : il n'a pas été écouté à Vienne : il n'est « donc plus d'espérance pour la paix qu'en allant « la chercher dans le cœur des états héréditaires « de la maison d'Autriche ; vous y trouverez un « brave peuple accablé par la guerre qu'il a eue « contre les Turcs, et par la guerre actuelle : les « habitans de Vienne et des états de l'Autriche « gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire de « leur gouvernement ; il n'en est pas un qui ne « soit convaincu que l'or de l'Angleterre a cor- « rompu les ministres de l'empereur. Vous res- « pecterez leur religion et leurs mœurs ; vous pro- « tégerez leurs propriétés ; c'est la liberté que vous « apporterez à la brave nation hongroise : la mai- « son d'Autriche, qui mécontente ses peuples en « les dépouillant de leurs priviléges, se trouvera « réduite à accepter cette paix que nous lui accor-

« derons, et à descendre, dans la réalité, au rang « des puissances secondaires, où elle s'est déjà « placée en se mettant aux gages et à la disposi- « tion de l'Angleterre. »

Buonaparte parlait à des soldats vaillans, victorieux, inhabiles à distinguer, dans cette grande querelle, de quel côté était le droit, la justice et l'honneur, familiers avec le seul bruit des armes. Le lecteur jugera bientôt de l'effet que produisit sur eux ce langage.

Le gouvernement autrichien montra plus de modération, et autant de courage. Sans parler des débris de l'armée d'Italie, il dirigea sur la Carinthie, la Carniole et le Frioul environ trente mille hommes de l'armée du Rhin. De jeunes levées s'organisaient dans les états héréditaires. La Hongrie accourait en masse, et volontairement, au secours de son souverain en danger. Un gros corps de troupes, vieilles et nouvelles, était à Salsbourg, tout prêt à se porter aux passages des Alpes; et un camp allait être formé à Neustadt, pour couvrir la capitale. Tout cela ne se faisait pas sans nécessité. L'armée d'Italie était réduite à une grande faiblesse; cinq fois vaincue, elle avait perdu sa force et son audace. Les régimens étaient incomplets, les jeunes soldats sans expérience de la guerre, les vétérans découragés par leurs défaites; point d'ordre dans le service, point d'unité dans le conseil. Le mélange

des compagnies et des soldats avait détruit cet ensemble, qui seul peut introduire la régularité dans les opérations, et la discipline parmi les troupes. Impuissance chez l'infanterie, plus d'impuissance encore dans la cavalerie, principale force des armées autrichiennes, et dont la fleur avait été moissonnée à Mantoue; plus d'intelligence entre les généraux et les officiers, parce que, dans les momens d'effroi, chacun veut pourvoir à son salut particulier. De là le désordre, les récriminations, l'absence de toute harmonie. Cependant, malgré les rigueurs de la fortune et le découragement des esprits, l'armée reprenait confiance, en pensant qu'elle allait avoir à sa tête l'archiduc Charles, prince aimé de tous, et qui venait de donner, dans les guerres d'Allemagne, des preuves d'une habileté remarquable et d'une valeur peu commune. Néanmoins, après la perte de Mantoue, de sa plus belle cavalerie, celle de tant de batailles, l'Autriche ne pouvait penser à reconquérir ses possessions d'Italie; mais elle espérait arrêter les Français aux passages des Alpes, garantir ainsi le cœur de l'Allemagne, et mettre l'empereur en état, ou de résister avec avantage, ou de traiter avec honneur.

Les restes de l'armée vaincue étaient répartis dans le Trentin, le pays de Feltre et la Marche trévisane. Sa ligne s'étendait des montagnes de Bormio à l'embouchure de la Piave. Au commen-

cement de février, l'archiduc replia son armée sur la rive gauche du Tagliamento, et la distribua dans le Frioul et la Carinthie, laissant trois corps en observation dans les positions primitives. Liptay, avec un de ces corps, occupait tout l'espace situé entre la frontière des Grisons et Salorno, place située à gauche de l'Adige sur le Lavis, et couvrait ainsi le Tyrol supérieur. Le second s'étendait depuis Salorno jusqu'à Feltre, à travers les montagnes qui séparent l'Adige de la Piave; il obéissait à Lusignan, et avait en tête les intrépides guerriers de Masséna. Enfin le prince de Hohenzollern, avec sept mille hommes, gardait le pays de Feltre, occupant la rive gauche de la Piave jusqu'à la mer. Informé que le plus grand effort de l'ennemi se ferait à Gorice, l'archiduc avait établi son quartier-général à Udine, capitale du Frioul.

Le monde entier avait les yeux attachés sur ces deux fameux capitaines, égaux par l'âge et par la valeur, tous deux couverts de gloire, l'un par ses triomphes en Italie, l'autre par ses victoires en Allemagne. Mais si le courage et l'habileté brillaient d'un éclat pareil chez les deux rivaux, leur caractère n'en était pas moins différent. Leur position n'était pas non plus la même sous le rapport des événemens et des lieux. Dans l'un, audace et impétuosité; dans l'autre, sang-froid et prudence; le premier, à la tête de légions victorieuses; le

second, entouré de soldats vaincus; celui-là, soutenant ses armes par des appels à la révolte; celui-ci, par l'antique loyauté. L'armée du républicain était supérieure; celle du prince moins puissante. A la victoire de Buonaparte était attaché le maintien de la domination française en Italie; aux succès de Charles, la conservation de la monarchie autrichienne, et sous ce rapport la partie n'était pas égale. D'un autre côté, les populations qui entouraient les deux armées étaient plus favorables au général autrichien, moins bien disposées pour le général français; de sorte que les derrières de l'armée impériale étaient plus assurés que ceux de l'armée républicaine. La retraite offrait des avantages à l'archiduc; la victoire était une nécessité pour Buonaparte. Le plan de Napoléon ne pouvait donc pas être celui de Charles. La célérité convenait au premier; les délais valaient mieux pour le second. L'un perdait la partie s'il ne la gagnait pas sur-le-champ; l'autre la gagnait en la faisant traîner en longueur. Les deux jeunes rivaux se trouvaient ainsi, réciproquement, dans des circonstances analogues à leurs caractères, et ils auraient fait par inclination, ce qu'ils étaient obligés de faire par nécessité. Buonaparte résolut donc de se porter rapidement en avant, et de combattre son adversaire partout où il le rencontrerait, pendant que l'archiduc prit le parti de se retirer, de se fortifier aux passages, de couper la

retraite à l'ennemi, et d'utiliser si bien à la fois, et ses troupes et les populations voisines, que les Français ne pussent compter sur aucun pays que sur celui où se trouverait leur armée. Une autre considération décidait l'archiduc : les renforts qu'il attendait du Rhin, de la Hongrie et des états héréditaires devaient bientôt arriver, mais ne l'étaient point encore. Reculer, c'était se rapprocher d'eux et grossir à chaque instant ses forces, pendant que celles de Buonaparte diminueraient en raison de la rapidité de sa marche, à cause des garnisons qu'il serait obligé de laisser derrière lui pour garder les routes du côté de l'Italie, d'où lui venaient des soldats et des munitions. C'était là une tactique savante; mais Vienne montra moins de courage que son défenseur ne déploya d'habileté.

Le général français donna le premier le signal des batailles. Le 10 mars, l'aile droite et le centre s'ébranlèrent à la fois. Son principal dessein était de se jeter au milieu de l'armée autrichienne, de sorte que l'aile droite fût séparée du reste. Pour y parvenir, il avait décidé que les plus grands coups seraient portés d'abord par le centre, réuni sur les rives de la Piave, et commandé par Masséna. Il était évident, en effet, que la présence de Masséna, sur la Piave supérieure et dans le pays de Cadore, interrompait toute communication du Tyrol avec le Frioul. Ce premier

succès obtenu, il devenait plus facile à Joubert de repousser les Impériaux jusqu'à l'entrée même de l'Allemagne, et de revenir ensuite, par les vallées du Puster et de la Drave, prendre part aux opérations ultérieures de Buonaparte. Masséna ne se fit pas attendre. A peine s'était-il ébranlé, que les Autrichiens, abandonnant les hauteurs du Cardevolo et les plaines qu'il domine, se retirèrent dans une forte position au-delà de Bellune, afin de tomber avec plus d'avantage sur l'ennemi, s'il voulait pénétrer dans la vallée de Cadore. Masséna se mit aussitôt à leur poursuite. En vain Lusignan se défendit avec la plus grande valeur, en vain il forma un bataillon serré qui chargea vigoureusement à la baïonnette pour se frayer un passage; accablé par des forces supérieures, il fut contraint de mettre bas les armes, et de se rendre avec tous les siens. Six cents Autrichiens et Lusignan lui-même tombèrent ainsi au pouvoir du vainqueur; un plus grand nombre resta sur le champ de bataille. En même temps, Serrurier et Guyeux passaient la Piave à Vidoro et à Ospidaletto, s'emparaient de Conegliano et de Sacile, et marchaient vers le Tagliamento, torrent impétueux plutôt que fleuve ordinaire, dont l'archiduc avait garni les bords de tranchées et de batteries. De forts escadrons de cavalerie légère s'apprêtaient en outre à disputer le passage aux Français; mais c'étaient là de simples dé-

monstrations pour retarder l'ennemi plutôt que pour l'arrêter; car les neiges n'étant pas encore fondues sur les hauteurs, le Tagliamento était guéable en beaucoup d'endroits. Aussi les Français, évitant les tranchées et l'artillerie, parvinrent-ils sans obstacle sur la rive gauche. Il y eut alors quelques charges de cavalerie très brillantes du côté des Autrichiens; mais leur infanterie ne résista que faiblement à la cavalerie républicaine, tandis que les premiers bataillons d'infanterie française qui passèrent le torrent, soutinrent bravement le choc vigoureux de la cavalerie impériale. La perte des Français fut légère, celle des Impériaux excéda six cents hommes morts ou prisonniers. Parmi ces derniers se trouva le général Schultz. Six pièces de canon tombèrent aussi au pouvoir du vainqueur.

Le Tagliamento franchi, Buonaparte, assuré sur sa gauche par la victoire de Masséna, qui de Cadore, traversant tout le pays entre les sources de la Piave et celles du Tagliamento, se portait à la hâte sur Ponteba, Buonaparte, disons-nous, envahit le Frioul, chassant devant lui, du côté de Lisonzo, les Autrichiens, qui d'ailleurs ne combattaient qu'avec réserve, et ne cherchaient pas à l'arrêter. Déjà il s'était rendu maître des forteresses de Palma-Nova et de Gradisca, déjà il était entré à Gorice; ensuite, s'étendant sur la droite, il prenait possession de la ville et du

port de Trieste abandonné de ses défenseurs; puis, courant subitement à Hydria, il s'emparait de ces mines fécondes de vif-argent, moins riches toutefois qu'on ne le répandit alors. Opérant avec la même résolution sur la gauche, il prenait Cividale et marchait sur Chiavoretto pour favoriser l'entreprise de Masséna sur l'importante position de la Ponteba; vaste projet, comme on va le voir. En effet, Masséna une fois maître de Ponteba et de Tarvis, Buonaparte débordait le flanc droit de l'archiduc, le séparait de Kerpen et de Laudon, arrêtait la marche des renforts qui venaient du Rhin, et entrait peut-être à Clagenfurt sur la route de Vienne, avant le général autrichien lui-même. A ce moyen encore, il assurait sa jonction avec Joubert qui devait arriver du Tyrol par la vallée de la Drave. Une partie de ce dessein réussit; la prévoyance et la célérité de son adversaire fit échouer l'autre.

Mais avant de retracer les grands événemens qui suivirent, il est nécessaire de rapporter ce qui se passa dans le Tyrol, entre Joubert d'un côté, et Liptay, Kerpen et Laudon de l'autre. A peine informé des succès obtenus dans le Frioul, Joubert se mit en devoir d'exécuter l'entreprise dont Buonaparte lui avait confié l'exécution. Le 20 mars, il passa le Lavis avec toutes ses troupes, malgré le feu soutenu des chasseurs tyroliens, attaqua Kerpen fortement retranché sur les hauteurs de Cembra,

et fit ses dispositions pour le tourner sur la gauche par Cavriana. En même temps, Delmas et Baraguey d'Hilliers s'avançaient à droite sur la route de Bolzano. La défense fut vive, mais courte. Craignant d'être débordé par sa droite, Kerpen se replia promptement sur Saint-Michel; assailli de nouveau par les Français, il continua son mouvement rétrograde jusqu'à Bolzano. Les Autrichiens souffrirent beaucoup dans ces divers engagemens, ils y perdirent environ trois mille hommes, morts, blessés ou pris. Après quelques autres combats et beaucoup de sang répandu, les Français entrèrent successivement à Salorno, à Peza et à Newmarket : toutes ces actions avaient lieu sur la rive gauche de l'Adige, et rendaient la position de Laudon très critique sur la rive droite. Les Français ne laissèrent pas échapper l'occasion, passèrent le fleuve à Salorno et à Newmarket, attaquèrent Laudon dans son camp de Tranen, le mirent en déroute, lui tuèrent beaucoup de monde, firent neuf cents prisonniers, et emmenèrent plusieurs pièces de canon. Cette défaite plaçait Laudon dans l'impossibilité de rejoindre Kerpen, et il n'avait plus de refuge que la vallée supérieure de Merano. Il s'y établit pour y attendre le moment où la fortune lui offrirait les moyens de réparer son échec. Suivant le cours de leurs succès, les républicains tombèrent sur Kerpen, le délogèrent de la Chiusa où il s'était re-

tranché, et le maltraitèrent si fort que, sans s'arrêter à Brixen, le général autrichien résolut de se retirer à Sterzing, position escarpée, difficile, entourée de défilés et de ravins, dans les montagnes du Brenner, presque au sommet des Alpes, à l'endroit où les eaux se divisent entre l'Inn et l'Adige; c'est le dernier rempart de l'Allemagne du côté de l'Italie. Les Français osèrent l'attaquer dans cette redoutable forteresse. La bataille fut sanglante et opiniâtre; mais les assaillans furent contraints d'abandonner l'entreprise, soit que l'obstacle fût insurmontable, soit, ce qui est plus probable, que leur intention fût d'effrayer l'ennemi plutôt que de passer outre. A la vérité, il eût été imprudent à Joubert de pousser jusqu'à Inspruck; ce n'était pas non plus l'intention de Buonaparte qui voulait avoir sous sa main cette division, bien loin de s'en séparer par de hautes et rapides montagnes. Joubert s'établit donc à Brixen, d'où il pouvait, à son gré, ou observer les événemens du Tyrol, ou se porter, par Brunecken et Toblach à Lintz, et de là jusqu'à Villach, pour se réunir à Buonaparte. Mais ce dessein, librement conçu, devint bientôt pour lui une mesure nécessaire. Laudon fit un appel aux Tyroliens, Kerpen l'imita, et le comte de Lerback, personnage d'une grande autorité dans cette province, les seconda par les exhortations les plus vives. Les belliqueux montagnards tressaillirent à ces accens,

et se levèrent contre les oppresseurs de leur patrie. Ni le sexe ni l'âge ne furent invoqués comme excuse : les vieillards, les femmes et les enfans se saisissaient des armes que le hasard ou la fureur leur offrait, et s'apprêtaient à défendre leurs demeures antiques et chéries. Point de saison rigoureuse, de neiges amoncelées, de torrens impétueux, qui fussent capables de les arrêter. Le défaut de munitions de guerre ou de bouche n'était pas même un obstacle; et tel fut l'enthousiasme général, que dès les premiers jours d'avril, plus de vingt mille combattans faisaient retentir les vallées du bruit des armes et du cri des batailles. N'ignorant pas cependant que la multitude sans discipline est plus souvent une proie pour l'ennemi qu'un obstacle à ses progrès, les généraux autrichiens avaient organisé en bataillons cette masse tumultueuse, ayant soin d'y mêler quelques troupes régulières pour l'animer et la conduire. Ils fondaient de grandes espérances sur la coopération de ces nouveaux soldats. Familiers avec le pays, ils offraient en effet d'excellens tirailleurs, pouvaient mieux que d'autres tomber sur les détachemens égarés, couper les routes, se présenter à l'improviste sur les derrières, frapper de loin, s'embusquer sur les hauteurs, surprendre les bagages, intercepter les convois, harceler continuellement l'ennemi de front,

sur ses flancs et à dos, et multiplier autour de lui l'inquiétude et les dangers.

Ces ardentes cohortes, quelques renforts de troupes régulières venues de l'armée du Rhin, rendirent l'espoir à Kerpen et à Laudon. Ils résolurent de purger le Tyrol de la présence des républicains. Dans ce but, Laudon, qui avait dépeuplé la vallée de Merano et rangé les habitans sous ses enseignes, descendait menaçant de ces hauteurs escarpées, et allait battre l'estrade à moitié route entre Brixen et Bolzano, pour fermer la retraite aux Français vers le bas Adige : son projet réussit. Il attaque vivement les avant-postes républicains, les repousse et s'empare de Bolzano. Encouragé par le succès, il remonte les rives de l'Adige, afin de se réunir à Kerpen, et de presser davantage Joubert qui se trouvait à Brixen, entre les deux corps ennemis. Il entre dans la Chiusa, puis dans Steben, les Français reculant toujours à mesure qu'il avançait. Déjà Brixen était menacé. Pendant ce temps, Kerpen agissait de son côté. Sorti de Sterzing avec ses Allemands et ses Tyroliens réunis, il avait aussi refoulé les républicains jusque sous les murs de Brixen, de sorte que Joubert, cerné de trois côtés, en avant par Kerpen, à gauche et en queue par Laudon, n'avait plus de retraite que sur la droite par la vallée du Puster, et ensuite par celle de la Drave jusqu'à

Villach. Ce général partit donc de Brixen le 5 avril, rompit le pont sur l'Eisack, pour arrêter Kerpen qui voulait le suivre, et arriva sain et sauf à Luiz où il rencontra quelques escadrons de cavalerie que Buonaparte avait envoyés à sa rencontre. Continuant ensuite sa route avec célérité par les rives de la Drave, et après avoir culbuté près l'Hôpital quelques nouvelles recrues qui voulaient lui disputer le passage, il effectua la jonction complète des deux armées à Villach. Cependant Laudon poursuivait ses avantages, chassait les Français vers le bas Adige, entrait victorieux à Trente et à Roveredo, et poussait ses reconnaissances sur les rives du lac, jusqu'à Torbole et Riva. Déjà le bruit des armes autrichiennes résonnait dans la plaine entre l'Adige et le Mincio; déjà de notables effets s'en étaient suivis; les résultats auraient pu devenir immenses, si, dans ce moment suprême, l'empereur François eût montré plus de constance, le sénat de Venise plus de résolution.

Le moment décisif approchait. Masséna était sur le point d'enlever à l'Autriche ses dernières défenses du côté de l'Italie. L'archiduc, appréciant toute l'importance de la position de Ponteba, avait recommandé à Ocskay, qui la gardait, de la défendre jusqu'à l'extrémité. Plein de confiance dans la valeur de ses soldats, il avait conçu le projet de tomber à l'improviste, avec des forces supérieures, sur Masséna, et de l'écraser avant que

Buonaparte ait eu le temps de le secourir. Si le prince eût réussi, Buonaparte se fût trouvé dans la situation embarrassante où il voulait placer son adversaire; c'est-à-dire que l'aile droite républicaine aurait été séparée de l'aile gauche qui gardait le Tyrol. Quelques troupes de l'armée du Rhin étaient arrivées; le général autrichien les réunit, ordonna aux généraux Gontreuil et Bajalitsch de se porter franchement sur Tarvis, pour gagner ensuite Ponteba, et les suivit en personne avec une égale promptitude, amenant avec lui la grosse artillerie. La circonstance était grave, le moment fort critique; l'archiduc s'avançait comme au-devant d'une victoire assurée. Mais, pendant qu'il se berçait de cette flatteuse espérance, il reçut la funeste nouvelle qu'après une faible résistance à Ponteba, Ocskay s'était replié sur Tarvis, et que, vivement pressé par Masséna, il avait aussi abandonné cette place à l'ennemi, et s'était enfui du côté de Wurtzen. Le prince lui envoya l'ordre de faire volte-face, et de chasser les républicains de Tarvis; il n'était plus temps; le général autrichien, dans la rapidité de sa marche, était déjà parvenu à Wurtzen, c'est-à-dire trop loin pour être en mesure d'exécuter l'ordre de l'archiduc. Ce revers n'ôta rien au prince de son courage, et il se mit en devoir de réparer, à force de valeur, les fautes commises par la timidité. Il commanda aux généraux Gontreuil et Bajalitsch

de continuer leur marche, et de reprendre Tarvis à tout prix. Gontreuil, qui conduisait l'avant-garde, fit une si grande diligence, qu'après avoir franchi le col d'Ober-Preth, il surprit les républicains dans Tarvis, les en chassa, et les poursuivit au-delà, jusqu'au village de Salfnitz. Si Bajalitsch fût arrivé à temps, le succès de l'entreprise était complet. Mais, soit la difficulté des lieux, soit la marche lente de l'artillerie qu'il voulait amener avec lui, il parut trop tard pour seconder l'opération. Dès le lendemain, 23 mars, Masséna rallia ses troupes, en appela de nouvelles, chargea Gontreuil avec des forces supérieures, d'abord à Salfnitz, puis à Tarvis, et reprit les deux positions sur les Impériaux. Ni l'extrême valeur de Gontreuil, ni le courage opiniâtre de ses soldats, ni la présence de l'archiduc lui-même qui s'était empressé d'accourir, et qui se montra dans cette bataille aussi vaillant guerrier qu'habile capitaine, rien ne put faire changer la fortune. Non seulement Gontreuil fut vaincu et blessé, mais sa défaite entraîna celle de Bajalitsch qui venait d'arriver. Masséna vainqueur se retourna contre cette seconde colonne, et l'attaqua sur les limites de Raibel, pendant que Guyeux, qui s'était emparé de la Chiusa de Plezzo, la chargeait lui-même sur ses derrières. Assaillie de tous côtés par un ennemi victorieux, exténuée de fatigue à la suite d'une marche forcée à travers les montagnes, et

sans espoir d'être secourue, la division autrichienne mit bas les armes et se rendit. Quatre généraux, quatre mille soldats, vingt-cinq pièces de canon, quatre cents voitures chargées de bagages et de munitions, tels furent les résultats éclatans des victoires de Tarvis et de Raibel, et les suites funestes de la molle résistance d'Ocskay à Ponteba : ainsi échoua la prudence et l'habileté de l'archiduc.

L'attaque n'étant plus praticable, le général en chef autrichien dut se borner à la défense. Il s'agissait d'arrêter les progrès de l'ennemi; de donner le temps aux troupes de l'armée du Rhin d'arriver; aux levées de Croatie, de Bosnie, d'Autriche et de Hongrie, celui de s'organiser; au camp de Neustadt celui de s'établir et de se fortifier. Pour arriver à ce but, l'archiduc plaça le général Seckendorf sur la route de Laybach, afin d'assurer la Carniole et les rives de la Save, c'était là son aile gauche; le général Mercantin prit position sur les bords de la Drave, et couvrait Clagenfurt, c'était le centre; enfin le prince de Reuss et le général Keim, avec l'aile droite, se tenaient à San-Vito et dans la vallée de la Mure. De cette manière étaient gardés les trois passages principaux qui mènent de l'Italie dans le cœur de l'Autriche. L'archiduc espérait que ces préparatifs, l'arrivée prochaine des troupes de l'armée du Rhin, et le soulèvement général des populations environnantes, donneraient à penser à Buonaparte, et

ralentiraient son audace; mais, par amour de la gloire, peut-être aussi par l'espérance que l'opinion favorable à la paix se prononcerait plus énergiquement dans Vienne à mesure qu'il s'approcherait davantage, le général français voulut malgré tout que l'Allemagne retentît du bruit de ses armes; et bien loin de s'arrêter, fortifié d'ailleurs de toute la division de Joubert, il fit marcher en avant, et entra victorieux dans Villach, Leybach et Clagenfurt. Buonaparte n'avait donc plus à franchir, pour arriver sur les rives du Danube et sous les murs de Vienne, que la crête septentrionale des Alpes noriques, qui séparent la Drave de la Mure; faible obstacle, attendu la facilité des passages. La guerre d'Italie, qui n'était d'abord entrée que comme accessoire dans les desseins de la France, en devint tout à coup la partie fondamentale, à la suite de tant de victoires signalées. C'est ainsi que le directoire, qui voulait opprimer l'empereur du côté de l'Allemagne, en trouva les moyens du côté de la péninsule; résultat ue le directoire lui-même, ni aucun gouvernement, ni personne au monde, excepté peut-être Buonaparte, n'aurait certainement cru ni probable, ni possible, quand on se battait encore, il y avait à peine une année dans la rivière de Ponant, sous l'humble rocher de Borghetto. Mais si les Autrichiens étaient braves, les Français étaient à la fois braves et impétueux. Les premiers faisaient la guerre

avec mesure, les seconds la faisaient avec ardeur; les Impériaux divisaient leurs troupes et voulaient être partout; les républicains rapprochaient les leurs et chargeaient en masse, avec tout l'élan de leur caractère; les Autrichiens n'entraient en campagne que munis de provisions de toute espèce; les Français marchaient à l'ennemi sans autres bagages que leurs armes. De là, pesanteur nécessaire chez les uns, et rapidité facile chez les autres; les Autrichiens lésinaient dans le service de l'espionnage; Buonaparte, sous ce rapport, ne regardait pas à la dépense. Ce qui influa beaucoup encore sur les événemens, ce fut l'indépendance que s'attribua Buonaparte, qui s'inquiétait peu des projets et des ordres du directoire, pendant que les généraux de l'empire étaient soumis aux ordres et aux projets du conseil de Vienne, aussi lent à délibérer que jaloux d'être obéi. Les Autrichiens perdirent ainsi beaucoup d'occasions favorables pour la victoire, lorsque Buonaparte pouvait n'en laisser échapper aucune; mais ce fut surtout à sa célérité vraiment admirable qu'il dut ses triomphes; et l'on peut dire, après Buonaparte lui-même, que si le monde appartient à celui qui s'en empare, la victoire appartient plus encore à celui qui sait la saisir. Buonaparte se trompa quelquefois; mais l'intrépidité, chez lui, réparait toujours une erreur. Les généraux autrichiens se trompè-

rent de leur côté; mais leurs fautes s'aggravaient encore par la timidité qui en était la suite. Buonaparte avait donc plus de chances en sa faveur, puisqu'il triomphait, non seulement par son génie, mais encore malgré ses erreurs. Dans tous les cas, l'excès de son audace, la finesse de ses stratagèmes et la supériorité de sa tactique, en firent, pour la guerre offensive, le plus grand capitaine qui ait jamais paru sur la terre.

Arrivé à Clagenfurt, et secrètement informé que les partisans de la paix, à Vienne, redoublaient d'efforts pour arriver à leur but, le général républicain crut devoir profiter de la terreur qu'inspirait sa présence, pour faire prévaloir leur opinion dans les conseils de l'empereur. Il s'y voyait d'autant plus intéressé qu'il n'était pas sans inquiétude sur ce qui pouvait arriver derrière lui. Les peuples de la Terre-Ferme n'avaient rien de la timidité du sénat. Indignés des excès commis par les républicains, furieux aussi des révolutions opérées à Bergame et à Brescia, par les manœuvres secrètes ou publiques des Français et de leurs partisans, ils étaient tout prêts à se révolter contre les oppresseurs de leur pays. D'un autre côté, Buonaparte avait ressenti les premiers effets des avantages remportés par Kerpen et Laudon, dans le Tyrol; et les Croates menaçaient déjà Trieste. Il n'était pas non plus indifférent pour lui de paraître désirer la paix : s'il en dictait

les conditions, son but était rempli; autrement, la guerre devenait en apparence le résultat de l'obstination de ses ennemis. Il écrivit donc le 31 mars à l'archiduc : Que l'Europe en sang désirait la paix; que le directoire la désirait également; qu'il avait fait connaître ses intentions à l'empereur; que l'Autriche restait seule en armes sur le continent; que c'était l'Angleterre qui la poussait à cette résolution; mais fallait-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que les Français et les Autrichiens continuassent à s'entr'égorger? « Vous « avez été, disait-il à l'archiduc, vous avez été le « sauveur de l'Allemagne, soyez aussi le bienfai- « teur de l'humanité : dans la supposition même « que les chances de la guerre vous deviennent « favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ra- « vagée. Quant à moi, si l'ouverture que j'ai « l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un « seul homme, je m'estimerai plus fier de la cou- « ronne civique que je me trouverais avoir mé- « ritée, que de la triste gloire qui peut revenir des « succès militaires. »

L'archiduc répondit qu'il faisait la guerre par devoir, et désirait la paix par inclination; que personne plus que lui n'avait à cœur la félicité des peuples; mais qu'il manquait d'instructions pour traiter d'une affaire aussi grave, et qu'il attendrait à cet égard les ordres de l'empereur son

maître. Après cette réponse, le prince fit passer à Vienne la lettre de Buonaparte.

Cependant le général républicain ne ralentissait point la rapidité de sa marche, espérant assurer par une victoire ce qui, malgré tout, était encore incertain. Mais l'archiduc, fermement résolu de temporiser, évitait toujours la nécessité d'une bataille, persistait dans son mouvement rétrograde, et se contentait de modérer la poursuite des Français, en les faisant charger de temps en temps vigoureusement par son arrière-garde. C'est ainsi qu'il abandonna les uns après les autres, San-Vito, Freisach, Newmarket, Unsmarket sur la Mure, et Judembourg. Buonaparte occupa successivement toutes ces villes. Déjà il avait dépassé les eaux qui s'échappent du haut des monts noriques, et vont droit au Danube; déjà les remparts antiques, et jusques là invincibles, de la capitale de l'Autriche allaient se découvrir aux yeux des vainqueurs : événement prodigieux, dont le souvenir trouve à peine un exemple dans l'antiquité des âges.

La position de Buonaparte n'en était pas moins fort critique, et par l'arrivée subite de Laudon dans la campagne de Brescia, et par l'entrée à Trieste du colonel Casimir, dirigé sur cette ville par l'archiduc, et par la présence de l'archiduc lui-même qui menaçait, avec toutes ses forces, le front de l'armée française; mais l'effroi dans Vienne

avait déjà fait taire la prudence. Les généraux Bellegarde et Meerfelt arrivèrent à Judembourg, avec mission de négocier une suspension d'armes, et d'aplanir les différends. Leurs propositions favorablement accueillies, la cessation des hostilités fut convenue le 7 avril pour six jours; et comme Buonaparte se montrait à chaque instant mieux disposé envers l'Autriche; qu'il lui offrait, dans l'état de Venise, des équivalens pour les Pays-Bas et le Milanais, la trève fut prolongée jusqu'à la conclusion des préliminaires, qui, d'après la tournure des négociations, paraissaient devoir être bientôt signés. Ils le furent en effet à Léoben, le 18 du même mois, par les plénipotentiaires. Il y eut des articles ostensibles; il y en eut aussi de secrets. Les premiers portaient : Que l'empereur céderait les Pays-Bas à la France; qu'il reconnaîtrait les limites de la république, telles que les lois françaises les avaient posées, et qu'il consentirait à la création d'une république en Lombardie. Il était stipulé dans les seconds : Que la France remettrait à l'empereur l'Istrie, la Dalmatie, le Brescian, le Bergamasque et une partie du Véronais. C'était précisément dans ce but, et pour assurer l'effet de cette machination, qu'à une époque antérieure, Clarke avait exhorté l'Autriche à occuper militairement l'Istrie et la Dalmatie. C'était encore dans ce but que Buonaparte, long-temps avant, avait soulevé contre le sénat

vénitien, Bergame, Brescia et le Véronais. Du reste, les préliminaires promettaient à Venise des dédommagemens, et c'étaient les légations; c'est-à-dire qu'à l'insu et sans le consentement du sénat, on destinait ses états à une autre puissance, et qu'on lui offrait des compensations, sans savoir si le traité ne compromettait pas ses intérêts ou son honneur. En effet, non seulement on dépouillait Venise, mais on prétendait la dédommager en dépouillant pour elle une autre puissance, avec qui elle avait des rapports d'amitié. Remarquons encore, au milieu de ces horribles bouleversemens, le mépris réservé à cette république cispadane, que l'on frappait de mort le lendemain de sa naissance, et déjà destinée à passer sous la férule d'un gouvernement aristocratique et tyrannique, disait-on, ce qu'on redoutait beaucoup à cette époque. Toutefois il était stipulé dans ces préliminaires, que Mantoue serait restituée à l'empereur. Le directoire ne voulut point consentir à cette clause, très grave par elle-même, et par les résultats qu'elle laissait entrevoir. Abandonner Mantoue à l'Autriche, c'était rendre à jamais incertaine l'existence de cette république lombarde ou transpadane encore au berceau. C'était consacrer indéfiniment la nécessité d'une grosse armée française dans l'Italie septentrionale; c'était enfin remettre en question tous les changemens opérés par la France. Une

levée de boucliers, le moindre bruit, un soupçon, la plus légère fermentation des esprits eût déterminé la subversion complète de ces nouveaux états qui n'auraient jamais pu prendre de consistance, tant que cette redoutable Mantoue eût été au pouvoir de l'Autriche. Il fallut en venir à de nouvelles négociations; et Mantoue fut définitivement donnée à la république transpadane; mais cette place forte enlevée à l'Autriche, il y avait alors nécessité de dédommager l'empereur avec le surplus de l'état vénitien et la capitale elle-même, en détruisant de fond en comble l'antique gouvernement de Venise. Le directoire se résolut à cet acte de fraude et de barbarie; Buonaparte se chargea de l'exécution; se réservant, l'un et l'autre, de couvrir leur trahison envers les Vénitiens, en accusant les Vénitiens de trahison contre eux-mêmes.

Nous avons dit, dans un Livre précédent, que la ville et le château de Bergame avaient été militairement occupés par l'ordre exprès de Buonaparte. Il y avait là, violence et arbitraire sous tous les rapports, subversion de tous les principes de la neutralité. Les républicains entrèrent à Bergame, Baraguey d'Hilliers à leur tête, canons braqués, mèche allumée. Ils s'emparèrent des portes, se saisirent de l'artillerie, sommèrent le podestat Ottolini de faire sortir de la ville les troupes vénitiennes, à défaut de quoi il y serait contraint par

la force. Ainsi furent envahies la ville et le château de Bergame, par ceux-là même qui accusaient Venise de violer la neutralité. Mais ce n'était là qu'un prélude aux trames qui s'ourdissaient. Buonaparte avait créé à Milan un comité secret composé, en grande partie, des républicains italiens de cette époque, et dont le but était d'exciter des révolutions dans la Terre-Ferme vénitienne. Plusieurs Français en faisaient partie dans la même intention. On remarquait parmi eux un certain Landrieux, chef d'état-major de cavalerie. Il avait été choisi par le comité pour agent principal des soulèvemens à opérer dans l'état de Venise; mais, soit que par un sentiment d'honneur naturel il détestât en effet cette odieuse mission, soit que, par un motif moins recommandable, comme le soupçonna Buonaparte, il entretînt une correspondance secrète avec les inquisiteurs d'état de Venise, il informa Ottolini, par leur intermédiaire ou directement, que s'il voulait lui adresser une personne de confiance à Milan, il lui révélerait des choses de la plus haute importance pour le salut de la république vénitienne. Ottolini envoya le secrétaire Stephani : ce dernier s'aboucha, dans Milan, avec l'avocat romain Serpieri et Landrieux, qui le logèrent mystérieusement dans la maison Albani. Landrieux protestait auprès de Stephani de ses bons sentimens, affirmant que les révolutions lui étaient en horreur; que

déjà il avait fait échouer celle d'Espagne, et qu'il prétendait encore empêcher celle de Venise; qu'en cela il avait en vue l'honneur de la nation française, foulé aux pieds par Buonaparte, le directoire et leurs conseillers, tous gens, disait-il, abominables et amis du crime; qu'il y était porté aussi par le souvenir des bienfaits de la république vénitienne envers l'armée française, par l'amour de l'humanité et le désir de la paix. Dans un mois, ajoutait-il, la paix sera signée avec l'Autriche, si la conjuration contre Venise est déjouée; dans le cas contraire, il n'y a plus de conciliation possible avec l'empereur. L'ambition de Buonaparte ne connaît plus de bornes, et c'est à la souveraineté de l'Italie qu'il aspire. Le projet de révolution dans l'état vénitien est l'ouvrage du comité secret dont les principaux membres sont : Porro de Milan, Lecchi, Gambara, Beccalosi de Brescia, Alessandri, Caleppio, Adelasio de Bergame. Moi-même, continuait Landrieux, je dois jouer le premier rôle dans cette entreprise. Je connais le nom, la force, les manœuvres des conjurés. Le soulèvement doit éclater d'abord à Brescia, s'étendre à Bergame, puis à Crema. Des agens secrets parcourent les campagnes pour y semer l'or et exciter à la révolte. Du reste, le complot n'est pas encore mûr, et l'explosion ne doit avoir lieu que dans huit ou dix jours. On était alors au 9 mars. Vous, Stephani, restez à Milan; qu'un messager fidèle

instruise de tout le provéditeur extraordinaire Battaglia à Brescia. La révolution de cette ville avortée, nulle autre ne saurait avoir lieu. Point d'arrestations, cependant; elles ne feraient que retarder le coup et ne le détourneraient pas. Un jour est fixé pour l'assemblée générale des conjurés, ce jour m'est connu, je vous en tiendrai informé, afin qu'on puisse se saisir de tous les coupables à la fois, et déjouer ainsi l'infernale manœuvre. Stephani témoignant alors l'intention de se rendre à Bergame, Landrieux lui fit observer qu'il convenait beaucoup mieux d'aller à Brescia; et sur ce que le Vénitien parlait de la reconnaissance de son gouvernement, le Français répondit que pour le moment il ne voulait point de récompense, que son nom devait rester secret jusqu'à ce que l'armée eût regagné les Alpes pour rentrer en France; que si Venise voulait alors se souvenir de Landrieux, il le verrait avec plaisir. Malgré tout, Stephani revint à Bergame, raconta le fait à Ottolini, qui en écrivit sans délai au provéditeur extraordinaire. Mais les conjurés, ayant peut-être eu quelques soupçons des avis donnés par Landrieux, se hâtèrent d'exécuter leurs projets avant qu'Ottolini et Battaglia eussent eu le temps de les en empêcher.

C'était le 12 mars au matin; un mouvement inaccoutumé se fit remarquer dans Bergame : les conjurés appelaient le peuple à la liberté, se van-

tant de l'appui des Français. Ils parcouraient la ville, divisés en plusieurs bandes, s'arrêtaient à tous les carrefours, d'où ils continuaient ensuite leur chemin. Les postes français avaient été doublés, l'artillerie du château amenée sur la place. Deux pièces étaient tournées contre l'hôtel-de-ville. Requis de s'expliquer à cet égard, le commandant républicain prétexta, auprès d'Ottolini, des patrouilles extraordinaires de soldats vénitiens et de sbires. Il y avait à Bergame deux compagnies de cavalerie croate, trois d'infanterie d'outre-mer, deux autres d'Italiens; plus, une trentaine de sbires; en tout, moins de quatre cents hommes. Les Français étaient au nombre de quatre mille, si les états de dépenses ne sont pas mensongers, puisque la province fournissait des vivres pour autant de soldats. Maître du château, de toute l'artillerie, le commandant avait donc peur d'une poignée d'hommes! Cependant le tumulte augmentait; les amis de l'ancien gouvernement étaient frappés de consternation; la joie éclatait chez les partisans du nouveau. Le commandant français Lefèvre fit appeler les commissaires des vivres et leur ordonna, sous peine de la vie, de voter pour la liberté et l'union du Bergamasque à la république cispadane. Deux officiers républicains, l'Hermite et Boussion, recevaient les votes et présidaient à l'opération. Quelques uns souscrivirent volontairement, beaucoup par nécessité.

C'était par toute la ville des allées et venues, une confusion, un bouleversement incroyables. La nuit vint, qui redoubla les alarmes. Une municipalité fut créée, et l'étendard vénitien enlevé des tours du château. Ottolini profita des momens de liberté qui lui restaient pour représenter fortement au commandant Lefèvre l'inviolabilité des neutres; mais Lefèvre, déposant le masque, fit entendre ces paroles : Le peuple de Bergame est libre, j'ai dû faire abattre l'étendard vénitien, emblème de tyrannie; ajoutant que la correspondance interceptée du podestat l'y avait suffisamment autorisé. (Il voulait parler des lettres d'Ottolini aux inquisiteurs d'état relativement à la conjuration, lettres interceptées et ouvertes par Lefèvre); que cependant Ottolini eût à sortir sans délai de Bergame, sinon qu'il l'enverrait dans les prisons de Milan. Chasser de sa résidence, sous peine de prison, le représentant public d'un gouvernement, c'est un outrage sans mesure, et qui seul aurait justifié, nécessité la résistance à main armée, et même une déclaration formelle de guerre de la part du sénat vénitien contre la France, si cette puissance n'eût pas donné satisfaction, et elle ne la donna point. Pendant que Lefèvre insultait Ottolini, arrivèrent l'Hermite, Boussion, et avec eux les comtes Pesenti et Alborghetti, portant la devise et la cocarde françaises. Nouveaux ordres à Ottolini de partir sur-le-champ, nouvelles menaces de

l'envoyer à Milan s'il tardait à obéir. Le podestat se mit en route pour Brescia, où la garnison vénitienne fut également envoyée après qu'on lui eût fait déposer les armes. Bergame se trouva ainsi au pouvoir des républicains.

La nouvelle municipalité publia une proclamation pour informer le peuple souverain (c'étaient ses expressions) que les nouveaux magistrats étaient entrés en fonction. Elle écrivit le même jour, au nom du peuple souverain de Bergame, à la république cispadane : Nous avons conquis notre liberté, nous désirons qu'elle s'allie à la vôtre ; recevez notre amitié, accordez-nous la vôtre. Vivons, combattons et mourons, s'il le faut, pour la même cause ; les peuples libres ne doivent avoir qu'une manière d'exister. Qu'une union éternelle règne donc entre vous, les Français et nous.

Survint alors un déluge de pamphlets, sérieux, plaisans ou satiriques, sur le lion de Saint-Marc, les plombs de Venise, les inquisiteurs d'état, la tyrannie d'Ottolini, l'aristocratie, l'oligarchie et autres dénominations empruntées du grec. Étrange préoccupation des esprits qui faisait condamner dans les autres ses propres défauts. En effet, relativement aux inquisiteurs d'état et aux plombs, je demande d'abord si les ministres de la police, sous le directoire et sous Buonaparte, étaient autre chose que des inquisiteurs d'état ; et s'ils n'ont pas fait arrêter et retenir en prison, sans jugement, dans

l'espace de quinze années, plus d'individus que les inquisiteurs de Venise en trois siècles? Je demande ensuite si les châteaux de Vincennes, de Ham et de Pierre Châtel étaient autre chose que des plombs, et si le commandant de Milan n'exerçait pas contre les ennemis du nouveau gouvernement, des rigueurs plus odieuses qu'Ottolini n'en exerça envers les ennemis de l'ancien? Quant à l'aristocratie et à l'oligarchie, les hommes de sens, qui ne se laissent point tromper par des mots, sauront bien aussi de quel nom appeler ces républiques italiennes improvisées, où un commandant militaire ordonnait en despote à quelques crieurs de liberté; où ce petit nombre de crieurs multipliait arbitrairement contre les citoyens, les outrages, les extorsions, les emprisonnemens et les exils. Le lecteur va peut-être s'imaginer que je ne suis pas ami de la liberté; je le crains du moins: mais ces réflexions, au contraire, sont la preuve du prix que j'y attache; et le plus grand mal qu'on ait fait à la liberté, c'est d'avoir donné son nom à la tyrannie. Je me trouve d'accord ici avec le généreux Parini : *Et moi aussi*, disait-il, *j'aime la liberté, mais non la liberté fescennine.*

Cependant les novateurs, inquiets sur les dispositions de l'habitant des campagnes, envoyèrent des affidés qui leur vantaient l'indépendance, plantaient des arbres, créaient des municipalités,

et déclamaient contre l'aristocratie. Le peuple s'effrayait, ne comprenant rien à ces folies. Il ne faisait rien en faveur du nouveau gouvernement, parce qu'il ne l'entendait pas, et cherchait vainement ce qui pouvait en résulter pour lui d'avantageux; il ne faisait rien non plus pour l'ancien, parce que l'événement de Bergame l'avait étourdi, et que cet événement était en partie l'ouvrage des Français, dont il avait peur. Arrivèrent ensuite des républicains de la cispadane, de la transpadane, puis des Polonais, et ce fut des cris, des pamphlets, des réjouissances à n'en plus finir.

Venise n'était pas au terme de ses disgrâces. La révolution opérée à Bergame, il fallait aussi l'opérer à Brescia. Avant de quitter Bergame, Ottolini n'avait pas oublié d'informer le provéditeur extraordinaire Battaglia, de la trame ourdie contre Brescia, et lui avait fait passer la liste exacte des conjurés, lui conseillant d'attendre le moment de leur réunion générale, fixée au 21 du mois, selon les avis de Landrieux, pour les faire arrêter tous ensemble, et les mettre à mort sur-le-champ. Le représentant vénitien à Milan, Vincenti, écrivait, en outre, lettre sur lettre au provéditeur-général, l'informant de se tenir sur ses gardes; que la conjuration était sur le point d'éclater; qu'il fallait prendre les armes, et se défier du commandant français dans le château de Brescia,

parce que cet officier était d'intelligence avec les traîtres. Tout cela troublait le provéditeur qui ne savait à quel parti s'arrêter. Se défaire des conjurés lui paraissait dangereux dans une si grande effervescence des esprits, surtout lorsqu'il réfléchissait que ces conjurés appartenaient aux premières familles de Brescia. D'un autre côté, il craignait d'irriter les Français en appelant des troupes de Vérone, et ce renfort, d'ailleurs, ne pouvait pas être considérable. Il se contenta donc de concentrer à Brescia les faibles détachemens de cavalerie épars dans les environs, fit appeler devant lui Lecchi, Gambara, Fenaroli et les autres novateurs, les combla de caresses, et ne gagna rien. Son incertitude redoublait; l'artillerie était au pouvoir des Français aussi-bien que le château d'où ils pouvaient foudroyer la ville. Enfin il écrivit à Buonaparte, qui lui avait toujours témoigné de la bienveillance, que des scélérats conspiraient à Brescia contre Venise, et qu'il le priait, puisqu'il était maître de l'artillerie, de lui faire donner six ou huit pièces de canon, afin de le mettre en état de se défendre. Il le priait aussi d'interdire aux soldats lombards le passage de la ville, et d'empêcher les novateurs de se dire partout protégés par les Français. Pour les canons, Buonaparte ne répondit rien. Quant aux Lombards et aux novateurs, il écrivit qu'il n'avait pas le droit de poursuivre les gens pour leur opinion, et qu'il

ne voyait point de crime à pencher pour les Français plutôt que pour les Autrichiens; comme s'il eût été question alors de la France ou de l'Autriche, et non de rebelles contre un gouvernement à qui on avait rendu la défense impossible; comme s'il eût été question d'opinions politiques, et non de manœuvres coupables. Buonaparte disait, en terminant, qu'il désirait voir le provéditeur. La révolution de Bergame augmentait encore le péril et l'effroi; la catastrophe approchait. Dans la soirée du 17 mars, arrive tout à coup la nouvelle que soixante officiers français environ, ayant à leur tête un certain Antoine Nicolini, natif de Brescia, et adjudant de Kilmaine, s'étaient réunis à Cocaglio, et refusaient le passage à un détachement de cavalerie, que le provéditeur dirigeait de Brescia sur Chiari. Le nombre des séditienx ne tarda pas à s'accroître; cinq cents hommes, à peu près, Lombards ou Bergamasques, guidés par des officiers français, se réunirent à ceux de Cocaglio. Soutenus par deux pièces de canon qu'ils ne pouvaient tenir que des Français, puisqu'elles portaient les armoiries impériales d'Autriche, ils se portèrent sur Brescia. Le 18, au matin, ils étaient dans les environs. Le commandant français fit alors ouvrir les embrasures du château qui regardent l'Hôtel-de-ville. Parmi les conjurés, qui presque tous appartenaient à la noblesse, les uns s'étaient retirés dans le château, ceux-là étaient partis au-devant des

Lombards, d'autres enfin parcouraient la ville en excitant le peuple à la révolte. Le podestat Mocenigo voulait que la garnison prît les armes, qu'on opposât la force à la rébellion; Battaglia était indécis, il avait peur des Français et des nobles, il avait peur de tout; et le moindre reproche qu'on puisse lui adresser, c'est de dire qu'il eut peur. Mais, peut-être, l'amitié qui l'unissait à Buonaparte porta-t-elle préjudice à Venise. Il députa deux officiers aux rebelles, pour recevoir leurs réclamations. Ils répondirent, Lecchi le premier, qu'ils voulaient de gré ou de force, délivrer le peuple brescian de la tyrannie vénitienne; qu'ils attendaient à leur secours dix mille hommes et beaucoup de Français; que le provéditeur prît bien garde à ce qu'il allait faire, et que s'il ordonnait la moindre résistance, la ville serait mise à feu et à sang. D'après cette déclaration, Battaglia, dirai-je effrayé ou quelque chose de pis, Battaglia fit rentrer ses troupes dans leurs quartiers, licencia le poste de l'Hôtel-de-ville, et se livra entièrement à la discrétion des ennemis d'un gouvernement qui l'avait environné de tant de confiance. Voyant la ville abandonnée par son chef, Mocenigo prit la fuite. Cependant le peuple se soulevait à la voix des conjurés : les novateurs du dehors se montraient sous les murs de la ville, le tumulte redoublait, les cris de liberté retentissaient de toutes parts. L'enthousiasme s'accrut encore, à la

vue d'un certain Pisani qui avait été long-temps retenu dans les plombs; les clameurs contre la tyrannie vénitienne allèrent aux nues. Les amis de l'ancien gouvernement étaient hors d'état de résister au peuple en fureur, à la multitude armée qui venait de l'extérieur, aux républicains français qui leur prétaient évidemment leur appui, à l'artillerie du château toute prête à foudroyer la ville; le peu de troupes vénitiennes dont on aurait pu disposer, se trouvaient d'ailleurs consignées, avec ordre de ne rien faire pour la défense; Brescia fut bientôt la proie des novateurs. Ils cherchèrent Mocenigo; heureusement pour lui, ils ne purent le découvrir. Battaglia fut arrêté, peu s'en fallut qu'il ne fût mis à mort; ils l'enfermèrent ensuite au château et le firent garder par des soldats français : conduite on ne peut plus répréhensible, sans doute, puisque s'il était honteux de favoriser la rebellion, il l'était bien davantage de se constituer complice des rebelles, en privant de sa liberté un des magistrats suprêmes d'une république, envers qui la France protestait toujours de son amitié.

Les nouvelles de Bergame et de Brescia frappèrent Venise d'épouvante. Le sénat se plaignit au ministre Lallemand, il se plaignit au directoire par l'organe du noble Querini. On répondit en termes généraux que cela était fort étonnant; que les Français n'avaient pris aucune part dans ces événemens; que le directoire était l'ami du sénat;

enfin, qu'il fallait accorder quelque chose au naturel du soldat. Mais comme Buonaparte ordonnait en maître dans l'Italie, c'était lui surtout qu'il importait de gagner. Le sénat députa donc vers lui deux sages du collége, François Pézare, et Jean-Baptiste Corner. Ils étaient chargés de représenter à Buonaparte tout ce que les événemens de Bergame et de Brescia, attribués aux Français, avaient de contraire à la neutralité et à la souveraineté de Venise; combien ils étaient contradictoires avec les protestations d'amitié que la France ne cessait de faire, et venait encore tout dernièrement d'adresser à la république. Les députés devaient en outre renouveler au général en chef l'assurance positive de la sincérité du sénat, et de son désir constant de vivre en bonne intelligence avec les Français; le presser de désavouer publiquement la conduite des deux commandans de Bergame et de Brescia; de remettre à l'autorité vénitienne les deux châteaux, foyer évident de la rébellion; de le supplier enfin de consentir à ce que le sénat fît marcher des troupes contre les villes révoltées, et les ramenât ainsi à l'obéissance. Ils trouvèrent le général à Gorice, et lui exposèrent l'objet de leur mission. Buonaparte répondit que le sort de la guerre était encore trop incertain pour qu'il pût remettre les châteaux aux troupes de la république; mais que le sénat pouvait employer tout moyen qu'il jugerait nécessaire pour réduire les

villes rebelles, en tant que ces moyens ne compromettraient ni les Français, ni leurs intérêts. Quant au commandant de Bergame, attendu qu'il avait pris à cette double révolte une plus grande part que celui de Brescia, il promettait de l'envoyer à Milan, où il serait jugé et puni s'il était trouvé coupable, assurant que la France était sincère et loyale envers la république de Venise. Il offrit même, dès qu'il en serait requis par le sénat, d'employer ses propres forces à faire rentrer les rebelles dans le devoir. Enfin il fit entendre qu'il serait bien que Venise voulût se lier plus étroitement avec la France.

Cette réponse recélait l'intention de tromper. A l'instant même où Buonaparte assurait que Venise pouvait prendre les mesures convenables pour soumettre les rebelles, Landrieux publiait qu'aucune troupe armée ne devait entrer à Bergame ni à Brescia, et que s'il s'en présentait quelqu'une, il l'attaquerait aussitôt. Landrieux voyait que ce qu'il avait peut-être voulu empêcher était arrivé; peut-être aussi cherchait-il, par un excès de sévérité, à écarter de lui les soupçons qu'auraient pu concevoir les républicains de France et d'Italie. Mais Landrieux n'était ici que l'agent d'un pouvoir supérieur. Le noble Querini ayant fait observer à l'un des membres du directoire, que puisque les Français protestaient de ne vouloir point s'immiscer dans le gouvernement intérieur de

Venise, il devait leur être indifférent que le sénat réduisît les Bergamasques à l'obéissance. Le directeur répondit, sans hésiter, qu'il ne fallait pas l'espérer, et que la France ne le souffrirait pas, tant qu'elle aurait des troupes à Bergame. Querini répliqua qu'il ne comprenait rien à une défense de cette nature. Cela est pourtant fort clair, repartit le directeur; les Français sont les plus forts, c'est à eux qu'appartient le commandement. Réponse plus que barbare, et digne d'un sauvage. Il est trop vrai que cette maxime a souvent été mise en pratique; mais avoir l'audace de l'ériger en principe, mais en faire un droit légitime, c'est ce qu'on n'avait point encore vu. Après tout, dit en finissant le directeur, ce n'est point à la république de Venise à donner des ordres à la république française. Il résulte de vos discours que le gouvernement vénitien n'a point de confiance dans la loyauté du directoire; mais s'il en était ainsi, on pourrait l'en faire repentir.

Que l'on apprécie maintenant la feinte condescendance de Buonaparte. Les chefs de l'armée républicaine soulevaient les sujets vénitiens contre Venise, et le directoire défendait à Venise de châtier les rebelles.

Les députés du sénat reculèrent devant les propositions du général français. Ils aperçurent tout ce qu'elles avaient d'exorbitant et de périlleux, tout ce que pouvait amener de conséquences fu-

nestes, l'exemple de soldats étrangers employés à étouffer une révolte intérieure. Ils refusèrent donc, se bornant à représenter que, puisque les châteaux étaient au pouvoir des Français, et servaient évidemment d'appui aux séditieux, la raison voulait, pour que l'équilibre fût rétabli entre les partis, que Buonaparte fît au moins quelque démonstration publique, et désapprouvât les factieux. Le général n'y consentit point, prétextant qu'au milieu de l'effervescence des opinions nouvelles, qui avaient si puissamment secondé l'effort de ses armes, on ne lui pardonnerait pas d'avoir voulu comprimer ceux qui s'étaient déclarés les partisans de la France et les propagateurs de ses maximes; que pour agir comme ils le désiraient, il lui faudrait l'ordre exprès du directoire. Revenant ensuite sur le projet d'une alliance plus étroite avec la France, il cita l'exemple du roi de Sardaigne, et affirma que c'était là le meilleur moyen d'arrêter les soulèvemens. Que l'on considère un moment l'état des choses, et les offres déjà faites à l'empereur François, il restera démontré que les exhortations et les promesses de Buonaparte avaient pour but tout autre chose que le salut de Venise. Du reste, sans tant de détours, et même en gardant, pour la sûreté de son armée, les châteaux de Bergame et de Brescia, il aurait suffi que le général en chef ordonnât, ou seulement manifestât le désir que les

villes de Bergame et de Brescia retournassent sous l'obéissance de Venise, que les autorités instituées par les novateurs cessassent leurs fonctions, et que celles du sénat fussent réintégrées dans les leurs, pour que tout rentrât dans l'ordre accoutumé. Je dis plus, s'il avait seulement déclaré qu'il désapprouvait ces deux révolutions, et qu'elles s'étaient effectuées contre sa volonté, la domination vénitienne eût été rétablie sur-le-champ dans les deux villes rebelles. En ne le faisant pas, il donna une preuve nouvelle de ses sinistres projets. C'était en effet une offre bien étrange que celle que faisait Buonaparte de vouloir réduire à l'obéissance les pays qu'il avait lui-même excités à la rébellion; car il est certain que ce fut par son ordre exprès que les villes vénitiennes dont il est question, furent poussées à la révolte contre l'autorité du sénat. Les députés de la république répondirent que le sénat tenait à l'amitié de la France; qu'il prendrait un parti sur l'alliance proposée, aussitôt qu'il pourrait le faire avec prudence et sécurité, c'est-à-dire quand l'Europe serait sortie du chaos où elle se trouvait plongée, et replacée paisiblement sur ses bases. A cette réplique, le vainqueur fronça le sourcil; puis, rappelant des sujets de plainte surannés, il se mit à reprocher avec amertume aux Vénitiens l'asile donné au comte de Provence et au duc de Modène, ainsi que le dépôt, accepté par le sénat, des tré-

sors de Modène et de l'Angleterre. Ici le conquérant laissait entrevoir qu'il aurait voulu s'emparer de ces trésors, et combien peu il respectait la neutralité.

Pendant que le général français caressait et menaçait tour à tour à Gorice, les députés de la république vénitienne, le général Kilmaine, qui commandait en Lombardie, publiait des proclamations doucereuses. Il blâmait le commandant de Bergame de ne l'avoir point instruit des derniers événemens; il espérait qu'il ne s'en était point mêlé, et lui défendait d'y prendre part, qu'autrement il le punirait; qu'il y avait neutralité entre les deux républiques; et que le général en chef voulait lui-même qu'elle fût respectée. Cette lettre de Kilmaine est-elle authentique ou supposée? on ne peut l'assurer, attendu l'incertitude de la date. Du reste, la part que le commandant de Bergame avait pris à la rébellion était notoire, non seulement dans cette ville, mais encore dans toute la Lombardie, et c'était une finesse ridicule que de paraître en douter. Veut-on savoir comment les faits répondirent aux paroles de Kilmaine? Il faut le demander à la révolution de Crema, évidemment organisée par les troupes françaises. Le 27 mars, un escadron de cavalerie républicaine se présenta aux portes de la ville. Le commandant demanda la permission d'entrer, promettant de se compor-

ter avec modération, et de partir le lendemain pour Soncino. Il entre; la journée se passe paisiblement; mais le lendemain deux autres détachemens français se présentent, l'un à la porte Ombriano, l'autre à la porte Serio. Aussitôt les troupes arrivées de la veille ouvrent les portes, les nouveaux venus pénétrent dans la ville; quelques uns même, pour aller plus vite, escaladent les murailles, et voilà Crema au pouvoir des Français qui désarment la garnison vénitienne, s'emparent des casernes et de l'Hôtel-de-ville, couchent en joue le podestat, lui font remettre son épée, et le destituent de ses fonctions. Ils occupent en même temps la chambre des comptes, l'hôtel des finances, les magasins publics, et le palais de justice. Sans parler des autres violences dont Venise fut la victime, l'occupation arbitraire de Crema n'autorisait-elle pas suffisamment le sénat à prendre les armes contre les soldats de Buonaparte? Je le demande à tous ceux qui préfèrent la justice à la force.

L'Hermite, déjà connu par le soulèvement de Bergame, arrive à Crema. Il adresse des discours flatteurs au podestat, et le félicite de la douceur qu'il a fait paraître dans l'exercice de ses fonctions. Ainsi parlait l'agent du directoire, qui à l'instant même où la violence et la ruse venaient d'abattre la souveraineté de Venise dans Crema, affirmait toujours que les Français étaient les

amis de la république. Quelques personnages du pays prirent part à ce mouvement. On remarqua surtout parmi eux le marquis Gambazocca, les comtes Asperti, Locatelli et Tomini, venus tout exprès de Bergame. Une municipalité fut créée; l'arbre fut planté, des danses se formèrent autour; on attacha une corde au cou du lion de saint Marc, comme si dans tout cela il y eût eu le moindre sujet de risée; puis les illuminations et les cris ordinaires de liberté. Quant au podestat, on le laissa partir sans le maltraiter. C'est ainsi que Crema, grâce aux soldats de Buonaparte, tomba au pouvoir des novateurs. Kilmaine, qui avait écrit cette belle lettre sur l'événement de Bergame, garda le silence sur celui de Crema.

Les révolutions de Bergame, de Brescia et de Crema, inspirèrent de nouvelles idées, soit aux chefs de l'armée française, soit au sénat vénitien, soit enfin à ceux de ses sujets qui lui étaient restés fidèles. Les premiers appréciaient toute l'importance, pour leurs desseins ultérieurs, de la possession des trois principales villes au-delà du Mincio. Outre la plus grande facilité qu'ils acquéraient pour les subsistances, en raison de la fertilité du pays, ils voyaient s'accroître, à leur avantage, le nombre et l'audace des novateurs. L'exemple de ceux-ci était d'une grande influence, et leurs masses dispersées se réunissaient comme ces nuages qui se rapprochent par l'effet de l'attrac-

tion. Le principal point d'appui de ces mouvemens c'était Brescia, ville riche, populeuse, et remplie d'hommes braves et belliqueux, où les grands eux-mêmes, soit par amour pour la liberté, soit par jalousie des patriciens de Venise, soit uniquement par l'effet du vertige universel, favorisaient aussi la révolution; en quoi Brescia différait de Bergame, où la plupart des nobles et des riches lui étaient opposés. Arrivèrent ensuite à Brescia, Dambrouski avec ses Polonais, Lahoz avec ses Italiens. Leurs discours enflammaient les esprits, leurs forces inspiraient le courage à tous les cœurs, leur appareil militaire invitait à les imiter. On accourait en foule de Pavie, de Lodi, de Milan, de Bergame; celui-ci pour haranguer, celui-là pour écrire, cet autre pour s'enrôler. L'enthousiasme, le délire étaient au comble; un torrent d'injures et de railleries fondait de toute part sur les patriciens. A entendre les novateurs, il suffisait de leur présence pour renverser de fond en comble la république vénitienne. C'était le triomphe de Lahoz, de Gambara, de Lecchi, et de Mallet, général français qui s'était mêlé dans toutes ces conspirations et ces mouvemens. Tout cela se passait sous les yeux des généraux de l'armée française, et ils ne disaient rien; Buonaparte en avait connaissance, et il se taisait.

Après avoir ainsi préparé, à Brescia, la voie aux

révolutions dans les autres parties de la Terre-Ferme vénitienne, situées à droite du Mincio, les insurgés se préparèrent à de plus grandes entreprises; leur intention était de faire également révolter les villes de la rive droite de l'Adige, surtout Vérone, à cause de son importance, de sa grandeur, et du passage qu'elle donnait sur le fleuve. C'était aussi, à n'en pas douter, le projet de Buonaparte, qui, plus d'un mois avant que la révolution éclatât dans cette ville, avait ordonné à ses lieutenans d'employer tous leurs moyens, toute leur adresse à y déterminer un soulèvement; en quoi ils le secondèrent par des manœuvres secrètes ou publiques. Au moment où se tendaient ces piéges, il y avait encore peu de sûreté pour l'armée française qui se trouvait sur les rives du Tagliamento, en présence de l'archiduc. Le capitaine Pico avait été chargé aussi par Buonaparte d'agir sourdement à Vérone contre les Vénitiens. Il fit observer au général qu'un mouvement en cette ville serait dangereux, et le succès fort incertain, tant que le prince Charles se maintiendrait en tête de l'armée française avec des forces si imposantes, et lui conseilla d'attendre un moment plus favorable. Le général en chef répondit à Pico d'aller toujours, et de révolutionner Vérone. Si le mouvement tourne bien, ajoutait-il, l'Italie sera libre; dans le cas contraire, il me restera au moins la république cisalpine; c'est

ainsi qu'il appelait la république transpadane depuis la conquête de Mantoue. Là-dessus, il congédia Pico, lui recommandant de se concerter avec Beaupoil et Kilmaine, de s'informer de tout ce qui arriverait, de donner asile, dans Mantoue, aux patriotes qui se trouveraient inquiétés, et de les assurer de leur prochaine délivrance. Les insurgés de Brescia ne se tenaient pas non plus oisifs à l'égard de Vérone. Ils y envoyaient des agens secrets, et de Brescia, et de Desenzano, et de Lonato, afin de coopérer au soulèvement. Vérone était donc l'objet des embûches de Buonaparte, des chefs militaires sous ses ordres, des novateurs armés, ou sans armes, Italiens, Polonais, Suisses et Français. Malgré tout, le vieux Lallemand et le jeune Buonaparte persistaient, au nom de la France, dans leurs protestations de sincérité inaltérable, d'amitié constante envers la république vénitienne.

Le sénat avait eu connaissance des trames ourdies contre Vérone, non seulement par les démonstrations ouvertes des factieux de Brescia, mais aussi par les révélations secrètes de quelques uns des machinateurs eux-mêmes. Il fallait prendre des mesures contre un si grand péril; le sénat fit donc passer à Vérone, en ayant soin d'assigner une autre cause à cette précaution, quelques détachemens de troupes esclavonnes. Il y établit encore deux provéditeurs extraordinaires, Joseph Giovanelli, jeune homme courageux et prudent,

et Nicolas Erizzo, dont l'ardeur égalait le dévouement; de plus, comme le pays avait en lui-même le principe de sa force, le sénat donna tout pouvoir au comte Émile des Émiles, personnage très opulent et d'une grande influence, d'armer les habitans des campagnes, de promettre de l'argent et d'en répandre, enfin de chercher, par tous les moyens possibles, à déconcerter les complots des républicains contre Vérone. Le comte Émile accepta volontiers cette mission. L'autorité de son nom, la puissance de son or faisaient beaucoup. Il levait des hommes, fournissait des armes, amassait des munitions, attirait à lui les bons et les méchans, pour arrêter la république au bord de l'abîme. Il avait intéressé dans son entreprise le comte Verità, le comte Malenza et ses deux fils, tous enflammés du plus grand zèle en faveur de l'antique gouvernement vénitien; il fut encore efficacement secondé par les prêtres et les religieux, dont les exhortations acquéraient plus de force en raison des rigueurs exercées récemment envers le pape, et du pillage de Notre-Dame-de-Lorette. Déjà aigris par tant d'injures, les esprits s'envenimaient davantage à la vue des outrages réservés à la religion. L'indignation s'accroissait encore par les désordres épouvantables que commettaient les troupes républicaines dans les provinces, pendant leur séjour ou leur passage. Joignez à cela qu'on faisait payer aux communes les bagages enlevés

aux Français par les Autrichiens, et cette injustice manifeste achevait de révolter les populations. La commune des deux Castelli, située dans la campagne de Vérone, et peuplée à peine de cinq cents habitans, fut imposée par Buonaparte à la somme de cent cinquante mille francs, parce que les Impériaux, dans une sortie de Mantoue, s'étaient emparés de je ne sais quelle voiture chargée de bagages pour des généraux; contribution tellement peu en rapport avec les ressources de ce village, ou plutôt de ce hameau, qu'elle en devient même ridicule. Le hameau ne pouvant payer, Buonaparte y envoya Junot vivre à discrétion avec un gros de cavalerie. Ces énormités se multipliaient; les peuples, qui n'y voyaient d'autres motifs qu'un insolent arbitraire ou une insatiable avidité, s'abandonnèrent aux excès de leur fureur. Ils jurèrent de braver tous les périls, de s'exposer à tous les malheurs, pour se venger de tant de cruautés, pour se soustraire à un joug si horrible. Beaucoup de sang fut versé à Vérone, sans doute, et avec trop de barbarie, et ce sang n'était pas celui des coupables; mais les premiers auteurs, les auteurs réels de cet affreux carnage n'échapperont ni à la justice divine, ni au jugement de la postérité. Dieu sait, et la postérité saura, contre qui le sang répandu crie vengeance; s'il doit retomber sur le gouvernement vénitien ou sur Buonaparte; sur les dépré-

dateurs de la Terre-Ferme vénitienne ou sur les objets de leur cruauté; sur le comte Émile ou sur ceux qui aidèrent le général républicain à faire révolter Vérone contre le sénat, puis à vendre Venise; contre la victime qui fuyait la trahison, ou contre le traître qui poursuivait la victime.

L'événement de Salò inspira une nouvelle ardeur aux Véronais; un gros détachement composé de Brescians, de Polonais et de quelques Français, qui se dirigeait sur cette ville, fut mis en déroute et taillé en pièces par les habitans, réunis à ceux de la vallée de Sabbia, accourus pour conserver Salò à l'autorité légitime. C'étaient les masses organisées par Ottolini quand il exerçait encore à Bergame. Le provéditeur François Cicogna donna, dans l'affaire de Salò, un bel exemple de bravoure et de fidélité; d'où l'on peut juger combien les choses auraient changé de face pour Venise, si le sénat, quand il en était temps encore, eût permis à Ottolini d'agir avec ses masses combinées, et si Battaglia eût montré autant de résolution que Cicogna et Ottolini. Les prisonniers faits à Salò furent promenés en triomphe par les rues de Vérone; leur nombre excédait deux cents. Les sujets vénitiens furent enfermés comme criminels d'état. Cette victoire ranima les esprits dans la Terre-Ferme vénitienne; les peuples s'animaient à l'envi, et protestaient de leur dévouement au sénat. Ce mouvement fut

imputé à crime aux Vénitiens par Buonaparte et les historiens ses adulateurs, qui conviennent cependant qu'en ce moment même, et depuis long-temps, on s'occupait d'indemniser l'Autriche aux dépens de Venise. Venise devait-elle donc se livrer désarmée, enchaînée, à la discrétion de ceux qui ne se disaient ses amis que pour la trahir? Oui, dans l'extrémité où Venise se trouvait réduite par la perfidie d'autrui, Venise devait prendre les armes; les hommes généreux, surtout les Italiens jaloux de l'honneur national, lui reprocheront éternellement sa lenteur et sa faiblesse à se défendre. Instruite par l'histoire, la postérité gémira de voir que la chute de Venise ait été l'ouvrage de la pusillanimité de ses gouvernans, autant que de la perversité de ses faux amis. Passons sur les occasions antérieures; si, après la victoire de Salò, au moment où l'indignation était au comble à Vérone, où tout était préparé dans l'Estuaire, où Laudon remportait des avantages dans le Tyrol, où cette province et la Croatie se levaient en masse : si alors le sénat eût pris la résolution magnanime de s'unir à l'Autriche et de déclarer la guerre à la république française, il est hors de doute que Buonaparte eût couru les plus grands dangers, et que l'antique Venise eût été préservée de sa chute; mais on voulut attendre les derniers outrages, quand les outrages avaient déjà passé toutes les bornes;

mais on abandonna les sujets quand ils voulurent se défendre, et voilà la cause de la ruine de Venise.

Nous n'avons raconté jusqu'ici qu'une partie des piéges dressés contre cette république. Le mouvement des peuples de la Terre-Ferme vénitienne était spontané, et n'avait d'autre motif que l'ardeur de la vengeance. Le sénat pouvait donc le désavouer et protester toujours, quant à lui, de sa stricte neutralité. Mais les fauteurs des révolutions d'Italie, cédant à l'impulsion de leur propre caractère, et croyant se rendre agréables au général en chef, eurent recours au mensonge. Ils fabriquèrent un acte et l'attribuèrent à l'un des premiers fonctionnaires de la république vénitienne. Au moyen de cet acte frauduleux, le gouvernement vénitien paraissait soulever lui-même les populations contre les Français. Ce fut là une imposture des plus criminelles. Ils publièrent donc, sous le nom de Battaglia, provéditeur extraordinaire de la république, dans la Terre-Ferme, un manifeste par lequel ils excitaient les peuples à courir contre les Français et à les massacrer. Ce manifeste fut composé par les soins d'un certain Salvadori, novateur exagéré de Milan, et rapporteur aux gages de Buonaparte. Devenu empereur, celui-ci laissa tomber son agent dans une misère si profonde, que Salvadori, pour y échapper, se précipita dans la Seine, à Paris, et termina par le désespoir, une vie écoulée sans honneur. Cette

proclamation, dirigée contre les Français, fut imprimée dans un journal de Milan intitulé *le Thermomètre politique*, journal qui se rédigeait dans la maison de Salvadori, par des patriotes beaucoup meilleurs que lui, quoique aveuglés eux-mêmes par l'illusion et le vertige de cette époque. On lui donna fort adroitement la date du 20 mars; mais il ne parut en effet que le 5 avril; moment favorable, attendu que Buonaparte, alors à Judembourg, ne craignait déjà plus rien des masses vénitiennes, et offrait les dépouilles de la république à l'empereur, avec qui la paix était certaine. Le cri de guerre contre la France n'était donc qu'un prétexte pour faire égorger les Français par les Vénitiens, les Vénitiens par les Français, et trouver des indemnités pour l'Autriche aux dépens de la république de Venise. En réfléchissant que le général en chef ne montra aucun ressentiment contre les auteurs d'un acte aussi grave, et qui devait coûter la vie à beaucoup de Français, on se convaincra aisément qu'il l'approuvait.

Quant au manifeste, le voici :

« Nous, François Battaglia, provéditeur général en Terre-Ferme pour la sérénissime république de Venise;

« Le délire fanatique de quelques brigands, ennemis de l'ordre et des lois, a excité les crédules Bergamasques à la rébellion contre leur souverain légitime, et à diriger une multitude de scélérats

stipendiés, sur les villes et les provinces, pour les entraîner dans la révolte. Nous exhortons les sujets restés fidèles à se lever en masse, à courir aux armes, à dissiper, à détruire ces ennemis de l'état, sans faire quartier à aucun, se fût-il même rendu prisonnier. Qu'ils soient certains que le gouvernement s'empressera de leur fournir des secours d'argent et de troupes réglées. Déjà les Esclavons à la solde de la république sont prêts à marcher.

« Que personne ne doute du succès de l'entreprise; nous pouvons affirmer que l'armée autrichienne a enveloppé et battu complètement les Français dans le Tyrol et le Frioul. Elle poursuit les restes de ces hordes sanguinaires et impies qui, sous le prétexte de combattre l'ennemi, ont dévasté les campagnes et pillé les sujets de la république, toujours sincères, toujours exacts à observer la neutralité. Les Français se trouvent donc dans l'impossibilité de porter secours aux rebelles. C'est à nous d'attendre le moment favorable pour leur couper la retraite, devenue leur unique ressource.

« Nous invitons en outre les Bergamasques demeurés fidèles, et les autres peuples, à chasser les Français des villes et des forts dont ils se sont arbitrairement emparés, et à s'adresser à nos commissaires Pierre Jérome Zanchi, et Pierre Locatelli, docteur-médecin, pour recevoir les instructions nécessaires, aussi bien que la paye qui sera

de quatre livres par jour pendant la durée du service.

« *François* BATTAGLIA, provéditeur extraordinaire en Terre-Ferme; *Jean-Marie* ALLEGRI, chancelier de son excellence. (De l'imprimerie Camérale.)

« Vérone, 20 mars 1797. »

Les patriotes, les chefs de l'armée française, et surtout Landrieux, répandirent ce manifeste avec profusion. Les auteurs de cette trame ne crurent point en avoir assez fait. Pour que les populations y ajoutassent plus de foi, Lahoz, commandant en chef les forces lombardes, et qui savait le fond des choses, initié comme il l'était à toutes ces manœuvres de révolution, Lahoz publia une proclamation au peuple pour l'informer que la trahison de Battaglia avait rompu la neutralité. « Battaglia, disait-il, s'est follement imaginé que vous autres paysans, sans aucune connaissance de l'art militaire, pouviez triompher des Français, la première nation du monde pour le courage et la science de la guerre. Sachez donc que, d'après les ordres du général en chef Buonaparte, Battaglia doit être mis aux fers et pendu, que le même sort est réservé à tous ceux qui vous exciteront à la révolte. Vos maisons seront brûlées, vos familles réduites à la mendicité. Hâtez-vous de déposer les armes, portez-les au commandant de Brescia,

envoyez-lui des députés, sinon vous serez tous exterminés. »

C'étaient les auteurs même du manifeste qui faisaient ces trompeuses démonstrations, afin de le faire croire véritable. Il était d'ailleurs fort ridicule de parler ici de chaînes et de potences. Battaglia se trouvait alors à Venise, et il n'était au pouvoir de Buonaparte ni de le faire arrêter ni de le faire pendre. Historien fidèle, nous devons dire aussi que le provéditeur ne craignait pas de tomber au pouvoir de Buonaparte; et quand ce général eut renversé Venise, il demanda l'arrestation et la mort de tout autre que de Battaglia, encore bien que celui-ci eût été plus coupable que personne envers les Français, si le manifeste eût été son ouvrage. Loin de là, Buonaparte combla le provéditeur de caresses et de bienveillance. Nous n'ignorons pas que le provéditeur était partisan de quelques réformes dans la constitution de l'état; mais que Buonaparte eût d'autres motifs pour ménager le provéditeur, c'est ce que nous ne voulons ni affirmer ni contredire, quoiqu'on ait écrit que ce Vénitien eût favorisé les desseins du général français, plus qu'il n'aurait fallu pour la liberté et l'indépendance de sa patrie.

Battaglia repoussa l'infamie du manifeste et le désavoua; le sénat en fit autant avec solennité. Vaines paroles, protestations superflues, il fallait céder aux circonstances. C'était une chose vrai-

ment étrange et déplorable de voir des innocens réduits à se justifier d'un délit à eux imputé, pour les perdre, par les auteurs mêmes de ce délit; situation unique dans les fastes du monde, et bien digne de la perversité de cette époque.

Par la révolution des villes situées au-delà du Mincio, Buonaparte s'était ménagé les moyens d'accomplir ses projets de destruction contre la noble et irréprochable Venise. Pour manifester au grand jour des desseins depuis long-temps médités, il ne lui restait plus qu'à se garantir entièrement du côté de l'Autriche. Il y avait réussi en signant une trève, le 7 avril, à Judembourg, avec les députés de l'empereur; trève qui ne fut conclue qu'après avoir proposé d'une part, et accepté de l'autre, des compensations aux dépens du territoire vénitien. L'Autriche répuguait encore, cependant, à s'approprier les dépouilles d'un gouvernement dont elle n'avait jamais eu à se plaindre, avec qui elle était en rapports d'amitié, et qui, à cause de cette amitié même, se trouvait réduit à une extrémité si pénible. Buonaparte y trouva remède, en portant la révolte jusque sur la rive gauche du Mincio; persuadé que, si l'empereur hésitait à porter atteinte à Venise antique, il le ferait sans scrupule à l'égard de Venise révolutionnée, dont les principes lui seraient alors devenus odieux, et qui aurait ainsi rompu tous ses liens avec lui. A peine Buonaparte eut-il signé la

trève avec l'Autriche, qu'il commença ses démonstrations hostiles contre les Vénitiens. Il mit en usage des moyens divers, mais qui tendaient tous au même but. Il chargea d'abord d'une mission violente son adjudant Junot. Arrivé à Venise, cet envoyé demanda au doge avec hauteur, de la part de son général, à être entendu sans délai devant le collége assemblé. C'était le samedi de la semaine sainte. D'après un antique usage, les magistrats ne siégeaient point à pareil jour, et le consacraient tout entier à de pieux exercices. Ils en firent informer Junot; mais ce jeune et impatient ambassadeur d'un jeune homme plus impatient encore, insista, disant qu'il fallait l'entendre sur-le-champ, ou qu'il allait faire afficher dans la ville la déclaration de guerre. Les sénateurs pensèrent qu'une dérogation à l'antique usage entraînerait moins de scandale que les emportemens dont Junot était capable, et lui donnèrent audience le samedi matin. Introduit devant l'assemblée, composée du doge, de ses conseillers au nombre de six, des trois présidens de la quarantie criminelle, des six sages-grands, des cinq de Terre-Ferme, et des cinq sages des ordres, Junot, d'abord dans l'attitude de la surprise et de la timidité, et bientôt après dans celle d'un homme naturellement altier, donna lecture d'une lettre adressée de Judembourg au doge, le 9 avril. Elle était ainsi conçue :

« Toute la Terre-Ferme de la sérénissime république de Venise est en armes; de toutes parts les paysans soulevés et armés crient : Mort aux Français! déjà plusieurs centaines de soldats de l'armée d'Italie sont tombés sous leurs coups. Vainement vous désavouez les rassemblemens ordonnés par vous-mêmes. Croyez-vous, parce que je me trouve au cœur de l'Allemagne, que je ne puisse pas faire respecter le premier peuple du monde? Croyez-vous que mes légions souffriront plus long-temps vos massacres? Le sang de mes frères d'armes sera vengé. Il n'est pas un bataillon, pas un soldat français qui, chargé de cette noble mission, ne sente doubler son courage et ses forces. Le sénat de Venise a répondu par la plus noire perfidie à nos généreux procédés. Mon aide-de-camp vous porte cette lettre; elle vous déclare la guerre ou la paix. Si vous ne vous empressez de dissoudre les attroupemens, si vous ne faites arrêter et consigner en mes mains les auteurs des assassinats, la guerre est déclarée. Le Turc n'est pas sur votre frontière, aucun ennemi ne vous menace; cependant, de dessein prémédité, vous avez fait naître des prétextes pour former un attroupement dirigé contre l'armée. Il sera dissipé dans vingt-quatre heures. Nous ne sommes plus aux temps de Charles VIII. Si, contre les intentions notoires du gouvernement français, vous me réduisez à faire la guerre, ne croyez pas qu'à l'exemple des assas-

sins que vous avez armés, les soldats français dévastent les campagnes des innocens et malheureux peuples de la Terre-Ferme. Je les protégerai, et ils béniront un jour jusqu'aux crimes qui auront contraint l'armée française à les soustraire au joug de votre tyrannique gouvernement. »

Cette lettre n'a pas besoin de commentaire. Il faut seulement remarquer que les paysans qui défendaient leur souverain ne se seraient pas mis en mouvement, et n'auraient point tué les soldats français, si les novateurs, par commission expresse du général de France, n'eussent pas semé partout la rébellion. Du reste, il n'est que trop vrai que quelques soldats avaient été immolés, mais non par centaines, comme le disait Buonaparte avec son exagération ordinaire. Je passe sous silence tout ce qu'a d'outrageant un pareil langage à l'égard d'un prince qui représentait la nation vénitienne tout entière. Si c'est là ce que certaines gens appellent de la grandeur, je ne sais plus où aller chercher la bassesse.

Il n'y avait qu'une réponse à faire à une pareille infamie; c'était, si le droit des gens et l'humanité l'eussent permis, de précipiter Junot dans la mer, et de courir subitement aux armes pour voir enfin ce que la fortune voulait décider. Sans doute, il ne fallait pas noyer Junot, mais il fallait prendre les armes. Malheureusement, à Venise, la pusillanimité des esprits entraînait la faiblesse des déli-

bérations. Réduit à une humiliation si profonde, le chef de cette noble et antique république répondit avec douceur que le sénat en délibérerait, et ne s'écarterait ni de la loyauté qu'il avait promise à la nation française, ni de l'amitié qu'il lui portait. Toutefois, tant de calomnies atroces, d'outrages excessifs, de malheurs imminens, avaient rempli l'assemblée d'horreur et d'épouvante.

Le même jour, 9 avril, le général en chef adressa au ministre Lallemand des lettres foudroyantes.

Enfin, disait-il dans sa correspondance avec ce ministre, nous ne pouvons plus douter que l'objet de l'armement des Vénitiens ne soit de prendre à dos l'armée française. Il m'était difficile de comprendre comment Bergame, de toutes les villes de l'état vénitien la plus aveuglément dévouée au sénat, avait été la première à prendre les armes contre lui. Je comprenais encore moins que, pour calmer ce léger mouvement, il fallût vingt-cinq mille hommes; et que M. Pézare, dans notre conférence à Gorice, eût refusé la médiation de la république française, pour faire rentrer cette place dans le bon ordre. Tous les procès-verbaux faits par les provéditeurs de Brescia, de Bergame, de Crema, où l'on attribue l'insurrection de ces villes aux Français, sont un tissu d'impostures, dont le but ne peut être expliqué que par l'espoir de jus-

tifier aux yeux de l'Europe la perfidie du sénat de Venise. On a eu l'adresse de choisir le moment où l'on me croyait engagé dans les défilés de la Carinthie, ayant en tête l'armée du prince Charles, pour mettre à exécution une trahison qui serait sans exemple, si l'histoire ne nous eût transmis le souvenir de celle qui eut lieu contre Charles VIII, et des vêpres siciliennes. Les Vénitiens ont été plus avisés que Rome, en choisissant le moment où nos troupes étaient aux prises ailleurs; mais seront-ils plus heureux? le génie de la république française qui a lutté contre l'Europe, serait-il réservé à éprouver un échec dans les lagunes de Venise?

Après ce début, Buonaparte spécifiait ses accusations contre la république :

Un vaisseau vénitien a attaqué et maltraité la frégate *la Brune*, et a pris sous sa protection un convoi autrichien.

La maison du consul de France, à Zante, a été brûlée. Le gouvernement a vu avec satisfaction l'insulte faite à la république.

Dix mille paysans, armés et payés par le sénat, ont massacré plus de cinquante Français sur les routes de Milan à Bergame.

Les villes de Vérone, de Trévise, de Padoue sont pleines de troupes, malgré les promesses de Pézare.

Tout homme qui a prêté assistance à la France

est arrêté, tandis que les agens de l'Autriche sont à la tête des assassins.

Le cri de ralliement qu'on entend de toutes parts, est : Mort aux Français! Partout des prédicateurs, qui ne sont que les organes du sénat, font retentir des cris de fureur contre la république française.

Nous nous trouvons donc réellement en état de guerre avec la république de Venise; et elle le sait si bien, qu'elle n'a pas trouvé de meilleur moyen que de désapprouver en apparence les mouvemens des paysans qu'elle a réellement armés et payés.

En conséquence, vous demanderez une explication cathégorique; c'est-à-dire vous demanderez si nous sommes en guerre ou en paix.

Dans le premier cas vous partirez de Venise sur-le-champ.

Dans le second, vous exigerez :

« Que toutes les personnes arrêtées pour leurs opinions, et qui ne sont en effet coupables que d'avoir manifesté de l'affection pour les Français, soient mises en pleine liberté;

« Que toutes les troupes sortent des places de la Terre-Ferme, en n'y laissant que les garnisons ordinaires, sur le pied où elles étaient il y a six mois;

« Que tous les paysans soient désarmés, comme ils l'étaient il y a un mois;

« Que le sénat prenne des mesures pour la tranquillité de la Terre-Ferme, et ne concentre pas sa sollicitude dans les lagunes ;

« Que les auteurs de l'incendie de la maison du consul de Zante soient punis, et que cette maison soit rebâtie aux frais de la république ;

« Que le capitaine qui a fait feu sur la frégate *la Brune* soit puni, et que la valeur du convoi qu'il a protégé, contre les règles de la neutralité, soit payée à la France. »

A l'égard des troubles de Bergame et de Brescia, Buonaparte chargeait Lallemand d'offrir la médiation de la France pour faire rentrer tout dans l'ordre accoutumé.

Lallemand s'acquitta de sa mission, et transmit au sénat les ordres de Buonaparte. Qui voudra considérer maintenant le temps où ces ordres étaient donnés et les circonstances qui les accompagnaient, éprouvera autant d'indignation contre celui dont ils émanaient, que de compassion pour ceux qui en étaient l'objet. On se prétendait outragé par la république au moment même où, après de longues machinations, on venait de combler à son égard la mesure des outrages, en la vendant à l'Autriche. On lui reprochait des incendies, des massacres, des décharges d'artillerie, tous excès commis par des individus isolés, excès dont le sénat proposait la réparation à l'accusateur, si l'accusateur eût voulu en effet une réparation. On

offrait la restitution de Bergame et de Brescia, lorsque la révolte de Brescia et de Bergame était l'ouvrage de celui-là même qui faisait les offres; lorsque ces deux villes étaient nommément données à l'empereur. Buonaparte ordonnait le désarmement des Vénitiens, parce que ces peuples préféraient rester Vénitiens à devenir Autrichiens ou Français, et afin de pouvoir les livrer plus commodément à une autre puissance. Des plaintes étaient élevées contre les prédicateurs, comme si les prédicateurs avaient dû enseigner la soumission au despotisme étranger plutôt qu'à l'autorité nationale; comme s'il ne leur était pas permis de protéger leur patrie contre une trahison sans exemple. Le vainqueur voulait que le sénat maintînt le repos public dans la Terre-Ferme, non pas au moyen de masses indisciplinées, mais avec des troupes régulières; et quand le sénat envoyait des troupes régulières, les commandans français leur fermaient le passage des ponts et des routes, leur interdisaient l'entrée des villes fortes, et s'écriaient que Venise voulait faire la guerre à la France. On demandait enfin que Venise ne concentrât point sa sollicitude dans les lagunes, et prît aussi des mesures pour la Terre-Ferme; lorsque le seul armement de l'Estuaire avait déjà valu à Venise des accusations et des menaces. Que le sénat prît ou non les armes, il était également criminel aux yeux de Buonaparte. En un mot,

qu'on veuille bien se reporter aux conditions offertes à l'Autriche, plusieurs mois auparavant, par le général français, conditions énoncées dans la trêve du 7, et depuis solennellement stipulées dans les préliminaires du 18, et l'on jugera facilement de la sincérité des paroles de Buonaparte. Exiger ensuite la mise en liberté des individus arrêtés pour leurs opinions, parmi lesquels se trouvaient beaucoup d'habitans de Brescia, de Bergame, de Salò, et Gambara lui-même, tous pris les armes à la main contre leur propre gouvernement, c'était insulter à la souveraineté légitime, exciter à la rébellion.

Le sénat répondit, par l'organe du doge, à Buonaparte :

« Dans la profonde douleur que nous avons ressentie en apprenant, par votre lettre, que vous « aviez conçu de fâcheuses impressions sur la loyauté « de notre conduite, nous éprouvons quelque con« solation en voyant qu'une voie nous est ouverte « pour les effacer entièrement par une réponse « prompte et précise : le sénat veut, il a toujours « voulu vivre en paix et en bonne intelligence avec « la république française ; il se trouve heureux de « vous en renouveler ici l'assurance. Certainement « une déclaration aussi franche, aussi solennelle, « ne peut recevoir quelque atteinte d'événemens « qui lui sont étrangers. Lorsqu'une révolution « aussi fatale qu'imprévue a éclaté dans les villes

« au-delà du Mincio, les sentimens unanimes de « nos peuples leur ont fait prendre spontanément « les armes, dans la seule intention de comprimer « la révolte et de repousser les violences des in- « surgés. C'est uniquement pour atteindre ce but « qu'ils ont imploré l'assistance et l'appui du gou- « vernement; si, dans une confusion aussi grande, « quelques malheurs sont arrivés, il ne faut les « attribuer qu'à la confusion même, et nullement « à la volonté du sénat; le gouvernement y est « tellement étranger que, pour éloigner jusqu'au « moindre danger, il a, dans une proclamation « récente, recommandé à ses sujets de ne faire « usage de leurs armes contre les insurgés, que « pour leur propre défense. Bien déterminés à « prendre les mesures qui peuvent seconder vos « désirs, nous espérons que vous reconnaîtrez dans « votre justice qu'il est indispensable, en même « temps, que nous soyons garantis d'une attaque « extérieure, et que des agitations intérieures ne « viennent point troubler notre tranquillité, et « nos sujets, dans la manifestation de leurs senti- « mens pour nous. Empressé de satisfaire à votre « demande, le sénat fait rechercher, pour les con- « signer en vos mains, ceux qui ont osé commettre « des assassinats sur des individus de l'armée fran- « çaise; les mesures les plus efficaces seront prises « pour en découvrir les auteurs, afin qu'ils subis- « sent le châtiment qu'ils méritent. Pour arriver

« à remplir tous ces objets à notre satisfaction « réciproque, nous vous envoyons deux députés « chargés expressément de vous assurer de notre « désir de vous complaire; ils vous diront combien « il nous serait agréable que vous consentissiez à « intervenir d'une manière efficace auprès de votre « gouvernement, pour qu'il s'intéressât au rétablis- « sement de l'ordre dans les provinces qui se sont « séparées de nous, et à leur retour vers l'ancien « état de choses. Nos députés vous renouvelleront « aussi l'assurance des sentimens aussi constans « que sincères dont nous sommes pénétrés pour « la république française, et de notre considération « la plus distinguée pour votre illustre personne. »

Dans l'extrémité où se trouvait la république, le sénat députa vers Buonaparte le censeur François Donato et Léonard Giustiniani, ex-sage président de la chancellerie. Cependant, de Vienne et de Paris arrivaient de funestes nouvelles, trop conformes à l'état présent des choses, et présageant une ruine totale. L'ambassadeur Grimani informait que, selon toute apparence, la république allait être livrée à l'Autriche; que la cour de Naples, l'Espagne et le roi de Sardaigne lui-même, se groupaient autour de la France, l'assiégeaient de leurs flatteries et de leurs promesses pour l'entraîner à cette œuvre coupable; la première, afin d'échapper elle-même à l'orage; la seconde, dans l'espoir d'obtenir pour le duc de Parme un ac-

croissement de territoire, avec le titre de roi; le troisième, par son désir éternel de s'étendre en Italie; que l'infortunée république n'avait plus d'amis; qu'elle était devenue le point de mire de l'avidité des autres puissances; que le silence affecté de l'Autriche annonçait assez qu'elle accepterait les compensations offertes; qu'il resterait néanmoins un rayon d'espérance tant que le gouvernement se maintiendrait sur ses antiques bases; mais que la moindre atteinte portée à ces principes serait le signal de la mort de Venise. Ainsi les puissances de l'Italie elles-mêmes, aveuglées par le désir de s'approprier le bien d'autrui, ne voyaient pas combien la conservation de Venise importait au salut de la péninsule.

Le noble Querini adressait de Paris des avis semblables, mais plus obscurs, moins précis, comme si l'on eût dissimulé davantage avec lui. Tantôt, en effet, le langage du directoire était menaçant, et tantôt flatteur; aujourd'hui il accusait, demain il excusait Venise, et, au milieu de tous ces détours, l'ambassadeur vénitien ne pouvait saisir aucune certitude, si ce n'est qu'un grand complot s'ourdissait contre la république, et qu'il était à craindre que l'Autriche ne s'en emparât du consentement de la France. Pour qu'il ne manquât rien aux malheurs de Venise, dans un danger si grave et si pressant, des agens mercenaires entreprirent de lui extorquer de grosses

sommes en lui promettant de la sauver. Un certain Viscowich, Dalmate de nation, se présenta au noble Querini, et lui dit qu'il tenait en sa main le sort de la république; que le directoire délibérait en ce moment même s'il convenait mieux, ou d'étouffer la révolte dans la Terre-Ferme en prêtant main forte au sénat, ou de la rendre complète en portant secours aux rebelles; que deux directeurs étaient favorables à la république, deux autres contraires, et le cinquième indécis; que c'était l'instant de prodiguer l'or pour le salut général; que celui de Venise était assuré si le sénat voulait sacrifier sept millions de francs; qu'il fallait de suite, pour le directeur en suspens, six cent mille francs, et cent mille autres pour les agens intermédiaires. Querini répondit qu'il n'était point autorisé à grever le trésor d'une aussi forte somme. Viscowich insista, disant que la délibération allait être prise; qu'il n'y avait pas de temps à perdre; que si Querini ne promettait pas, l'arrêt de mort de la république se signait dans la journée. Enfin, n'écoutant que son dévouement pour sa patrie, l'ambassadeur prononça le oui fatal, et souscrivit des engagemens pour la somme de six cent mille francs sur Pallavicini de Gênes, à la condition toutefois qu'ils resteraient en dépôt jusqu'à ce qu'il lui eût été remis une lettre du directoire, portant l'ordre à Buonaparte de comprimer les factieux de la Terre-Ferme, et de faire

rentrer les villes sous l'autorité légitime des Vénitiens. Querini ne put obtenir cette lettre; il reçut en place un billet au titre et au sceau du directoire exécutif, et signé par le secrétaire de Barras. On affirmait, dans ce billet, que la lettre en question avait été écrite par le directoire à Buonaparte. Le traité fut approuvé par le gouvernement à Venise. Le consul, en résidence à Gênes, eut ordre de s'entendre avec Pallavicini pour le payement des traites de Querini. L'ambassadeur attendait le résultat de cette négociation; mais, voyant les affaires de la Terre-Ferme aller de mal en pis, il réclama de Viscowich la restitution de ses engagemens. Le Dalmate refusa. Les billets furent présentés dans Venise au mois de juillet, après le changement du gouvernement, à Querini, qui refusa de les rembourser; il fut arrêté et interrogé, par ordre du directoire, comme coupable d'avoir voulu corrompre le gouvernement français. Ce fut là une étrange manière de détourner l'opinion. S'il y eut corruption, et l'on n'en saurait douter, elle n'alla point de Querini chez les autres; elle vint des autres chez Querini.

Cependant, la capitale de la Terre-Ferme vénitienne allait devenir le théâtre d'un événement fameux par lui-même et par sa ressemblance avec une grande catastrophe historique; événement où l'un des partis laissa voir une honteuse duplicité, où l'autre déploya une extrême barbarie. Nous

avons déjà dit que pour décider l'Autriche à recevoir en compensation des Pays-Bas et du Milanais l'état vénitien, Buonaparte s'était mis en devoir d'opérer, dans ce dernier, une révolution complète. Vérone devint surtout l'objet de ses embûches. Pour y parvenir, ses agens mettaient tout en usage, se prévalant de l'avidité des uns, de l'ambition des autres, prônant la liberté, déclamant contre la tyrannie devant les amis de l'indépendance. Soupçonnant le complot ourdi contre Vérone, en ayant même acquis la certitude, le sénat, comme nous l'avons déjà remarqué, avait envoyé dans cette ville des provéditeurs extraordinaires, hommes fidèles et courageux, avec un gros corps d'Esclavons. Arrivèrent aussi à Vérone les paysans des environs, à qui on avait donné des armes, ce qui composait une masse considérable. Chacun était sur le qui-vive; ici, pour arrêter les effets des suggestions et des soulèvemens de la rive droite du Mincio, là pour en hâter les résultats. Exaspération d'un côté, fureur de l'autre, défiance réciproque. Les deux partis n'attendaient pour éclater qu'une occasion favorable, ou même le plus léger prétexte. Un bruit, un mot, un signe pouvaient déterminer une commotion générale. Au milieu de cette irritation mutuelle, les motifs pouvaient naître des deux côtés également. D'après tout cela, le lecteur éclairé verra qu'il importe peu de savoir par qui, des Fran-

çais ou des Véronais, a été donné le signal du carnage. Le but des chefs français était d'opérer une révolution dans Vérone; celui des Véronais était de l'empêcher. Les premiers voulaient donner la ville à l'Autriche; les seconds voulaient la conserver à Venise. Pour moi, je sais bien ce que feraient les Français et les Anglais, si quelque puissance étrangère vendait à une autre, Lyon ou Birmingham.

Le général en chef ayant eu besoin de toutes ses forces contre l'Autriche, il ne se trouvait à Vérone qu'une faible garnison française, hors d'état de résister seule au torrent; mais on espérait beaucoup des manœuvres et de la coopération des novateurs. Déjà, dans le Padouan, commençait à se montrer la division de Victor, envoyé par Buonaparte pour soulever la Terre-Ferme; déjà paraissait Lahoz avec les Lombards et les Polonais; déjà s'approchaient les masses républicaines de Bergame, de Brescia; et la nombreuse garnison de Mantoue était là tout près pour favoriser l'entreprise. De son côté, le capitaine Carrère, commandant de Vérone, officier très partisan de la république, mais plein de délicatesse et d'honneur, voyant l'orage se former, retint tous les Français qui venaient de France ou qui y retournaient, et parvint ainsi à réunir environ huit cents soldats à Vérone. Peu de temps après, trois cents braves soldats de la cisalpine, commandés en grande

partie par des Français, et disposés à les bien seconder, arrivèrent dans la ville et y prirent leurs quartiers. Des signes précurseurs de la tempête commençaient à paraître dans les campagnes; c'était partout des menaces, des rixes et des meurtres. Les insurgés de Buonaparte égorgeaient tous ceux qui criaient Saint-Marc. D'un autre côté, les Français isolés étaient arrêtés, insultés ou assassinés, selon qu'ils tombaient dans les mains d'adversaires plus modérés ou plus furieux. Un prêtre, fils du comte Malenza, infestait, à la tête de mille paysans, tous les chemins entre Vérone et Peschiera. On ne cessait de répéter que les Français voulaient opérer une révolution pour s'emparer des propriétés du peuple, et particulièrement du Mont-de-Piété, où se trouvaient des richesses considérables. On citait pour exemple le Mont-de-Piété de Milan, dépouillé au mépris de l'honneur et de la justice. Le souvenir de ce fait, trop réel, changeait en rage l'animosité déjà excessive de ces populations irritées. Il s'élevait à chaque instant des altercations, tantôt entre les Français et les Esclavons, tantôt entre les Français et les Véronais; mais alors les Esclavons s'éloignaient. Les cocardes à l'empreinte du lion vénitien se distribuaient à quiconque en voulait avoir. Le provéditeur voyait avec satisfaction les habitans si bien disposés pour la défense. Il régularisa leurs mouvemens, enrôla les paysans

qui se présentaient, leur recommanda la discipline et le repos, avec défense d'insulter qui que ce fût. Ils devaient seulement se tenir prêts au premier signal. La campagne de Vérone retentissait du bruit des armes, et ces armes étaient sur le point de se heurter dans Vérone même. Instruits par les événemens de Bergame, de Brescia, de Crema, et surtout par la certitude acquise des projets de Buonaparte, les magistrats se disposaient à repousser toutes les attaques. Le général Balland, substitué à Kilmaine dans le gouvernement militaire de Vérone, effrayé de tant de rumeur, écrivit au provéditeur pour l'exhorter à faire cesser le désordre. Le Vénitien répondit qu'il le ferait, qu'il l'avait toujours fait; et il saisit cette occasion pour se plaindre des manœuvres des agens de sédition, envoyés exprès dans les provinces pour les soulever.

Ce fut le lundi de Pâques, 17 avril 1797, vers quatre heures du soir, qu'éclata subitement la terrible émeute de Vérone. Elle commença par quelques menaces et insultes, de la part des soldats vénitiens et des Véronais armés, aux militaires français répartis dans différens quartiers de la ville. Frappé du danger qui s'approchait, le commandant Carrère réunit les siens sur la place d'armes, afin de pouvoir se porter partout où sa présence deviendrait nécessaire. Il était dans cette position depuis une heure, lorsque Balland donna, en

quelque sorte, le signal de la guerre, en faisant jouer le canon des châteaux. A ce bruit, Carrère conduisit précipitamment sa troupe dans le Château-Vieux, que les Véronais attaquaient déjà des maisons voisines. Les éclats inattendus de l'artillerie française firent croire aux Véronais que Balland voulait traiter la ville en ennemie. Ils ne s'étaient point trompés, puisque le général, peu d'instans après, fit tirer à outrance contre l'Hôtel-de-ville, qui en fut considérablement endommagé. La première volée enleva le faîte du palais des Scaliger. En un moment l'aspect de la ville fut changé. Il est impossible de se faire une idée des cris de rage poussés contre les Français, de l'ardeur qu'on mettait à les poursuivre, de l'effroi qui naissait des coups non interrompus et précipités du tocsin. Ceux des Français qui se trouvaient le plus près des châteaux s'y retirèrent à la hâte, principalement dans le Château-Vieux; mais ce ne fut pas sans danger, parce que le peuple courait avec rage après eux pour les égorger, faisait pleuvoir sur eux, par les fenêtres, une grêle de balles et de pierres, tout ce qui lui tombait sous la main, et leur rendait ainsi la retraite difficile et pour ainsi dire mortelle. La fureur s'était emparée non seulement des hommes dans la force de l'âge, mais encore des vieillards, des femmes et des enfans. Tous voulaient venger sur un sang odieux les outrages reçus et les souffrances endurées. Beaucoup

de Français furent immolés dans cette fuite, et leur chute était accompagnée des cris de joie d'une populace féroce. Ceux qui n'avaient pas eu le temps de gagner les châteaux, cherchaient leur salut dans les retraites les plus reculées des habitations; mais peu de maisons leur offraient un asile assuré. Les habitans, au mépris des lois de l'hospitalité, en massacrèrent un certain nombre. Ceux-ci furent jetés dans les puits, ceux-là poignardés, d'autres repoussés violemment dans les rues, pour y devenir en butte à l'acharnement du peuple, dont la foule grossissait toujours, au milieu de clameurs horribles, du fracas de l'artillerie des châteaux et des coups multipliés du tocsin. Il y avait alors à Vérone plusieurs administrateurs de l'armée française, beaucoup de femmes, d'enfans et de malades de cette nation. La plus grande partie fut inhumainement égorgée par ce peuple, qui se vengeait avec une affreuse cruauté sur des innocens, de ceux qui à force d'injustices, de rapines, de fraudes et de trahisons, étaient parvenus à lui rendre le nom français en horreur. C'était un spectacle à la fois déplorable et terrible, que ces malades languissans, poursuivis par des assassins couverts de sang; que ces femmes épouvantées, foulées aux pieds par des femmes en furie. J'ai vu un portique encore dégouttant du sang de Français assommés plutôt qu'égorgés par le peuple exaspéré; j'ai vu retirer des puits et des égouts des

uniformes ensanglantés ; j'ai vu les assassins porter en triomphe les dépouilles de leurs victimes. Mais c'était à l'hôpital militaire qu'on remarquait le plus d'acharnement et de cruauté. Veuille le ciel en réserver le châtiment aux véritables auteurs de tant d'atrocités ! Plusieurs malades furent tués, d'autres maltraités et dépouillés. Ni les supplications, ni l'état de faiblesse, ni l'aspect même de la mort, toute prête à saisir les agonisans, ne pouvaient inspirer la pitié à ces cruels qui n'avaient plus de l'homme que la forme. La barbarie ne se ralentissait ni par la fatigue ni par l'assouvissement. La soif du sang s'allumait au milieu du carnage, et les forces, qui manquent souvent pour une bonne action, se renouvelaient ici pour le crime. Le défaut de victimes paraissait-il calmer un instant la fureur, elle se ranimait plus affreuse à la vue d'un Français, et le sang recommençait à couler. Les patriotes véronais ou étrangers ne couraient pas de moins grands périls. La rage du peuple éclatait contre eux avec plus de violence encore ; il les poursuivait même avec plus d'empressement, et en immolait autant qu'il en rencontrait. Mais le plus grand nombre s'était retiré dans les châteaux ; d'autres, soigneusement cachés, passèrent plusieurs jours entre l'espérance et l'effroi. Cependant tout ne fut point barbarie dans ce déplorable événement. Plus d'un Véronais, et le comte Nogarola lui-même, quoi-

que l'un des chefs du mouvement, donnèrent asile et sauvèrent la vie à beaucoup de Français. Action d'autant plus méritoire, qu'en sauvant la vie à d'autres ils mettaient la leur en péril. Nul doute que si le peuple eût eu connaissance de cet acte de piété, il n'eût enveloppé dans la proscription les protecteurs et les protégés. Le bruit de ce qui se passait à Vérone ne tarda pas à se répandre dans les campagnes voisines. Des rassemblemens se formaient sur tous les points. Les paysans armés venaient par bandes se jeter au milieu de la tourmente qui agitait la ville, et réchauffaient par de nouvelles fureurs la fureur refroidie des premiers. Les vociférations recommencèrent aussi-bien que les massacres, et le sang ne cessa de couler que quand il ne s'en trouva plus à répandre. Ne pouvant plus égorger des hommes, on s'en prit aux propriétés. Il existait une vieille haine contre les juifs; on les disait d'ailleurs partisans des Français; leur quartier fut pillé. Les dépôts publics étaient en danger de l'être; et, sans les efforts multipliés des provéditeurs, ces farouches défenseurs de Venise devenaient des brigands qui dévastaient les magasins de Venise même. Tant est facile pour les hommes animés par la fureur, le passage du meurtre à la rapine, et de la rapine au carnage. Le sang coulait dans les maisons; il coulait dans les rues; les châteaux foudroyaient la ville; les Esclavons faisaient rage contre les châ-

teaux. Unis au peuple, ils voulaient, disaient-ils, donner l'assaut à ce repaire des tyrans de l'Italie. Le Château-Vieux surtout périclitait. Adossé à la ville, il se trouvait plus exposé aux attaques de la populace et des soldats. Ses défenses n'étaient pas non plus considérables. On y communiquait de Vérone par un pont fermé seulement par une grille de fer, et la porte, de mauvais bois, n'avait pas même de herse.

Au milieu d'un si grand tumulte, d'une irritation si générale, le provéditeur Giovanelli aurait voulu, non pas désarmer le peuple; le caractère connu des Véronais y aurait mis obstacle, et le feu continuel des châteaux ne le permettait pas; mais arrêter le cours de la barbarie, et introduire de l'ordre et de la mesure, là où il n'y avait que confusion et désordre. L'ardeur qu'il déploya dans cette louable intention le rendit presque suspect aux Véronais, bien décidés d'ailleurs à méconnaître son autorité, et à n'écouter que leur ressentiment. Pour favoriser l'entrée des secours du dehors, il importait de s'emparer des portes, toujours au pouvoir des Français. La mieux gardée était celle de San-Zeno. Informé du danger de ses compatriotes, le comte François des Émiles, qui dans Castelnuovo, avec deux pièces de canon, six cents Esclavons et deux mille cinq cents paysans, tenait en échec un gros de Français et d'Italiens, et les empêchait de se porter sur Vérone, accou-

rut subitement au secours des siens; livra un sanglant combat à la porte San-Zeno, s'en empara, fit le poste français prisonnier, entra dans la ville avec sa troupe, et doubla ainsi le courage des insurgés. Le capitaine Caldogno et le comte Nogarola en firent autant chacun de leur côté; le premier à la porte l'Évêque; le second à celle de Saint-George; de sorte que les habitans des campagnes pouvaient arriver de toutes parts au secours de Vérone. Le renfort du comte des Émiles introduit, les Véronais retournèrent avec plus de rage à l'assaut des châteaux, surtout de Château-Vieux. Les Français redoublèrent aussi d'ardeur à se défendre, certains qu'au milieu d'une si grande effervescence populaire, qui n'épargnait pas même les individus désarmés, le seul moyen de conserver leurs positions et la vie même, consistait dans l'opiniâtreté de la résistance. La plus forte garantie des Français était le château de Saint-Félix; aussi les Véronais, et surtout les paysans, s'étaient-ils portés en masse à Pescantina, lieu favorable pour battre la place. De plus, ils avaient établi deux pièces de canon à Saint-Lunardo qui domine le château, et d'où ils le foudroyaient sans relâche. De leur côté, les Français faisaient de fréquentes sorties, et engageaient la bataille sous les murs et à l'intérieur même de Vérone. C'était un carnage, un incendie, une dévastation générale. Balland tirait à boulets rouges du château de Saint-Félix. Une

partie de la ville était en feu, aussi bien que les maisons de campagne des environs; Vérone, naguère si florissante, aujourd'hui si malheureuse, paraissait menacée d'une destruction inévitable. Toujours plus exaspérés à mesure que le sang coulait à plus grands flots, les paysans, de leur propre mouvement, avaient expédié des courriers au général autrichien Laudon, avec prière d'arriver promptement à leur défense. Ce général, comme nous l'avons dit, après ses avantages dans le Tyrol, était venu remuer le Haut-Brescian; mais Balland savait combien il importait à la sûreté de l'armée de se maintenir à Vérone et à Saint-Félix, et ne négligeait rien pour y parvenir. Il avait donné avis à Chabran dans Brescia, à Kilmaine dans Mantoue, du danger où se trouvait la garnison de Vérone, et du besoin qu'elle avait de prompts secours. Pareilles informations avaient été transmises à Victor. Un autre détachement arrivait de Bologne contre la ville insurgée. Effrayé de l'orage qui allait fondre de tous côtés, Giovanelli, malgré l'arrivée prochaine d'Erizzo, avec un renfort d'Esclavons, d'armes et de munitions, fit faire à Balland quelques ouvertures d'accommodement. Elles furent sans résultat, parce que le général français exigeait avant tout, comme condition indispensable, le désarmement des paysans, le rétablissement des communications de l'armée, et la réduction de la gar-

nison vénitienne, au petit nombre de soldats qui la composaient avant l'émeute. Les magistrats de la république n'étaient pas éloignés d'accepter ces conditions; mais les paysans, toujours exaspérés, refusaient absolument de déposer les armes. Leur ardeur s'enflammait davantage encore par les exhortations des ecclésiastiques, qui ne cessaient de répéter que la cause de la religion était ici étroitement liée à la cause politique. Rappelez-vous, disaient-ils, l'oppression de Rome, les outrages de Milan, les abominations de Paris. Voyez ces prêtres français exilés, réduits à la misère par une secte incrédule, effrénée, pour n'avoir pas voulu se souiller de parjures et de blasphèmes. Cette horrible secte veut aujourd'hui s'établir dans la chaste Italie. Pour y parvenir, elle séduit les esprits, pervertit les cœurs, suborne les fonctionnaires, trahit les gouvernemens, et foule aux pieds la dignité du siége apostolique, soleil de l'Italie, fondement principal de notre sainte religion. Connaissez les auxiliaires de ces impies: la méchanceté, l'espionnage, les injures et les sourdes manœuvres. Ces hommes sont ennemis de la religion, parce qu'ils sont sans foi; ennemis des mœurs, parce qu'ils sont sans morale; ennemis des gouvernemens sages, parce qu'ils redoutent tout frein qui pourrait comprimer leurs passions criminelles. Défendez donc, s'écriaient-ils, défendez jusqu'à la dernière goutte

de votre sang, s'il le faut, la religion protectrice des opprimés, les gouvernemens protecteurs de la religion, et méritez par cette sainte résolution, la gloire dans ce monde périssable, le bonheur pour l'éternité.

Ces discours produisaient d'incroyales effets. La fureur devenait fanatisme, et en acquérait toute la persévérance. Un spectacle nouveau, dans cet horrible tourbillon politique, vint encore ajouter à l'effervescence populaire. C'était un capucin qui prêchait tous les jours sur la place de Vérone. La foule se pressait autour de lui, et prêtait une oreille avide à ses paroles. Ses argumens n'étaient point tirés de la religion; mais de ce que l'indépendance nationale a de plus doux, de plus noble et de plus généreux. Ses discours, quoique dirigés principalement contre les Français, embrassaient cependant les généralités. Selon l'antique usage, il nommait les étrangers barbares, et appelait sur eux la guerre, l'expulsion et la mort. Ayant pris un jour pour texte cet ancien adage : *Patientia læsa fit furor* :

« Italiens, disait-il, Italiens de toute contrée, « de toute condition, de tout sexe, saisissez vos « armes; ce sont celles des Scipion, des Fabius, « des Camille; ce sont celles des Sforce, des Al- « viani, des Castrucci. Aux armes, Italiens, aux « armes! et ne les déposez qu'après avoir chassé « de votre chère patrie tous ces barbares, quel que

« soit leur idiome. Voyez-vous les massacres qu'ils « opèrent au milieu de vous? Voyez-vous la dé-« vastation générale ? Eh bien ! ce n'est point assez « pour eux; ils veulent que les victimes de leurs « brigandages soient encore les objets de leurs mé-« pris. Avides, le pillage ne leur suffit point; or-« gueilleux, ils vous abreuvent de dédains et d'in-« jures. C'est un crime que de vous plaindre; votre « silence même vous est imputé à trahison. Soyez-« leur favorables, ils vous accusent de bassesse et « vous outragent; soyez-leur contraires, ils vous « immolent comme rebelles. Ils vous reprochent « vos armes secrètes; ils vous appellent nation « perfide : comme s'il n'y avait pas plus de honte « à la force de se servir de fusils et de canons contre « les faibles, qu'aux faibles d'employer les stilets « et les poignards contre les plus forts ! Eh bien ! « puisqu'ils vous reprochent vos poignards et vos « stilets, puisque le Dieu des opprimés, et les vexa-« tions de vos tyrans vous ont armés de fusils et de « canons, faites-en donc usage, et prouvez que les « cœurs italiens savent affronter aussi les éclats de « l'artillerie et braver les orages de la guerre. Vos « ennemis sont-ils invulnérables? les croyez-vous « plus braves que vous-mêmes? Gardez-vous d'ac-« cueillir une aussi fausse pensée. Les braves ne « sont point perfides, et les événemens récens sont « le résultat de la perfidie. Ne parlaient-ils pas « d'amitié quand ils envahissaient Gênes, tentaient

« de surprendre Gavi, pillaient Livourne, s'em-
« paraient des forteresses vénitiennes? La rébel-
« lion des peuples contre l'autorité souveraine
« n'est-elle pas leur ouvrage? et l'autorité souve-
« raine, ne s'en font-ils pas un instrument de
« tyrannie contre le peuple? Que dis-je? souve-
« nez-vous de Brescia, de Bergame, de Crema,
« révoltées par l'effet de leurs manœuvres. Qui
« de vous n'a lu dernièrement les manifestes
« hostiles lancés contre vous par ce Landrieux,
« notre ami, se disait-il, mais en effet l'auteur
« des fourberies qui ont perdu ces malheureuses
« cités? Ne voyez-vous pas encore sur les murs
« la proclamation d'un Lahoz, leur agent, pour
« exciter les Italiens à rougir leurs mains du sang
« de leurs compatriotes? Ne vous sentez-vous pas
« pénétrés d'indignation à la lecture de ce mani-
« feste inventé par eux, puis attribué au provédi-
« teur Battaglia! et Dieu veuille que Battaglia soit
« aussi pur que la cause est sacrée! Ils prétendent
« que ce manifeste contient la vérité; qui le sait
« mieux que ses auteurs? Mais l'infamie du stra-
« tagème n'en est pas moins évidente; et il s'agis-
« sait, non pas d'affranchir les opprimés du joug
« des oppresseurs, mais de fournir aux oppresseurs
« un prétexte pour vendre les opprimés. Épou-
« vantable scélératesse, de soulever les peuples et
« de les trahir pour les livrer ensuite à un despo-
« tisme étranger! L'innocente Vérone n'est-elle

« pas le réceptacle de suborneurs à gages, venus « de Lonato, de Desenzano et de Brescia? N'avons-« nous pas ici de vils officiers envoyés par Buona-« parte à Vérone, sous le prétexte de la gouverner, « mais réellement pour la corrompre? Et le cœur « de Buonaparte lui-même n'est-il pas l'asile de « toutes les fraudes, le creuset de toutes les infa-« mies? Son insolence n'éclate-t-elle pas au grand « jour après la victoire? Et ne trame-t-il pas d'abo-« minables complots dans les ténèbres? Sont-ce là « les braves devant qui vous deviez trembler? « Dieu vous préserve de cette erreur! La valeur « est une vertu; et la perfidie, bien loin de faire « des soldats valeureux, ne produit que de lâches « satellites. Que sont devenues les riches et déli-« cieuses campagnes de la Brenta? Le théâtre d'un « immense incendie, un monceau de cendres qui « fument encore. Les temples sont profanés, les « maisons dévastées; tout ce que le génie de vos « ancêtres a produit de magnifique ou d'utile, est « maintenant la proie d'une soldatesque effrénée. « C'était donc pour ces barbares que les Raphaël, « les Titien, les Paul Veronèse enfantaient des « chefs-d'œuvre! Pétrarque, l'Arioste et le Tasse « auront écrit pour que leurs manuscrits passassent « dans les mains de qui ne saurait les comprendre! « Le pauvre aura porté son obole à la sainte mai-« son de Lorette, pour que des hommes, déjà en-« richis par tant de rapines, s'en emparent avec

« violence, le prodiguent à leurs courtisanes, et « le convertissent en or, corrupteur de la fidélité « des Italiens ! Plein d'une confiance que rien « n'avait encore altérée, le pauvre aura déposé « dans les Monts-de-Piété les pénibles épargnes de « tant de veilles, pour qu'elles fussent pillées par « ceux qui ne veillent que pour le plaisir, la dé- « bauche et la fourberie ! Où est aujourd'hui l'Ita- « lie ? Sa splendeur est éteinte. Ses mœurs ? Elles « sont perverties par le contact des barbares. Ses « soldats ? Ils ont été trahis d'abord, dispersés en- « suite, maintenant ils sont esclaves. Qu'est deve- « nue la langue nationale ? Elle s'est corrompue « par l'alliance de locutions étrangères. Où en est « aujourd'hui notre éloquence, naguère si fameuse, « si supérieure à tant d'autres ? Elle se tait, flatte « ou imite. Des écrivains d'enseignes, des journa- « listes, de misérables pamphletaires se sont faits « nos maîtres dans l'art de penser et d'écrire. « Honte éternelle à nous si nous ne vengeons par « les armes, les outrages faits à notre génie ! A « Pavie aussi bien qu'à Vérone, les mères pleurent « sur leurs fils immolés par le fer de nos tyrans. « Par toute l'Italie, les mères pleurent sur leurs « filles séduites et lâchement abandonnées ; vains « gémissemens sur un honneur qui n'est plus. Et « vous verriez ces horreurs sans courroux ! et vous « ne brandirez pas vos épées ! et vous ne combat- « trez pas jusqu'au dernier soupir pour venger,

« pour affranchir l'Italie de ces abominables excès!
« Que les Véronais triomphent, l'Italie entière est
« victorieuse. Tous veulent secouer le joug qui les
« écrase, et la première nouvelle de votre rési-
« stance va devenir, pour tous les peuples, le
« signal d'une insurrection généreuse. L'Alle-
« magne s'indigne de l'échec éprouvé par ses
« armes; Gênes, de la perte de son indépendance;
« Rome, des injures prodiguées à la religion; la
« Toscane, de la violation des traités; Naples,
« d'avoir pu servir d'instrument à l'esclavage de
« l'Italie. Tous n'attendent que l'exemple de la
« valeur, qu'une enseigne déployée; tous brûlent
« de seconder les nobles efforts de Vérone. La
« liberté de l'Italie est dans vos mains. La mul-
« titude combattra contre le petit nombre, la vertu
« contre le vice, les opprimés contre les oppres-
« seurs; et ce n'est jamais en vain que s'allume le
« feu de la liberté. Les Français vaincus, où seront
« les barbares qui oseront braver l'Italie triom-
« phante? tous seront chassés. Le soleil de l'Italie
« ne brillera plus que sur des fronts italiens. L'air
« ne retentira plus de dialectes sauvages. La terre
« de la patrie réservera pour ses enfans toute la
« fertilité de ses sillons. Vos chastes épouses ne
« mettront plus au monde que des enfans avoués
« par l'hymen, que des Italiens libres et courageux.
« Ce fut à Venise que les Italiens confièrent autre-
« fois le dépôt de leur liberté menacée par des

« barbares; que la foudre qui doit frapper des bar-
« bares nouveaux parte encore aujourd'hui de Ve-
« nise. La valeur affranchira l'Italie, l'union garan-
« tira sa liberté; et déjà ma pensée sourit aux
« destinées qui vont s'ouvrir pour cette mère an-
« tique du monde. Mais je vous vois couverts
« de sang; c'est celui des barbares; faites que ce
« soit une semence de liberté! Allez, courez, im-
« molez ces cruels! que leur sang devienne le gage
« de notre salut. Il faut toujours en répandre pour
« la conquête de l'indépendance. Quand Dieu créa
« l'univers, il voulut que la tyrannie versât le sang
« des opprimés, ou que la liberté versât celui des
« tyrans. Allez, choisissez entre des échafauds et
« des couronnes; entre la vie et la mort; la gloire
« et l'ignominie; l'esclavage et l'indépendance;
« le despotisme et la liberté! Votre prince, le ciel
« propice, d'heureux destins, l'amour, la haine,
« le souvenir de vos femmes outragées, la mort
« de vos enfans ou de vos pères, vos premières
« batailles, les succès obtenus, tout vous appelle
« à une entreprise d'une grandeur sans exemple.
« Et puisque l'indignation vous a fait prendre les
« armes, que ce ne soit pas en vain que vous les
« ayez prises! »

Ce discours, plusieurs fois répété, allumait dans l'esprit, déjà si enflammé, de la multitude, une inconcevable fureur. On s'excitait les uns les autres, et les châteaux ne paraissaient pas de-

voir résister encore long-temps à la rage des assaillans.

Pendant qu'on se battait avec tant d'acharnement à Vérone, Venise était le témoin d'un événement plein d'insolence d'une part, cruellement vengé de l'autre, et qui, s'il ne fut pas provoqué par Buonaparte, comme quelques écrivains l'assurent, favorisa néanmoins admirablement ses desseins contre l'innocente république. En vertu d'une loi antique, et à cause des embarras du moment, le sénat avait défendu l'entrée de l'Estuaire à tout bâtiment armé. Cet ordre avait été notifié aux ministres étrangers résidans à Venise, et celui de France en avait été informé comme les autres. C'était une mesure juste et convenable; tous étaient d'accord que les armes étrangères ne devaient pas troubler le siége du gouvernement, et les Anglais eux-mêmes s'y étaient conformés. Mais le 20 avril dans la soirée, un vaisseau armé en course s'approche du passage de Saint-Nicolas, avec l'intention évidente d'entrer dans le port. On apprit que ce vaisseau était français, et commandé par le capitaine Laugier. Dominique Pizzamano, chargé de la surveillance du Lido, lui fit signifier la défense du sénat, et l'invita à respecter une loi souveraine, à laquelle l'Angleterre même s'était soumise; mais le capitaine, soit par insolence naturelle, soit par ordre d'autrui, ne tint aucun compte de l'avis de Pizzamano, poursuivit sa route, força

l'entrée du port, et, par une violation manifeste d'une loi vénitienne, vint jeter l'ancre devant Venise. En passant devant le Lido, le bâtiment tira neuf coups de canon, en signe de guerre disent les Vénitiens, ce qui n'est ni vrai, ni vraisemblable; mais pour saluer le drapeau de Venise, selon l'usage de la mer. Acte étrange, de rendre des honneurs publics à une puissance, au moment où l'on insultait à sa souveraineté, sous les yeux mêmes du souverain; au moment où l'on enfreignait ouvertement une de ses lois fondamentales! D'après le feu du bâtiment français, et la violation du port, le commandant vénitien dut croire qu'il se tramait quelque complot au dedans ou au dehors; il fit donc pointer ses canons et tira sur le navire. Chacun jusque là, excepté ceux qui pensent que les étrangers doivent commander chez autrui, chacun, dis-je, conviendra que le tort était du côté du capitaine français, et si les Vénitiens se fussent contentés d'arrêter le bâtiment, et de l'obliger de sortir du port, tout homme juste, je crois, eût trouvé leur conduite, non seulement exempte de reproches, mais digne d'éloges, et commandée par la nécessité. Mais les choses n'en demeurèrent pas là, et il était impossible qu'elles n'allassent pas plus loin, attendu l'extrême animosité qui régnait alors entre les deux nations. Laugier se trouvait engagé au milieu des Esclavons, ennemis irréconciliables du nom fran-

çais, et dévoués sans réserve à Venise; en outre, une canonnade avait lieu entre le bâtiment français et le fort Saint-André. Les Esclavons ne se contiennent plus; furieux, ils attaquent à l'arme blanche le navire de Laugier, sautent à l'abordage, oublient tout sentiment d'humanité, n'écoutent plus que celui de la haine, et se livrent à des actes d'une affreuse cruauté. Cinq Français, et le capitaine lui-même périrent dans ce combat. Il y eut huit blessés, et si les officiers esclavons n'eussent modéré l'emportement de leurs soldats, tout l'équipage était tué jusqu'au dernier matelot. Les vainqueurs s'emparèrent du navire. Le sénat rendit un décret par lequel il félicitait Pizzamano et ses officiers, et accordait une gratification aux soldats. Il envoya en même temps le rapport de cette affaire à ses députés Donato et Giustiniani, afin qu'ils le transmissent à Buonaparte; craignant, non sans raison, que les excès des Esclavons ne donnassent lieu à des récits exagérés.

Le ministre de France, fort courroucé, requit le sénat de faire arrêter le commandant Pizzamano et ses complices, de rendre les objets enlevés et de réparer le bâtiment. La restitution et la réparation furent ordonnées; quant aux arrestations, il y fut sursis jusqu'à la réponse de Buonaparte.

La terreur était dans Venise comme elle dominait à Vérone. Les événemens, dans celle-ci, inclinaient

à un résultat funeste. Les habitans combattaient toujours avec la même ardeur; mais cette ardeur ne pouvait durer, par cela seul qu'elle était extrême. Déjà les Français se montraient en forces autour de la ville; Kilmaine arrivait de Mantoue; Chabran paraissait sous les murs, vers la porte de San-Zeno; les premiers bataillons de la formidable division de Victor, venant de Padoue, étaient déjà en vue de la ville assiégée, et la nouvelle de la trève signée à Judembourg ne laissait plus d'espoir d'être secouru par Laudon. Par tous ces motifs, les provéditeurs entamèrent des négociations, d'abord avec Balland, par l'intermédiaire du colonel Beaupoil, mais sans résultat, parce que le peuple refusait toujours de déposer les armes tant que les Français ne seraient pas expulsés des châteaux; ensuite avec Chabran, que le provéditeur Giovanelli vint trouver hors la porte de San-Zeno. Le premier était accompagné du général Chevalier et de Landrieux; le second, du comte des Émiles, du comte Giusti, et de Merighi, personnage qui jouissait d'un grand crédit auprès des habitans de San-Zeno. Survint en même temps la nouvelle que Lahoz, à la tête de deux mille hommes, Italiens et Polonais, à la solde de la république cisalpine, venait de remporter une victoire signalée dans les plaines, entre le Mincio et l'Adige, sur les paysans de ce district. L'entrevue commença par des récriminations réciproques :

Chabran reprocha à Giovanelli l'armement des campagnes, ordonné par le gouvernement de Venise au moment où les Français avaient en tête un ennemi puissant, armement qui avait forcé Buonaparte à signer la trève, et dont les Vénitiens se repentiraient. Landrieux ajouta, le lecteur verra ce qu'il en doit penser, que les coupables projets du sénat contre les Français étaient suffisamment démontrés par le manifeste de Battaglia. Giovanelli répondit que Venise avait donné mille preuves de son amitié pour la France; que les peuples ne s'étaient armés que pour s'opposer aux rebelles, ouvertement excités et protégés par les Français; que la participation des Français à tous ces mouvemens, était clairement établie par le refuge accordé aux perturbateurs dans la maison du général Balland; que les châteaux, même avant l'insurrection, avaient tiré, d'abord à poudre, puis à boulet, ce qui avait excité le peuple à défendre la ville, et à venger son prince outragé.

Des reproches, on en vint aux négociations; ce fut inutilement. Chabran déclara qu'il entrerait de force, qu'il brûlerait et saccagerait Vérone. Il ne tarda pas à s'emparer de San-Lunardo, garantissant ainsi le château de Saint-Félix. Déjà il battait vigoureusement la porte de San-Zeno, et le fossé seul le séparait du corps de la place. Les châteaux insistaient toujours contre

la porte de Saint-George. Les Français ne sortaient pas de Château-Vieux sans répandre dans la ville la terreur et le ravage. Kilmaine s'approchait de plus en plus, culbutant devant lui les masses armées qui voulaient s'opposer à sa marche; les soldats de Victor touchaient aux portes de la ville désolée; les premiers coureurs de Lahoz se montraient aux portes extérieures de Château-Vieux, et rien ne pouvait les empêcher d'y entrer. En ce moment aussi, arriva la nouvelle des préliminaires de paix, ce qui allait permettre à Buonaparte de tomber avec toute son armée sur l'état de Venise. Enfin, la terreur fut au comble, quand on apprit que les troupes, postées à la Croix-Blanche et à San-Massimo, sous le commandement de Maffei, pour s'opposer aux progrès de l'ennemi, venaient d'éprouver une défaite complète. Il était donc évident que la ville était prise, encore bien qu'elle résistât toujours. Les provéditeurs songèrent à renouer les négociations. On arrêta les conditions suivantes : Désarmement des paysans, évacuation de Vérone, occupation de la ville par les Français, remise en leurs mains des armes et des munitions, consignation dans le château, comme otage pour la garantie du traité, de Giovanelli, Erizzo, Giuliani, Émile, l'Évêque, Maffei, les quatre frères Miniscalchi, Philiberti, les deux frères Carlotti, San-Fermo et Caravelta. L'exé-

cution des articles accomplie, les otages devaient être rendus. Les provéditeurs voulaient ajouter une clause pour assurer la vie des soldats et des officiers, aussi bien que les propriétés des Véronais; mais Kilmaine, qui survint, s'y refusa; de sorte que la capitulation devenait une vaine formalité, et la ville se rendait, pour ainsi dire, à discrétion. Aussi les provéditeurs, dans la douleur et l'effroi que leur causaient ces négociations, résolurent-ils de se retirer à Padoue, laissant aux magistrats municipaux à pourvoir de leur mieux au salut de la cité. C'était peu pour eux de voir une ville, fidèle au nom Vénitien, devenue la proie d'un vainqueur irrité; les discours qu'ils entendaient ne leur permettaient plus de douter de l'anéantissement prochain de Venise. En effet, Beaupoil, abjurant les détours, et plus sincère du moins que les autres, dit tout haut que quatorze siècles d'existence devaient suffire à la république vénitienne; qu'il fallait se plier aux circonstances, et qu'on ne devait pas imputer seulement aux officiers français l'appui donné aux révolutionnaires de Bergame et de Brescia; mais à l'ordre exprès du général Buonaparte.

Les Français entrèrent dans la ville, théâtre de carnage, de terreur et de misère. Ici se présente une circonstance abominable, que je ne rapporte qu'avec dégoût. Les patriotes Italiens qui mettaient en avant de toutes leurs actions les géné-

reuses paroles d'indépendance et de liberté, secondant alors la fureur des chefs républicains de France, cherchaient diligemment dans les maisons de Vérone les auteurs de l'insurrection véronaise, et les livraient à leurs ennemis pour être condamnés au dernier supplice. Ils découvrirent ainsi le capucin qui fut également dévoué à la mort. Sa harangue fut trouvée dans la maison, et comme le style en paraissait supérieur aux talens d'un simple capucin, elle fut attribuée à l'évêque de Parme Turchi, alors en réputation d'excellent prédicateur. Traduit devant un conseil de guerre, le religieux ne changea rien à son langage. Condamné à mort, il reçut le coup fatal sans que sa fermeté se démentît un instant. L'histoire n'a pas conservé le nom de ce courageux Italien, parce que sa mort, à cette époque dégradée, fut notée d'infamie, quand elle eût mérité des honneurs. Les comtes Émile des Émiles, Verità, Malenza, et quelques autres personnages moins considérables partagèrent le supplice du capucin. Tel fut le résultat de l'insurrection de Vérone. On l'appela les Pâques véronaises, par allusion aux Vêpres siciliennes; mais si la barbarie fut égale dans les deux événemens, la cause de celui-ci fut plus odieuse, parce qu'à Vérone la trahison se joignit à la tyrannie.

Maîtres d'exercer leur vengeance, les vainqueurs enlevèrent les armes, multiplièrent les

menaces et les violences. Le soldat vivait à discrétion chez l'habitant; le Mont de-Piété fut pillé, et les diamans les plus précieux envoyés à Buonaparte. Les peuples se récriaient contre tant de sacriléges. Buonaparte ordonna la restitution des objets de moindre prix; ordre illusoire, parce que la plus grande partie était déjà soustraite, et que, pour avoir moins à rendre, les préposés à l'exécution de la mesure mettaient deux lots en un seul. Les ravisseurs ne respectèrent pas même les dotes des pauvres filles, et s'en emparèrent comme du reste. Le commissaire des guerres Bouquet, nommé inspecteur du Mont-de-Piété, fut mis en prison et conduit en France pour y être jugé; mais on n'entendit point parler de condamnation, soit qu'il fût innocent, soit qu'il eût agi par ordre supérieur. Buonaparte ordonna que la ville payerait cent vingt mille sequins et cinquante mille autres pour gratification aux garnisons des châteaux; qu'elle indemniserait les soldats de leurs pertes, et réparerait les dommages occasionnés aux hôpitaux; livrerait ses chevaux pour l'artillerie et la cavalerie de l'armée, et des quantités de draps considérables pour l'habillement des troupes; que l'or et l'argent des églises, et tout autre, soit qu'il appartînt à la ville ou au gouvernement, fût confisqué au profit de la république, aussi-bien que les tableaux, les herbiers, les musées, tant publics que particuliers; enfin que les individus

qui auraient mérité d'être dédommagés, le seraient sur les biens des condamnés. Mais le désordre avait prévenu les mesures de Buonaparte, et le pillage était déjà consommé. Augereau écrivait : que la confusion des pouvoirs, l'exercice abusif qui en avait été fait par divers officiers supérieurs, avait mis le comble à l'anarchie et favorisé le gaspillage ; qu'en effet le Mont-de-Piété de Vérone, qui renfermait pour plus de cinquante millions d'effets, ainsi que celui de Vicence (Lahoz avait fait révolter cette ville), avaient été vidés avec une telle célérité, qu'on ne s'était pas donné la peine d'ouvrir les portes ; qu'elles avaient été forcées ; (et il est vrai, quoique Augereau ne le dise pas, qu'on y entra à coups de hache et les sacs à la main) ; qu'il avait appris que le général Victor venait de faire arrêter le commissaire des guerres Bouquet, auteur de cette dilapidation ; qu'il ne doutait pas que, s'il était traduit au conseil de guerre, il ne compromît des citoyens qui occupaient des grades supérieurs dans l'armée ; que la campagne n'avait pas été épargnée ; que l'incendie, le vol, les réquisitions générales et particulières qu'on avait frappées arbitrairement, et sans autorisation légale, avaient dépeuplé plusieurs villages, réduit au désespoir des familles errantes dans ce moment ; que c'était à tel point que des officiers, attirés par l'appât du pillage, s'étaient érigés en commandans de place, et s'étaient

livrés à des excès que réprouvent la justice, l'honneur et la sévérité de la discipline militaire; que le tableau des actes arbitraires commis sur les maisons riches de Vérone était encore plus révoltant; qu'on avait pris, par des réquisitions écrites et signées, jusqu'à soixante mille francs, et qu'on avait refusé d'en donner reçu; que pendant huit jours les marchands en détail avaient été exposés à perdre draps, toiles, mouchoirs, etc., de manière que la crainte exerçant son empire, Vérone était déserte, et le négociant avait cessé tout commerce; que quelques officiers avaient vendu des marchandises appartenant à des négocians, sous prétexte qu'elles descendaient l'Adige; que les meilleures maisons pillées attestaient la fureur des pillards; que personne n'était plus ennemi que lui des Vénitiens, que personne ne tenait plus à venger le sang français, mais qu'aussi il le disputait à tous par son aversion pour l'injustice et la persécution. Il finissait en disant que, si des Français s'en étaient rendus coupables, il était de son caractère, de son devoir de consoler les Vénitiens, et de leur faire oublier qu'ils devaient une partie de leurs maux à ses compatriotes. A la suite de ces plaintes, Augereau priait Buonaparte de diminuer la contribution imposée à Vérone, et de l'étendre à toute la campagne.

Le lecteur attentif a déjà reconnu qu'il n'y avait plus de bon parti à prendre pour Venise. S'il lui

en fût resté un, c'était celui des armes. Peut-être qu'en redoublant d'activité dans l'armement de l'Estuaire, et en défendant Venise avec autant de résolution que leurs ancêtres avaient défendu Padoue contre toutes les forces de l'empereur Maximilien, peut-être, dis-je, les Vénitens auraient-ils déterminé en Europe quelque événement favorable, quelque chance de salut. L'Angleterre était intacte, l'Autriche ne consentait que malgré elle au traité de Léoben; non que l'acquisition des états vénitiens ne lui fût agréable, mais parce qu'elle avait en horreur les principes subversifs des anciens gouvernemens, principes sur lesquels s'appuyait la république française. Quel qu'eût été le résultat, il était toujours plus honorable pour Venise de périr les armes à la main, qu'à la suite de négociations reconnues inutiles même avant d'être entamées.

Informé des événemens de Vérone et du Lido, Buonaparte feignit une grande colère contre les Vénitiens, se plaignit amèrement du sang répandu, et protesta qu'il en tirerait vengeance. Jugeant donc que le moment, préparé avec tant d'artifice, était enfin arrivé, il écrivit au ministre Lallemand ces paroles furibondes : On insulte à Venise les couleurs nationales, et vous y êtes encore! on y assassine publiquement les Français, et vous y êtes encore! Quant à moi, je déclare que je ne veux entendre à aucune proposition d'accom-

modement, si d'abord on n'arrête les trois inquisiteurs d'état et le commandant du Lido; qu'on les arrête, et venez ensuite me trouver.

Lallemand remplit sa mission, et Venise se soumit. Les trois inquisiteurs et le commandant furent arrêtés, déposés dans le fort d'une des îles des lagunes, et les avogadors instruisirent leur procès. D'un autre côté, et toujours par l'ordre du général en chef, on mit en liberté les détenus pour opinion ou délits politiques, entre autres les rebelles de Salò, de Vérone, de Bergame, de Brescia et de Padoue. Lallemand partit, tous les Français partirent. Il ne resta que Villetard, secrétaire de la légation française, chargé d'opérer le changement de gouvernement.

Cependant les députés de la république, François Donato et Léonard Giustiniani, s'acheminaient toujours vers le quartier général de Buonaparte; ils le trouvèrent à Gradisca où il leur donna audience. Ils commencèrent par excuser la république, disant que Venise avait recherché l'amitié des Français avant même que leurs armées inondassent l'Italie; qu'elle avait reconnu la république française quand il était dangereux de la reconnaître; qu'elle avait constamment refusé, de la part des confédérés, toutes propositions contraires à la France; que, spontanément, et sans y être obligée par aucun traité, comme avec l'Autriche, elle avait ouvert ses états aux armées républi-

caines; qu'elle avait mis à leur disposition ses forts, ses armes et ses munitions; que, pour fournir aux besoins du soldat, elle avait imposé des charges extrêmes à ses sujets; qu'elle avait même puisé à cet effet dans le trésor public. Est-il probable, ajoutaient-ils, qu'un état affaibli par tant de pertes, consumé par des dépenses si énormes, amoindri par la défection de tant de villes, veuille faire la guerre à la puissante république française, aujourd'hui qu'elle a forcé presque toute l'Europe à la paix? Le gouvernement vénitien veut aussi la paix; ceux qui ne la veulent pas, ce sont les factieux et les rebelles, parce qu'ils trouvent dans la guerre d'immenses profits, et l'accomplissement de leurs projets criminels. De là dérivent les accusations mensongères, les manifestes supposés, comme celui de Battaglia, les défiances des commandans français et l'insubordination des peuples. Du reste, nous n'apportons point de plaintes, mais seulement des justifications; nous répondrons à tout, nous détruirons dans l'esprit des commandans français tous les soupçons, œuvre de la malveillance et de la perfidie des rebelles. Pour l'avenir, le sénat est tout prêt à punir les assassins, pourvu qu'on lui indique les faits, les lieux et les personnes; il acceptera également la médiation de la France pour faire rentrer sous l'obéissance les villes insurgées; il désarmera la population, pourvu que les factieux soient aussi désar-

més, et que les sujets restés fidèles soient mis à l'abri de leurs outrages.

Buonaparte répondit qu'il exigeait l'élargissement de tous les détenus, même des Véronais, parce qu'ils étaient tous amis de la France ; qu'il irait briser les plombs dont il ne voulait plus ; qu'il ne voulait plus d'inquisition, barbarie des anciens temps ; que les opinions devaient être libres ; que les Vénitiens avaient assassiné les Français à Venise et dans la Terre-Ferme ; que ses soldats criaient vengeance, et qu'il les vengerait. Le sénat a tant d'espions, s'écriait-il, qu'il découvre les coupables ; si votre gouvernement ne sait pas comprimer ses sujets, il est inepte et ne doit pas exister ; je ne veux plus d'alliance avec Venise, je ne veux plus de vos projets, je prétends vous donner la loi ; il n'aurait tenu qu'à moi d'aller en Dalmatie où j'ai déjà des intelligences ; en un mot, si le sénat ne punit les coupables, ne chasse le ministre d'Angleterre, ne met les détenus en liberté, ne choisit enfin entre l'Angleterre et la France, je déclarerai la guerre à Venise ; après tout, les nobles de province doivent avoir part à l'autorité suprême ; le gouvernement est vieux, il doit finir ; je serai un Attila pour Venise ; si vous n'avez rien de plus à me dire, vous pouvez vous retirer.

La nouvelle des événemens du Lido vint mettre le comble aux angoisses des députés. Ils en informèrent Buonaparte avec beaucoup de ménage-

mens; mais il leur répondit qu'il ne voulait ni les voir ni les entendre, couverts du sang français, si d'abord ils ne faisaient remettre en ses mains l'amiral, le commandant du Lido et les inquisiteurs d'état; qu'ils avaient dénaturé, par leurs mensonges, un fait plein d'atrocité; qu'ils eussent à sortir de sa présence, et à vider la Terre-Ferme, sinon qu'ils auraient à faire à lui.

Et le 2 mai, l'auteur de tous les piéges tendus aux Vénitiens, déclara la guerre à Venise.

Pendant la semaine sainte, dit le manifeste, au moment où l'armée française était engagée dans les gorges de la Stirie, et pour lui couper la retraite, le gouvernement vénitien arme quarante mille Esclavons; envoie des munitions de guerre et des commissaires extraordinaires en Terre-Ferme, fait arrêter les amis de la France et protége ses ennemis. Les Français eux-mêmes sont diffamés, maltraités sur les places, dans les cafés et tous les lieux de rassemblemens publics; on les appelle jacobins, régicides, athées; on a ordonné aux populations de Padoue, de Vicence et de Vérone de se lever en masse, et de renouveler les Vêpres siciliennes. Les officiers vénitiens s'écrient qu'il appartient au lion de Venise de vérifier ce proverbe : que l'Italie est le tombeau des Français. Les ecclésiastiques prêchent la croisade du haut des chaires, les écrivains dans leurs pamphlets. Les Français sont assassinés à Padoue, à Castiglione de

Mori, sur les routes de Mantoue à Legnago, de Cassano à Vérone. Les soldats vénitiens s'opposent au libre passage des troupes de France. Le tocsin sonne à Vérone; on y égorge les malades et les convalescens. Les Véronais attaquent à main armée les garnisons françaises retirées dans les châteaux. La maison du consul à Zante est la proie des flammes. Un vaisseau vénitien fait feu sur la frégate française *la Brune*, pour sauver une conserve autrichienne. Le rivage de Venise fume encore du sang du jeune Laugier. Par tous ces motifs, Buonaparte voulait que le ministre français partît de Venise; que les agens vénitiens vidassent la Lombardie et la Terre-Ferme vénitienne; que ses généraux traitassent comme ennemies les troupes vénitiennes, et que le lion de Saint-Marc fût abattu dans toutes les villes de la Terre-Ferme.

Les esprits sensés et amis de la justice répondaient pour les Vénitiens : qu'à l'exception des massacres, toujours inexcusables, commis par les particuliers et non par le gouvernement, provoqués d'ailleurs en grande partie par les excès du soldat, la vengeance étant une passion naturelle aux hommes, Venise, sans parler des insurrections artificieusement pratiquées dans la Terre-Ferme, était autorisée à faire plus encore, et par le droit naturel et par le droit des gens, en raison des traités de Léoben, qui stipulaient la vente de la répu-

blique. Ils ajoutaient que, s'il fallait blâmer Venise, c'était de n'avoir pas déclaré la guerre à la France, de n'avoir pas dirigé contre elle toutes ses forces, puisqu'elle en avait tant et de si justes motifs. Les auteurs qui préfèrent la partialité à la justice, accusent Venise de trahison : oui, sans doute, il faut l'en accuser; mais contre elle-même, et non envers les autres.

Buonaparte ne pensa pas que son manifeste pût suffire à l'exécution de ses desseins, c'est-à-dire à changer la forme du gouvernement de Venise. C'était pour y parvenir qu'il avait cherché à effrayer, par la violence de son langage, les députés du sénat; qu'il leur avait parlé d'une réforme dans l'état; qu'il avait ordonné à Baraguey d'Hilliers de s'approcher, avec sa division, des rives de l'Estuaire, et de faire dans ces parages de grandes démonstrations, comme s'il eût voulu se frayer un chemin vers le siége même du gouvernement. C'était dans ce but que Villetard et les autres républicains, restés à Venise, ne cessaient de crier contre l'aristocratie, comme si c'eût été le plus grand fléau qui fût au monde; exaltaient la démocratie, insinuaient que le seul moyen d'apaiser le courroux de Buonaparte était de rendre le gouvernement de Venise démocratique. C'était encore dans ce but, que ces agens excitaient continuellement contre le gouvernement vénitien, les novateurs qui, favorisés eux-mêmes par les événemens,

conspiraient ouvertement, menaçaient tout haut l'ancien état. Enfin, c'était toujours dans cette intention que l'on répandait adroitement des bruits de réunions secrètes de patriotes, de conspirations occultes et de dépôts d'armes. La terreur était profonde, le triomphe des malveillans s'accomplissait. Parmi les bons citoyens, le plus grand nombre fléchissait par crainte de l'avenir, et voulait se soumettre à une réforme qui paraissait inévitable. Quelques hommes courageux s'occupaient seuls du salut de la république.

Malgré tout, les trames ourdies influaient peu sur le sénat, base première du gouvernement, et qui, par prudence, ou par habitude, ou par obstination, persévérait dans ses anciennes maximes. Déjà il avait donné des ordres pour l'armement prompt et complet de l'Estuaire. Les novateurs prévoyaient que le sénat ne consentirait jamais à proposer l'altération de la constitution fondamentale au grand-conseil, en qui résidait l'autorité souveraine, et de qui seul dépendaient de pareilles réformes. Aussi les auteurs de ces manœuvres cherchèrent-ils un moyen d'éluder l'autorité du sénat, disant que les circonstances non communes voulaient des remèdes extraordinaires. Les sages en exercice, parmi lesquels se trouvait Pierre Donato, qui avait des liaisons avec Villetard, firent en sorte qu'une conférence illégale eut lieu, le 30 avril au soir, dans les appartemens privés

du doge. Elle se composa du doge Manin, de ses conseillers, des trois chefs de la quarantie, des sages en exercice, des sages de Terre-Ferme, des sages sortis du conseil, et des trois chefs du conseil des dix. On y agita la question de savoir ce qu'il importait le plus de faire pour le salut de la république dans une position si déplorable. Le but principal était de présenter les choses de manière que le grand-conseil autorisât la réforme de l'antique constitution de l'état.

Le doge commença son discours en ces termes: « La gravité des circonstances exige que chacun « de nous indique les moyens les plus convenables « d'exposer au grand-conseil l'état où se trouve la « république, d'après les nouvelles apportées ce « soir par Alexandre Marcel, sage de semaine; « mais avant de donner vos avis, veuillez entendre « le chevalier Dolfin. »

Celui-ci prenant la parole, proposa, pour fléchir le vainqueur, de recourir à l'intercession de Haller, avec qui il était lié d'amitié, et qui, selon lui, était fort avant dans la confiance de Buonaparte. Cette proposition démontre à quel état d'abaissement était arrivée cette antique et glorieuse république, puisque l'un des principaux citoyens, qui lui-même avait été ambassadeur à Paris, s'était persuadé que le salut de l'état dépendait d'un financier.

Mais les assistans n'étaient pas arrivés à ce degré

d'abjection, qu'ils accueillissent l'avis de Dolfin. Différentes mesures furent proposées. François Pézare insista fortement pour que la constitution fût préservée de toute atteinte; il voulait que l'on prît les résolutions les plus vigoureuses, et que l'on défendît jusqu'à l'extrémité le dernier rempart de la puissance vénitienne. Zacharie Vallaresso soutint l'avis contraire, prétendant qu'il fallait autoriser les députés à traiter avec Buonaparte, des modifications à faire à la constitution. Au milieu de ces hésitations arrivèrent des lettres de Thomas Condulmer, chargé de la défense de l'Estuaire, informant que les Français faisaient des dispositions pour s'approcher de Venise. On crut même entendre le bruit du canon. La terreur s'empara de l'assemblée. Parcourant à grands pas l'appartement, le sérénissime prince effrayé dit tout haut : *Cette nuit même nous ne serons pas en sûreté dans notre lit.* Peu s'en fallut que, sur l'avis de Pierre Donato et d'Antoine Ruzzini, on ne traitât sur-le-champ de la reddition de la ville, ce qui donnerait à croire que les Vénitiens étaient devenus moins que des hommes, si la peur seule eût présidé à cette assemblée; mais la fortune de la république triompha encore en ce moment. Joseph Priuli et Nicolas Erizzo combattirent fortement la proposition, et Condulmer eut ordre de repousser la force par la force. Cependant, soit par l'effet de la crainte, ou par les instances des no-

vateurs, il fut décidé que le doge lui-même exposerait au grand-conseil la situation de la république, proposerait des modifications à la constitution, et convoquerait ce conseil pour le 1er mai. Après cette résolution, l'objet principal des vœux de Buonaparte, et pendant que le secrétaire Alberti la rédigeait, le procurateur Pézare, les larmes aux yeux, fit entendre ces paroles mémorables : « Je vois que c'en est fait de ma patrie; je ne puis lui porter secours; mais un galant homme trouve une patrie partout; il faut aller en Suisse. » Puis il sortit de Venise, sachant que Buonaparte demandait sa mort. Heureux, François Pézare, si sa conduite eût répondu à son langage, et si, passant le reste de ses jours dans la retraite et la douleur, au sein des monts de l'Helvétie, il eût donné au monde l'exemple d'un patriotisme exempt d'ambition! il aurait ainsi honoré à jamais lui-même, Venise et l'Italie toute entière!

C'était le 1er mai au matin que la république vénitienne devait donner d'elle-même dans le piége qu'on lui avait tendu. L'Hôtel-de-ville était environné de soldats, canons braqués, mèche allumée; appareil inaccoutumé depuis des siècles dans cette république paisible. Selon l'antique usage, les ouvriers de l'arsenal gardaient les appartemens intérieurs du palais; des militaires occupaient les carrefours; étranger aux motifs de cette rumeur guerrière, le peuple ne revenait pas de sa sur-

prise; l'effroi régnait dans la ville; ces mêmes lieux qui, grâce à la sagesse du gouvernement, à la douceur du climat, à la force de leur position, avaient toujours été l'asile de la sécurité, de la joie et de la civilisation, résonnaient maintenant du bruit des armes et des soldats, et ces soldats et ces armes n'annonçaient pas le salut, mais la destruction de la république.

Les Pères ayant été convoqués comme à l'ordinaire au son des cloches, ce n'est pas sans douleur que je rappelle ces détails, le doge représenta, du ton le plus grave, au grand-conseil, la situation déplorable de l'innocente république : Depuis le moment où la révolution française est venue épouvanter le monde, dit-il, Venise s'est montrée l'amie impartiale de toutes les nations, sans jamais témoigner à l'une plus de préférence qu'à toutes les autres. Cette conduite était conforme à ses antiques habitudes et à ses intérêts les plus chers; qu'elle eût en effet embrassé la cause des princes coalisés contre la France, la marine française eût désolé le commerce si florissant des Vénitiens; qu'elle eût écouté les propositions de la France, la puissante Autriche, limitrophe de Venise par terre et par mer, depuis Crema jusqu'à l'Albanie, aurait pu s'emparer du territoire de l'imprudente république. Dans l'une et l'autre supposition il eût fallu renoncer à la paix, source de prospérité pour le commerce

et l'agriculture. Nous espérions que les forces réunies de l'Autriche, de la Sardaigne et de Naples seraient, pour l'Italie, une barrière que les Français ne parviendraient point à franchir, et nous avons cru pouvoir nous écarter de l'exemple de nos ancêtres, en ne prenant pas les armes pour éloigner de l'état vénitien, des troubles qui ne paraissaient pas devoir s'y élever. Cette résolution nous a semblé d'autant plus nécessaire que le trésor était et est encore épuisé par la guerre avec la Porte, les trois neutralités armées en Italie, la peste de Dalmatie, les travaux exécutés sur les fleuves, et l'expédition contre Tunis. Nous avons pensé qu'il était dangereux d'établir de nouveaux impôts, au moment où chacun se croyait en droit d'examiner et de fronder les actes du gouvernement; par tous ces motifs, nous avons usé de modération, reconnu la république française, accueilli son ministre, accrédité un ambassadeur à Paris, fourni des vivres aux armées des deux partis; par ces motifs, nous avons invité les peuples à s'armer d'une patience nécessaire, à comprimer les mouvemens d'une indignation devenue légitime, lorsque les Français, ayant renversé tous les obstacles, inondaient le territoire de la république; par ces motifs encore, nous avons député vers le général en chef français des citoyens recommandables, afin de l'entretenir dans de bonnes dispositions à notre égard, et de protéger la république

auprès de lui contre les accusations et les menaces continuelles de ses soldats. Enfin, continua le doge d'une voix qu'étouffaient ses sanglots, l'instant fatal est arrivé où la France, après avoir chassé d'Italie les Autrichiens à qui elle impose la paix à la suite de victoires multipliées, après avoir fermé les ports de la Méditerranée aux Anglais, triomphé sur le Rhin, s'être allié la Hollande et l'Espagne, peut désormais, assurée de tous côtés, tourner ses armées réunies contre les Vénitiens, nation faible, comparée à cette masse de peuples vaincus et subjugués par la France. Quand bien même, d'un autre côté, le mystère qui enveloppe les préliminaires de Léoben ne donnerait pas lieu de craindre quelque grand malheur pour la république, peut-elle, cette république, s'aveugler au point d'espérer se défendre contre la violence des assauts ou la longueur d'un blocus? Déjà Venise est pressée par mer; déjà des vaisseaux de guerre français courent l'Adriatique. En vain compterait-on sur les préparatifs ordonnés dans l'Estuaire, ou sur la position naturellement forte de Venise. Les subsides, les secours nous manquent, et nous ne saurions résister encore long-temps à un ennemi dont l'audace égale le bonheur. Il faudra toujours finir par se rendre après un blocus, source de privations insupportables pour un peuple accoutumé à l'abondance. Tel est le sort de la république, en butte aux

attaques d'un ancien ami qui paye aujourd'hui de sa haine l'hospitalité qui lui fut donnée; de la république, convoitée par un ami pour qui elle a tant souffert; peut-être même l'objet des embûches de citoyens perfides, pour qui les révolutions sont une habitude, un plaisir, une maxime et un sujet d'espérances. Un siècle est venu où l'innocence ne rencontre que des railleurs, la bonne foi que des incrédules; où les droits ne sont rien, où la force est tout; où l'on n'estime plus que les victoires obtenues par le sang; où l'on ne s'attache à la vertu que pour la calomnier et l'abattre. Que peut maintenant Venise, sans autres armes que ses vertus et son innocence? cédez donc, cédez à l'impérieuse nécessité; et, puisque le moment fatal est arrivé, réfléchissez qu'il vaut mieux couper un rameau essentiel de l'arbre, que l'arbre lui-même dans sa racine. C'est peu de chose après tout qu'une modification, si nous maintenons la république. Imitons ces prudens pilotes qui jettent à la mer une partie de leur cargaison pour sauver le vaisseau. Je vous en conjure donc, par l'amour que vous portez à votre patrie et à vos familles, par ces magnifiques remparts que vous chérissez, par le salut de la noble Venise, par tout ce qu'avaient de doux, d'auguste et de sacré ces antiques liens d'amour et d'intérêts, qui jusqu'alors ont uni les Vénitiens entre eux; je vous en conjure, écoutez avec bienveillance ce que les sages

vont vous soumettre pour seconder le zèle des députés chargés de traiter, avec l'arbitre souverain de la conduite des Français en Italie, des modifications à introduire dans la constitution de la république.

A ce discours lamentable du doge, l'auditoire effrayé poussa de douloureux gémissemens. La proposition fut appuyée par Pierre-Antoine Bembo, que l'on vit ensuite au nombre des magistrats municipaux créés par Villetard. Mise aux voix, elle fut acceptée par une majorité de cinq cent quatre-vingt-dix-huit contre vingt et une. Le doge donna des éloges à la vertu des sages, fit un appel à leur constance, les exhorta à ne point désespérer de l'état, à se confier dans la délibération adoptée; après quoi le conseil se sépara plein de douleur, d'abattement et d'effroi.

Cependant le cruel capitaine poursuivait Venise. Buonaparte descendait furieux des Alpes noriques, et la cernait de toutes parts, tandis que Villetard et ses adhérens tendaient leurs piéges à l'intérieur. Dans un si grand abaissement des esprits, un si honteux découragement des cœurs, je me trouve heureux d'avoir à signaler la fermeté que déploya dans Trévise, en présence du général en chef, Ange Giustiniani, provéditeur de cette province. Buonaparte accusait, avec violence, les Vénitiens de perfidies, de trahisons et d'assassinats; il menaçait de tout bouleverser, demandait le sang de Pézare, des inquisiteurs et du commandant du

Lido. Giustiniani répondit avec franchise : Les excès commis au-delà du Mincio et ceux de Vérone ont été provoqués par les désordres de vos soldats. La république ne les a jamais autorisés. Généreuse, elle a pourvu, par d'énormes dépenses, et pendant long-temps, à l'entretien des armées françaises. Amie sincère, elle a constamment rejeté les occasions favorables qui se sont présentées pour elle de se réunir aux troupes de l'empereur contre celles de France. Bien loin d'avoir excité contre vous ses propres soldats, elle les a toujours contenus, même quand la fortune semblait s'être déclarée pour les armes autrichiennes. Les faits le prouvent aussi bien que les ordres du sénat, qui n'a cessé de recommander la patience, la modération et la bienveillance envers les Français. Quant à l'événement du Lido, il faut l'attribuer à l'insolence du capitaine, infracteur orgueilleux des lois du pays. La même résistance eût été opposée à tout capitaine, de quelque nation qu'il eût été, et qui aurait outragé à ce point la souveraineté de Venise.

A cette réponse, Buonaparte, lançant des regards de fureur sur Giustiniani, lui ordonna de sortir de sa présence et de vider la Terre-Ferme, sinon qu'il le ferait mettre à mort. Le sénat, repartit Giustiniani, a confié Trévise à ma foi. Je ne puis ni ne veux sortir de Trévise que par l'ordre du sénat. La mort n'a rien qui m'effraie. Si vous

avez soif du sang vénitien, versez le mien, et faites grâce au reste. Tant de fermeté triompha, comme à l'ordinaire, de Buonaparte, qui eut alors recours aux caresses, disant qu'il connaissait l'intégrité, la modération de Giustiniani, pendant son administration de la province de Trévise. Il lui promit enfin de faire préserver ses propriétés de la destruction dont il allait frapper les propriétés et les maisons de la noblesse vénitienne. Offre tout-à-fait honteuse dans l'état déplorable où se trouvait Venise, et bien digne de son auteur. Le Vénitien ne démentit point son caractère, ne vit qu'une injure dans la protection qui lui était promise, et persista dans son généreux langage : Puisque ma conduite, répliqua-t-il, vous paraît exempte de reproches, reconnaissez donc aussi l'innocence du sénat, aux ordres duquel j'ai obéi comme un fils respectueux. J'étais l'ami des Français, parce que le sénat était leur ami; j'eusse été leur ennemi si le sénat l'avait été lui-même. Je fus donc, et je serai toujours, l'exécuteur fidèle de la volonté de ma chère patrie. Et pour prouver son innocence par des preuves irréfragables, je m'offre à demeurer en otage en quelque lieu qu'il vous plaira m'envoyer. Vous ne seriez pas un héros si vous refusiez mes propositions. Quant à la préservation de mes biens, c'est une offre infâme dont je m'indigne et que je repousse. Ma patrie perdue, tout est perdu pour moi. J'aurais trop à rougir si mes propriétés

restaient debout sur les cendres fumantes des propriétés de mes concitoyens. Puis, détachant son épée, Giustiniani la déposa aux pieds du conquérant. Accoutumé déjà au langage de la flatterie, ne comprenant rien non plus à cet amour de la justice et de la patrie, Buonaparte laissa partir Giustiniani, en lui adressant quelques sarcasmes qui cachaient mal son étonnement et son dépit. Cette généreuse conduite d'Ange Giustiniani est un bel exemple que l'histoire devait transmettre à la postérité; mais les hommes du temps ne manqueront pas, dans leur bassesse, de voir un trait de grandeur dans le procédé de Buonaparte, de signaler un trait de folie dans celui de Giustiniani.

Les novateurs ne se contentèrent pas de la modification partielle consentie par le grand-conseil. Ils répandirent adroitement les menaces de Buonaparte, disant que la résistance était impossible; qu'il fallait changer entièrement la forme du gouvernement, et qu'un long avenir de gloire serait alors réservé à Venise. La constitution de Venise est surannée, disaient-ils; quelques unes de ses dispositions sont inutiles, d'autres pernicieuses, d'autres enfin ridicules. Le peuple veut commander à son tour. Le temps du patriciat et de l'aristocratie est passé. C'est à la raison désormais à gouverner les états. Les droits sont égaux par la nature; l'autorité doit être également répartie.

De nouveaux destins attendent l'humanité régénérée ; une liberté nouvelle va naître, non pour quelques hommes puissans, commandant à un peuple enchaîné, mais pour un peuple souverain qui ne veut point commander à des esclaves; puis faisant l'application à Venise, ils donnaient des malédictions à Pierre Gradenigo, des louanges à Bajamonte-Tiepolo ; déclamaient sans cesse contre les plombs, les tortures, le canal Orfano, et criaient anathème contre les inquisiteurs d'état. On voyait à leur tête l'ancien fermier-général Jean-André Spada, dernièrement sorti des plombs, autrefois, selon quelques écrivains, agent secret des inquisiteurs, et Thomas-Pierre Zorzi, droguiste de profession. Ils étaient secondés, mais moins ouvertement, par Gallino de Padoue, Giuliani de Desenzano, Sordina de Corfou, et Dandolo de Venise, avantageusement connu par son savoir, son éloquence, et certaines qualités morales et physiques très remarquables. Ces derniers prenaient part aux manœuvres, plutôt par leurs vœux que par leurs actes. Venaient ensuite, comme c'est la coutume, des femmes amies d'une liberté politique qu'elles ne comprenaient pas ; et comme elles ne voulaient que le bien, leur esprit se créait facilement une image fantastique de liberté, pleine d'un bonheur sans mélange.

Quant aux chefs du gouvernement vénitien, les uns, par leur propre faiblesse, étaient incapables

d'une résolution généreuse, et obéissaient aux circonstances. De ce nombre était le doge Manin, étranger désormais à toute prudence, et chez qui l'âge avait augmenté la timidité naturelle. D'autres, par ambition ou par opinion, favorisaient le mouvement. Parmi ces derniers, on remarquait surtout Pierre Donato, chargé de suivre les conférences avec les ministres étrangers, depuis le départ de Pézare, et François Battaglia, autrefois provéditeur en Terre-Ferme, et l'un des avogadors. Quelle bonne action Battaglia pouvait-il espérer de ceux qui lui avaient attribué le manifeste? Je l'ignore. Du parti de Donato et de Battaglia étaient Alexandre Marcel, Antoine Ruzzini, Zacharie Vallaresso, Alvise Pisani, Jacques Grimani, Pierre Bembo, Daniel Dolfin, et plusieurs autres sages en exercice, ou sortis du conseil. Leur opinion se trouvait conforme à celle de Thomas Condulmer, préposé à la défense des lagunes, et sur lequel ils fondaient de grandes espérances, parce qu'il avait la force en main, et la clef de Venise. Autour de ces promoteurs d'innovations, partie trompés, partie trompeurs, se groupaient beaucoup d'individus, persuadés qu'une réforme dans le gouvernement retirerait la république du gouffre où elle était tombée; hommes sincères, mais aveugles, qui n'avaient pas réfléchi aux avis donnés de Vienne et de Paris par les ambassadeurs Grimani et Querini, aux soulèvemens de la

Terre-Ferme, à la nécessité de dédommager l'Autriche, à la déloyauté peu dissimulée des maîtres de la France, et des chefs de l'armée d'Italie. Ces hommes avaient rencontré un vigoureux adversaire dans François Pézare. Lorsque ensuite ce dernier se fut retiré des affaires, et volontairement exilé de sa patrie; lorsque Battaglia, pour complaire à Buonaparte, demandait la vie de ce généreux citoyen; Pézare fut vivement défendu par la plus grande partie des sages de Terre-Ferme, surtout et avec beaucoup de chaleur, par Joseph Priuli et Nicolas Erizzo, dont les noms seront toujours chers aux amis de la patrie et de l'indépendance.

Le principal appui des novateurs, c'était Villetard, secrétaire du ministre de France. Malgré la déclaration solennelle de guerre faite aux Vénitiens par le général en chef, Villetard continuait à demeurer en qualité de personne publique à Venise. Le drapeau de la république française flottait même à la porte de son hôtel, comme un témoignage visible de la confusion qui régnait à cette époque, et de l'impuissance du gouvernement vénitien. Villetard était un jeune homme plein d'ardeur pour les opinions du siècle, mais intègre de caractère, et ami véritable de la liberté. Sa conduite à Venise doit être attribuée à l'erreur de son esprit, plutôt qu'à la perversité de son cœur; et il est certain qu'en s'efforçant de changer le gouvernement vénitien, il croyait servir la liberté,

parce qu'il la voyait où elle ne pouvait pas exister. Les géométries politiques lui avaient tourné la tête; mais s'il eût pensé, disons mieux, s'il eût supposé vrai, ou possible, que Buonaparte eût conçu le projet de révolutionner Venise pour la livrer ensuite à l'empereur, il aurait eu horreur d'une pareille idée, et se serait retiré pur d'une si grande infamie; les novateurs italiens, qui favorisaient l'accomplissement de ce dessein, s'en seraient éloignés avec la même indignation, s'ils avaient connu les intentions du général en chef à l'égard de Venise.

Les élémens de destruction contre Venise, ainsi réunis et coordonnés, il ne restait plus qu'à déterminer le meilleur mode d'exécution pour en obtenir le résultat qu'on en espérait. Les chefs ne balancèrent pas long-temps. Villetard, Donato et Battaglia pressaient continuellement le gouvernement vénitien de songer définitivement à son salut en réformant sa constitution, et en embrassant un système démocratique. Ils semaient partout l'effroi, publiant que le nombre des mécontens et des novateurs était incalculable, qu'il s'accroissait de jour en jour; qu'on en comptait déjà seize mille, et qu'ils conjuraient la ruine de l'état. De toutes parts, s'écriaient-ils, des présages certains se manifestent; les cocardes tricolores se multiplient; les cris de liberté se font entendre; du continent voisin, principalement de Padoue, ar-

rivent des écrits instigateurs et de sinistres nouvelles; déjà une révolution complète s'est opérée, par la force des choses, sur les frontières de la république et dans les environs de Venise ; il faut l'admettre dans le cœur même de l'état, et le soumettre aux changemens survenus à ses extrémités.

Ces assertions produisaient des effets étonnans sur des esprits amollis par une longue paix, et inaccoutumés à ces terribles bouleversemens. Voyant le moment favorable, craignant aussi que la réforme ne fût pas complète, et que le gouvernement n'éprouvât que de légères modifications, sans tomber entièrement dans la démocratie, les instigateurs redoublèrent d'efforts pour semer l'épouvante et renverser le patriciat. Tel était le mouvement imprimé par le général en chef.

Les fils conducteurs de cette trame étaient à Milan, où Buonaparte se trouvait avec les deux députés vénitiens, auxquels on avait adjoint Alvise Mocenigo. Le salut de la république, disaient les nouvelles de Milan, dépendait de l'abolition du patriciat et de l'établissement de la démocratie pure. Ainsi le veut absolument Buonaparte, écrivaient les députés aussi-bien que Haller, qui de financier s'était fait homme d'état. Et, pour que la rapine ne manquât point à la perfidie, on répandait que six mille sequins de gratification, sans dire pour qui, auraient fait beaucoup en ce moment. Ainsi, au milieu de ce conflit de terreurs

et d'espérances, de menaces et de promesses, la consulta du doge et le grand-conseil lui-même consentirent à étendre le mandat des députés, les autorisant à souscrire à l'anéantissement du patriciat èt à l'établissement de la démocratie. Celui d'entre les sages qui remplissait les fonctions de trésorier, fut même autorisé à prendre, sur les lingots d'or et d'argent qui se trouvaient encore à la Monnaye, la somme de six mille sequins, et à la remettre au juif Vivante, chargé de la faire passer à Milan. Si tous ces piéges, toutes ces extorsions dirigées contre Venise, à la dernière heure de son existence, par la perfidie et l'avarice, n'excitent pas en nous l'indignation et la pitié, avouons que l'humanité n'a rien moins que les vertus dont elle se vante.

Venise ayant cédé, Buonaparte éleva ses prétentions. La faculté donnée aux députés de consentir à un changement total dans la forme du gouvernement ne remplissait pas entièrement ses vues; il désirait que le grand-conseil lui-même renonçât à la souveraineté, abolît le patriciat et créât la démocratie; un tel changement lui paraissait plus solennel et plus sûr. Il désirait aussi faire entrer ses troupes dans Venise, et donner à croire que l'occupation d'une ville si noble, et si considérable en Europe, avait été volontairement provoquée par elle-même, et non violemment exécutée par l'étranger. En cela, il se proposait encore des fins d'une grande importance, et c'était d'en-

trer dans la ville sans résistance, de s'emparer de l'arsenal et des propriétés publiques, de pouvoir tourner toutes les forces vénitiennes contre l'empereur, dans le cas où la paix n'aurait pas lieu, et contre l'Angleterre qui persistait dans son état d'hostilité; enfin de trafiquer à son aise de cette ville elle-même, en la donnant à l'Autriche en échange de Mantoue et de Mayence, dont la France voulait conserver la possession. Dans ce but, pendant que Villetard et ses agens dressaient des piéges au gouvernement vénitien pour le renverser, Buonaparte négociait publiquement, au milieu des festins et des fêtes, avec les députés de la république à Milan.

Un changement de gouvernement opéré par le grand-conseil lui-même, l'introduction d'une garnison française dans Venise : tel était l'objet des efforts de Villetard et des Vénitiens qui le secondaient. Pour atteindre ce résultat, il devenait nécessaire d'enlever à Venise ses moyens de résistance, de désarmer ses vaisseaux, et d'éloigner les Esclavons, qui s'y trouvaient au nombre d'environ douze mille. C'est pourquoi Morosini, chargé de la défense de la ville, répondit que chaque jour voyait accroître le nombre et la force des conjurés; et qu'il était impossible de les comprimer plus long-temps, sans le secours de nouvelles troupes. En même temps, des accusateurs de commande attaquaient la fidélité des Esclavons. On assurait

qu'ils projetaient un soulèvement, et le pillage de la ville. Condulmer favorisait ces bruits alarmans, affirmant que les préparatifs effectués dans les lagunes ne pourraient empêcher les Français de marcher à l'attaque de Venise; qu'ils étaient en force à Mestre; que déjà ils menaçaient Fucina, Brondolo et Chioggia.

La terreur était au comble parmi les patriciens; les conjurés trouvèrent le moment opportun. Spada et Zorzi, mis en avant par Villetard, se présentèrent chez le doge, témoignant le plus grand désir d'être entendus sur une affaire qui intéressait fortement, disaient-ils, le salut de la république. Pierre Donato et François Battaglia furent désignés pour recevoir leurs déclarations. C'était un plan concerté, puisque Donato et Battaglia avaient eu un entretien avec Villetard en même temps que les deux conjurés, et savaient d'avance tout ce qu'on allait leur raconter. Spada et Zorzi rapportèrent que, s'étant trouvés avec Villetard, celui-ci avait déclaré qu'un seul parti restait à la république, c'est-à-dire de changer sans délai la forme du gouvernement, en abolissant le patriciat. L'assemblée donna l'ordre à Donato et à Battaglia, malgré l'opposition d'Erizzo, de Priuli, et de la plus grande partie des sages de Terre-Ferme, de se rendre auprès de Villetard, et de le faire expliquer sur la vérité des déclarations de Spada et de Zorzi. Ils rapportèrent à l'as-

semblée que Villetard avait démontré, plutôt en ami qui conseille qu'en maître qui exige, qu'il importait au salut de la république de céder au vœu formel exprimé par Buonaparte, en substituant la démocratie au patriciat, et de se soumettre aux conditions suivantes : arrestation du comte d'Entraigues, agent du roi Louis; consignation de ses papiers aux mains du général en chef; mise en liberté des détenus pour opinion; départ des Esclavons; création d'une garde nationale; proclamation du gouvernement à ce sujet; établissement d'une municipalité de trente-six Vénitiens pris dans toutes les classes; invitation aux villes de la Terre-Ferme et aux îles vénitiennes d'envoyer des députés à Venise pour s'y réunir en assemblée générale de gouvernement provisoire; amnistie pleine et entière pour les délits politiques; liberté de la presse, sauf le silence à garder sur le passé, quant aux individus et au gouvernement; introduction libre de quatre mille soldats français dans Venise; occupation de l'arsenal, du château de Saint-André, de Chiozza et de toutes les îles voisines qu'il plairait au général en chef de désigner. On conviendrait de plus : que le blocus serait levé; que l'Hôtel-de-ville, la chambre des comptes et les autres postes d'honneur seraient occupés par la garde nationale; que l'ex-doge Manin serait président de la municipalité; André Spada, vice-président; que Querini serait

rappelé de Paris; qu'on enverrait à Buonaparte des députés pour l'informer de l'installation du nouveau gouvernement; enfin que pareille démarche aurait lieu auprès des républiques batave, cispadane, transpadane et génoise.

Jeune et plein d'ardeur pour les opérations de ce genre, Villetard avait mis quelques autres propositions en avant, telles que l'abolition de la peine de mort, l'ouverture des plombs en présence du peuple, la plantation d'un arbre de liberté sur la place Saint-Marc; le brûlement, au pied de cet arbre, des emblèmes de l'ancien gouvernement; mais, plus prudent et plus expérimenté, Battaglia, considérant que l'essentiel était d'établir la démocratie et de faire occuper Venise par les Français, jugeant d'ailleurs ces propositions plus futiles qu'avantageuses, et de nature à gêner les délibérations du grand-conseil, Battaglia dissuada Villetard, qui n'insista plus.

Ces articles convenus entre les délégués de la consulta du doge et le secrétaire de France, il ne restait plus qu'à les faire adopter par le grand-conseil. Villetard voulait qu'on y procédât sans délai; mais Donato et Battaglia le déterminèrent à attendre trois ou quatre jours, afin qu'ils eussent le temps de faire les dispositions nécessaires pour amener le grand-conseil à la délibération désirée. Ils commencèrent leurs menées par répandre, comme à l'ordinaire, les promesses et l'effroi. Une

de leurs ruses fut de faire circuler une lettre de Haller contenant les résolutions de Buonaparte relativement à la cessation des droits héréditaires, à la création d'un système démocratique, et à l'établissement du gouvernement représentatif; si les Vénitiens ne le faisaient pas de bonne volonté, disait la lettre, Buonaparte viendrait lui-même les y obliger par la force. Spada vint réveiller tout à coup Battaglia, au milieu de la nuit, manœuvre concertée, et lui montra la lettre de Haller. Le lendemain de grand matin, il la transmit à la seigneurie. Pourquoi la seigneurie ne fit-elle pas jeter dans le canal ce Spada, qui, au mépris des lois de la république, allait et venait aux ordres d'un ministre étranger? C'est parce que la seigneurie ou la consulta extraordinaire du doge ne se composaient que d'esprits faibles, ou d'hommes séduits, ou d'agens complices des novateurs. Cependant on avait fait embarquer les Esclavons, qui seuls pouvaient garantir la ville, des assauts du dehors et des soulèvemens à l'intérieur. Ils n'attendaient même plus qu'un vent favorable pour cingler vers Zara. De son côté, Condulmer avait désarmé les lagunes; et Venise, qui avait pu autrefois s'emparer de Constantinople, chasser d'Italie un roi de France et un empereur d'Allemagne, abandonnée maintenant et réduite à l'impuissance, Venise plaçait son espoir et sa confiance dans un ennemi qui la trahissait en la caressant.

L'arbitre suprême des choses d'ici-bas avait fixé au 12 mai l'anéantissement de la république vénitienne. Le grand-conseil était assemblé. Les ouvriers de l'arsenal, en petit nombre, veillaient à la garde du palais. Les vaisseaux protecteurs, retirés de l'Estuaire, s'approchaient désarmés, du rivage. Le reste des Esclavons s'embarquait. Le peuple épouvanté, n'interprétant pas encore bien ces présages sinistres, se portait en foule autour du palais. Les conjurés de l'intérieur s'agitaient pour décider le grand-conseil à sanctionner la chute de l'ancien gouvernement. Les conjurés du dehors semaient partout les alarmes. Ces manœuvres étaient secondées par la résolution du 1er mai, favorable à une modification des formes antiques. La démocratie triomphait.

Pâle et tremblant, le doge prononça un discours pathétique sur les dangers du moment; parla des conjurations, du désir de Buonaparte, de l'inutilité de la résistance, des avantages promis en cas de soumission, enfin il proposa le gouvernement représentatif. Pendant qu'on délibérait, des coups de fusils se firent entendre. C'étaient les Esclavons qui s'embarquaient sur le canal au-dessous du palais, et saluaient la ville au moment de leur départ. Les Bocchésiens, logés à Saint-Zacharie, leur rendirent le salut par une décharge semblable. Une terreur subite s'empare de l'assemblée. Chacun s'imagine que les conjurés veulent

égorger le doge et les patriciens, ainsi que le bruit en avait été artificieusement répandu. Les patriciens éperdus quittent leurs places en criant *aux voix! aux voix!* et la proposition est adoptée par cinq cent douze suffrages contre vingt, et cinq voix nulles. Afin de pourvoir, disait le décret, au salut de la religion, de la vie et des propriétés des bien-aimés sujets de Venise, pour éloigner le péril imminent d'une révolution violente; dans l'espérance aussi qu'on aura de justes égards pour les patriciens et tous ceux qui participaient aux priviléges de l'état; que le trésor et la banque seront garantis : le grand-conseil, conformément aux délibérations prises le 1er et le 4 mai, accepte le gouvernement représentatif, en tant qu'il sera d'accord avec les vues du général en chef de France. Et attendu qu'il importe qu'il n'y ait point d'interruption dans le service de la sûreté publique, les magistrats demeurent chargés d'y veiller.

C'est ainsi que les patriciens de Venise se dépouillèrent de leur antique domination; non pas avec la dignité d'une grande infortune, mais par l'effet des manœuvres de deux sujets obscurs, et des piéges tendus par deux collègues infidèles. Ils périrent, non par les armes, mais par la ruse; non par l'imprudence du courage, mais par celle de la faiblesse; non sous les assauts d'un ennemi

déclaré, mais dans les embûches d'un ami déloyal. Le peuple ne manqua point au gouvernement, ce fut le gouvernement qui manqua au peuple. Les racines de la plante étaient saines; la plante mourut, parce que le haut de la tige était flétrie. En perdant l'état, les patriciens n'eurent pas même la consolation de dire que chez eux la vertu avait dû céder à la force, puisqu'ils se montrèrent sans courage, et qu'il y eut faute dans leur réserve. Si donc les hommes justes plaignirent les malheurs de Venise, ils condamneront sa faiblesse; quant aux méchans, ils en feront l'objet de leurs sarcasmes. Dans tous les cas, ce fut un exemple effroyable et du plus funeste présage, que ce système de trahison envers les gouvernemens, pour s'en ménager la spoliation. Le douloureux événement de Venise bouleversa le droit public en Europe: événement plus déplorable sans doute que celui de Pologne, parce qu'il y eut dans celui-ci plus de violence que de ruse, dans celui-là plus de ruse que de violence. Jusqu'à ce que Venise soit rendue à elle-même, les peuples croiront difficilement à la sincérité des princes quand ils se proclament les restaurateurs des droits et de la légitimité. Mais, dira-t-on peut-être, il convient à l'Autriche de posséder Venise, et au roi des Pays-Bas de posséder le Brabant autrichien; à cela je n'ai rien à répondre. En attendant, la chute de

Venise entraîna celle du plus fort boulevard de l'indépendance italienne contre la puissance allemande. Venise était, du côté de l'Allemagne, ce qu'était le roi de Sardaigne du côté de la France : la première périt par la trahison, le second par la force. L'indépendance fut perdue, la liberté ne fut point acquise, l'Italie tomba dans la servitude.

A peine les patriciens avaient-ils renoncé à leur autorité, et remis les rênes de l'état aux mains de Buonaparte, que soudain, au milieu de ces mêmes appartemens, tout pleins encore des images de leurs courageux ancêtres, et des souvenirs de ce que ces derniers avaient fait de glorieux pendant la paix et pendant la guerre, ils furent saisis d'épouvante au point que, ne sachant s'ils devaient rester ou s'enfuir, chacun d'eux éperdu donna les signes du désespoir le plus complet. Les uns se retirèrent chez le doge, qui, dans son trouble, avait déjà ordonné l'enlèvement des emblêmes de l'autorité ducale. D'autres, traversant les rues pour regagner leurs demeures, s'écriaient, les larmes aux yeux : *Il n'y a plus de Venise! il n'y a plus de Saint-Marc!* Ils formaient un tableau déchirant au milieu de la foule empressée, qui ne connaissait pas encore bien l'étendue des malheurs réservés à la patrie. Les novateurs se croyaient au comble de leurs vœux. Entre tous, on remarquait le vieux

général vénitien Salimbeni, trépignant de joie, et criant avec eux : *Vive la liberté!* mais le peuple qui dans sa première surprise n'avait pu croire à tant de faiblesse de la part des patriciens, ouvrant enfin les yeux sur la vérité, conçut une fureur incroyable et se souleva menaçant aux cris de *vive Saint-Marc!* La foule croissait à tous momens; quelques Dalmates, qui ne s'étaient pas encore embarqués, se réunirent à elle, aussi bien que les femmes, les vieillards et les enfans. Tous exhalaient dans les airs les derniers témoignages de leur amour pour l'antique et vénérable patrie. L'étendard de Saint-Marc flottait aux fenêtres; trois furent arborés sur les antennes élevées vis-à-vis l'église de Saint-Marc. Les rassemblemens furieux se mirent à parcourir la ville, en poussant de terribles imprécations. Les bannières chéries se déployaient partout sur leur passage. Mais le peuple soulevé ne se borne pas long-temps aux démonstrations générales, et donne bientôt des signes particuliers de son amour ou de sa haine. Informé qu'un charcutier, qui demeurait dans une des rues voisines de la place, avait fait quelques démarches en faveur d'un prisonnier sorti des plombs, le peuple courut à son domicile, et, en moins de temps que nous ne le disons, mit ses meubles en pièces et en dispersa les débris. En outre, ayant trouvé sur lui une cocarde tricolore, il la lui

cloua au front; déjà un Esclavon s'apprêtait à lui trancher la tête, lorsque le patient promit de nommer les conjurés si on voulait lui faire grâce de la vie. A chaque nom qui sortait de sa bouche, un détachement se portait à la maison indiquée pour la ravager. Ainsi furent pillées celles de Zorzi, de Gallino, de Spada et du libraire Zatta. On respecta les hôtels des ministres étrangers, même celui du ministre de France. Ne sachant où devait s'arrêter cette effervescence populaire, Villetard s'était mis à couvert chez le chargé d'affaires espagnol. C'est de là qu'il écrivait à ce gouvernement, dont la chute était son ouvrage, de mettre un frein à cette impétuosité féroce. C'est de là qu'il écrivait que le soulevement était provoqué par les agens de l'Angleterre, de la Russie, et surtout par le comte d'Entraigues. Ni le comte d'Entraigues, ni la Russie, ni l'Angleterre n'avaient la moindre part à ces troubles. La véritable cause, c'était la destruction du gouvernement vénitien, opérée par Villetard lui-même; et les outrages dirigés contre Venise les motivaient suffisamment, sans qu'il fût besoin, à cet égard, des instigations de l'Angleterre ou de la Russie. Villetard et Donato, à qui il importait surtout de calmer cette agitation, obtinrent la réunion de quelques compagnies italiennes, à qui fut confiée la garde du pont de Rialte. Bernardin Reignier y conduisit deux pièces de canon, fit tirer sur les rassemblemens,

tua trois ou quatre individus, et mit ainsi fin au tumulte. Villetard, Donato et Battaglia saisirent l'occasion, envoyèrent à Mestre, dans la nuit du 16 au 17 mai, la flottille qui ramena quatre mille hommes de troupes françaises, sous le commandement de Baraguey d'Hilliers. Le lendemain à la pointe du jour, cette division se trouva en bataille sur la place Saint-Marc. Étrange spectacle d'armes et de soldats étrangers, inconnus dans Venise depuis quinze siècles. La municipalité fut créée; on fit des promesses dont on ne devait pas se souvenir. Flattée dans les discours, Venise était opprimée par les actes, et telle fut la déception, qu'au moment où cette riche et puissante capitale fut livrée à l'empereur d'Allemagne, elle était dépouillée et hors d'état de se défendre. Les peuples sont ainsi avertis que la justice n'habite plus parmi les hommes; que les armes sont l'unique sauvegarde des états; que se confier aux adulations et aux promesses des étrangers, c'est vouloir se tromper soi-même, c'est s'exposer à leur avidité, à leurs mépris et à leurs calomnies.

Buonaparte et les députés vénitiens à Milan ne tardèrent pas à connaître les événemens de Venise, notamment l'abdication signée, le 12, par les patriciens, et la dissolution de l'antique aristocratie. L'autorité qui avait donné les pouvoirs, étant abolie, il n'y avait plus de négociation ni de traité possible; néanmoins, les négociations

continuaient toujours, et du côté des Vénitiens, parce qu'ils se persuadaient qu'une déclaration solennelle de Buonaparte, pour le maintien de la république, ne pouvait être entièrement vaine; et du côté de Buonaparte, afin que l'occupation de Venise parût volontairement consentie et même réclamée par les Vénitiens.

D'après ces différens motifs, fut conclu, le 16 mai, à Milan, entre la France et Venise, un traité de paix où il était stipulé : que les hostilités cesseraient entre les parties; que le grand-conseil renoncerait à son droit de souveraineté, annullerait l'hérédité dans l'aristocratie, et reconnaîtrait la souveraineté du peuple; que le nouveau gouvernement garantirait la dette publique, et assurerait aux patriciens pauvres une existence honorable; que la France, conformément à la demande qui lui en avait été faite, fournirait à Venise un nombre de troupes suffisant pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité, pour la sûreté des personnes et des propriétés, et l'exécution des premières mesures à prendre par le nouveau gouvernement; que les soldats sortiraient de Venise aussitôt que la nouvelle administration aurait déclaré leur présence inutile; que le surplus des troupes françaises évacuerait les autres provinces vénitiennes, dès que la paix du continent serait conclue; que les inquisiteurs d'état, ainsi que le commandant du Lido, seraient jugés sans délai,

et que la république française pardonnerait à tout autre Vénitien.

C'étaient là les articles ostensibles. Il y en avait aussi de secrets, portant : que les deux républiques s'entendraient sur la nouvelle circonscription du territoire ; que Venise payerait à la France trois millions tournois, et pareille somme en objets de marine ; donnerait aussi trois vaisseaux de ligne et deux frégates avec leur gréement complet ; livrerait aux commissaires nommés à cet effet, vingt tableaux et cinq cents manuscrits au choix du général en chef ; enfin que la république française se rendrait médiatrice entre la république vénitienne et la régence d'Alger.

Tel fut le traité conclu, à Milan, entre Buonaparte et les Vénitiens. On y ajouta cette clause (et le lecteur va s'étonner, en supposant qu'il puisse s'étonner encore), que ce traité serait ratifié dans le plus bref délai par les deux parties. Persuadée, on ne sait pourquoi, qu'elle était investie de toute l'autorité de la république et du grand-conseil, la municipalité de Venise ratifia en effet. Quant à Buonaparte, il s'y refusa, prétextant que le mandant ayant cessé d'exister, il n'y avait plus ni mandataires ni mandat. Mais il savait déjà au moment de la stipulation du traité, que le mandant avait remis ses pouvoirs.

Cette stipulation était donc de sa part un artifice pour obtenir l'admission de ses soldats dans

Venise. Ils y entrent; l'ancien gouvernement, avec qui l'Autriche avait des liens d'amitié, était détruit; Buonaparte avait atteint son but; c'est pourquoi il refusa de ratifier le traité, pour ne contracter aucune obligation avec le gouvernement nouveau.

FIN DU LIVRE DIXIÈME.

LIVRE ONZIÈME.

Gênes est menacée. — Les novateurs y opèrent un soulèvement contre le gouvernement; mais ils sont réprimés et vaincus par les charbonniers, et autres gens du peuple. — Courroux et réponses menaçantes de Buonaparte; il envoie des troupes à Gênes pour intimider le gouvernement, et le forcer à changer l'ancienne constitution de l'état. — Le changement a lieu; des députés sont envoyés auprès de Buonaparte pour se concerter avec lui sur la nouvelle forme de gouvernement. — On nomme un gouvernement provisoire. — Différens partis dans Gênes. — Constitution modelée sur celle de la France. — Mécontentement des peuples; terrible insurrection du Bisagno et de la Polcevera. — Situation du Piémont; le roi fait de nouvelles démonstrations d'amitié envers la France; insinuations adroites de l'ambassadeur piémontais à Paris. — Traité d'alliance entre le roi et la république française. — Mouvemens séditieux et supplices en Piémont. — Mort déplorable de Charles Tenivelli, historien de mérite, et son éloge.

La force et la ruse avaient circonvenu Venise; l'espoir d'une liberté fallacieuse la fit tomber dans l'abîme. Buonaparte employa contre Gênes la même violence, les mêmes séductions, et l'entraîna aussi dans le précipice. Le gouvernement français et le général en chef sentaient parfaitement que pour abaisser la maison d'Autriche en Italie, il fallait changer les anciens gouvernemens en gouvernemens tout nouveaux, jugeant très bien que les premiers se maintiendraient en bonne intelligence avec l'Autriche, tandis que les seconds

au contraire feraient cause commune avec la France. Cette nécessité leur paraissait d'autant plus pressante, que l'Autriche, devenue maîtresse des états vénitiens, pouvait influencer et travailler plus efficacement l'esprit public en Italie. A cette époque d'ailleurs, il était passé en habitude de bouleverser les gouvernemens, ou par caprice, ou par mépris, ou, comme je le crois aussi, par amusement. Ainsi, peu de temps avant la catastrophe vénitienne, Buonaparte écrivait à Faipoult, ministre de France à Gênes, et agent zélé des projets du général, que la chute de Venise devait indubitablement amener la ruine de l'aristocratie génoise; mais qu'il n'était pas encore temps de se déclarer. Alors, comme toujours, Buonaparte avait recours à l'adresse du renard avant de déployer la force du lion. Il savait que le gouvernement de Gênes n'opposerait qu'une faible résistance, encore bien qu'il y eût chez lui plus de vigueur que dans celui de Venise; mais quelques uns des sénateurs étaient séduits par les illusions de cette époque; la classe moyenne manifestait de son côté une vive opposition, persuadée que la démocratie était préférable à l'aristocratie, comme si les gouvernemens qu'on établissait alors en Italie eussent été démocratiques. D'immenses capitaux génois circulaient en France; le commerce entre les deux états multipliait les opérations réciproques. C'étaient là des considérations délicates, et capa-

bles de faire céder les Génois au premier bruit des armes. Enfin, le passage fréquent des Français avait donné lieu aux opinions nouvelles de se répandre en beaucoup d'endroits dans les deux rivières. Savone chancelait par ce motif, et aussi par l'effet d'une ancienne rivalité. Quelques forteresses et plusieurs postes du Génovésat se trouvaient au pouvoir des Français. C'était peu pour le directoire et pour Buonaparte; ils s'y prirent de manière que Rusca et Serrurier, s'approchant peu à peu, sous différens prétextes, se présentèrent avec leurs divisions sous les murs de Gênes, qui se trouvait ainsi menacée à l'extérieur, pendant que les piéges se multipliaient contre elle au dedans. Le France, disait-on artificieusement, veut donner la rivière de Ponant au roi de Sardaigne. Ce malheur, affirmait-on encore, ne peut s'éviter qu'en revêtant le gouvernement génois de formes plus en harmonie avec celles du gouvernement français. Faipoult, exaltant la loyauté de la république française, soutenait, presque avec indignation, que tous ces bruits étaient faux et calomnieux. D'un autre côté, Buonaparte et Faipoult voulaient faire prêter de nouveaux millions par le gouvernement génois, déjà épuisé, qui encourait la haine du peuple en les accordant, l'inimitié de la France s'il les refusait. Les humiliations se joignirent aux embûches, au point qu'un conseil de guerre français s'étant assemblé à Gênes, le siége

même du gouvernement, jugea, et bannit du territoire génois le marquis Augustin Spinola, comme coupable des soulèvemens effectués contre les Français dans les fiefs impériaux. Il n'y avait plus de souveraineté là où un tribunal étranger pouvait condamner un citoyen du pays; le gouvernement perdait à la fois de sa considération et de sa force. Les novateurs du dedans ne demeuraient pas oisifs; ils avaient à leur tête des Génois et des étrangers. Parmi les premiers, on remarquait le pharmacien Morando, homme d'un caractère emporté, qui croyait tout permis pour obtenir cette liberté dont il s'était créé l'image fantastique. Parmi les seconds, celui qui montrait le plus de zèle et d'activité, c'était un certain Vitaliani, Napolitain. Moins violent que Morando, il était cependant beaucoup plus dangereux. Doué d'une éloquence facile comme tous ses compatriotes, d'une figure agréable, d'un beau maintien, très insinuant, fort poli, il possédait au suprême degré l'art de la persuasion. C'est ainsi qu'un étranger s'immisçait dans les affaires de Gênes, pour la dissolution de cette république, et qu'au moyen d'un brevet d'employé à l'ambassade française, il tendait des piéges à un état envers qui la France protestait de son amitié. Ces deux agens étaient soutenus par Faipoult; mais en secret, à cause de son caractère public; plus ouvertement par Salicetti, arrivé tout exprès à Gênes. Puisque l'aristocratie véni-

tienne est anéantie, s'écriait Salicetti, il faut aussi anéantir l'aristocratie génoise. Certains désormais de la réussite, les novateurs se réunissaient, prenaient leurs mesures, faisaient des préparatifs. Plus le terme approchait, plus ils agissaient à découvert. L'ambassade de France était devenue l'école où Morando s'instruisait sans relâche à bouleverser son pays, et l'on n'attendait plus, pour renverser Gênes, que la chute entière de Venise. Informé de ces pratiques, le gouvernement créa des inquisiteurs d'état avec des pouvoirs très étendus. Ceux-ci firent arrêter Vitaliani. Faipoult entra en fureur, et réclama, pour un Napolitain, les priviléges d'un Français; on ne voulait pas seulement des conspirations, on exigeait encore l'impunité des conspirateurs. Maîtrisé par Faipoult, le gouvernement remit en liberté le Napolitain, qui recommença ses machinations avec Morando. Un certain Philippe Doria s'adjoignit à eux, par ambition, ou par opinion. Le désordre était partout; le piége était prêt; l'occasion seule manquait encore. Soit par le commandement, ou avec la permission de Buonaparte, les journaux de Milan ne cessaient de déclamer contre l'aristocratie génoise, et d'enflammer les populations par des articles incendiaires: tant il importait à cet homme puissant de détruire la petite république de Gênes! Aú moment de succomber, le gouverne-

ment génois voulut tenter un dernier effort. Les inquisiteurs d'état firent mettre en prison deux des novateurs les plus téméraires et les plus furieux, espérant que la crainte pourrait arrêter ces agens instigateurs : vain calcul ; ils étaient trop fortement appuyés au dedans et au dehors de la ville. Ce fut une étincelle qui fit éclater l'incendie. A peine les conjurés eurent-ils appris l'arrestation de leurs camarades, que, saisissant leurs armes, ou celles qui étaient déposées pour eux chez Morando, guidés par Morando lui-même, Vitaliani et Philippe Doria, ils excitèrent à l'improviste, le 21 mai, un soulèvement terrible. Faipoult voyait avec plaisir que les Génois commençassent eux-mêmes leur révolution ; car s'il était bien aise d'y contribuer, il désirait ne point y paraître. Toujours en voilà-t-il assez, écrivait-il à Buonaparte, pour voir créer un fil avec lequel il sera facile de mener les colléges, les conseils et la réformation inévitable de Gênes, avec l'accélération, ou le retardement de vitesse qui nous conviendra, et de la manière qui nous paraîtra convenable, pour qu'il soit notoire que la France, étrangère à l'organisation politique d'un peuple ami et indépendant, ne s'en sera mêlée que comme protectrice de la tranquillité de ce peuple, et pour lui épargner tous les désastres d'une révolution. Le sénat députa deux de ses membres vers Faipoult. C'étaient Jean Luc Durazzo et François

Cataneo. Ils prièrent le ministre français de faire savoir qu'il ne protégeait point les novateurs, et d'employer ses bons offices pour mettre un terme à la frénésie des journaux de Milan. Faipoult éluda la première demande, et donna quelque espoir pour la seconde. Il les exhorta ensuite à réformer leur constitution; les blâma de ces prières publiques ordonnées à dessein; démonstrations, disait-il, qui dénotent de la haine contre les Français. Enfin, il cherchait à gagner du temps jusqu'à l'accomplissement des destins de Venise; mais les conjurés, poussant des clameurs horribles et des cris effrayans, marchèrent sur le palais ducal en chantant la Marseillaise. C'était un hymne, dont l'air entraînant excita plus d'une fois les hommes de cette époque à des entreprises extraordinaires. Le rassemblement se grossissait, chemin faisant, de nouveaux conjurés, et d'une populace effrénée, amie du sang et du pillage. Une foule innombrable obstruait les rues étroites de Gênes. Les boutiques se fermaient à la hâte; les honnêtes gens fuyaient, ou étaient enveloppés par le tourbillon. Arrivée au palais, où le sénat se trouvait assemblé, la foule tumultueuse demanda, en proférant des menaces, qu'on lui rendît les détenus. Le sénat répondit avec beaucoup de fermeté qu'ils n'avaient été arrêtés que par de puissans motifs; qu'on ferait bonne justice, et que le peuple connaîtrait bientôt l'intention du gouvernement. Les

séditieux auraient bien voulu forcer l'entrée du palais; mais il y avait une garde pour le défendre, et ils différèrent l'exécution de ce projet, attendu qu'ils n'étaient encore, ni assez bien armés, ni assez complétement organisés, ni assez nombreux. Ils se portèrent à l'hôtel du ministre de France, espérant qu'il les seconderait. Faipoult leur promit d'interposer sa médiation, et d'appuyer leurs réclamations auprès du sénat. Devenus ainsi plus certains du succès, ils passèrent de la fureur à l'allégresse, se réunirent sur les places, dans les autres lieux de rassemblement, publics ou particuliers, et se livrèrent aux plus folles réjouissances. Le soir ils entrèrent de force au théâtre, troublèrent la représentation, couvrirent les citoyens paisibles de railleries et d'outrages. Échauffés par le vin et par le tumulte même, ils passèrent la nuit, l'une des dernières de leur antique et vénérable patrie, au milieu du délire de la joie présente, et de l'attente avide des désordres à venir.

Le 22 mai devait éclairer les plus funestes événemens dans Gênes. A la pointe du jour, les conjurés sortirent de leurs repaires. Grossis à chaque instant par la réunion successive de nouveaux séditieux, ils formaient une masse considérable. Aux Génois s'étaient joints beaucoup de Lombards, attirés par l'appât des révolutions. Il

ne manquait pas non plus de Français, quoiqu'ils y fussent moins nombreux; et pour que l'emblème de la révolte présidât à leur entreprise, ils arborèrent à leurs chapeaux, l'un la cocarde de Lombardie, l'autre la cocarde française, toutes deux tricolores, avec cette différence que celle-ci portait le bleu, celle-là le vert. Ils criaient : Vive le peuple ! vive la liberté ! Arrivés à l'hôtel de Faipoult, ils s'y arrêtèrent, devenant toujours plus terribles, et par la fureur et par le nombre. Le sénat, surpris, éperdu, ne savait quel parti prendre, et par cela même n'en prenait aucun. Les citoyens fidèles au gouvernement restaient inactifs. Étourdis par un événement si imprévu, ils n'avaient pu encore se reconnaître, et peut-être ne pensaient-ils pas non plus que les séditieux voulussent en venir aux extrémités. Ceux-ci, favorisés par le cours des événemens, se portaient à des actions pleines d'audace et d'horreur. C'est ainsi qu'ils allèrent aux prisons de la Malpaga, sentine impure de mauvais débiteurs et de faillis, brisèrent violemment les portes, non sans répandre du sang, délivrèrent les prisonniers, leur donnèrent des armes, et les associèrent à leur entreprise. La fureur croissait; on disait que tout était permis pour conquérir la liberté; c'était flatter les penchans du peuple, toujours prêt à passer du mal au pire. Ils s'emparèrent de la Darse, déchaînèrent

les condamnés, les armèrent, et coururent avec cette infâme escorte de voleurs et d'assassins, détruire un des plus illustres gouvernemens de la chrétienté. Temps atroces, où la malheureuse Gênes était secrètement trahie par les puissans dominateurs de l'Italie, ouvertement attaquée par ses propres citoyens réunis à des parjures et à des forçats ! Exemple éternellement déplorable d'une liberté recherchée, non seulement dans de coupables desseins, mais encore par d'indignes manœuvres !

Revenons au parti Morando. Rassemblés sur la place, et encouragés par leurs premiers succès, les séditieux publièrent à grand bruit et avec une allégresse indicible le renversement de l'aristocratie, la liberté de Gênes, l'abolition des taxes pour les pauvres, la déchéance des anciens magistrats, et la nomination de leurs successeurs. Mais ils craignaient encore le gouvernement, toujours maître des portes ; ils craignaient les populations de Bisagno, celles de la Polcevera, entièrement dévouées au nom du prince et à l'antique république. Croyant donc ne pouvoir réussir complétement si, à la possession de l'intérieur de la ville, ils n'ajoutaient celle des portes et des remparts, ils chargèrent, d'après les conseils de Morando et de Doria, les plus audacieux et les mieux armés de la troupe de s'emparer de l'arsenal, du pont Royal, de la Lanterne, des portes de Saint-

Thomas et de Saint-Bénigne. Ils y parvinrent sans difficulté, en surprenant le petit nombre de soldats préposés à la défense de ces différens postes.

Cependant le sénat s'était assemblé, plein d'effroi, et incapable de faire face à l'orage. La désunion présidait aux délibérations, la terreur dicta les décrets; deux députés furent envoyés à Faipoult, afin d'obtenir sa médiation, et de lui offrir des modifications dans la constitution de la république. La proposition fut agréable au Français; il se rendit au sénat, exhorta fortement les Pères à consulter les temps, à se plier aux événemens, à réformer l'état, à lui donner une direction démocratique plus prononcée, ajoutant que c'était là l'unique moyen de salut. Ils convinrent donc, puisque les circonstances s'opposaient à toute délibération sage, que l'on désignerait quatre patriciens afin de s'entendre, avec un pareil nombre de députés du peuple, sur la nature et l'importance des changemens à faire à la constitution pour la rendre démocratique. Les patriciens furent désignés; mais les élus du peuple ne se montrèrent pas, et la tentative fut sans résultat. La masse furieuse des novateurs se porta au palais ducal, dirigea contre lui un canon, et s'efforça d'entrer; mais ils s'arrêtèrent devant la garde qui le défendait. En même temps retentissaient partout les cris de : Vive la liberté! Mort aux aris-

tocrates ! L'antique république semblait anéantie. Vitaliani, Morando et Doria triomphaient.

Toutefois, ce que n'avait pu faire un sénat sans force et sans courage, une partie du peuple l'exécuta, soit par haine contre les novateurs, soit par dévouement à la patrie, soit enfin par amour de la religion, qu'il craignait de voir outrager dans Gênes, comme il croyait qu'elle l'avait été en France. De tous côtés, principalement du port, accourut en foule le petit peuple; c'étaient les charbonniers et les portefaix. Ils opposèrent tout à coup les clameurs aux clameurs, les cocardes aux cocardes, une force armée à une autre force sous les armes, et rendirent douteuse une victoire qui déjà paraissait assurée. Vive Marie! s'écriaient-ils, Vive le prince! Vive la religion! Mort aux jacobins! Ils désignaient ainsi les novateurs; et ils décorèrent leurs chapeaux, en guise de cocarde, d'une petite image de la Vierge. Voilà pourquoi Buonaparte appelait les prêtres génois de méprisables scélérats; l'archevêque seul avait part à ses éloges. Les amis du gouvernement, ayant à combattre des séditieux bien armés, pourvus même d'artillerie enlevée dans l'arsenal, eurent l'idée de s'emparer du dépôt militaire; ils y entrent, se partagent les armes, et marchent au-devant de leurs adversaires avec une ardeur inestimable. Ils furent soutenus par les soldats restés fidèles à la république, et parmi lesquels se trouvaient des artil-

leurs. Ville infortunée, qui voyait se renouveler dans son sein les factions toujours féroces, et depuis si long-temps éteintes! Suivit une affreuse mêlée où le père combattait contre le fils, le frère contre le frère. Le son inaccoutumé des armes civiles s'entendait au loin dans les retraites les plus cachées des monts liguriens; le bruit de la mousqueterie se confondait au fracas du canon; on s'égorgeait avec le fer; et à défaut d'armes on luttait corps à corps. Les plus grands coups se portaient aux postes occupés par les séditieux, parce que là était le succès de l'entreprise, et que les sujets fidèles voulaient absolument en chasser leurs adversaires, surtout des portes de l'arsenal et du pont Royal, où Doria se battait avec la plus vive opiniâtreté. La mêlée dura plusieurs heures; mais enfin le parti du sénat demeura vainqueur, et, après beaucoup d'efforts et de sang répandu, ces hommes courageux reprirent toutes les positions. Informés de ce résultat, les partisans de Morando abandonnèrent précipitamment l'entreprise; la plus grande partie s'enfuit ou se cacha dans les habitations. Les plus braves se réunirent et se frayèrent, à force ouverte, un chemin jusqu'au pont Royal, où Doria se maintenait toujours avec valeur. Il s'établit sur ce point une bataille des plus acharnées. Le désespoir et la fureur étaient aux prises, et le nombre des combattans croissait à chaque instant. Les Morandistes cédèrent enfin,

après un grand carnage des leurs ; Doria lui-même fut frappé de mort. La cruauté suivit la victoire, effet ordinaire des guerres civiles. Le cadavre de Doria fut long-temps l'objet des outrages de ces hommes exaspérés. Au milieu de cette épouvantable mêlée on vit à la fois des actions terribles et des scènes ridicules. Les novateurs, lorsqu'ils s'étaient emparés de la Darse, avaient donné la liberté à un Turc esclave, et, après lui avoir appris à crier vive le peuple, ils l'avaient conduit avec eux. Ayant rencontré une troupe de charbonniers, et n'en sachant pas davantage, il se mit à crier vive le peuple! Les charbonniers le maltraitèrent horriblement. Ils lui dirent de plus qu'il fallait crier vive Marie. Il cria vive Marie! Mais, par suite de la confusion du moment, s'étant retrouvé au milieu des novateurs, il fit entendre ce dernier cri; ils tombèrent sur lui à grands coups, et peu s'en fallut qu'ils ne le missent à mort. Ce malheureux, meurtri et rompu, et ne comprenant rien à tout cela, disait que les chrétiens étaient devenus fous, et il avait raison. Dans cette tourmente périrent plusieurs Français; les uns mêlés aux séditieux, les autres traversant seulement la ville pour leurs affaires. C'est que les Morandistes, ayant arboré indistinctement la cocarde française ou la cocarde lombarde pareille de loin à celle de France, tous ceux qui portaient les trois couleurs étaient réputés partisans de la révolte et

mis à mort. Ce fut un malheur, puisque Buonaparte s'en fit un prétexte pour détruire le gouvernement. Du reste, les Morandistes agirent par eux-mêmes, et à l'instigation des étrangers; les charbonniers agirent spontanément, n'écoutant que leur haine et leur fidélité; mais la fidélité moins que la haine. Quant aux sénateurs, ils ne prirent aucune part à ces événemens, et durent leur salut aux efforts du peuple bien plus qu'à leurs propres efforts. On passa la nuit à pleurer sur les morts et à se garantir des vivans. Toutes les maisons furent éclairées. Ici c'était l'effet de la joie, là c'était l'effet de la peur, attendu que les charbonniers menaçaient toujours. Vainqueur par le secours des autres, le sénat se réunit de nouveau pour délibérer sur les troubles récens. Le doge, Jacques Brignoles, se montra au peuple et en fut accueilli par les acclamations les plus vives. Faipoult, dont la défaite des novateurs avait trompé l'espérance, recommença ses exhortations auprès du gouvernement, et insista plus que jamais sur la nécessité d'une réforme.

Cependant, l'incertitude où se trouvait le gouvernement sur la manière dont Buonaparte recevrait ces nouvelles, le jetait dans une grande perplexité. Maître absolu de l'Italie, Buonaparte tenait en ses mains la vie et la mort des états. Le doge, au nom du sénat, lui écrivit une lettre pleine de soumission, de regrets et d'excuses,

relativement au meurtre des Français. Lavalette, adjudant du général en chef, apporta une réponse des plus funestes; Buonaparte n'étant pas homme à laisser échapper une bonne occasion. La république de France, écrivait-il, ne peut tolérer les assassinats et les voies de fait de toute espèce commises sur les Français à Gênes. Un peuple effréné a été excité par ceux qui ont incendié *la Modeste* et provoqué les outrages contre nos citoyens. Si, dans vingt-quatre heures, les Français détenus ne sont mis en liberté, si les individus qui ont soulevé le peuple contre eux ne sont arrêtés, si cette vile populace ne met bas les armes, c'en est fait de l'aristocratie génoise; le ministre français devra partir; la vie des sénateurs répondra de la vie des Français à Gênes; l'état génois tout entier répondra de leurs propriétés. Tel était le langage superbe et injurieux de Buonaparte à un gouvernement respectable par son ancienneté, et chef d'un peuple brave et généreux. Mais il est évident que les charbonniers n'eussent point massacré les Français, si les Morandistes, dont le chef avait été muni d'un brevet de Français par le ministre de cette nation, n'eussent donné les premiers le signal de la rébellion, et immolé les sujets demeurés fidèles à l'état. Il était absurde d'ailleurs de revenir sur *la Modeste* à cette occasion. Du reste, telle fut la force de la vérité, que Faipoult affirmait positivement à Buonaparte : que le gouver-

nement génois avait fait tout ce qui était en lui pour prévenir les désordres; qu'il n'avait pas été en son pouvoir de contenir une population qui, bien loin de lui obéir, lui faisait la loi et le défendait malgré lui; qu'en arborant les trois couleurs, les patriotes avaient été cause du meurtre des Français; que sans cet excès de la démocratie, aucun Français n'eût été frappé de mort; que ceux-ci n'avaient été compromis que par les démocrates, qui avaient insulté la république française en usurpant ses couleurs nationales; qu'ils s'étaient couverts de ridicule par leur impétuosité déréglée, de honte en délivrant les prisonniers et les forçats. Concluons de tout ce qui précède, que Gênes était innocente du sang français répandu, et que la colère, vraie ou feinte, de Buonaparte, n'aurait pas dû éclater contre cette république, mais contre ceux qui avaient voulu la détruire.

Telle était la situation de Gênes. Effroi dans le gouvernement, dominé par la multitude; division de sentimens dans le sénat, attendu que les derniers événemens avaient donné beaucoup de faveur au parti français qui désirait des réformes. De plus, le sénat se trouvait placé entre sa répugnance à blâmer un peuple qui venait de le sauver, et la nécessité de le faire, pour apaiser les agens du directoire, qui criaient vengeance. Après avoir généreusement délivré son prince, la multitude armée commit, selon sa coutume, des excès coupables

en outrageant, en chassant les honnêtes citoyens, par cela seul qu'ils lui étaient suspects. Sans parler de la maison de Morando, qu'elle pilla de fond en comble, elle se mit à ravager les propriétés non seulement des innocens, mais encore de ceux qui avaient bien mérité de la patrie. La terreur régnait partout. Faipoult insista plus vivement encore pour la mise en liberté des Français, pour l'arrestation des meurtriers, et pour que le gouvernement déclarât que les Français n'avaient pris aucune part au soulèvement. Il requit ensuite insolemment le sénat de faire mettre en prison, et de garder à la disposition de Buonaparte, François-Marie Spinola, François Grimaldi, inquisiteurs d'état, et le patricien Nicolas Cataneo, comme ayant provoqué, d'après l'assertion de Lavalette, les énormités commises contre les Français, et comme auteurs principaux des résolutions prises par le sénat dans les dernières circonstances. Il craignait, disait-il, que le gouvernement ne sauvât les grands coupables, et ne livrât que de misérables agens. Il ne se souvenait donc pas, ou peut-être même se souvenait-il, qu'il avait répondu à Buonaparte de l'innocence du gouvernement. Indécens détours! les hommes dont Faipoult avait attesté l'innocence la veille, étaient déclarés criminels le lendemain. Spinola, Grimaldi et Cataneo étaient coupables, non de la mort d'un seul Français, mais de leur

dévouement envers la patrie, et de leurs efforts pour la soustraire à la domination de l'étranger. Envoyé par Buonaparte, Lavalette jetait les hauts cris, à l'exemple de Faipoult. Il affirmait que les charbonniers avaient été payés pour tuer les Français, et que la mort de ces derniers était le résultat d'un ordre exprès du gouvernement. Si cette assertion eût été vraie autant qu'elle était mensongère, il y aurait eu chez les inquisiteurs de Gênes plus de folie que de férocité. Au degré de puissance où la France était parvenue en Europe et surtout en Italie, à quoi pouvait servir la mort de cinq ou six Français, isolés et sans défense, si ce n'est à la ruine de Gênes? Ce n'était qu'à l'école de Buonaparte qu'on apprenait à répandre le sang pour le seul plaisir d'en répandre. L'horreur, la douleur et l'épouvante s'emparèrent des sénateurs à cette demande. Ils la repoussèrent d'abord; puis cédèrent bientôt à la nécessité de s'y soumettre. Le parti favorable aux Français y donna les mains volontiers. Quant à la réclamation relative aux prisonniers, on y fit droit sans beaucoup de discussion, et les Français furent mis en liberté. Mais plus le gouvernement se montrait facile, plus Faipoult devenait exigeant. L'élargissement de ses compatriotes obtenu, il demanda encore celui des Lombards, venus à Gênes tout exprès pour renverser le gouvernement, et pris les armes à la main au milieu des rebelles. Le sénat fut forcé de consentir,

et la cité vit porter en triomphe ceux qui venaient d'ensanglanter son enceinte. Pour ce qui était du désarmement, mesure aussi nécessaire que difficile, le sénat s'y prêta sans résistance, et promit même une gratification de deux livres à ceux qui reporteraient leurs armes au dépôt militaire. Il ne restait plus au sénat qu'à déclarer, à la requête de Faipoult, que les Français n'avaient pris aucune part à la révolte. Sous ce rapport, le sénat résistait. Néanmoins, il exhorta le peuple à regarder les Français comme ses amis, assurant que le salut de Gênes dépendait entièrement de l'amitié de la France. Cette proclamation déplut infiniment au peuple, qui ne voyait que les manœuvres ourdies contre lui, et n'entendait rien aux ménagemens de la politique.

Le but principal de tant de ruses et de menaces, n'était ni la libération de quelques détenus, ni l'emprisonnement d'un petit nombre de magistrats. Buonaparte n'attachait aucune importance à ces mesures, et il ne les employait que comme moyens auxiliaires. C'était à un changement de gouvernement qu'il voulait arriver, pour donner les emplois aux partisans de la France, à l'exclusion des amis de l'indépendance et des adhérens de l'Autriche. C'est pourquoi, après avoir obtenu l'objet de leurs premières demandes, ses agens insistèrent avec plus de force auprès du sénat de Gênes, afin de le déterminer à placer le

gouvernement sur des bases plus démocratiques, et à donner pouvoir aux députés qu'il voulait envoyer au général en chef, de s'entendre avec lui sur le changement de la constitution. Le seul moyen de calmer les esprits, disaient-ils, c'est d'appeler le peuple au partage de l'autorité. Considérez tout ce qu'il vous a fallu déployer d'efforts, verser de sang, pour résister aux attaques dirigées dernièrement contre vous, par cela seul que vous n'aviez plus l'opinion de la majorité. Ouvrez une voie aux idées nouvelles, si vous ne voulez qu'elles débordent et renversent la république. Cette seule démarche va donner une haute influence au sénat sur l'Italie régénérée, va changer pour lui, en félicitations méritées, les injures que Milan lui prodigue, et garantir l'intégrité douteuse de son territoire. La république française le désire, Buonaparte le veut; cela fait, Gênes trouvera en eux des amis prévenans, au lieu d'y voir, comme aujourd'hui, des adversaires opiniâtres. Les priviléges sont devenus odieux; il y a sagesse à y renoncer et à proclamer l'égalité des droits, puisque c'est abjurer des chimères pour acquérir des réalités. Plus d'une fois, dans le cours des siècles, le gouvernement génois a modifié sa constitution, tantôt en faveur du peuple, tantôt en faveur de l'aristocratie, selon le besoin des temps. Pencher aujourd'hui vers la démocratie, est donc un parti nécessaire sans être une mesure

inaccoutumée. Hâtez-vous de céder, et ne voyez dans cette résolution que le salut de la république.

Ces exhortations, fort puissantes à la vérité, produisirent beaucoup d'effet. Elles rencontrèrent cependant une vive opposition de la part d'un grand nombre de sénateurs qui n'entrevoyaient, dans ces constitutions démocratiques et dans la renonciation à leurs priviléges, que mépris et persécutions, au lieu de bienveillance et de gratitude. Ils ne pensaient pas non plus que ce changement menât de l'aristocratie à la démocratie, mais d'une domination consacrée par l'habitude, à une domination usurpée par la force. On était effrayé aussi de l'exemple de Venise qui, au moyen de pareilles réformes, n'avait acquis ni la liberté ni la paix; mais avait passé, d'abord sous le joug d'un parti, et bientôt après sous le joug de l'étranger. Le sénat était donc indécis; et, comme il arrive d'ordinaire en pareil cas, il se complaisait dans cette indécision qui maintenait l'état de choses accoutumé.

Pendant que le petit-conseil délibérait sur les mesures à prendre dans une circonstance où il s'agissait du salut de la patrie, parurent les premiers bataillons de Rusca, qui, après s'être développés dans la Polcevera, se montrèrent jusque sous les portes de Gênes. On apprit encore que Serrurier s'approchait avec sa division, et que

d'autres troupes s'ébranlaient de Crémone, pour soutenir au besoin Rusca et Serrurier. Peu de jours auparavant, l'escadre de Brueys s'était présentée devant le port de Gênes; mais Faipoult, cédant aux instances du sénat et à la fureur du peuple, qui n'aurait pas reçu cette flotte paisiblement, avait décidé l'amiral à faire voile sur Toulon; ce qui lui fut dans la suite amèrement reproché par Buonaparte, comme un acte de faiblesse et de pusillanimité. On savait cependant que l'escadre française, quoique plus éloignée, croisait tantôt en vue, et toujours dans le voisinage de la rivière de Ponant, de manière à encourager, à soutenir même les novateurs du littoral et ceux de Gênes. Le résultat fut tel qu'on l'attendait. La présence de Rusca dans la Polcevera, celle de quelques bataillons français sur le littoral, et la proximité de Brueys, donnèrent lieu, en différens endroits, à de sanglantes émeutes, attendu que les habitans des villes et des montagnes opposaient une vigoureuse résistance aux novateurs. Ces derniers, toutefois, avaient obtenu l'avantage à Savone, cité importante de ces parages. Déjà dans cette ville, à Finale et dans le port Maurice, on avait planté l'arbre dit de la liberté. Menacé par une secte puissante, dans le siége même du gouvernement, entouré de soldats étrangers, déchiré par la guerre civile, continuellement harcelé par les agens de France, qui ne parlaient que de la colère du direc-

toire et du courroux de Buonaparte, le sénat génois ne jouissait plus d'aucune liberté dans ses délibérations.

La résistance étant impossible, la soumission devenait inévitable. Le sénat décréta donc que le gouvernement subirait des réformes, et que le peuple en serait instruit; mais en termes généraux. Il députa ensuite auprès de Buonaparte, avec pouvoir d'arrêter les bases du gouvernement futur, les nobles Michel-Agnolo Cambiaso, Louis Carbonara et Jérôme Serra : les deux premiers, partisans d'un gouvernement populaire plus libéral; le dernier, d'un gouvernement populaire plus restreint; tous trois d'un génie remarquable, d'un caractère fort et généreux, si de meilleurs destins eussent permis à la générosité et à la force d'être utiles à la patrie. Ces députés partirent pour Montebello, quartier-général de Buonaparte. De leur côté, l'objet de leurs démarches ainsi obtenu, Faipoult et Lavalette partirent pour la même destination, afin de rendre compte de leur mission à Buonaparte, et de l'éclairer sur le choix des personnes que l'intérêt de la France appelait à la tête du nouveau gouvernement.

Le doge, les gouverneurs et les procurateurs de la république informèrent le peuple que des députés avaient été envoyés à Buonaparte, pour obvier aux périls du dehors et aux troubles de l'in-

térieur. Ils donnèrent des éloges à la loyauté de Faipoult, bien digne, disaient-ils, de celle de la grande nation : espérant, avec l'aide de la divine providence, pouvoir accomplir une œuvre d'où dépendait la satisfaction générale, le salut de la république, et sur lequel, quand il en serait temps, la nation tout entière serait appelée à délibérer. Maintenez donc la tranquillité, ajoutaient-ils, et ne perdez point, par des mouvemens inconsidérés, les avantages d'une circonstance d'où dépendent votre repos et votre bonheur.

Ils expédièrent en même temps, à Paris, le noble Étienne Rivarola, lui recommandant de faire tout ce qui serait en lui, pour que l'ancienne forme de gouvernement subît le moins d'altérations possibles, et pour mettre le territoire génois à l'abri de tout morcellement.

Mais pour les affaires d'Italie, le directoire de France était plutôt l'esclave que le maître de Buonaparte. C'était donc à Montebello, bien plus qu'à Paris, que devaient être fixées les destinées de la république de Gênes. Deux considérations différentes agissaient alors sur l'esprit de Buonaparte : la nécessité des choses, et la volonté de seconder, pour ses projets particuliers, les désirs des princes d'Europe. La première de ces considérations le contraignait d'opérer des révolutions. Au moyen de cette activité continuelle, il entretenait l'en-

thousiasme qui s'attachait à son nom. La seconde le portait à protéger les monarchies, à ne troubler que les républiques, à les détruire, ou du moins à ne les laisser pencher vers la démocratie que le moins qu'il se pourrait. Ce fut par ces puissans motifs, qu'en changeant l'antique forme du gouvernement génois, il ne permit pas l'établissement d'une démocratie pure et inquiète, ne voulut point confier la conduite des affaires à des hommes exagérés et redoutables aux rois, mais au contraire à des hommes sages et modérés, que la nécessité faisait consentir à une réforme, ou qui voulaient une démocratie mixte et tempérée par les lois, non une démocratie pure et sans frein. Ces idées se trouvaient en harmonie avec celles des députés génois; et d'ailleurs il ne fallait pas songer à combattre celles de Buonaparte vainqueur. Aussi la négociation ne traîna-t-elle pas en longueur, et le 5 juin il fut conclu, par leur intermédiaire, entre les républiques de France et de Gênes, un traité dont les principaux articles portaient : que le gouvernement génois, ainsi le voulait le bonheur de la nation, remettrait à la nation elle-même le dépôt de la souveraineté qu'il en avait reçu; qu'il reconnaîtrait que cette souveraineté réside dans le peuple; que l'autorité législative serait confiée à deux chambres représentatives, l'une de trois cents membres, l'autre de cinq cents; que douze sénateurs, présidés par un

doge électif, seraient investis du pouvoir exécutif; que chaque commune, chaque district, auraient leurs magistrats particuliers; que les pouvoirs judiciaire et militaire, aussi bien que la division territoriale, seraient réglés conformément au modèle qui serait ultérieurement dressé par un comité nommé à cet effet, en ayant toujours soin de respecter, dans leur intégrité, les droits de la religion catholique; que la dette publique serait garantie; la franchise du port de Gênes maintenue; la banque de Saint-George conservée; que l'on pourvoirait, autant que possible, à l'existence des nobles sans fortune; que tout privilége serait définitivement aboli; qu'il serait créé un gouvernement provisoire de vingt-deux membres, sous la présidence du doge; que ce gouvernement entrerait en fonctions le 14 juin; que l'on conviendrait des indemnités à donner aux Français pour les dommages qu'ils auraient pu éprouver dans les journées des 22 et 23 mai; enfin que la république française accorderait une amnistie générale à tous ceux dont elle aurait eu à se plaindre dans les journées précitées, et qu'elle garantirait l'intégrité du territoire de la république génoise.

Buonaparte adressa ce traité au doge avec des lettres remplies de bienveillance, où il montrait une grande affection pour la république, recommandait la sagesse, l'union, et la confiance dans la

protection de la France. Il nomma au gouvernement provisoire : Jacques Brignole, doge, Charles Cambiaso, Louis Carbonara, Jean-Charles Serra, François Cattaneo, Joseph Asseretto de Rapallo, Étienne Carega, Luc Gentile, Augustin Pareto, Louis Corvetto, François-Marie Ruzza, Emmanuel Balbi, Jean-Marie Durand du port Maurice, le capitaine Ruffino d'Ovada, Augustin Maglione, Jean-Antoine Mongiardini, François Pezzi, Bertuccioni, Jean-Baptiste Rossi, Louis Lupi, Jean-Marie d'Alberti, Bacigalupi et Marc Federici de la Spezia.

En créant cette nouvelle seigneurie de Gênes, en choisissant ses membres dans les diverses conditions, Buonaparte avait en vue de confier le pouvoir à des hommes prudens, de faire voir que l'autorité ne résidait plus dans le petit nombre, et qu'elle appartenait à la généralité des citoyens. Cette mesure aurait dû satisfaire les esprits et contenter les ambitions; mais, en révolution, les ambitions ne sauraient être contentées; et, comme si la direction des affaires publiques pouvait rester continuellement dans les mains de la multitude, en investir quelques magistrats seulement, était réputé aristocratie. Ceux qui n'y avaient point été compris criaient au despotisme, et leurs cris devenaient dangereux, parce qu'ils mettaient en avant l'amour de la patrie.

Le jour commençait à peine; déjà les places

publiques et les rues étaient encombrées, et par le peuple qui accourait en foule, attiré par la nouveauté, et par les libéraux que la joie portait à des démonstrations qu'ils prenaient pour de la liberté : démonstrations vaines en elles-mêmes, témoignages de mépris pour plusieurs de leurs concitoyens, imitation servile de l'étranger, signes de tyrannie pour le présent, et semences de discorde pour l'avenir. Le peuple lui-même, également prompt à recevoir les bonnes impressions et à suivre les mauvais exemples, s'attroupa d'abord par curiosité; puis, voyant l'état de jubilation des libéraux, se livra bientôt comme eux à l'allégresse. C'était un spectacle prodigieux, que la joie délirante de cette ville, en proie, moins d'un mois auparavant, aux horreurs du carnage. Vive la liberté! criaient les Génois, meure l'aristocratie! vive la France! vive Buonaparte! Il fallait voir leur empressement à planter des arbres de liberté, non seulement sur les places et dans les rues principales, mais encore dans les ruelles les plus étroites. Il fallait entendre leurs chansons, leurs discours, leurs bons mots sans nombre, en dansant autour de ces arbres. Joignez à cela que quelques dames des plus distinguées avaient préparé de petits bonnets tricolores, qu'on appelait des bonnets de liberté, et qu'elles les distribuaient publiquement aux libéraux, qui s'en paraient en poussant des cris de joie incroyables. Il ne faut pas demander

si cette comédie amusait Buonaparte, aussi habile à lire dans le cœur des hommes qu'à dissimuler son mépris pour eux. Il jouissait du succès de sa ruse. Morando ne se sentait pas d'aise, encore bien qu'il ne fût point entièrement satisfait de la composition du gouvernement provisoire, dont les membres lui paraissaient tenir de l'aristocratie. Vitaliani haranguait la multitude, et le peuple avait beau crier, il ne criait jamais assez fort à son gré. Quant aux nobles, ils se cachaient dans les habitations les plus obscures, ou sortaient de la ville; et ils avaient de bonnes raisons pour en agir ainsi, puisqu'au premier signal des libéraux, le peuple leur eût fait un mauvais parti. Du milieu de ce bouleversement pouvait sortir le bien comme le mal, mais le mal plus facilement que le bien. « Fier de la conquête de ses droits, écri-« vaient les patriotes dans le langage ampoulé, « servile et ridicule de cette époque, le génie de « la Ligurie parcourt nos provinces. Il imprime « sur le front de nos citoyens affranchis, le noble « sceau d'un avenir fortuné. Spectacle majestueux « et sublime, que celui d'un peuple entier qui, « après avoir gémi pendant des siècles, courbé « sous le joug avilissant de la servitude, lève su-« bitement la tête, secoue avec indignation l'an-« tique rouille de ses chaînes, et en jette les débris « rompus à la vue de ses tyrans détrônés! » Ainsi parlaient les patriotes; Buonaparte en riait à

Montebello, disant que c'étaient des fous qu'il faudrait lier. Jean-Charles Serra et son frère Jérôme, qui n'étaient cependant pas hommes à s'enflammer au premier abord, et dont le génie paraissait plus propre à l'histoire qu'à la poésie, cédant eux-mêmes à l'enthousiasme général, adressaient à Buonaparte de brûlans panégyriques.

L'imitation servile des tragi-comédies de la révolution française prévalait. La foule, guidée par les patriotes, se porte à grands cris au palais ducal, dans l'intention de s'emparer du livre d'or, catalogue infâme, disaient-ils, répertoire exécrable de l'antique aristocratie. Ce livre était soigneusement déposé dans un appartement séparé du palais, d'où il ne sortait que pour recevoir l'inscription d'une famille nouvellement anoblie. Le peuple brise violemment les portes, se saisit du livre, qu'il couvre de railleries et de sarcasmes, le porte sur la place de l'Acquaverde, le dépose sur un bûcher enflammé, et le regarde brûler en poussant des clameurs et des ris immodérés. On descendit même jusqu'à la puérilité, et plus d'un coup de baïonnette ou de sabre fut donné au livre exécré. Ils s'imaginaient tuer ainsi l'aristocratie; et les spectateurs d'applaudir. En un mot, le peuple en révolution veut rire quand il ne fait pas pleurer. Avec le livre d'or, le peuple brûla la chaise à porteur du doge, et l'urne au scrutin du sénat, aussi-bien que plusieurs emblèmes de noblesse

rassemblés à la hâte de différens endroits de la ville : toutes extravagances qui se faisaient en haine de quelques individus, plutôt que par amour pour la liberté. Et puis, sur les cendres de ces débris aristocratiques, pour parler le langage du temps, on planta l'arbre chéri, au bruit toujours croissant des applaudissemens, des symphonies et des clameurs populaires.

Le livre d'or brûlé, le peuple, y compris les charbonniers, commit une action beaucoup plus blâmable; ce fut de renverser, de briser la statue d'André Doria, élevée par la reconnaissance des anciens Génois, à la mémoire et aux vertus de ce grand homme, dans la cour du palais ducal. Si même la garde qui veillait à l'intérieur eût été moins prompte à fermer les portes, cette multitude égarée eût aussi brisé les autres statues d'André Doria, placées dans la grand'salle du conseil. Que présageaient les outrages dirigés contre les morts illustres, et l'oubli d'éminens services rendus à la patrie? C'est ce dont chacun pourra juger. Et qui insultait ainsi à la mémoire d'André Doria? des novateurs connus seulement par de vains discours, infatués de certains gouvernemens géométriques non encore éprouvés, et qui ne s'étaient maintenus jusque là que par des exils, des persécutions et des supplices.

Des injures, les séditieux passèrent au crime. Soupçonnant qu'on retenait encore en prison quel-

ques uns des individus arrêtés dans les journées des 22 et 23 mai, ils y coururent en foule, en forcèrent l'entrée, et favorisèrent l'évasion d'un grand nombre de malfaiteurs : faisant ainsi servir à la honte du nouveau gouvernement, les moyens de destruction qu'ils avaient employés contre l'ancien. Tristes commencemens de liberté et de civilisation !

Telle était la condition de Gênes, que le gouvernement, composé pour la plus grande partie d'hommes sages et recommandables, dépendait de Buonaparte, tout en professant les opinions nouvelles. D'où il résultait qu'on voulait établir, non pas la liberté qui convenait à Gênes, mais une liberté modelée sur celle de France, comme si de bonnes institutions, des institutions libérales, n'eussent pu être que celles de l'étranger. Il existait en outre un parti exagéré qui, non content d'une constitution modérée, aurait voulu, par un esprit d'imitation servile, je crois, plutôt que par malveillance naturelle, non pas la forme de gouvernement qui régissait alors la France, mais celle qui l'avait précédée. Ce parti était un obstacle insurmontable à toute bonne administration, parce que tout gouvernement, libéral ou non libéral, mais plus encore dans le premier cas, était par lui accablé d'injures, environné de piéges, continuellement exposé aux assauts. Au milieu de ces opinions diverses, s'agi-

tait l'aristocratie vaincue. Ne pouvant opérer de mouvement d'importance en présence des Français et de Buonaparte, elle conservait néanmoins une nombreuse clientèle, entretenait l'incertitude dans les esprits, et la haine contre le nouvel ordre de choses. A ce parti se réunissait presque tout le clergé qui, faisant à la république génoise l'application probable des événemens de France, s'effrayait, ou pour la religion, ou pour sa propre autorité, ou pour ses biens.

Aussitôt que le nouveau gouvernement fut installé, il publia un manifeste où il remerciait Buonaparte de sa bienveillance envers la république, louait les nobles de leur renonciation aux priviléges, le clergé d'avoir fait servir son ascendant à l'établissement de la liberté. Il invitait les peuples du littoral à s'unir, à fraterniser avec les Génois. Il exhortait les citoyens à vivre en paix et en bonne intelligence, espérant, avec l'aide de la Providence, améliorer le sort du peuple ; et pour que chacun, ajoutait-il, pût apprécier par soi-même les bonnes intentions du gouvernement, il promettait de rendre public le compte de sa gestion laborieuse. Les principales villes envoyèrent des députés qui adressèrent des félicitations et des louanges pour la conquête de la liberté. L'allégresse se répandait, la concorde entre les différentes provinces de l'état de Gênes paraissait prendre de la consistance. Les fiefs im-

périaux venaient de se donner d'eux-mêmes à la république, et avaient envoyé des députés au gouvernement ; ce fut un nouveau sujet de joie, puis, comme ce nom de fiefs était devenu odieux, on le changea en celui de Monts-Liguriens : on les reçut avec plaisir dans l'union génoise ; leurs députés furent comblés de louanges et de remercîmens.

Cependant le corps municipal de Gênes s'organisait : opération délicate, parce que les municipalités des principales villes, à l'exemple de Paris, prétendaient marcher de pair et rivaliser de puissance avec le gouvernement. Les chefs de l'armée républicaine, tantôt par caprice, tantôt par des motifs plus secrets, soufflaient sur ces étincelles ; c'étaient autant de germes de discorde et d'anarchie. Les officiers municipaux entrèrent en fonctions le 1er juillet avec un grand appareil, et les discours ordinaires ne manquèrent pas : « Oh Brutus ! » disait un prêtre nommé Cuneo, plein d'ardeur pour la nouveauté, et qui avait pris part aux derniers troubles : « Mon cher Brutus ! prête-« moi, je t'en supplie, prête-moi pour un moment « ton poignard pendant qu'il dégoutte encore du « sang du tyran. Je veux écrire sur ces murs, aux « yeux du gouvernement provisoire, les mots sacrés « de liberté et d'égalité. » Venait ensuite l'éloge des officiers municipaux. Il faudra bien que mes lecteurs me permettent de répéter tout ce qui fut

dit alors; c'est l'histoire que je prétends écrire; je ne veux flatter, ni dans mon langage, ni par mon silence.

Il fallait rédiger la constitution nouvelle, et c'était la plus importante affaire en délibération dans les conseils de Gênes. Pour y parvenir, et conformément aux conventions de Montebello, le gouvernement nomma un comité chargé d'en présenter les bases. On désigna, pour en faire partie, dans la ville, dans les provinces, et au-delà des monts, des hommes d'un mérite éprouvé, tels que Cottardo Solari, Benoît Solari évêque de Noli, Jean-Charles Serra, Thomas Langlade, Joseph Cavagnaro, Sébastien Biaggini, l'abbé Nicolas Mangini, Léonard Benza, l'abbé Joseph Levreri, Jean-Baptiste Rebecco, et Philippe Bussetti. Ils eurent de fréquentes réunions; mais, par l'effet d'une basse imitation, ils se modelèrent sur la France, et se soumirent à la volonté de Buonaparte. Serra s'entendait avec le général en chef, et avait plus d'influence que ses collègues. Ce fut pour les patriotes un motif d'accusation contre lui, et ils l'appelèrent aristocrate. Quoi qu'il en soit, il agissait avec prévoyance et sagesse. Il voulait qu'on ne touchât point au chapitre de la religion; que le nombre des sénateurs fût augmenté; que celui des conseillers fût restreint; que personne ne fût inquiété pour d'anciennes opinions politiques; que les exagérés fussent comprimés;

qu'aucune assemblée publique et politique ne fût tolérée, sauf le cas où il s'agirait de disposer les esprits à la réunion, en un seul corps, de tous les états d'Italie : entreprise, disait-il, digne du général en chef, et à laquelle il prêtait son appui. Buonaparte, au contraire, ne s'en montra point satifait; le directoire et lui, repoussaient également l'unité italique. Il accueillit avec plaisir les autres idées de Serra, et il en écrivit au gouvernement génois comme si elles eussent été les siennes propres. Serra, de son côté, lui en adressa de grandes félicitations, dans l'ardent désir qu'il nourrissait d'écrire l'histoire de Buonaparte. Cette tâche n'était point au-dessus de ses forces; il possédait même un vaste génie; mais la liberté d'esprit lui manquait, et il se laissait éblouir par cet éclat de gloire qui environnait son héros.

On ne tarda pas à semer les germes des futures discordes. Ce fut par la religion que l'on commença, quoiqu'on n'eût en vue que la discipline ecclésiastique, et nullement les opinions religieuses; mais le peuple les confondait dans son esprit, et les ecclésiastiques avaient soin d'entretenir cette erreur. Les réformes établies par Léopold prévalurent, grâce aux sollicitations continuelles de Solari, évêque de Noli, personnage recommandable par son rang, ses connaissances, ses mœurs, et plein de zèle pour les décrets de Pistoie. Le gouvernement décida que les évêques ne pourraient pro-

muer, sans sa permission, qui que ce fût aux ordres sacrés, excepté les diacres et sous-diacres qui voudraient recevoir la prêtrise ou le diaconat. Il fut pareillement décidé que l'autorisation du gouvernement serait indispensable à tout homme ou femme qui désirerait prendre l'habit d'une communauté. Établissemens très sages, sans doute, mais qui déplurent à la majorité, puisque le parti opposé au gouvernement s'en autorisa. On ordonna ensuite à tout prêtre étranger, régulier ou séculier, de sortir des états de Gênes dans un temps déterminé, et à certaines conditions. Ces mesures semblèrent insolites, après une domination si longue et si étendue de la puissance ecclésiastique; mais une mesure qui parut plus insolite encore et plus étrange, ce fut cette autre, provoquée par Serra, et d'après laquelle des missionnaires envoyés par le gouvernement dans les villes et dans les campagnes, devaient, pendant et après le service divin, prêcher la démocratie au peuple. L'entreprise était hasardée; elle ne réussit point. En beaucoup d'endroits, ces prédications ne produisirent aucun effet, en d'autres elles n'obtinrent que le mépris; en quelques uns on chassa les prédicateurs; partout les esprits religieux se soulevèrent contre une innovation si étrange, et le gouvernement vit se grossir le nombre de ses ennemis : nouvelle preuve que

dans les choses humaines, qui veut trop faire, s'expose à des mécomptes.

Tout cela ne se rapportait qu'à la religion ; l'irritation générale avait encore d'autres motifs. Sans parler des sarcasmes et des pamphlets dont on accablait la noblesse, il fut décidé qu'on enverrait à Paris, comme ministre de la république, l'avocat Boccardi, en remplacement d'Étienne Rivarola qui serait rappelé, aussi bien que Christophe Spinola, ministre à Londres. En cas de désobéissance, leurs biens, provisoirement frappés du séquestre, devaient être définitivement confisqués. Le motif de l'arrêt fut que Rivarola et Spinola, et c'était pour les patriotes un sujet de clameurs continuelles, passaient pour les agens secrets de l'aristocratie abattue. On les accusait aussi d'avoir fait imprimer, par le moyen de Lacretelle, dans un journal de Paris, de violentes invectives à l'occasion des événemens survenus à Gênes les 22 et 23 mai. Cette rigueur blessa profondément la noblesse, les esprits s'aigrirent de plus en plus. C'était là un acte répréhensible ; celui que je vais rapporter était absolument intolérable. Le gouvernement ordonna que les principaux auteurs du traité conclu à Paris, par Vincent Spinola, et d'après lequel la république avait pris l'engagement de payer quatre millions tournois à la France, seraient tenus solidairement de resti-

tuer la somme au trésor, à défaut de quoi leurs biens seraient confisqués. Cette affaire intéressait les premières familles de l'état, principalement les Doria, les Palavicini, les Durazzo, les Fiesques, les Gentili, les Carega, les Spinola, les Lomellini, les Grimaldi, les Cattanei, tous personnages de la plus grande influence. Ce décret, comme je l'ai dit, devenait tout-à-fait insupportable, puisque les auteurs du traité, par cela seul que le petit conseil l'avait ratifié, avaient eu qualité pour le conclure, et cet effet rétroactif donné à la loi, était contraire à la justice et du plus dangereux exemple. Enfin, malgré les délais qui précédèrent ce décret, on ne cessait de crier publiquement qu'on voulait le rendre, et les démocrates effrénés ne se donnèrent pas de relâche qu'il ne fût rendu. Les mécontens ne s'enflammèrent que davantage. Désespérant de trouver dans le nouveau gouvernement la moindre garantie, soit pour leurs propriétés, soit pour leurs personnes, ils pensèrent à la vengeance; non qu'ils méditassent une conjuration et des mouvemens populaires, ils étaient trop effrayés pour oser le tenter; mais ils semaient adroitement des bruits sinistres parmi le peuple, et attendaient pour se soulever la première occasion favorable. S'ils répandaient de fausses alarmes, ils publiaient aussi des nouvelles exactes, et il était vrai que Buonaparte avait demandé au gouvernement plusieurs millions pour la subsistance de ses

troupes; c'était même un des motifs principaux qui l'avaient décidé à provoquer une révolution dans l'état. Ensuite le gouvernement, encore fragile dans sa nouvelle existence, sans autre appui que les vaines déclamations des démocrates et le patronage de l'étranger, y regardait à deux fois avant de frapper des impôts. De là l'invention de ce remboursement inique dont j'ai parlé. Ainsi Gênes avait payé quatre millions, et, au lieu de son repos, c'était sa ruine qu'elle avait achetée. Puis, comme le versement de ces quatre millions n'avait rien produit, elle se les était fait rembourser par quelques individus, toujours pour acquérir la tranquillité. Quel avantage en retira-t-elle cette seconde fois? Nous le verrons dans la suite de cette histoire.

A tous ces contre-temps se joignaient les rapines des Barbaresques, rapines d'autant plus fâcheuses qu'on avait espéré, la forme du gouvernement une fois changée, que la France aurait garanti la navigation génoise des attaques des barbares. C'est donc ainsi, s'écriait le peuple, que prospère la nouvelle république; c'est ainsi que les Français nous protégent; de grands mots et d'insignifians secours, voilà donc tout ce que nous devions y gagner : les Français au dedans, les Algériens au dehors. A quoi bon seconder Faipoult, à quoi bon céder à Buonaparte, si notre sang coule encore sous le fer africain? Ces discours, qui avaient trait aux

subsistances mêmes des Génois, attendu la ruine de leur commerce, ajoutaient chaque jour au mécontentement général; et déjà, ramenant ses pensées en arrière, le peuple regrettait son ancien gouvernement.

La présence de Casa Bianca et de Duphot contribuait encore à aigrir profondément les esprits. Ces deux généraux français étaient venus pour organiser et commander les troupes de Gênes : preuve certaine que l'indépendance n'existait plus; preuve aussi que Buonaparte, ou se défiait des Génois, ou les supposait inhabiles au métier des armes. De là le mécontentement des esprits élevés et généreux. Quant aux ennemis du nouveau régime, ils se prévalaient de cet état de choses, et proclamaient la ruine et la servitude de la patrie. Leurs insinuations acquéraient d'autant plus de poids, que la voix publique accusait le gouvernement de vouloir démanteler les forteresses de Savone et de San-Remo, seuls boulevards de l'indépendance des Génois du côté de la France. Le peuple voyait aussi enlever l'artillerie des portes de Gênes, et il apercevait dans cette mesure l'intention d'ouvrir à l'étranger un chemin plus sûr et plus facile, au cœur même de la république. Il faut se soulever, s'écriait-on, contre un gouvernement avili. La noblesse, le clergé et leurs nombreux partisans fomentaient ces dispositions ennemies, et ils agissaient avec d'autant

plus de confiance qu'ils s'étaient fortement persuadés avoir un point d'appui au sein même du gouvernement. Cette persuasion, en même temps qu'elle ajoutait à leur audace, augmentait la faiblesse de l'autorité. Deux opinions divisaient alors les chefs de l'état; Serra commandait à l'une, Corvetto, Ruzza et Carbonara étaient à la tête de l'autre. Serra voulait un régime moins libéral et tendant à l'aristocratie; il voulait plus de respect pour les ecclésiastiques; faisait profession d'ami déclaré de l'indépendance nationale, peut-être par ambition, comme l'assurait le parti contraire. Il ne dissimulait point son opposition aux patriotes exagérés; n'accordait à Faipoult ni amitié, ni louanges, ni flatteries; cherchait à s'attacher l'aristocratie entière, et tous les partisans d'une sage liberté. En un mot, il aimait Gênes plus que la France.

Ses adversaires étaient de meilleure intelligence avec Faipoult; les uns par ambition, aimant mieux garder le pouvoir avec l'appui des étrangers, que de travailler à l'affranchissement de leur patrie; les autres dans un but louable, persuadés que, le ciel ayant voulu placer Gênes sous la domination des Français, il était plus prudent de les caresser que de les aigrir, puisque après tout, bon gré mal gré, les Français étaient les maîtres. Mais la trop grande faveur accordée par ce parti à la France, le rendait odieux à la multitude, et le pla-

çait trop aussi dans la dépendance des démocrates outrés, ennemis de Serra, qu'ils appelaient tyran et nouveau duc d'Orléans. Ces germes empoisonnés se multiplièrent dans le gouvernement. Les antagonistes du nouveau régime s'en prévalurent et firent leurs dispositions. Déjà, dans les vallées de Bisagno et de Polcevera, éclataient de sinistres rumeurs. Le motif, ou le prétexte, était que la nouvelle constitution violait la religion, et que le gouvernement avait manifesté l'intention de l'accepter le 14 septembre. Pour calmer les esprits on publia que l'acceptation était ajournée, et qu'on retrancherait de la constitution tout ce qui pourrait alarmer la conscience des fidèles. En même temps Corvetto et Ruzza furent députés vers Buonaparte, pour s'entendre avec lui sur les articles qui avaient indisposé le peuple; mais le peuple se soulève plus facilement qu'il ne s'apaise; son effervescence fut au comble lorsqu'il vit que le gouvernement faisait arrêter comme dangereux, tant à Gênes que dans les campagnes, plusieurs nobles parmi lesquels cinq Durazzo, deux Doria, deux Palavicini, trois Spinola, un Ferrari, tous hommes de beaucoup de crédit, soit par leur nom, soit par leurs richesses. Ce fut le 4 septembre que les populations de Bisagno commencèrent à remuer. Le tocsin sonna; les curés encourageaient les mécontens et marchaient à leur tête. Ils se donnèrent rendez-vous dans les châ-

teaux de la noblesse. Bientôt le nombre s'accrut ainsi que la fureur. Ils étaient tous armés de différentes manières, mais un seul esprit les animait. Une masse considérable s'étant enfin rassemblée, elle marcha pleine de rage contre la ville. La circonstance était grave, périlleuse, et l'on craignait une puissante coopération au dedans des murs. Il n'y avait pas un instant à perdre; Duphot avec une division de Français et de démocrates se porta à la rencontre des insurgés. Sa plus grande force consistait dans son artillerie, parce que les révoltés en manquaient, et qu'elle compensait pour lui l'infériorité du nombre. Une sanglante bataille eut lieu dans Albaro. Beaucoup d'hommes furent tués de part et d'autre, mais davantage du côté des paysans, moins accoutumés à la guerre et foudroyés par l'artillerie. Ils résistèrent long-temps néanmoins, avec un acharnement infini, à la voix et sous la conduite d'un moine nommé Pezzuolo, et d'un jeune brave de Sori du nom de Marc Antoine. C'était une guerre civile, et de la plus déplorable espèce, attendu que les étrangers y prenaient part. La discipline et la science militaire triomphèrent enfin du nombre et de la fureur. Les révoltés se mirent à la débandade; les uns furent pris, les autres cruellement égorgés par les vainqueurs courant pêle-mêle avec les fuyards.

Duphot rentra dans Gênes avec ses soldats victorieux, couverts de sang et chargés de butin.

La sédition de Bisagno n'était pas encore apaisée, que déjà un nouveau bruit de guerre se faisait entendre du côté de Polcevera. Les habitans de cette vallée, à l'exemple de ceux de Bisagno, se levèrent à la voix de plusieurs ecclésiastiques, et marchèrent contre la ville. Beaucoup de paysans échappés au carnage de Bisagno, les rejoignirent à travers les montagnes, pour concourir à ce second mouvement, qu'ils croyaient devoir réussir plus heureusement que le premier. Le danger paraissait imminent. Déjà cette multitude armée, et beaucoup plus nombreuse qu'à Bisagno, après s'être approchée de la ville, s'était emparée du fort de la Sperona, qui domine Gênes. Déjà, poursuivant ses avantages, elle avait occupé la seconde enceinte de murailles, de sorte qu'il ne restait plus au gouvernement que la batterie de San-Benigno. Un bataillon de soldats liguriens et français fut envoyé contre eux, dans le premier tumulte; mais, les voyant bien armés et fortement retranchés, il s'arrêta et revint bientôt sur ses pas. L'effroi s'emparait du gouvernement, la garnison était faible, des signes de rébellion commençaient à se manifester à l'intérieur, la reddition de la ville paraissait inévitable. Le gouvernement députa quatre de ses membres pour conférer avec les révoltés, et traiter avec eux d'un accommodement. Jérôme Du-

razzo, qui avait beaucoup d'empire sur les Polcévérésiens, s'adjoignit à la députation. L'archevêque, de son côté, publia une lettre pastorale pour assurer le peuple qu'on ne voulait, en aucune manière, enfreindre les droits de la religion, ni blesser les intérêts du clergé. Après une conférence entre les différens députés, il fut conclu un accord en trois articles qui stipulaient : le maintien de la religion catholique, apostolique et romaine; l'intégrité des biens de l'Église; l'oubli des torts des mécontens, et la mise en liberté des détenus. Les révoltés promettaient, à ce prix, de retourner paisiblement dans leurs foyers. Fort de cette espérance, le gouvernement cessa tous préparatifs de guerre. Mais les plus acharnés des Polcévérésiens s'écrièrent que les jacobins étaient une secte perfide, et qu'ils n'avaient promis le pardon que pour mieux assurer la vengeance. Leur fureur se ralluma, ils reprirent impétueusement les armes et attaquèrent le poste de San-Benigno. Sur ces entrefaites, Duphot, vainqueur d'Albaro, traversait la ville avec ses troupes, qu'il avait eu le temps de rassembler pendant les négociations. Efficacement appuyé par le brave colonel Seras, il courut contre les Polcévérésiens. La mêlée fut terrible, comme toutes celles des guerres civiles. Vieux soldats, Duphot et Seras se battirent vaillamment; soldats improvisés, les paysans résistaient avec

une valeur égale. La bataille dura quatre heures; le nombre des morts et des blessés fut considérable des deux parts. La discipline des vétérans fut enfin la plus forte. Chassés de leurs positions, les paysans prirent la fuite, vivement poursuivis par les républicains qui leur tuèrent beaucoup de monde. Cinq cents prisonniers vinrent encombrer les prisons de Gênes.

Le bruit de la double victoire d'Albaro et de San-Benigno, et les troupes envoyées par le gouvernement, apaisèrent les mouvemens déjà éclatés à Chiavari, dans d'autres places de la rivière de Levant, et dans les fiefs impériaux, ou les Monts-Liguriens, comme on voudra les appeler. Tout rentra dans le repos, mais par un sentiment d'effroi où la fidélité n'avait aucune part. Calme terrible et menaçant, bien loin d'être heureux et volontaire.

Après la victoire, on s'occupa de la vengeance. Le gouvernement créa un conseil de guerre, afin de pouvoir juger les rebelles d'une manière plus expéditive. Sept ou huit individus obscurs rougirent de leur sang le sol de Gênes épouvantée. D'autres furent envoyés aux galères ou réservés au même supplice. Faipoult informait Buonaparte qu'on ne condamnait que des hommes inconnus. Il observait surtout que le gouvernement génois avait, par un décret spécial, suspendu le procès qui s'instruisait devant la commission militaire,

contre Brignole, fils du dernier doge, accusé d'avoir eu des intelligences avec les insurgés. Il soupçonnait Serra de mauvais esprit, de protection envers les révoltés, d'ingratitude pour les services de Duphot, d'opposition au remboursement des dépenses faites pour l'armée; il insinuait, en un mot, que Serra n'aimait pas les Français, et cherchait à inspirer au gouvernement, de la parcimonie dans le payement des sommes dues à Duphot et à ses officiers, pour l'expédition contre les rebelles. Il l'appelait homme dangereux, dissimulé, ambitieux : il ne répondait point de la tranquillité publique tant que Serra ferait partie du gouvernement. Les deux Serra, de leur côté, accusaient Faipoult et Duphot de protéger, à Gênes, un parti désorganisateur, et de s'opposer au retour de l'ordre et de la tranquillité. La hache des égorgeurs, disaient-ils, est déjà levée sur la tête des hommes de bien. Faipoult veut empêcher que la commission militaire ne termine au plus tôt ses opérations, afin que cet appareil de terreur pèse plus long-temps sur les bons comme sur les méchans, et pour que personne ne puisse vivre en sûreté après les calamités récentes. Faipoult veut l'emprisonnement des nobles, même innocens. Point de repos, point de salut pour l'infortunée Gênes, si Duphot n'est rappelé, si Faipoult ne se borne pas à l'exercice de ses fonctions; autrement, point de force dans le gou-

vernement; désordre, anarchie, effusion de sang.

Ainsi s'envenimaient les esprits. Faipoult, c'était la vérité, demandait impérieusement le rapport du décret qui avait ordonné que la commission militaire terminerait au plus vite ses opérations. Il voulait en outre que les nobles détenus, même innocens, fussent enfermés comme otages dans le château de Milan. Prétention, selon nous, tout-à-fait dans le goût des inquisiteurs si décriés de Venise. Mais tel était le caractère de l'époque; on blâmait dans les autres les excès que l'on commettait soi-même.

Alors arriva dans Gênes le général Lannes, à la tête de nouvelles troupes envoyées par Buonaparte, à qui les derniers troubles inspiraient de l'inquiétude. Sans se soucier du gouvernement, ni de Faipoult, ni des prêtres, ni des moines, ni des nobles, ni des plébéiens, ni des patriotes, ni des aristocrates, et ne connaissant que la force, Lannes occupa militairement la ville dont il se fit le souverain.

Cependant, les députés génois s'étant expliqués avec Buonaparte sur les changemens à opérer dans la constitution, en arrêtèrent la rédaction définitive, et, avec la permission du vainqueur, la firent publier à Gênes. Elle portait : la création d'un conseil des jeunes, d'un conseil des anciens et d'un directoire, la division de la république en quatorze départemens qu'on appela : du Centre,

de Bisagno, du Golfe-Tigulio, de la Cerusa, du Lemmo, des Monts-Liguriens-Orientaux, des Monts-Liguriens-Occidentaux, des Palmes, de l'Entella, de la Vara, du Letimbro, de la Maremola, de la Spezia, de Capo-Verde, et de la Polcevera. Elle portait encore l'établissement de magistrats judiciaires, de district et de communes : constitution toute française, comme on le voit; et certes, puisqu'il n'était permis que de copier, il devenait inutile que M. de Taleyrand, ministre des affaires étrangères en France, prît la peine d'envoyer, comme il en avait le dessein, de grands hommes d'état en Italie pour y enseigner la politique, entre autres M. Benjamin Constant, jeune homme de beaucoup d'esprit, mais qui ne croyait la liberté possible que dans les formes de gouvernement de cette époque. L'orgueilleux vainqueur réduisait donc l'Italie à cet excès d'avilissement, qu'il lui donnait pour la régenter, de jeunes écrivains privés d'expérience, qui prétendaient appliquer à toutes les nations indistinctement certaines abstractions politiques, sans avoir égard aux différences des caractères, des usages, des mœurs et des habitudes qui distinguent un peuple d'un autre. En un mot, la constitution génoise fut imposée, et non librement consentie. Ce fut même en présence des soldats et des baïonnettes qu'on la soumit aux comices populaires. Là, elle fut acceptée par cent mille votes contre dix-sept mille. Il y eut des fêtes et

des hymnes, beaucoup de joie au théâtre. On nomma les deux conseils, qui nommèrent ensuite le directoire, où se virent appelés, Louis Corvetto, Augustin Maglione, Nicolas Littardi, Ambroise Molfino, et Paul Costa. La présidence fut donnée à Corvetto. Italien, Corvetto avait de la pénétration dans l'esprit, et savait apprécier les choses humaines, deux qualités qui constituent la prudence, de toutes les vertus la plus nécessaire à l'homme d'état. Il possédait une grande douceur de caractère, ce qui n'excluait pas en lui l'énergie indispensable dans les fonctions dont il était revêtu. Économe des revenus publics, prodigue de son patrimoine envers ses amis, Corvetto méritait d'être recherché dans les temps d'honneur plutôt que de servir à des époques de perversité.

Au commencement de l'année suivante, les nouveaux magistrats furent installés, et la constitution mise en vigueur. Faipoult partit ensuite, et fut remplacé par Sottin. Ainsi périt l'antique république de Gênes; mais fière, mais courageuse, mais après du sang versé pour sa défense; non pas énervée, non pas humblement docile, non pas gémissante comme la république de Venise. Ces malheurs étaient inévitables, sans doute; mais que des Italiens aient contribué à la perte de l'indépendance de l'Italie, voilà ce qu'il faudra éternellement déplorer. Quelques personnes assurent

que ceux qui prirent part à ces événemens, non seulement à Gênes, mais encore dans les autres parties de l'Italie, se consolaient des malheurs du présent par l'espérance d'un avenir plus heureux; c'est la vérité, et je ne veux condamner personne. Un grand nombre d'entre eux se sont même conservés purs et irréprochables. Je leur paye avec empressement le tribut d'éloges dû à leurs vertus et à leur courage. Je les félicite de n'avoir point désespéré de la patrie ébranlée par des secousses si terribles. Je les admire d'avoir sacrifié à son salut, malgré l'incertitude d'un espoir si reculé, leur repos, leurs plus belles années, et ce qui est bien au-dessus encore, une réputation sans tache, en butte désormais, au milieu de cet énorme tourbillon politique, aux atteintes de la plus dégoûtante calomnie; mais je sais aussi que plusieurs montrèrent trop d'affection pour les étrangers, et qu'au lieu de leur céder avec dignité, ils les aidèrent avec une excessive condescendance.

Gênes avait de l'or et peu de soldats; ce fut la cause de sa perte. Le Piémont avait des armées et point de richesses; ce fut la cause de sa conservation. En effet, l'issue des négociations avec l'empereur étant toujours douteuse, il importait à la France de se ménager l'appui des troupes du roi de Sardaigne, dans le cas où il aurait fallu recommencer la guerre. Ensuite, malgré la haine profonde du directoire pour le roi, Buonaparte favo-

risait ce souverain, par amour naturel des gouvernemens absolus. Il était d'ailleurs séduit par les flatteries des nobles Piémontais qui avaient pénétré son caractère, et savaient fort bien comme il fallait apprivoiser, enchaîner ce soldat indomptable. Il était impossible cependant que les maximes du jour, les révoltes de Gênes, les journaux, les pamphlets et les manœuvres de Milan, n'amenassent point des effets préjudiciables à la tranquillité du Piémont.

Aussitôt après la trève conclue à Cherasco, entre la France et le Piémont, les ministres du roi et le roi lui-même, sacrifiant leurs propres affections au salut de l'état, mirent tous leurs soins à cultiver l'amitié de la France. Ce résultat devint le but de toutes leurs pensées, l'objet de toutes leurs démarches. C'était pour y parvenir, que le duc d'Aoste écrivait continuellement à Buonaparte des lettres pleines d'amitié; que San-Marsano et Bossi furent envoyés à Milan, pour entretenir le général dans ses bonnes dispositions; que, pendant les négociations même de Cherasco, et pour obtenir la trève, le roi sacrifia plus de trois cent mille livres. Ces précautions ne furent pas inutiles, puisque le roi resta debout au milieu de tous ses voisins renversés. Mais ici la plus grande difficulté à vaincre, pour rendre durable un avantage momentané, c'était de persuader au directoire que l'intérêt du roi résidait dans son union avec la

France, et que l'intérêt de la France résidait aussi dans son union avec le roi. Dans ce but, et pour conclure un traité d'alliance, le roi, ainsi que nous l'avons déjà dit, avait donné l'ambassade de Paris au comte Balbo. A l'appui de ses insinuations, le comte pouvait disposer de beaucoup d'argent que la Monnaie ou les riches banquiers de Turin envoyaient à Paris. Balbo s'en prévalut fort adroitement, et acquit un grand crédit. Puis, abordant les questions politiques, surtout par rapport aux affaires d'Italie, il démontra que pour détruire la prépondérance de l'empereur dans cette contrée, ce que la France désirait par-dessus tout, il fallait nécessairement satisfaire le roi de Sardaigne, lui donner de nouvelles provinces en compensation de la Savoie et du comté de Nice, ajouter enfin à sa force et à sa grandeur. Mais, pour ne point paraître juge dans sa propre cause, et ne rien ôter à l'autorité de ses paroles, le comte fit en sorte que les Français les plus influens, avec qui il était d'intelligence, soumissent eux-mêmes, et comme de leur propre mouvement, cette affaire au directoire. C'est ainsi qu'à l'instigation de Balbo, et par l'intermédiaire de quelques Français, fut proposée au gouvernement une organisation de l'Italie supérieure, au moyen de quoi l'Autriche eût été, ou exclue à toujours de l'Italie, ou resserrée dans les limites qui auraient été tracées à la paix. Il était question en outre de céder à la France

Vintimille, la Bordighera et San-Remo, avec le marquisat de Dolce-Acqua; de donner au roi Finale, Savone, Parme et Plaisance; à la république ligurienne, Carrosio, les fiefs impériaux, Pontremoli, Fivizzano, Pietra-Santa, Fordinovo, Massa et Carrara; à la république cisalpine, le duché de Guastalla; au duc de Parme, la Toscane; au grand-duc de Toscane, enfin, pour le dédommager, un électorat ecclésiastique en Allemagne; et on disait : le département des Alpes maritimes acquerra une étendue et une population proportionnées à celles des autres départemens, des limites plus naturelles et des frontières plus faciles à défendre. Le port de Savone appartient naturellement au Piémont. En le comblant, contre toutes les indications du bon sens, les Génois ont porté préjudice au commerce des nations, particulièrement au commerce de France. Que l'on donne ce port au Piémont; le riz, le chanvre, et principalement les soies de ce royaume, pourront facilement arriver par mer à Marseille, et de là par le Rhône, à peu de frais, jusqu'à Lyon. On éviterait ainsi les transports toujours chers, souvent dangereux, par les Alpes. Veut-on prévoir les cas de guerre? Savone, au pouvoir d'un état aussi faible que celui de Gênes, deviendra aisément la proie de l'Autriche, et il suffira d'une irruption de cette puissance en Cisalpine. Dans les mains du roi, au contraire, cette ville pourra

être défendue, deviendra une redoute avancée pour les Alpes maritimes, et complétera la frontière militaire de Coni, Mondovi et Ceva. Autrefois inexpugnables, aujourd'hui démantelées, ces forteresses ne peuvent rien contre la France, et pourraient beaucoup pour la France contre l'Autriche, si cet empire redevenait assez puissant en Italie pour asservir le roi de Sardaigne; événement contre lequel la république française devait diriger toutes ses pensées et toutes ses forces. Alors le roi, dédommagé de ses pertes, n'aurait plus rien à prétendre; et, rendu à sa puissance première, entretiendrait une armée de quarante mille hommes en temps de paix, de soixante mille en temps de guerre; avec cette différence, qu'après avoir dépendu de l'Autriche, il dépendrait dorénavant de la France, puisque, du côté de cette république, les états piémontais se trouveraient entièrement ouverts et sans défense. D'un autre côté, la Cisalpine est un composé d'élémens hétérogènes; les factions la divisent; le parti autrichien y est beaucoup plus nombreux et plus fort que celui des patriotes; elle est gouvernée par des hommes sans expérience, sans énergie; il n'y a chez elle ni armée, ni esprit militaire, ni concorde, et elle ne présente ainsi qu'un bien faible rempart contre les projets ambitieux de l'Autriche. La France pourrait se repentir un jour d'avoir affaibli le Piémont, sa défense véritable et naturelle, son

boulevard réel, à l'extérieur, contre les efforts de l'empire : témoin Buonaparte lui-même, qui assure dans toutes ses lettres, que la république cisalpine ne serait pas en état de résister à un seul régiment de cavalerie piémontaise, et que le roi de Sardaigne, à la tête d'un bataillon et d'un escadron, est plus fort que toute cette république. On n'aperçoit pas non plus, ajoutait-on, la nécessité d'agrandir la Cisalpine. Accroître les corps hétérogènes, c'est multiplier les probabilités de leur dissolution. Cela s'applique surtout aux états de Parme. Ils répugnent à leur réunion à la Cisalpine; si on les y incorpore, il n'en résultera que des avantages pour l'Autriche et l'asservissement futur de l'Italie sous le sceptre de l'empire. L'indépendance italienne est attachée à l'exclusion des Autrichiens, ennemis naturels de la France, non à l'affaiblissement des états neutres ou alliés naturels des Français. Il est donc inutile de céder le duché de Parme à la Cisalpine; il faut le donner à qui n'est pas assez fort pour causer de l'ombrage aux amis de la France, à qui l'est assez pour se faire respecter. A la vérité, Gênes y perd une partie de son territoire; mais elle en reçoit une autre plus favorable à son indépendance. Elle s'affranchit en outre du joug de l'Autriche, et acquiert des droits plus certains sur les fiefs impériaux. Il est impossible, sans soulever l'Europe entière, de réunir Gênes à la Cisalpine; impos-

sible, par la même raison, et sans porter préjudice au commerce, sans faire violence aux limites posées par la nature, de réunir Gênes à la France, malgré les efforts, pour y parvenir, de l'aristocratie mécontente d'une constitution qui lui interdit les premières charges de l'état. Puisque le démembrement de Gênes est résolu, il faut donner une portion de son territoire au roi de Sardaigne, une autre portion à la France, ou le tout au roi qui céderait la Sardaigne en échange. Cette île convient particulièrement à la république française. Elle est riche par elle-même, elle le deviendra bien davantage par sa réunion avec la France. Massa et Carrara ne sont d'aucune importance pour la Cisalpine. C'est une plage sans ports, et qui ne peut servir que de refuge aux bateaux pêcheurs. Guastalla, au contraire, lui offre de grands avantages, parce qu'elle est située sur le Pô, domine la navigation du fleuve, et assure les communications entre les deux parties de la république sur les rives opposées. C'est donc lui ôter un misérable domaine qui ne tient à son territoire que par une langue de terre, pour lui donner un domaine riche qui lui convient, indiqué même comme devant lui appartenir, par la position géographique du terrain. Soumettre la Toscane à la domination du duc de Parme, c'est faire une chose agréable à l'Espagne, et surtout à la reine, qui est du sang parmesan. Ainsi se rétablirait l'équilibre

entre les deux familles rivales, de Parme et de Naples; ainsi se présenterait, pour la première, l'occasion de rentrer en possession de l'état des présides en Toscane, et sur lesquels la maison de Naples s'attribue des droits de souveraineté. Ainsi on remplissait, à l'égard de Madrid, les conditions du traité d'alliance, et la France se ménageait des motifs plus fondés de réclamer du roi Charles une coopération plus puissante, un consentement plus facile aux traités ultérieurs. Quant à cet orgueil espagnol, il faut le satisfaire par de plus nobles avantages; et si Rome doit changer de maître, il faut la donner à un prince de la maison d'Espagne allié de la France, plutôt qu'au roi de Naples, ou au grand-duc de Toscane, si fortement uni à l'Autriche par le sang, les alliances et l'opinion. A ce moyen, ajoutait-on encore, on enlevait à la domination anglaise le port si précieux de Livourne. En outre, disait le comte Balbo et ceux qu'il faisait parler, l'Autriche, par l'acquisition des états vénitiens, devient plus redoutable en Italie; il est donc nécessaire d'opposer une nouvelle puissance à une puissance nouvelle, et on y parviendra en donnant à la république cisalpine un gouvernement sage et fort, en éloignant de la péninsule le prince autrichien de Toscane, en lui substituant un prince qui puisse entrer dans la ligue italienne, destinée à mettre un frein à l'ascendant de l'Autriche en Italie.

Il est vraisemblable qu'on supprimera bientôt en Allemagne les électorats ecclésiastiques, pour les remplacer par des électorats laïcs, dont un sera probablement protestant. De là, résultera pour l'Autriche une diminution d'influence sur le corps germanique, et elle s'efforcera sans doute de faire échoir à un prince de son sang l'un des nouveaux électorats. La nouvelle organisation porterait à neuf le nombre des électorats comme avant la réunion, en un seul, des deux de la maison palatine. Malgré tout, l'Autriche ne pourra compter sur la pluralité des votes, qui, en définitive, se réuniront en faveur de la France. Mais il serait mieux encore que l'électorat de Cologne fût donné à cette branche d'Autriche, c'est-à-dire au grand-duc de Toscane; parce que la France aurait alors, sur la rive gauche du Rhin, une garantie dont elle pourrait, en cas de guerre, facilement s'emparer.

La matière paraissait se prêter; l'ambassadeur piémontais passa outre; en cela peut-être peu prudent, puisqu'il allait toucher à l'édifice chéri de Buonaparte. Il prétendait, et certainement avec raison, que les nouvelles républiques italiennes ne pouvaient se soutenir par elles-mêmes. Le parti autrichien y domine, disait-il, et il éclatera aussitôt que les Français ne seront plus là pour le comprimer. Peut-être même le parti démocratique est-il soudoyé par l'Autriche, pour empêcher la cession de la Lombardie au roi de

Sardaigne. Que l'Autriche vienne à bout de ses desseins, le roi sera bientôt rayé du nombre des puissances européennes; et la France, au lieu d'un ami fidèle qui ne pourrait l'inquiéter, même après un accroissement de forces, aura un voisin dangereux et son ennemi naturel. Il est donc nécessaire de dédommager le roi de Sardaigne de ses pertes, et de lui garantir ses domaines, résultat qu'on ne peut obtenir d'une manière plus certaine qu'en lui donnant la Lombardie. Le roi, de son côté, offre à la France une preuve irréfragable de sa sincérité : c'est qu'aussitôt que les Français, après quatre années d'efforts inutiles, eurent pénétré dans le Piémont, et que ce royaume eut été délivré du joug autrichien, sa majesté avait pris la résolution soudaine d'embrasser la cause de la république, et déterminé ainsi l'occupation de l'Italie entière par les Français. Si le roi n'eût pas jugé à propos de lier intimement ses intérêts à ceux de la France; s'il n'eût point accepté les conditions onéreuses qui lui furent imposées; s'il eût persisté à se défendre, comme il le pouvait, puisque ses forteresses étaient intactes et complétement approvisionnées; ni le génie de Buonaparte, ni sa fortune, ni la valeur de ses soldats, n'auraient suffi pour rendre les armes françaises victorieuses; vérité que Buonaparte lui-même avait plus d'une fois démontrée.

Ces insinuations qui, selon la coutume du

temps, ne tendaient à rien moins qu'à déposséder des princes de leurs états, étaient fort adroites; elles flattaient le désir de prédilection des Français, c'est-à-dire l'abaissement de l'Autriche et l'élévation de la France. Aussi étaient-elles favorablement écoutées, non pas précisément par le directoire, toujours entêté de ses idées de révolution, mais par ses conseillers les plus influens. L'opinion de Buonaparte leur donnait encore beaucoup de poids. Il écrivait au ministre des affaires étrangères :

Vous connaissez peu les Cisalpins, à Paris. Ils ne méritent pas que l'on fasse tuer quarante mille Français pour eux. Vous partez d'une fausse hypothèse en pensant que la liberté puisse faire faire de grandes choses à un peuple mou, superstitieux, pantalon et lâche.

Ce que vous désireriez que je fisse, sont des miracles. Je n'en sais pas faire.

Je n'ai pas à mon armée un seul Italien, excepté quinze cents polissons, ramassés dans les rues des différentes villes d'Italie, qui pillent et ne sont bons à rien. Le roi de Sardaigne, avec un de ses régimens, est plus fort que toute la Cisalpine réunie.

Ne vous laissez pas inspirer par quelque aventurier italien, peut-être par quelque ministre même qui vous diront qu'il y a quatre-vingt mille hommes italiens sous les armes. Les journalistes

de Paris et l'opinion publique en France s'égarent étrangement sur les Italiens.

Si les ministres cisalpins vous disent que j'ai plus de quinze cents hommes à l'armée, et plus de deux mille à Milan, employés à la police de leur pays, ils vous en imposeront, et réprimandez-les comme ils le méritent. Car telle chose est bonne à dire dans un café ou dans un discours, mais non au gouvernement.

Tout ce qui n'est bon que dans les proclamations, les discours imprimés, est un roman; il faut parler aux gouvernemens un autre langage, puisque les fausses idées peuvent les mettre dans le cas de prendre un parti différent de celui qui convient, et produire des malheurs incalculables.

Je n'ai point eu, depuis que je suis en Italie, pour auxiliaire, l'amour des peuples pour la liberté et l'égalité; mais la bonne discipline de l'armée, la valeur des soldats, le grand respect que nous avons tous eu pour la république, surtout beaucoup d'activité à réprimer les malintentionnés, beaucoup de promptitude à punir ceux qui se déclaraient contre nous.

Il faudrait être un législateur habile pour faire venir aux Cisalpins le goût des armes; car c'est une nation bien énervée et bien lâche. Peut-être, avec le temps, cette république s'organisera-t-elle assez bien pour avoir trente mille hommes de troupes passables, surtout si elle prend quelques

Suisses; mais pour le moment il ne faut rien en attendre.

Il ne faut pas faire plus de fond sur les patriotes génois que sur les patriotes cisalpins. On doit s'attendre qu'au départ des Français ils seraient tous égorgés par le peuple. Si donc les Génois et les Cisalpins sont des auxiliaires inutiles, la France n'a rien de mieux à faire pour affaiblir la maison d'Autriche en Italie, que de s'unir fortement au roi de Sardaigne, et de conclure un traité d'alliance avec lui.

Un traité de pareille nature avait déjà été négocié entre la France et la Sardaigne, au moment où les armées de l'empereur combattaient encore en Italie, et avant que le sort de la guerre fût décidé. Enfin, il avait été conclu le 5 avril, pour la France par le général Clarke, pour la Sardaigne par le ministre Priocca. Les principaux articles portaient : Que l'alliance serait offensive et défensive jusqu'à la paix du continent, défensive seulement, après la paix; que le roi ne serait point tenu de faire la guerre à d'autre prince qu'à l'empereur d'Allemagne, et pourrait se maintenir neutre à l'égard du roi d'Angleterre; que les parties se garantissaient mutuellement leurs états d'Europe, et s'obligeaient à ne point fournir de secours à leurs ennemis réciproques, soit du dehors, soit à l'intérieur; que le roi fournirait neuf mille fantassins, mille chevaux, quarante

canons, et que ces troupes obéiraient au général en chef français; qu'elles auraient part, dans leur proportion numérique, aux contributions à lever dans les pays vaincus; qu'il ne serait plus question des impôts dont les états du roi avaient été frappés; qu'aucune des parties contractantes ne pourrait négocier avec l'ennemi de l'autre, qu'autant que cet ennemi ne serait pas commun à toutes les deux. Qu'un traité de commerce serait passé; enfin que la république française soutiendrait, autant que possible, les intérêts du roi de Sardaigne dans les négociations pour la paix générale ou du continent.

Ce traité promettait au Piémont des jours plus sereins, et les lui aurait donnés, n'eût été la perversité des hommes ou le malheur des temps. Il contenait, en effet, une clause de la plus haute importance pour le roi : la garantie des états contre les ennemis à l'extérieur ou au dedans. Les premiers étaient dangereux par leur force; les seconds, par les conséquences des révolutions de Gênes et de Milan. Les Piémontais doivent une reconnaissance éternelle à Priocca, pour son habileté à leur ouvrir, au milieu de cette affreuse tourmente, une si large voie de salut. La coopération de dix mille soldats piémontais n'était pas à dédaigner pour la république française sans doute; mais la garantie du territoire était d'un bien plus grand avantage pour le roi, et, sous

ce rapport, le traité était plus glorieux pour ce prince que pour la république. Le directoire l'avait approuvé, il ne manquait plus que la ratification des conseils; mais alors naquirent plusieurs motifs de délais. D'abord, de la part du roi qui désirait, avant la ratification, voir la paix signée entre Rome et la France, et son ministre parti de Vienne pour plus de sûreté; ensuite de la part de la France, parce qu'en ce moment les préliminaires de Léoben venaient d'être arrêtés. Et comme la principale condition de l'alliance avec lui consistait à faire la guerre en commun à l'Autriche, on craignait à Paris que la ratification du traité et la publication qui en serait la suite, ne nuisît aux négociations dernièrement entamées avec l'empereur. Mais le roi, qui avait eu avis des préliminaires de Léoben, insistait fortement pour la ratification, par la crainte de soulèvemens intérieurs dans son royaume. Il se méfiait du directoire qui, après avoir forcé l'Autriche à traiter, pourrait bien lui manquer de garantie à lui-même, et stipuler avec l'empereur des conventions préjudiciables aux intérêts du Piémont. Il appréhendait de se trouver seul exposé aux ressentimens de l'Autriche, ressentimens d'autant plus terribles, que le roi aurait embrassé la cause des Français avec plus de chaleur et de sincérité. C'est pourquoi le comte Balbo ne cessait de mettre en usage, à Paris, et les raisonnemens les plus per-

suasifs, et des moyens plus persuasifs encore que les meilleures raisons, pour décider le directoire à soumettre le traité à la ratification des conseils. Les lettres de Buonaparte venaient à l'appui des efforts du comte. Réfléchissez bien, écrivait-il, que tout n'est pas dit avec l'empereur, et que la guerre peut recommencer au premier moment. Le roi de Sardaigne, si l'on ne ratifie pas le traité d'alliance qu'on a fait avec lui, se trouve à l'instant même notre ennemi, puisque, dès cet instant, il comprend que nous avons médité sa perte. Je me trouve alors obligé de calculer, en regardant comme suspectes les intentions du roi de Sardaigne : dès lors, il faut que je mette deux mille hommes à Coni, autant à Tortone, autant à Alexandrie. On m'affaiblit donc de six mille hommes, que l'on m'oblige à mettre dans la garnison des places du Piémont, et de six mille autres qu'il faut que je laisse pour protéger le Milanais, particulièrement la citadelle de Milan, le château de Pavie, et la place de Pizzighettone.

Ainsi donc, vous perdez, en ne ratifiant pas le traité avec le roi de Sardaigne, dix mille hommes de très bonnes troupes qu'il nous fournit, dix mille hommes de troupes qu'on est obligé de laisser sur nos derrières, et outre cela, vous nous donnez de très grandes inquiétudes en cas de défaites et d'événemens malheureux.

Quel inconvénient y a-t-il à laisser subsister

une chose déjà faite? Est-ce le scrupule d'être allié d'un roi? Nous le sommes bien du roi d'Espagne et du roi de Prusse. Est-ce le désir de révolutionner le Piémont? Mais le moyen d'y parvenir sans choc, sans manquer au traité, sans même manquer à la bienséance (cette idée est tout-à-fait digne de Buonaparte), c'est de mêler à nos troupes et d'allier à nos succès un corps de dix mille Piémontais, qui nécessairement sont l'élite de la nation. Six mois après, le roi de Piémont se trouve détrôné. C'est un géant qui embrasse un pygmée, le serre dans ses bras et l'étouffe. C'est le résultat de la difficulté extrême de leur organisation. Si l'on ne comprend pas cela, je ne sais qu'y faire. Et si, à la politique sage et vraie, convenable à une grande nation qui a de grandes destinées à remplir, des ennemis très puissans devant elle, on substitue la démagogie d'un club, je ne sais encore qu'y faire, et l'on ne fera rien de bon.

A ces observations justes, et exprimées par Buonaparte avec une espèce de bonne foi insidieuse, Charles-Maurice de Taleyrand fit une réponse non moins juste, et marquée au coin d'une bonne foi apparente. Le directoire, disait-il, ne veut pas ratifier le traité avec le roi de Sardaigne. Il y aurait de la contradiction à ce qu'il se liât par des arrangemens solennels avec une monarchie dont la prochaine destruction pourrait être l'effet de tout ce qu'il a opéré en Italie. On l'accuserait

du machiavelisme avec lequel le roi de Prusse s'est conduit en Pologne. D'ailleurs l'article du traité, auquel le roi de Sardaigne tient le plus, est celui par lequel la sûreté de son royaume lui est garantie : or, nous ne pouvons donner aux rois une garantie contre les peuples. Un tel engagement nous conduirait à faire la guerre aux mêmes principes pour lesquels nous avons combattu jusqu'à présent, et auxquels est due une grande partie de nos victoires. Le Piémont deviendra ce qu'il pourra, entre la France et l'Italie, l'une et l'autre libres. Tout ce que nous pouvons faire, dans ce pays, c'est de laisser les choses suivre leur cours naturel. D'après cela, vous ne pouvez avoir les dix mille Piémontais qu'on avait promis; mais rien n'empêche que vous n'ayez tout ce que vous voudrez de soldats de ce pays; il n'y manque pas d'hommes qui voudront combattre pour la liberté, et sous vos ordres. Tout ce qu'il y aura de révolutionnaires s'empressera d'accourir; il suffira que vous engagiez la Cisalpine à les enrôler, les solder et les équiper. De cette manière, vous aurez la petite armée que le roi de Sardaigne devait fournir, et nous n'aurons aucune obligation à un prince de la maison de Bourbon. (Je mets Bourbon, parce que je le trouve écrit.) Il est très croyable que la cour de Turin ne s'opposera nullement à ses enrôlemens; elle sera peut-être même fort aise qu'on la délivre de gens qui l'inquiètent; et cette

mesure, utile à nous, retardera l'explosion chez elle. Toute la difficulté consiste à les payer. Je comprends que la Cisalpine paye déjà beaucoup; mais ce n'est que de l'argent, et la France a payé la liberté bien plus cher.

Mais, soit que Balbo eût trouvé moyen de vaincre des rigueurs, qu'on n'affectait peut-être que pour le mettre à même de les adoucir, soit qu'on fût pressé par l'imminence de la guerre, et que le directoire craignît une rupture prochaine avec l'empereur, le traité d'alliance avec le roi de Sardaigne fut soumis aux conseils, et ratifié par eux. Ainsi donc, écrivait à Buonaparte un membre du directoire, vos vues vont se trouver accomplies, et vous n'aurez aucune inquiétude sur les troupes sardes. Vous serez à portée de réaliser vos projets à leur occasion, de leur donner de nouveaux officiers, et de préparer par ce moyen ce qu'il faudrait, sans doute, amener d'une autre manière si la paix avait lieu. Car, dans cette dernière hypothèse, il serait malheureux, peut-être, que le gouvernement français se trouvât lié par une ratification qu'il n'aurait accordée qu'à la considération de la guerre.

Telle était la loyauté du directoire, au moment même où il se liait, je ne dis pas seulement d'amitié, mais par des traités solennels avec le roi de Sardaigne. Comment appeler cette conduite? je ne le sais; mais bien certainement ce

n'est pas là de la *foi italique*. Cela montre le cas qu'il fallait faire de ces protestations de loyauté que les ministres du directoire prodiguaient en son nom, dans leurs harangues académiques, à leur introduction auprès des rois d'Italie et surtout auprès du roi de Sardaigne.

Pendant que le gouvernement de France se ménageait soigneusement les moyens d'employer les forces du roi de Sardaigne, pendant la guerre, et de le détrôner à la paix; les semences importées de France et qui avaient poussé de si vigoureuses racines à Milan et à Gênes, produisaient déjà leurs fruits en Piémont. On commença par les assemblées secrètes, on finit par se révolter ouvertement. Ce qui favorisait ces mouvemens, outre les opinions de l'époque, c'était l'état déplorable du pays. Impôts énormes; quantité exorbitante de papier-monnaie perdant cinquante pour cent; de monnaie de billon, émise elle-même en extrême abondance et perdant dix pour cent; surcharges occasionnées par le séjour ou le passage des troupes républicaines; orgueil de la noblesse, très intempestif assurément, puisqu'il était la première cause du mécontentement des peuples, et que l'opinion se prononçait surtout contre les nobles. Ni la modération du roi, ni la vie édifiante de la reine, ni la prudence des ministres ne pouvaient remédier au mal. La police de Turin était confiée au comte de Castellengo, qui avait autant

de difformité dans le corps, que de pénétration dans l'esprit. Ami du bien, seulement par amour de l'ordre ; ennemi du mal, seulement par haine de l'anarchie ; il devinait les hommes et savait réprimer leurs écarts. Il surveillait assidûment en personne, le jour les marchés publics, la nuit les conciliabules secrets, et démêlait avec une adresse infinie l'hypocrisie des visages. La nature, chez lui, faisait plus que l'habileté, quoique son habileté fût très grande : et si l'espionnage faisait partie de ses devoirs, il entrait davantage encore dans ses goûts. Quant à la noblesse, il ne s'en souciait nullement, des rois peu, se moquait de la liberté, ne faisait pas plus de cas du gouvernement absolu, et poursuivait les patriotes par vaine gloire de métier, plutôt que par opinion personnelle. Ce fut un homme, en un mot, je ne dirai pas aussi corrompu que son siècle, mais aussi fin que son siècle était corrompu : et s'il avait pu déployer ses talens sur un champ plus vaste que le Piémont, il aurait évidemment démontré combien il est facile à un homme de conduire ses semblables quand il sait les connaître. On l'accusa de sang répandu, d'injustes rapines, de richesses mal acquises ; la vérité est qu'il fit punir quelques individus, mais entraîné par la rage des autres plutôt que de sa propre volonté : il respecta le bien d'autrui, et mourut sans autres richesses que celles de ses pères. Bonino, valet de chambre du marquis de Cravanzana,

et un matelassier nommé Pasio, furent pendus comme coupables d'avoir médité une attaque, à main armée, contre la personne du roi, sur la route de la Vénerie, dans le but d'opérer une révolution. On leur supposait beaucoup de complices; il ne s'en trouva aucun. Le bruit se répandit qu'un certain Santini, espion de Castellengo, les avait mis en avant pour les trahir; c'est une erreur. Castellengo ne s'amusait pas à de pareilles bagatelles; non qu'il éprouvât des scrupules, il n'en avait point, mais parce qu'il n'attachait aucune importance à ces puériles exécutions. Cependant la haine devenait plus vive entre les deux partis. A Novare, les soldats du roi ne craignirent pas d'arracher violemment du chapeau des jeunes gens de cette ville, les cocardes d'or qu'ils y portaient. Il y eut beaucoup de bruit et du sang de répandu. A Fossano, sous le prétexte de la cherté des vivres, le peuple en tumulte commit des excès à l'hôtel du comte San-Paolo, homme instruit et vertueux, mais qu'on accusait d'usure. Bientôt les séditieux s'emparèrent de plusieurs pièces d'artillerie, ce qui n'était plus un soulèvement à cause des vivres, mais une révolte déclarée. A Turin, les cris de liberté commençaient à se faire entendre, et ce fut d'abord devant la boutique d'un boulanger qui refusait de vendre du pain. Tels étaient les funestes avant-coureurs d'un avenir encore plus terrible, et la

révolution de Gênes n'avait pas autrement commencé. Un événement déplorable vint encore ajouter à la terreur du moment. Un médecin nommé Boyer, et son ami Berteux, furent arrêtés comme auteurs d'une conspiration contre l'état. Le jeune Boyer était rempli des meilleures qualités, sa famille brillait elle-même de toutes les vertus qu'il est donné à l'homme de posséder ici-bas. Sans doute Boyer aimait la liberté, mais seulement pour elle et non pour lui-même. Il avait l'innocence du premier âge : le vice était à ses yeux plus odieux que la mort. Il le plaignait, plus qu'il ne le haïssait chez les autres; tant il y avait de douceur et d'indulgence dans son caractère! Ses amis et ses ennemis pleuraient sur son malheur : lui seul, comme si son âme se fût envolée vers des régions meilleures, lui seul avait conservé sa douceur et sa sérénité premières; et pourtant, que de regrets laissait après lui son supplice!

Cependant la révolte faisait des progrès. Déjà se soulevaient contre la domination royale Racconigi, Carignano, Chieri et Moretta, villes voisines de Turin. Asti surtout fut le théâtre d'un événement terrible. Les novateurs coururent inopinément aux armes, attaquèrent la garnison, forte de quinze cents hommes, la firent prisonnière, et s'emparèrent, non seulement de la ville, mais encore du château. Bientôt ils appelèrent à la

liberté les places voisines, et à leur secours les patriotes éloignés. Canale et Alba se soulevaient dans les environs, Mondovi imitait plus loin leur exemple. Peu de temps après, de nouvelles rumeurs éclatèrent à Biella. Attaquée par un gros de novateurs, sous la conduite du comte Avogadro, les uns venus de Cambursano et de Pollone, les autres, de la vallée de Mosso; la ville fut en un moment réduite à l'extrémité. En effet, pendant que les troupes royales repoussaient les novateurs sur un point, les autres révoltés forçaient le commandant de se rendre, de leur livrer des armes et des vivres. En même temps, les soldats du roi obtenaient l'avantage à Novare; mais au moyen d'un piége plutôt que par une victoire honorable, puisque les militaires, à l'instigation de plusieurs officiers, pour amener les libéraux à se découvrir eux-mêmes, parcoururent la ville aux cris multipliés de liberté. Un seul y fut pris; il cria, et fut sur-le-champ mis à mort. Aucun autre ne se trahit parce que le stratagème fut reconnu. Mais le mouvement alla plus loin qu'on ne l'avait cru. Les soldats déchaînés se mirent à piller les maisons de ceux qui passaient pour novateurs; après quoi ils dévastèrent celles des aristocrates; et peu s'en fallut que le sac ne s'étendît à toute la ville. L'horloger Seminoli, le joaillier Martines furent les plus maltraités. J'ai pour garans des hommes graves qui rapportent que, le lendemain, on vit au

doigt d'un officier le propre anneau de la femme de Martines : ce que je ne prétends d'ailleurs ni affirmer, ni contredire; c'est bien assez que la réalité du fait et la fausseté de l'assertion soient également dignes de cette époque.

Ainsi s'échauffait, avec des résultats divers, en Piémont, une guerre civile que le peuple avait allumée par la crainte de manquer de vivres; les libéraux par amour de la liberté ou par haine de la noblesse; les nobles par fidélité au roi ou par haine des libéraux. La terreur était générale : partout du sang ou la crainte d'en voir répandre. On commençait à s'inquiéter à Turin; mais huit mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie, appelés en toute hâte pour la sûreté de la capitale, étaient campés dans les avenues de la citadelle, observaient la ville dans une attitude menaçante, et y assuraient la tranquillité. En ce moment, aux portes même de la cité royale, un bruit confus d'armes et de soldats se fit entendre. C'étaient les habitans de Moncalieri qui, après s'être soulevés et avoir renversé chez eux le gouvernement du roi, se montraient déjà sur les rives du Sangone, avec l'intention de passer outre et de tenter un coup de main sur Turin. L'exemple d'Asti et de Carignano avait entraîné Moncalieri dans cette révolte. Ses habitans y avaient été surtout déterminés par la disette des vivres, en partie réelle, mais exagérée par l'effroi

même qui en était la suite, et dont les novateurs faisaient aussi un tableau alarmant. En rébellion ouverte, ils coururent à la place qui conduit au château, et là, au milieu du tumulte, créèrent une espèce de gouvernement populaire, sans bien savoir ce qu'ils voulaient, ni à quel danger les exposait une pareille conduite, si près de la capitale complètement approvisionnée d'armes et de munitions. Ordinairement, dans la première impétuosité de leur révolte, et avant que les méchans soient parvenus à faire tomber le pouvoir dans leurs mains, les peuples ont recours aux personnages recommandables par leur savoir et leurs vertus, et les mettent à leur tête, ce qui amène toujours le martyre des bons, abandonnés, livrés à leurs ennemis par ces mêmes peuples qui en avaient fait les chefs de leur entreprise. Il existait alors à Moncalieri un homme plein de science, et chez qui la bonté le disputait à l'érudition. Je veux parler de Charles Tenivelli, élégant auteur de l'Histoire du Piémont à différentes époques. Étranger aux opinions du jour; plein d'aversion, excellent Italien qu'il était, pour tout ce qui venait d'au-delà des Alpes; du caractère le plus indolent, d'une insouciance accomplie; sans ardeur aucune, si ce n'était pour ses compositions historiques; il ne songeait nullement à réformer le Piémont, et bien moins encore à y introduire des innovations à la française. Tout

dévoué à la maison de Savoie, plein de zèle pour la noblesse, qu'il affectionnait même avec une prédilection particulière; il était incapable, je ne dis pas d'exciter, mais de concevoir des révolutions. Pour moi, quand je le compare au célèbre fabuliste français La Fontaine, il me semble que le Créateur suprême ne mit jamais au monde deux hommes aussi parfaitement ressemblans que La Fontaine et Tenivelli. La seule différence que je voie entre eux, c'est que l'un fut un historien distingué, l'autre un excellent fabuliste. Le bruit des armes et des clameurs populaires retentissait autour et à l'intérieur de Moncalieri, que Tenivelli ne s'était aperçu de rien, profondément absorbé dans ses méditations ordinaires. Mais le peuple, sachant bien que Tenivelli se rendrait à ses désirs, tant il était bon et facile, l'alla chercher dans sa maison, et l'amena malgré lui sur la place, sans qu'il devinât encore le mot de cette étrange énigme. Enfin, ils le firent monter sur une estrade, et lui dirent : *Tenivelli, fais un discours à la louange du peuple.* Et Tenivelli, qui était fort éloquent, improvisa un discours à la louange du peuple. Ils lui dirent ensuite : *Tenivelli, taxe les vivres qui sont trop chers.* Et il se mit à taxer les vivres avec tant de bonhomie, tant de simplicité, que je répands encore des larmes en pensant à la fin tragique que le sort lui réservait. Les vivres taxés, et les révoltés en ayant

largement profité, ils s'acheminèrent, comme nous l'avons dit, vers le Sangone, sur la route de Turin. Quelques écrivains prétendent que Tenivelli était à leur tête : c'est une erreur; et si cela eût été, les rebelles auraient eu un mauvais guide dans un homme presque aveugle, qui à peine y voyait assez pour se conduire lui-même.

Dans un danger si pressant, au moment où le bruit de la guerre civile résonnait, pour ainsi dire, sur toute la surface du Piémont, où le son des armes contraires retentissait jusque sous les portes de la capitale, les ministres du roi ne perdirent point courage. On vit alors quelle différence existe entre un gouvernement énervé, comme celui de Venise, un gouvernement mal armé, comme celui de Gênes, et un gouvernement vigoureux et soutenu par de braves soldats, comme celui du Piémont. Le jour même où Moncalieri se révoltait contre Turin, le roi créa des conseils de guerre pour, conjointement avec les juges ordinaires, prononcer militairement et avec plus de célérité sur le sort des rebelles. Et comme il importait d'étouffer tout d'abord ces premières étincelles, ce qui était plus facile à exécuter sans délai, attendu le voisinage de Moncalieri et la puissante garnison de Turin, le roi ordonna aux troupes de marcher contre les séditieux et de les dissiper. Cette mesure fut adoptée principalement d'après l'avis du comte de Saint-André, récem-

ment nommé gouverneur de Turin, brave militaire, et qui connaissait la supériorité de vaillans soldats sur une foule tumultueuse. Les rebelles ne soutinrent pas long-temps le choc des troupes royales, et se débandèrent. Moncalieri rentra sous la domination du roi. Le bon Tenivelli, dans l'innocence de son âme, ne pensant, ne soupçonnant pas même que ce qu'il avait fait fût un mal, encore moins un délit, s'en revint tranquillement à Turin se livrer à ses travaux chéris. Il ne songeait pas plus aux événemens de Moncalieri que s'ils eussent été de l'autre monde ou d'un autre siècle. Des files de soldats menaçans garnissaient les rues de la ville; il les traversa sans être connu, et dans la plus profonde sécurité, tant il était absorbé dans ses savantes pensées, tant étaient grandes sa bonhomie et son ignorance des choses d'ici-bas ! Ses amis avaient beau lui répéter : *Qu'as-tu fait, Tenivelli ! Fuis, cache-toi, ou tu es mort.* Il ne les comprenait pas, et retombait dans ses méditations accoutumées. Enfin on le cacha dans la maison d'un garde national qui faisait profession de libéralisme; mais ce garde le livra moyennant trois cents livres de gratification. Tenivelli fut arrêté, conduit à Moncalieri, et condamné à mort par le conseil de guerre.

A la lecture de sa sentence, Tenivelli ne changea ni de physionomie ni de langage. Il trouvait des forces dans son innocence. Ce n'était pas chez

lui du courage, puisque le courage suppose un effort; c'était une douceur, une égalité d'âme que rien ne pouvait altérer, pas même l'aspect du supplice. Introduits dans sa prison, ses amis pleurèrent, et il les consola. Après s'être recueilli, il écrivit à sa sœur pour lui recommander son unique enfant, son cher petit Charles; puis, examinant le fondement de l'accusation portée contre lui, accusation qui le menait à une mort si cruelle, repassant dans son esprit, et ce qu'il avait fait et ce qu'il avait écrit, surtout ce qu'il méditait de faire et d'écrire à la louange du roi et de la noblesse, à la gloire d'une patrie déjà illustrée par ses ouvrages et honorée par ses vertus; il oublia un moment, dans une si grande infortune, cette douceur qui lui était naturelle, et composa, une heure avant de mourir, un sonnet rempli de feu poétique, de piété envers son Dieu, d'indignation contre ses persécuteurs. Conduit sur la place de Moncalieri, Tenivelli tomba sous le plomb meurtrier des soldats.

Va, mon cher maître, je souffre moins au souvenir de ta mort, puisqu'il m'est donné de raconter tes vertus. Si dans l'autre vie les âmes se rappellent, comme je le crois, ce qu'elles ont fait sur la terre, tu ne rougiras pas, je l'espère, de ton élève; et moi, je ne me repentirai pas non plus d'avoir placé dans le plus profond de mon cœur, dans sa partie la plus sensible, le dépôt

de tes pures et saintes instructions. Le ciel approuve et récompense l'amour des maîtres comme la reconnaissance des disciples. Tu me donnas plus que les auteurs de mes jours ; ce n'est pas la vie du corps que je te dois, c'est celle de l'âme que j'ai puisée dans tes doctes leçons ; tes derniers instans mêmes m'ont appris comme on meurt généreux après avoir vécu innocent. Ta vie et ta mort ont été pour moi des préceptes utiles ; dans leur souvenir, trop cher et trop funeste tout ensemble, je puiserai, comme à une source précieuse, pendant la durée de cette vie mortelle, la modération dans le bonheur, la fermeté dans l'infortune. Si le lecteur de cet ouvrage ne me trouve pas tout-à-fait indigne d'un si grand maître, tu t'en réjouiras du haut de ta demeure céleste ; pour moi, j'aurai reçu le prix de mon temps et de mes efforts.

Les villes révoltées persistaient néanmoins dans leur insubordination. Pour remédier à un danger si pressant, comprimer une fureur qui croissait à chaque instant, ouvrir une voie au repentir et vaincre l'obstination, le roi publia une amnistie en faveur de tous ceux qui redeviendraient paisibles et fidèles, ordonnant de plus à ses peuples de s'armer contre les insurgés. L'effet de la mesure fut salutaire ; son exécution fut cruelle, parce que les paysans, foule ignorante et fanatique, commirent des excès à jamais déplorables, ne respectant pas

plus les aristocrates que les démocrates, pas plus les nobles que les plébéiens. Le sang ruisselait en Piémont. Cependant, au moyen de cet édit, le gouvernement du roi obtint une grande partie du résultat qu'il désirait; les routes se trouvant interceptées, il devenait impossible aux novateurs de se concerter, et de marcher au secours les uns des autres.

Ensuite, comme la disette des vivres était le prétexte principal de ces mouvemens séditieux, comme la récolte en grains avait été fort mauvaise cette année, on fit à cet égard des règlemens qui défendaient, entre autres choses, de refuser aucune espèce de grains à quiconque proposerait de les payer au prix courant. En outre, le montant des baux pour les terrains semés en riz, fut fixé dans son maximum à dix mille livres; celui des terrains semés en blé ou autres grains, à cinq mille livres. Cette mesure avait pour objet de prévenir le monopole, source de cherté dans les vivres, de mécontentement parmi le peuple.

Indépendamment de la disette, il y avait une autre cause de la cherté des subsistances; c'était la défaveur des billets de crédit sur le trésor, c'est-à-dire du papier-monnaie, de la monnaie de billon, de celle de cuivre, véritables fléaux du Piémont, et qui s'étaient multipliés à l'excès. Les circonstances faisaient la loi; le gouvernement s'efforça de remédier au mal. Pour y parvenir

il engagea, par un édit public, jusqu'à la concurrence de cent millions, aux propriétaires des billets de crédit, et pour assurer leur créance, les biens des ordres de Malte, de Saint-Maurice, de Saint-Lazare, et ceux du clergé, tant séculier que régulier, à l'exception des bénéfices des évêchés et des cures. Cette mesure devenant insuffisante, il diminua peu de temps après la valeur de la monnaie de billon et de cuivre, établit, avec le consentement du pape, une taxe de cinquante millions sur le clergé, et supprima, toujours avec l'agrément du pontife, les petits couvens et les églises collégiales. Il ordonna aussi que les abbayes, et autres bénéfices à la nomination du roi, fussent vendus aux enchères; que les fonds de commerce payeraient dix pour cent, les immeubles quatre pour cent; et comme le clergé, exempt d'ordinaire des charges publiques, n'acquittait pas la taxe qui lui avait été imposée, le roi fit vendre, d'autorité, pour une somme égale de biens ecclésiastiques et militaires. Que l'on juge maintenant de la gravité du mal par l'excès même du remède.

Ces mesures avaient pour objet de remplir le trésor de l'état, et d'assurer au peuple une existence tolérable. D'autres moyens encore étaient employés pour calmer les esprits; moyens louables en eux-mêmes, parce qu'ils étaient justes, mais insuffisans dans la circonstance, parce que rien

de ce qui venait du roi ne pouvait satisfaire les novateurs. Par un nouvel édit, le roi retira aux nobles la faculté de nommer les juges dans les villages, et voulut que les premiers frais de procédures criminelles, qui jusqu'alors avaient été à leur charge, abus vraiment énorme, fussent dorénavant payés par le trésor royal. Il ordonna en outre que les priviléges de la chasse et des fours s'entendissent et demeurassent supprimés, aussi bien que le droit d'aînesse et les fidéicommis, voulant que les fiefs fussent remplacés par les alleux et supportassent leur part des impôts. Enfin il créa de nouvelles rentes destinées à l'amortissement des billets de crédit et de la monnaie de billon.

Le roi espérait raffermir ainsi son état ébranlé; mais deux moyens beaucoup plus efficaces lui étaient réservés par le ciel. Chose étrange! il fallait que la monarchie piémontaise ne pérît qu'après toutes les angoisses d'une longue et pénible agonie. Le premier de ces moyens, ce fut la fidélité de l'armée; le second, l'amitié de Buonaparte. Les troupes, après de vaillans combats, et sous le commandement du comte Frinco, reprirent pour le roi la ville et le château d'Asti. Déjà Biella, Alba, Mondovi, Fossano et Racconigi étaient rentrés dans l'obéissance; déjà Carignano, Moretta, et d'autres places voisines de la capitale, se soumettaient de nouveau à l'autorité de leur souverain; déjà on ne

craignait plus de soulèvemens dans les vallées de Pinerolo, habitées par les Vaudois qui n'avaient pas laissé que d'inquiéter le gouvernement. Il ne se trouvait plus que certaines bandes de novateurs, plus obstinés ou plus braves, qui fissent encore çà et là quelque résistance; mais ils perdirent entièrement courage à la vue de plusieurs lettres de Buonaparte au marquis de San-Marsano, député à Milan pour implorer l'assistance du général, lettres que le gouvernement s'empressa de faire publier. Buonaparte disait, dans cette correspondance, que la république française était très satisfaite du gouvernement royal; que non seulement sa majesté n'avait rien à craindre de la France, mais que le général en chef était prêt à tout faire pour la sûreté du roi, et pour rendre la tranquillité à une cour qui avait donné aux Français des témoignages certains de ses bons sentimens; qu'il n'avait nullement le projet d'envoyer en Piémont la légion lombarde, composée en grande partie de patriotes piémontais, toujours prête à seconder les novateurs, et qui par cette raison inspirait au roi des inquiétudes; que son intention était seulement d'y faire passer un bataillon polonais, mais qu'il s'en abstiendrait néanmoins si le roi ne l'avait pas pour agréable; que déjà il avait fait arrêter ce Ranza dont les écrits avaient occasionné des scandales en Piémont; qu'enfin il ambitionnait de donner à sa majesté des

preuves de l'amitié que la république française lui portait, et de son désir personnel de contribuer au repos et au bonheur du monarque. Ainsi Buonaparte accordait volontiers au roi de Sardaigne l'appui qu'il avait refusé sous de vains prétextes et avec obstination à Venise. Le lecteur attentif concevra facilement le motif de cette préférence.

Nous avons déjà vu, et nous verrons encore mieux par la suite, de quelle nature était l'amitié de la république française pour le roi de Sardaigne. Quant à l'action de Buonaparte, elle était bonne et louable; elle l'eût été davantage si, avant et après son entrée en Piémont, il n'eût pas, en secondant les intentions du directoire, puissamment excité les démocrates à se révolter contre le roi; leur montrant même des lettres d'un directeur, où celui-ci affirmait que la république française ne ferait jamais la paix avec le monarque, et qu'elle avait le projet de le dépouiller de ses états. Telles étaient les paroles de Buonaparte, tels étaient les écrits d'un directeur de France. Les démocrates piémontais donnaient en échange leur argent au général qui le prenait, et l'employait à l'entretien de son armée. Les lettres de Buonaparte produisirent l'effet qu'on en attendait. Les novateurs, que les troupes du roi avaient déjà mis en déroute, déçus maintenant de l'espoir qu'ils avaient placé dans les secours de la France, rentrèrent entièrement dans le devoir. La démo-

cratie subjuguée en Piémont, les supplices succédèrent aux batailles; supplices mérités, sans doute; mais trop nombreux cependant pour ne pas ressembler à la vengeance plus qu'à la justice. Quatorze individus furent punis de mort à Biella; l'abbé Boffa fut du nombre; plus de trente habitans d'Asti éprouvèrent le même sort. On remarquait parmi eux les avocats Testa et Arò, les frères Berruti et un nommé Celotto, moins connu. Moncalieri vit encore d'autres exécutions que celle de Tenivelli. A Racconigi, on en compta plus de dix. Les supplices s'y arrêtèrent enfin à la prière du prince de Carignan, désespéré de voir tant de sang couler dans une ville, son séjour de délices. Parmi les victimes se trouva le jeune Goveano, qui appartenait à une famille distinguée. Cet acte du gouvernement excita de violens murmures. C'est un excès énorme, disait-on, puisque le supplice a eu lieu après une amnistie publiée par le roi pour les événemens de Racconigi. Les partisans du gouvernement prétendaient, de leur côté, que le conseil de guerre n'avait pas condamné Goveano pour des délits politiques, mais pour des crimes ordinaires. Toutefois ces crimes ordinaires, à la réalité desquels on croira difficilement, si l'on considère le caractère honnête du jeune homme, mais qui pourtant sont attestés par une sentence légale, étaient nés à l'occasion des délits politiques, et tellement liés avec ces délits, qu'ils auraient dû

être considérés comme tels et faisant corps avec eux, si l'on eût préféré une indulgence raisonnable à une rigueur excessive; dans tous les cas, il est mieux d'étendre le pardon que d'en restreindre les effets. Il est certain du moins que la mort de Goveano fut un sujet de terreur et de compassion tout ensemble, et que la promesse du gouvernement eût été plus religieusement observée, si l'on eût fait grâce au coupable. L'amnistie en faveur de Racconigi n'établissait aucune distinction de délits politiques ou non politiques, et l'infortuné jeune homme, qui, dans le premier moment d'effroi, avait cherché un asile sur le territoire français, n'était rentré dans sa patrie que par confiance dans la parole royale. Chef de rebelles, Goveano avait commis une grande faute envers son gouvernement; mais il n'est point de crime qui ne doive disparaître devant le pardon du monarque. Puisque Goveano n'était rentré que sur la parole du roi, la plus grande sévérité qu'on aurait pu justement déployer à son égard, c'eût été de le renvoyer, sous la sauvegarde du roi, au lieu d'où il était venu. Chieri vit fusiller en un jour vingt de ses habitans. L'avocat Roccavilla fut passé par les armes à Saluces; l'avocat Faggiani à Moncalieri. Tant de supplices, en comprimant les révolutions présentes, préparaient des révolutions pour l'avenir. Ils auraient pu raffermir un royaume

intact; ils affaiblirent un état ébranlé, environné de piéges et d'exemples funestes.

La multiplicité des exécutions ne faisait point oublier celle du malheureux Boyer. La pureté de ses mœurs, le rang de sa famille attiraient sur lui l'attention générale. Il fut jugé par un tribunal mi-partie militaire et civil. Personne ne pouvait croire, les soldats étant demeurés fidèles, que deux jeunes gens, à moins d'être tout-à-fait privés de sens, eussent conçu le projet de s'emparer, sous les yeux mêmes du gouvernement, des arsenaux et de la citadelle. De nombreux témoins se présentèrent pour leur défense, offraient même de se constituer prisonniers, et se faisaient forts de démontrer l'impossibilité du délit : ils ne furent point admis, parce qu'on soupçonna que leurs dépositions seraient dictées par l'amitié, ou l'opinion, plus que par la vérité. Toutefois ces entraves apportées à la défense, parurent à chacun, excepté aux effrénés, ce qu'elles étaient en effet, un abus intolérable. L'arrêt fut d'autant plus cruel, que l'occasion se présentait de sauver un individu pour qui toute la ville faisait éclater un si tendre intérêt. Castellengo parmi les juges, Priocca parmi les ministres, inclinèrent pour l'indulgence; le premier, parce qu'il ne voyait point la nécessité de répandre le sang de ce jeune homme; le second, par cette même rai-

son, et aussi par compassion envers le coupable. Condamnés à mort, Boyer et Berteux furent exécutés sur l'esplanade de la citadelle. Je lis dans les Mémoires du temps que le comte de Saint-André, gouverneur de Turin, placé à une croisée voisine, reput ses regards de l'agonie des deux jeunes amis. Je n'en ai aucune certitude, et je doute. Si ce n'était l'époque, j'affirmerais que le fait est inexact, parce que Saint-André n'avait rien d'un homme féroce. Avouons cependant que quelques individus appartenant à la noblesse, parmi les deux sexes, n'eurent pas horreur de rechercher une jouissance si cruelle. A quel excès de dureté nous conduisent les discordes civiles! La mort de Boyer laissa dans la ville un long sentiment de surprise, de tristesse et d'effroi.

FIN DU TOME SECOND.

TABLE

DU TOME SECOND.

TABLE

DU TOME PREMIER.